

المِلَّامِينِ الْمُوا Guide Arts et Spectacles

DERNIÈRE ÉDITION BOURSE

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE Nº 14126 - 5 F

JEUDI 28 JUIN 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

L'Europe grande puissance

'ÉPOQUE où chaque pas dans la construction communautaire était le fruit d'un clontarisme laborieux paraît diourd'hui révolue. Le sommet de Dublin, où certaines décisions majeures sont passées, notait M. Mitterrand, « comme une lettre à la poste », a montré encore une fois à quel point l'Europe est depuis quelques mois portée par une puissante vague d'événeents qui lui sont extérieurs.

L'affondrement du régime communiste en RDA et la marche vers l'unité allemande avaient déjà provoqué un sursaut des Douze en faveur d'une plus grande intégration. Les sollicitations dont la Communauté est l'objet depuis quelques mois de la part des nouvelles démocraties d'Europe de l'Est et à présent de la part de l'Union soviétique sile-même la mettent ourd'hui en demeure d'avoir. sur toutes les questions qui ent le continent euroры́ел, une politique étrangère commune. C'est dire que les Douze, pressés par l'extérieur, sont en train de faire leur union politique comme Monsieur Jourdain faisait de la prose, avant même de l'avoir formalisée dans un traité. Ils obéissent ainsi à des nécessités concrètes et ntes et non à la poursuite de telle ou telle utopie.

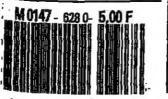
MITTERRAND a insisté Masur le pragmatisme très anglo-saxon de cette évolution. Il rend assez théoriques et vaines les querelles d'école sur l'objectif final : fédéraliste ou pas. Le orésident aurait pu éviter d'y faire référence et de relances eissi un inutile débat.

La métamorphose de la Comsans tiraillements internes, comme l'ont montré à Dublin les débate sur l'union monétaire ou sur l'aide économique à apporter à l'URSS. Mer Thatcher reste dans son rôle oppositionnel classique; mais elle n'a plus les moyens d'enrayer la dynamique.

CETTE métamorphose ne se fera pas non plus sans tiraillements externes. La décision de principe adoptée à Dublin en faveur d'une aide économique à l'URSS est ainsi en elle-même un acte d'indépendance par rapport aux Etats-Unis, que l'on sait réticents envers une telle démarche.

D'autres débats surgiront, dans la Communauté ainsi qu'entre elle et les Etats-Unis, à propos de l'avenir de la CSCE, puis, sans doute, sur le rôle respectif des Européens et des Américains dans l'OTAN. Sur ces sujets qui les divisent ancore, les Douze seront de nouveau contraints de définir leurs intérêts communs. La Communauté, déjà perçue à l'extérieur comme une nouvelle « grande puissance », devrait en prendre ella même un peu plus sence et, en ayant l'image, vouloir avec plus de détermination encore s'en donner les

Lire page 6 l'article de PHILIPPE LEMAITRE



Revenant sur ses engagements

M. George Bush annonce une augmentation des impôts à présenter un seul candidat

M. George Bush a reconnu le mardi 26 juin que le déficit du budget américain - qui devrait atteindre 160 milliards de dollars en 1991 – ne pourra être réduit sans une augmentation des impôts. Pour éviter une dégradation de la situation économique, le président des Etats-Unis accepte du même coup de payer le prix politique de sa décision, qui contredit le principal engagement qu'il avait pris durant sa campagne électorale.

WASHINGTON

de notre correspondant

L'événement, de première grandeur sur la scène politique américaine, tient en trois mots, trois petits mots contenus dans un communiqué publié par la Maison Blanche à l'issue d'une rencontre entre M. Bush et les dirigeants du Congrès, mardi 25 juin : « tax revenue increases », « augmentations des ressources fiscales v.

Le communiqué mentionne bien d'autres mesures rendues indispensables, selon M. Bush, par « la dimension du problème du déficit » et la nécessité d'y trouver une solution suceptible d'être appliquée; il est aussi question d'une réforme des programmes sociaux, d'incitations à la croissance, d'une réduction « ordonnée » des dépenses de défense, et d'une réforme du processus budgétaire. Mais ce sont ces trois mots qui comptent politiquement, et pour les avoir prononcés, M. Bush a immédiatement reçu la sanction attendue. Tous les journaux télévisés de la soirée se sont ouverts sur un gros plan du président, prononçant, avec toute l'assurance du monde, au cours de sa campagne électorale, trois autres mots, exactement contradictoires: « no new taxes » (pas d'impôts nou-

A vrai dire, cette promesse avait laissé sceptique (67 % des Améri-cains n'y croyaient pas, selon un sondage publié à l'époque par le Washington Post), et M. Bush a sans doute considéré qu'il valait mieux passer ce fameux engagement par pertes et profits plutôt que de risquer une détérioration de la situation économique.

Lire la suite page 23 - section C giasi que les articles de SERGE MARTI

La droite et l'élection présidentielle

L'opposition s'engage

Le comité de coordination de l'opposition, réuni mardi 26 juin, a décidé de créer une confédération RPR-UDF intitulée «Union pour la France» (UPF). M. Léotard, président du PR, a émis des réserves sur la crédibilité de cette initiative. Dans sa charte, l'UPF définit les modalités d'organisation de « primaires » pour la désignation d'un seul candidat de l'opposition à l'élection présidentielle.



Lire page 9 l'article d'ANDRÉ PASSERON

Le comité central

du PC convoqué à Moscou Partisans et adversaires du report du congrès

Iran

 Le témoignage de M. Kouchner sur le séisme page 12 - section B au sein du régim

Le futur statut

de la Corse avec M. Pierre Joxe

page 10 Stabilité du chômage 2 480 000 demandeurs

d'emploi en mai page 23 - section C

Le Mondiale La qualification de l'Angleterre et de la Yougoslavie pour les quarts de finale page 19 - section B

PARIS • ILE-DE-FRANCE

Un bilan des villes nouvelles vingt-cinq ans après page 26 - section C

Sur le vif » et le sommuire comple se trauvent page 34 - section C

Une sélection d'annonces immobilières se trouve pages 29 à 31

La marche forcée vers l'unification allemande

Les accords sur l'union économique entre la RFA et la RDA entreront en vigueur lundi 2 juillet. Comment en est-on arrivé là ?

de notre correspondant

Le 8 septembre 1987, le chance dinaient ensemble à « La Redoute» de Bad Godesberg, où le gouvernement de Bonn a coutume de traiter ses hôtes de marque. Le visage grave, M. Kohl parlait en ces termes du mur de Berlin: «Les hommes, en Allemagne, souffrent de la division du pays, ils souffrent de l'existence

Le Monde

d'un mur qui se trouve, littérale- aussi incompatibles que l'eau et le nisme international ont été ment, sur leur chemin. Si nous feu ». Les deux hommes étaient, balayés, laissant la place à des diridétruisons ce qui sépare les chacun à sa manière, prophéti- geants qui se sont assurés la légitihommes, nous prenons encore en ques : le mur est tombé le 9 lier Kohl et M. Erich Honecker compte ce désir des Allemands que personne ne peut ignorer : ils veulent se renconsrer, parce qu'ils appartiennent à un même ensemblev. Le visage impénétrable. Erich Honecker applaudit mollement à la fin du toast, et dans sa réponse rajoute un phrase au texte préparé à l'avance : « le capitalisme et le socialisme, dit-il, sont

novembre 1989, et le 2 juillet 1990 un flot de billets bleus de cent deutschemarks va déferier sur la RDA, éteignant les dernières braises du communisme sur le sol allemand. Dans l'intervalle, l'Europe a changé de visage, les hommes qui incarnaient la deuxième génération du commu-

mité conférée par des élections nisme post-stalinien était fatal à l'existence de cette RDA, dont la nécessité ne découlait, comme le reconnaissait le principal idéologue du SED, M. Otto Reinhold. que de « l'affrontement idéologique entre le capitalisme et le socia-

LUC ROSENZWEIG Lire la suite page 4

CAMPUS

La nouvelle orthographe

De l' cognon » au cnénufar ». du « pingpong » à l' « exéma »... Telles sont quelques-unes des rectifications orthographiques proposées par le Conseil supérieur de la langue française, approuvées à l'unanimité par l'Académie française, et acceptées par le premier enseignées dès la rentrée 1991. Mais passeront-elles dans l'usage?

L'aide sociale aux étudiants

Bras de fer entre l'éducation nationale et les finances. pages 15 à 18 - section B

La désertion des cinéphiles

La Fête du cinéma est surtout une occasion de rappeler que la crise du septième art s'aggrave

La Fête du cinéma se déroulera le 28 juin pour la sixième fois. C'est l'une des mesures destinée à relancer la fréquentation des salles obscures. On ne compte plus celles qui ferment leur portes. Pour enraver cette hémorragie (une perte de 70 millions de spectateurs en trois ans), on a cru détenir la recette miracle en créant les complexes multi-salles. Leur prolifération n'a pas suffi à

retenir les spectateurs. On a parié, alors, sur le retour des grands espaces festifs avec marbres, fauteuils clubs et écran géant. En dépit de quelques succès, il n'est pas sur que cette formule réussisse à sauver une profession menacée. Pour nourrir ces grosses salles, le ministère table sur la production de machines lourdes avec grandes vedettes, milliers de figurants et budgets opulents. Le pari a été gagné avec Cyrano de Bergerac de lions de francs d'investissement, plus de 800 000 entrées sur Paris en douze semaines). Yves Robert. qui a achevé le tournage du Château de ma mère et de la Gloire de mon père d'après Pagnol, espère renouer avec le succès de Manon des sources de Claude Berri. Mais les échecs existent aussi dans ce

Les deux épisodes de la Révolution française de Robert Enrico et Richard Heffron (budget: 230 milions de francs) en furent un.

« Plus une salle ne doit fermer ». déclarait-on au ministère. Voeu pieux. Des quartiers entiers, voire des villes, sont aujourd'hui privés de salles. Nouvelle panacée : les super-complexes (cinquante salles en un seul endroit) que la Ville de Paris envisage de créer comme à Bruxelles. Cela suffira-t-il? La fréquentation des salles a encore

Jean-Paul Rappeneau (100 mil- chuté (moins 11,3 % pour le premier trimestre 1990 par rapport à la même époque de l'année précédente). Le principal accusé est toujours le petit écran.

> Le sondage que nous publions indique que les cinéphiles pourraient bien eux aussi se rallier à la télévision. Cette crise de confiance, si elle se confirmait, porterait un coup fatal au septième art. Ce n'est pas un hasard, enfin, si les producteurs, pour rentabiliser leurs films, tablent plus sur la vente des droits aux chaînes de télévison que sur leur exploitation en salle. Enfin, le décollage des cassettes-vidéo risque de tuer les salles qui vivent de la diffusion des grands classiques.

EMMANUEL DE ROUX

Lire page 22 - section B
l'article d'OLIVIER SCHMITT sur le sondage CSA-le Monde-RMC : « Les cinéphiles tentés

NUMÉRO HORS SÉRIE - 30 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Culture

Sauver le Centre Pompidou

par Jacques Toubon

E Centre Georges-Pompidou est aujourd'hui, de très loin, l'institution culturelle la plus visitée du monde, il accueille chaque année près de huit millions de visiteurs, autant que l'addition des deux institutions étrangères les plus fréquentées : le Musée de l'Ermitage 2 Leningrad (4,4 millions d'entrées) et le Metropolitan Museum de New-York (3,8 mil-

Cette situation ne doit pourtant pas masquer une realité plus pro-fonde : le Centre Georges-Pompidou, menacé d'asphyxie, est à la recherche d'un deuxième souffie. Tous les visiteurs remarquent la dégradation rapide du bâtiment et l'état d'abandon, presque d'insalu-brité, de ses abords qui offrent une image indigne d'un des principaux monuments de la capitale ; les grèves récurrentes des entreprises chargées de l'entretien et la démotivation incontestable de son per-sonnel en minent le fonctionnement quotidien. Les expositions sur lesquelles il a naguère assis sa réputation sont désormais sujettes, quelques semaines à peine avant leur ouverture, aux incertitudes de leur financement et, parfois, purement et simplement annulées. On connaît la mésaventure récemment arrivée à l'exposition « Braque et

L'Assemblée nationale ellemême a consacré l'un de ses débats récents à l'avenir des grands travaux présidentiels. Sans doute y a-t-il effectivement matière à réflexion. Loin de moi l'idée de remettre en cause l'opportunité globale de telles initiatives : en ce domaine, il n'existe aucune limite aux besoins de l'art lyrique, de la conservation du patrimoine muséographique ou à la mise en valeur des richesses de la Bibliothèque nationale. Il y aurait cepen-dant pour satisfaire certains de ces besoins d'autres voies que celles, monumentales, qui ont été choi-

En effet, un risque demeure, aussi mortel que celui de l'inertie : la paralysie issue d'initiatives concurrentes et hativement concues. Cette analyse lucide doit s'appliquer particulièrement à l'avenir du Centre Georges-Pompi-

A la fin des années 80, la situa-tion de Paris n'est plus celle qu'a trouvée le président Pompidou lors de son élection. Le Centre qui, par la suite, porta son nom, ne fut pas sculement issu de sa clairvoyance et de sa volonté, mais également de circonstances intelligemment

Peu après son élection, dans une lettre du 15 décembre 1969, le président de la République donnait en

ALBUM SOUVENIR

RUE DES ITALIENS

BERTRAND POIROT-DELPECH ET NICOLAS GUILBERT

A l'occasion du déménagement du "quotidien de la

rue des Italiens", ce beau livre nostalgique propose

cent dessins originaux croquant les lieux où les

"hommes du Monde" ont travaillé depuis 1944. Et un

long texte de Bertrand Poirot-Delpech retrace l'his-

LA DÉCOUVERTE / Le Monde

Une coedition

toire de ces lieux et de ceux qui les ont habités.

Préface de Manuel Lucbert

RUE DES

album souvenir

effet les instructions suivantes à le cubisme, le surréalisme qui disson ministre des affaires cultu-

Mon cher ministre,

A la suite de la décision prise en conseil restreint le 11 decembre pour la construction d'un ensemble monumental consacré à l'art monumental consacre a l'ait contemporain, sur l'emplacement du plateau Beaubourg, je crois devoir vous donne quelques précisions sur la manière dont je conçois le projet... L'ensemble architectural devra non seulement comprendre un raste musée de peinture et de sculpture, mais des installations spéciales pour la musique, le design, éventuellement le cinéma et la recherche théatrale. Il serait souhaitable qu'il puisse également comprendre une bibliothèque, à tout le moins une bibliothèque comprenant tous les ouvrages consacrès aux arts et à leur évolution la plus

Deux lieux vivants à Paris

Vingt ans plus tard, comment exaucer le vœu du président Pom-pidou dans la sitation actuelle à Paris? Dans le domaine de la lec-ture. la future Bibliothèque de France est appelée à devenir un lieu d'archivage et de référence destiné aux chercheurs ; mais également une bibliothèque de consul tation directe, vouce au grand public, sans pour autant que les problèmes techniques, que cette double ambition présuppose, soient à ma connaissance résolus. Un deuxième pôle, situé rue de Richelieu, devrait regrouper les principales bibliothèques artistiques parisiennes dans un institut d'art, reléguant ainsi celle du Centre Pompidou au rôle hybride de substitut de bibliothèque municipale ou de bibliothèque universi-

Le Musée national d'art moderne, quant à lui, a rempli la mission qui lui était impartie : celle de constituer l'un des rassemblements les plus prestigieux de chefs-d'œuvre du vingtième siècle, tout en restant à l'écoute de la création la plus contemporaine. Trente mille œuvres y sont réunies. pour la plupart entassées dans les réserves, puisque seules 1 500 ou 2 000 d'entre elles peuvent être présentées dans les 15 000 mètres

carrés qui lui sont alloués. Le statut initial du Centre prévovait un reversement des œuvres d'artistes nés il y a plus de cent vingt-cinq ans dans les collections de la direction des musées de France : faudra-t-il construire en conséquence, dans les années à venir, un musée du vingtième siè-cle destiné à accueillir le fauvisme, paraîtraient des cimaises du Musée d'art moderne?

Une telle solution n'est assuré-ment pas celle que souhaitait le président Pompidou, ni la meilleure pour le Centre, qui perdrait ainsi une part de son ame. Ce n'est pas non plus l'hypothèse la plus économique au moment où l'Etat devra assumer pendant dix ans au moins les très lourdes charges, en termes d'investissement comme de fonctionnement, imposées par l'ap-parition de l'Opéra-Bastille, du Grand Louvre et de la Bibliothè-que de France. Cela ne semble pas non plus la réponse la mieux appropriée à la nécessité de rééquilibrer les dépenses culturelles de l'Etat en faveur de la province.

Je pense qu'il faut désormais Je pense qu'il faut desormais explorer d'autres voies avant de figer pour quelques décennies l'équilibre des grandes institutions nationales. L'une d'entre elles consisterait à envisager le transfert de la Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou dans les bâtiments de la future Bibliothèque de France. Il ne Bibliothèque de France. Il ne devrait pas y avoir de difficultés insurmoutables à accueillir les 500 000 volumes de la Bibliothèque publique d'information, actuellement répartis sur 15 000 mètres carrés, dans les 200 000 mètres carrés de la Bibliothèque de France dont la capacité de stockage est aujourd'hui évaluée à 30 millions de documents, soit une proportion de 1,5 %. Ainsi pourrait être résolu le problème de l'accueil du grand public dans une bibliothèque avant tout destinée à l'archivage et aux chercheurs. L'implantation de la Bibliothèque

de France au futur centre de l'ag-

glomération parisienne et la qualité de sa desserte garantissent en ontre la fréquentation du grand

Le redéploiement des espaces du Centre qu'engendrerait un tel transfert, appuyé sur une redéfini-tion de ses objectifs et de son sta-tut, permettrait, à moindres frais, une extension des surfaces de pre-sentation des collections et des expositions ; il favoriserait l'épanouissement du design et de l'ar-chitecture, du cinéma et du théâtre, disciplines trop souvent minorées par le poids des deux départements dominants. L'architecture du Centre, l'esprit de l'institution ont été, depuis le premier jour, concus pour favoriser de telles évolutions que le président Pompidou jugeait inéluctables.

Ce serait préparer sérieusement l'avenir que d'organiser cette répartition harmonieuse en deux lieux. l'un au cœur historique, l'au-tre au cœur futur de la Cité.

Ainsi, sans doute, ferions-nous aboutir complètement le fameux souhait de Georges Pompidou : Paris possède un centre culturel qui soit à la fois un musée et un centre de création, où les arts plastiques voisineraient avec la musique, le cinéma, le livre, la recherche audiovisuelle, etc. »

Mais il ajoutait : « Le problème dans un projet de ce genre, c'est de le réaliser, bien sur, mais c'est surtout et ensuite qu'il vive. > Leçon à retenir par les temps qui courent !

▶ Jacques Toubon est député de Paris, président du haut comité « Homme et Société » du RPR.



Professions juridiques

Un vote à rattraper.

par Dominique Saint-Pierre et Daniel Soulez-Larivière

E rejet par trois voix du projet de loi portant réforme des professions juridiques et judiciaires dans la nuit du 20 au 21 juin déses-père les professionnels du droit et remplit d'amertume ceux qui, depuis plus de vingt ans, militent pour une modernisation urgente dans ce secteur d'acti-

De quoi s'agissait-il? Seulement de rapprocher conseils juridiques et avocats, puisque la France est le scul pays du monde à connaître cette division tance été meilleur, au point de constiarchaïque, et réglementer l'exercice du tuer un exemple de ce qu'il devrait droit à l'instar de ce que la plupart des être dans tous les cas. La commission

grandes démocraties connaissent, sans pour autant menacer de quelque

manière que ce soit les droits acquis L'échec de ce projet, fruit de l'alliance du Parti communiste trop souvent passéiste et d'une droite trop attachée à des calculs politiciens dont les résultats accidentels l'ont surprise elle-même, a pour fâcheuse conséquence d'alimenter un antiparlementarisme facile. Pourtant, jamais le travail parlementaire n'avait en cette circons-

des lois, à l'issue de longues journées de travail, avait réussi à « sortir » un texte utilement amendé. Rien ne laissait supposer après tant de travail de la majorité et de l'opposition un tel

Faut-il accuser un excès de lobbying des professions sur les députés, qui s'en seraient irrités ? Singulière vision de la démocratie ! C'est le rôle du représentant de la nation que de subir les assauts amicaux des citoyens qui veulent faire triompher un point de

Faut-il accuser une insuffisante concertation démocratique ? Ridicule ! Jamais ancun projet de loi n'aura été préparé par autant de débats, de rapports de commissions, d'auditions et de négociations. Faut-il accuser l'abseace de consensus chez les profession-nels ? Absurde également. Chacun sait qu'il appartient au législateur de décider entre des points de vue contradiotoires et non pas d'entériner des décisions prises en dehors de lui. Le consensus total n'existe jamais, encore moins qu'ailleurs, dans la profession du droit, si forte est sa tendance au

Faut-il accuser la politisation d'un débat qui aurait été rendu dogmatique parce qu'il aurait été conduit par la gauche? Impossible. C'est plutôt la droite qui aurait di jadis porter sur les foms baptismaux un tel projet d'inspi-ration libérale et dont elle fut la première à proclamer haut et fort, voilà moins d'un an, l'extrême urgence.

perfectionnisme et à la chicane.

Alors, quoi ? On n'ose imaginer que certains députés aient pu céder an petit plaisir de mettre en difficulté un garde des sceaux vulnérable, devenu

Lett refer to the total On n'os gouvernement est pu l'emporter sur le vote d'un texte rechnique d'intérêt national. La vérité, c'est l'accident, comme on en voit parfois dans cer-taines élections qui aboutissent à étire des candidats « tactiques » dont per sonne ne voulait vraiment. Le calcul était mauvais, et la divite a tiré contr

en route le vote d'un texte qui, suprême paradoxe, a été rejeté, s'agis-sant des fusions des conseils juridiques et des avocats, alors que le deuxième texte du gouvernement sur la pratique du droit en sociétés de capitaux a été

Il scrait trop bête d'alimenter l'antiparlementarisme démagogique oui se développe en France en ne remettant pas immédiatement sor les rails une réforme qui, chacun le suit, est essentielle à l'économie française. Ne pas le faire serait aussi un signe de légéreté de manyais approve an moment où s'annoncent de prochains débats graves et encore plus difficiles sur la justice, aujourd'hui en plein délabrement culturel et matériel parce que trop de politiques, trop longtemps, l'ont abandonnée.

Dominique Saint-Pierre est pré-sident de la mission d'étude sur l'Europe et les professions du droit ; Daniel Soulez-Larivière est l'auteur du rapport sur la réforme des pro-fessions juridiques et judiciaires

AU COURRIER DU Monde

Des fêtes à revoir

L'intéressant tableau des « jours de fête » publié dans le supplément « Liber » du 9 juin, révèle une situation assez consternante. A la scule exception probable de la Turquie, il n'y a en Europe que deux types de fêtes : des fêtes politico-civiques et des fêtes chrétiennes, certaines relevant d'ailleurs des deux types, le seul con-tre-exemple étant le Jour de l'an,

En France, par exemple, sur onze jours fériés, six sont directement chrétiens : lundi de Pâques, Ascension, lundi de Pentecôte, Assomption, Toussaint, Noël. Aucun n'est juif ou musulman : ne serait-il pas temps de demander à ces deux communautés de choisir chacune une journée, qui scrait jour férié pour tout le monde ? Ne scrait-ce pas là une arme sympathique de lutte contre le racisme et tout simplement une mesure de justice et de

Va-t-on éternellement célébrer la victoire sur l'Allemagne de 1918 ? Ne serait-il pas judicieux de transformer cette journée en Journée de lutte contre la guerre ? Cela n'empêcherait nul-lement nos demiers « pollus » d'y par-ticiper et d'y être bien justement honorés dans un esprit non chauvin.

Une création serait utile : le 8 mars, Journée internationale des femmes. Le 21 juin, Fête de l'été et de la musique, a déjà été proposé à juste titre. Et pourquoi pas, autour du 20 novembre, une Fête du vin, bien culturellement française et paradoxalement arme de lutte contre l'alcoolisme ? Le vin est boisson de l'ête, pas de tous les jours...

Des Maghrébins contre la drogue

C'est avec grand plaisir que j'ai lu dans le Monde du 7 juin que les residents d'un foyer SONACO-TRA de Nice se sont mobilisés pour faire face aux trafiquants de drogue qui contaminent sans vergogne la jeunesse de leur cité et portent atteinte à l'image de la communauté musulmane de cette

Cette réactiton, nouvelle dans les milieux maghrébins, est, peutêtre, enfin le signe d'une prise de conscience collective pour balayer devant notre porte, ce qui pourrait endiguer la poussée de racisme que nous connaissons actuelle-

Les ouvriers et les employés qui, comme moi, sont contraints de vivre dans ces milieux, éprouvent un sentiment de rejet, sont confrontés quotidiennement aux actions de ces voyous qui meublent les chroniques des journaux

C'est nous, qui, grâce à Dieu, constituons la majorité de la communauté musulmane. Trop fréquemment, nous sommes restés passifs et parfois tolérants face à ces énergumènes et à leurs parents fautifs, qui nous ont porté un grave préjudice.

> YOUSSEF ABDALREZAK IBN ALCARAZ

Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret Rédacteurs en chef : Bruno Frappez, Jacques Amairic, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 40-65-25-25

ADMINISTRATION:

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

ÉTRANGER

URSS: le comité central convoqué le 29 juin

Conservateurs et radicaux s'affrontent sur un éventuel report du congrès du PC

Une épreuve de force est engagée à Moscou entre partisans et adversaires d'un report du vingt-huitième congrès du Parti communiste soviétique.

MOSCOU

de notre correspondant

C'est le front uni. Si l'ennemi qui en deux jours, a précipité cette alliance n'était pas un appareil communiste tente par la restauration, on croirait presque entendre dans tout Moscou le « No pasanam a des antifascistes espagnols. En principe, le congrès doit s'ou-vrir lund prochain, le 2 juillet, mais les réformateurs veulent repousser cette date tandis que les conservateurs veulent, eux, la maintenir. Seule instance habilitée à trancher, une réunion plénière du comité central est convoquée pour vendredi. Elle s'annonce houleuse et probablement longue. Qu'elle tranche en faveur des conservatears, et un mauvais coup aura été porté à la perestroïka. Qu'eile donne su contraire raison aux réformateurs, et l'agressivité nou-velle de l'appareil n'aura finalement fait que se retourner contre lui en accélérant le changement.

L'enjeu est de taille et, toute agitée de rumeurs, réunions et conférences de presse, Moscou frémit.

D'un côté, tous les réformateurs sans exception, de M. Gorbatchev à M. Eltsine en passant par l'intelligentsia et tous les jeunes députés triomphalement élus à ces nouveaux parlements qui portent les espoirs du pays. De l'autre, une nouvelle génération de bureaucrates conservateurs bien décidés à ne pas « se rendre » et qui ont remporté la semaine dernière, à l'issue du congrès de constitution du Parti communiste russe, une totale victoire sur M. Gorbatchev. C'est l'un des leurs, M. Polozkov, qui a été porté à la tête de ce parti, qui devrait regrouper, en principe, près de 60 % des effectifs du parti soviétique. Ce sont leurs slogans les plus primitifs et les plus insultants qui faisaient mouche dans une salle qu'ils dominaient, et ce sont les officiers les plus rétrogrades qui les soutenaient le plus convertement.

Cinq jours durant, grâce à la télévision qui ne cesse plus, depuis un an, de retransmettre tous les congrès, le pays a vu cela, a vu M. Gorbatchev se faire traîner dans la boue par des hommes qui donnent la chair de poule à tous les Soviétiques. Cette retransmission a créé un choc. Si affecté qu'il ait pu être, M. Gorbatchev faisait bonne figure, disant calmement qu'il ne faut ni susciter d'affrontements ni reculer sur la voie des réformes. Visiblement, il pensait que les conservateurs, maîtres ou non de leur nouveau bunker du parti russe, ne pourraient pas grand-chose contre le vent de l'Histoire et qu'il suffisait donc de continuer d'avancer.

MM. Gorbatchev et Eltsine s'épanlent

Il n'est d'ailleurs pas prouvé qu'il avait tort, mais le fait est qu'il était à peu près le seul à réagir ainsi. Beaucoup de ses conseillers l'out soudain vu devenir l'otage d'une direction ultraconservatrice, que M. Polozkov, sur la lancée de son succès au congrès du parti russe, allait faire élire, la semaine prochaine, par le congrès du parti soviétique. Même dans ce cas, il aurait certes gardé ses pouvoirs présidentiels, mais, la victoire conservatrice menacant de faire fuir en masse les militants, M. Gorbatchev se serait retrouvé privé de tout appareil, puisque l'appareil d'Etat qu'il construit n'a

pas encore remplacé celui du parti.

C'est ainsi le chaos qu'ont avant tout craint les conseillers de M. Gorbatchev. L'entretien que le Monde publie d'un des piliers de son équipe, Andreï Gratchev, est. à cet égard, parfaitement clair. Et puis, parallèlement, à l'heure de la clôture, samedi soir, du congrès russe, tous ces hommes qu'on appelle par facilité de langage les « radicans » – partisans de M. Eltsine, députés réformateurs, nationalistes des Républiques, intellectuels battants, – toute cette énorme masse disparate des Soviétiques qui finissaient par trouver le changement trop leut et M. Gorbatchev

trop prudent, tous sont brutalement redescendus sur terre.

Ils ont vu au milieu de qui doit, tous les jours, travailler l'initiateur de la perestroïka, avec qui il doit compter, composer, ruser, pour éviter à l'URSS une inutile et sinistre parembése dans l'entreprise de sortie du communisme. Alors ils ont soudain mieux compris pourquoi, des son élection à la tête de la Fédération de Russie, M. Eltsine avait amorcé son rapprochement avec M. Gorbatchev, pourquoi les deux hommes, depuis un mois, s'épaulent de fait sur tous les grands suiets et pourquoi - au-delà

des polémiques publiques et d'une féroce rivalité – les canaux de communication sont, entre eux, si solides

l Devant le danger, devant ce spectre d'un passé qui n'a pas fini de hanter la nouvelle Union soviétique, le réalisme a repris ses droits. Les journaux les plus réformateurs ont cessé de tirer sur M. Gorbatchev. On s'est calmé dans les diners en ville où c'était, cès derniers temps, à celui qui dirait le plus de mal du président et de ses « demi-mesures ». En l'espace de deux jours, tout a changé et, mardi soir, la télévision a successivement retransmis une conférence de presse de M. Eltsine et une longue interview de M. Popov, le nouveau et très populaire maire de Moscou.

Ne pas se tromper d'ennemi

C'était, à l'évidence, les chefs de file radicaux qui montaient au créneau, et leurs messages, chacun avec son style et ses propres préoccupations de carrière, étaient absolument parallèles. Pull-aver et tête de hérisson, M. Popov a expliqué qu'il quitterait sans doute le parti si la ligne conservatrice y triomphait, que le congrès russe n'avait été que celui de l'appareil et que si l'on pouvait certainement avoir des critiques à faire à M. Gorbatchev, il fallait aussi se demander ce qu'on avait soi-même fait pour que progressent les chan-

C'était tout sauf une plate allégeance au président, mais un clair appel à ne pas se tromper d'ennemi. Quelques heures auparavant, M. Eltsine, costume-cravate et bien peigné, avait affirmé à plusieurs reprises qu'il était disponible pour une « coopération » avec M. Gorbatchev qui « doit, a-t-il dit, « poursuivre et se renforcer ». Elle cet, de fait, si bien entamée que le président de la Fédération de Russie et M. Gratchev se sont retrouvés à l'unisson pour qualifier le vingt-huitième congrés de « dernière chance » du parti soviétique.

Naturellement, le premier est venu apporter de l'eau au moulin du second, de l'eau donc au moulin de la présidence, en jugeant « possible » une scission du parti si le congrès n'était pas celui du renouvellement. Si ce n'était pas le cas. M. Eltsine « suspendra » son appartenance au parti, Le président de Russie s'est naturellement dit, lui aussi, partisan d'un report de ce congrès.

Les réformateurs, tous les réformateurs, veulent pouvoir n'aller au feu qu'après avoir coordonné leurs stratégies, jusqu'alors totalement dispersèes. Ils veulent avoir le temps de montrer leur unité au pays, de se donner un nouveau crédit à même de faire réfléchir les délégués au congrès. Car s'il y aura dans la salle, de toute manière, deux blocs – à gauche et à droite – de convaincus, la masse sera constituée de ce marais qui suit toujours les plus déterminés. Conclusion : il suffit de faire savoir qu'on l'est, majs de n'y plus tarder.

On dit que le bureau politique est favorable au report. Que le comité central n'aura pas l'estomac d'engager lui-même la guerre contre M. Gorbatchev et que beaucoup de ses membres conservateurs seraient favorables à un compromis. On dit beaucoup de choses, Mais, outre que M. Gorbatchev n'a encore rien dit lui-même, le suspense ne fait que commencer,

В.

Le congrès des communistes de Russie a été une « tentative de coup d'Etat »

nous déclare M. Gratchev, haut responsable du PC soviétique

On a commencé à le connaître tans le grand public lorsqu'il est devenu le chef d'orchestre politique des voyages de M. Gorbatchev à l'étranger. L'homme qu'on entend alors dans les. débats télévisés et les colloques, c'est lui, Andrei Gratchev, chef adjoint du département international du comité central. Très ieune pour les fonctions qu'il occupe (il n'a pas cinquante ans), il est aussi le bras droit de M. Alexandre lakovley, idéoloque de la perestroïka, et un collaborateur régulier des Nouvelles de Moscou. Interrogé mardi 26 juin, M. Gratchev a commenté pour le Monde le congrès. asi s'est récemment terminé, du PC de Russie.

MOSCOU

de notre correspondant

« Ce congrès, nous déclare M. Graichev, a été indéniablement une occasion manquée pour les délégués qui se voulaient représentatifs des communistes de Russie. Ils ont perdu une chance, celle d'affirmer une force favorable à la perestroïka et de choisir ainsi l'avenir pour leur parti. Ils ont préféré hier à demain, en pensant sans doute qu'en votant pour le passé ils votaient pour leur avenir.

» C'est une illusion, car il s'agit là d'une défaite pour la perestroika, pour les délégués qui n'avaient pas fait ce choix et pour e président [Gorbatchev], qui est ainsi privé d'un soutien politique. C'est avant tout une défaite pour le parti, qui a été placé de cette manière au bord d'un processus de marginalisation. Un parti qui s'apie sur l'ancien appareil, sur des cadres d'une autre époque, ainsi pour des raisons évidentes - que sur des hauts gradés de l'armée, un parti qui fait appel aux forces nationalistes et aux éléments lumpenisés (1) de la classe ouvrière se présente en effet en force du passé. Cela implique pour lui deux menaces: perdre tout potentiel de créativité et de dynamisme et se placer en conflit ouvert avec la société et le Parlement de Russie, du moins avec ses membres légitimement élus.

 Craignez-vous que cette victoire du passé ne pèse sur le déroulement du congrès soviétique ?

Nous avons assisté la semaine deraière, au congrès russe, à une variante non aboutie du plénum d'octobre 1964 [celui au cours duque! Khrouchichev avait été évincé]. Cela n'a pas eu de conséquences comparables pour la définition de la politique de l'Etat, et cela a souligné au contraire la dis-

tance parcourue depuis, l'irréversibilité du processus entamé par Mikhaïl Giorbatchex. Celui-ci est sorti indemne de cette tentative de coup d'Etat, car. grâce à sa politique, ce parti n'a plus la même influence ni la capacité de renverser le cours suivi par la direction du pays. C'est là un appréciable élément de consolation, en particulier pour nos partenaires étrangers, qui, autrement, auraient pu penser que certaines formulations du général Makachov représentaient une menace réelle (2).

– « Tentative de coup d'Etat. » Rappel du limogeage de Khrouchtchev. Est-ce que vous ne dramatisez pas la situation?

Les faits sont simples. Avec ce parti russe tel qu'il s'est formé, c'est un parti d'opposition à la perestrolka qui s'est constitué. En soi, pourquoi pas ? Mais le problème est que, contrairement à toutes les lois de gouvernement d'une société civile, nous avons le parti d'opposition, mais pas - pour le moment du moins - celui du pouvoir. Peut-être que le XXVIII congrès va rectifier cet état de fait. Je l'espère en tout cas, car ce serait l'unique et dernière chance du PCUS.

Quand un navire coule...

- En quoi son effondrement constituerait-il pourtant un drame pour le sort des réformes et de la démocratie en URSS, pour la politique dont vous êtes partisan?

— Il y a des gens en URSS, membres du parti, qui se voient déjà en dehors de ses rangs. Le fait que les conservateurs se soient montrés au grand jour va, considèrent-ils, accélérer la dégradation de l'image du parti dans la société. Ils s'en réjouissent, mais ce n'est pas mon cas, car je ne considère pas, pour ma part, qu'un effondrement du parti et l'énorme vide que cela créerait seraient un élément positif et faciliteraient le développement de la perestroïka. Quand un navire coule, tout ce ce qui est autour de lui est entraîné en tourbillon vers le fond.
» Il y aurait là un énorme danger

pour les réformes et pour tout le pays. Que cela plaise ou non, le PCUS est une force potentielle de rassemblement des démocrates, des personnes compétentes, capables et idéologiquement orientées vers une alternative de gauche, et non pas de droite, au système dont nous essayons de sortir. Peut-être cela surprendra-t-il vos lecteurs, mais la masse des quelque vingt millions de membres du parti, qu'il ne faut pas confondre avec les quelques dizaines de milliers de ses fonctionnaires, sont des hommes de ce type – des partisans de la démocratie.

» Or ces hommes constituent l'élite de la société, son encadrement. Privés de programme et d'objectifs, ils ne constitueraient plus qu'une armée sans généraux, dont les effectifs se disperseraient et iraient renforcer les autres courants politiques existants.

- Quel malheur y aurait-il à

- Le malbeur est qu'aujourd'hui ces courants sont, le plus souvent, extrémistes et que ces cadres du pays seraient donc recrutés par des forces destructrices, nationalistes ou extrémistes de gauche. Qu'on le veuille ou non, au jour d'aujourd'hui et en attendant le plein développement des assemblées élues, le parti représente dans ce pays la ule armature de pouvoir. Cela ne tient d'ailleurs pas seulement à ses infrastructures, mais aussi à ce qu'il représente encore psychologiquement le pouvoir pour une bonne partie de la population. On ne peut pas abandonner ce pouvoir aux mains des forces hostiles à la perestroika.

> Le congrès du PCUS : XXVIII° ou premier ?

– Comment imaginez-vous alors le déroulement du XXVIII- congrès ?

- Il peut avoir deux conséquences possibles - et peut-être parallèles. La première serait une mobilisation des forces vives et responsables, résolues à faire de ce congrès celui de la rénovation du parti, pas seulement le XXVIII^e, mais aussi un premier congrès.

» La seconde serait, malheureusement, l'apathie, la désillusion, la

o LITUANIE: report du débat sur le moratoire. — Le parlement lituanien a reporté à jeudi le débat sur le gel de sa déclaration d'indépendance, à la suite de l'entretien à Moscou entre son président Vytautas Landsbergis et M. Mikhan Gorbatchev, a annoncé mardi 26 juin un porte-parole du parlement lituanien. — (AFP.)

□ Moscou dément tout « déplacement imprévu» d'armes nucléaires. Un porte-parole sovictique, M. Guerassimov, a déclaré mardi 26 juin que, dans la mesure où « il n'est pas nécessaire de déplacer les troupes équipées d'armes nucléaires sur le territoire de l'URSS, aucun mouvement imprévu n'a eu lieu». Il répondait à des informations, de sources proches de l'OTAN, sur l'évacuation en cours de missiles nucléaires des régions troublées de l'URSS, pays baltes et Transcaucasie. Le retrait de missiles capables d'atteindre la Scandinavie avait été annoncé l'automne dernier par M. Gorbatchev. - (AFP.)

perte d'intérêt, surtout parmi ceux qui, à la base, étaient entrés non par romantisme ou esprit de militantisme, mais pour raisons de convenances personnelles. Ces deux tendances vont se manifester d'ici à l'ouverture du congrès, et pendant celui-ci, j'espère que la première sera soutenue et dirigée par la direction du parti.

- Concrètement parlant, par M. Gorbatchev ?

 Je parlais, naturellement, de la direction de la perestroïka.
 Et cette direction est favo-

rable, comme M. Eltsine, à un report du congrès ?

— Je peux vous répondre pour moi-même : un report aurait une valeur si le temps gagné était utilisé à préparer un nouveau congrès qui ne risquerait nas d'étendre les

effets négatifs, politiques et psy-

Propos recueillis par BERNARD GUETTA

(1) Du mot Lumpenproietariat, employé par Marx, pour désigner le sousprolétariat.

(2) Daus une intervention d'une rare violence, le général Makachov, commandant d'une région militaire, avait nommément accesé plusieurs chefs de file réformateurs dont M. lakoviev, de briser la défense du pays et de renforcer l'OTAN après avoir détruit le pacte de Varsovie. Comparant implicitement M. Gorbatchev au roi Lear, il avait également lancé une phrase lourde de sous-entendus : « 68 % des troupes de l'armée esviètique sont cantonnées sur le territoire de la fédération de Russie. La délégation du parti de l'armée représente ici plus de 300 000 communistes. Nous n'allons pas nous rendre idéologiquement. »

BULGARIE: un nouveau parti communiste - Cinq mois après le changement de nom de l'ancien PCB rebaptisé Parti socialiste, le « Parti du peuple travailleur », créé le 27 avril dernier, « sort de la clandestinité et adopte le nom de parti communiste », a annoncé mardi 26 juin son président M. Vladimir Spassov, en précisant que son parti soutenait fermement les principes du marxisme-léninisme. – (AFP.)

D Les autorités de Sofia prêtes à intervenir contre les étudiants en grève. — Dans une déclaration diffusée mardi 26 juin, le ministère de l'intérieur bulgare qualifie l'action des étudiants, protestant depuis deux semaines à Sofia contre les irrégularités du serutin des 10 et 17 juin derniers, de « violation de l'ordre public » et se déclare prêt à intervenir si le parquet le lui demande. — (AFP.)

RECHERCHE

LES ATOLLS OASIS par F. Rougerie et B. Wauthy

LE SQUELETTE DU GLOBULE ROUGE par J. Delaunay et P. Boivin

MAGIE ET TECHNOSCIENCE:

LA GRANDE MUTATION DU MOYEN ÂGE
par P Thuillier

LE MAGNÉTISME DU CERVEAU par O.-V. Lounasmaa et R. Hari

DOSSIER:

ESPAGNE: LE FLAMENCO DE LA SCIENCE par M. Barrère

ETC.

un supplément spécial médecine : *LES MALADIES DE L'ÉTÉ*

AVEC, EN EXCLUSIVITÉ,
LA PREMIÈRE ENQUÊTE NATIONALE SUR LES ATTITUDES
ET COMPORTEMENTS
DES FRANÇAIS





JUILLET-AOÛT 1990 N°223 - 35 F

EUROPE

La marche forcée vers l'unification allemande

Suite de la première page

Les vicillards qui détenaient le pouvoir à Berlin-Est savaient bien qu'ils ne pouvaient emboîter le pas à un Mikhaïl Gorbatchev, à moins d'amorcer un mouvement qui aboutirait inéluctablement à leur élimination et à la disparition de l'Etat qu'ils avaient fonde sur les ruines du nazisme. Au contraire, on a découvert, après la chute du mur, que l'arrivée au pouvoir de Mikhail Gorbatches avait coincide avec le développement monstrueux de la Stasi, la police politique estallemande, dont les effectifs avaient atteint le chiffre presque incroyable de 200 000 personnes pour une population de 16 millions

Personne pourtant, en RFA, ne croyait à un écroulement imminent du régime est-aliemand avant le mouvement de fuite massive vers l'Ouest de l'été 1989 et le début des « manifestations du lundi » à Leipzig, à l'automne suivant.

La RDA n'est ni la Pologne ni la Hongrie, se disait-on à Bonn. Les hommes politiques et les analystes ouest-allemands étaient, eux aussi, victimes de l'appareil de propagande est-allemand, prenant pour argent comptant les statistiques économiques triomphalistes claironnées à Berlin-Est. Le calme apparent de la population était

considéré comme une sorte d'acceptation, au moins passive, d'un régime que l'on voyait promis à une évolution lente vers une libéralisation plutôt qu'à l'écroulement dans un tourbillon révolutionnaire.

Les craquements en profondeur de la société de la RDA n'étaient perçus que par de rares observateurs, qui avaient noté, dès le mois de mai 1989, que l'ouverture de la frontière austro-hongroise, le 2 mai, et les fraudes manifestes des élections municipales du 7 mai avaient profondément modifié l'état d'esprit dans le pays.

On se fondait plutôt sur le fait que les défections parmi les personnes autorisées à effectuer un voyage en République fédérale – plus d'un million en 1988 – étaient minimes pour conclure, un peu rapidement, que le régime de Berlin-Est étaient sinon approuvé, du moins toléré par la majorité de la population.

Au début du mois de juillet, pourtant, on pouvait observer un afflux plus important que de coutume de citoyens est-allemands dans les représentations diplomatiques de la RFA à Berlin-Est, à Prague. à Budapest et à Varsovie. Lasses d'attendre l'autorisation d'émigrer vers l'Ouest, demandée parfois depuis plus de quatre ans, ces personnes voulaient parvenir à leurs fins dans le cadre de la procé-

dure de « réglement des cas humanitaires », grace à l'intervention de l'avocat Wolfgang Vogel, homme de confiance d'Erich Honecker. Le gouvernement de Bonn était plutôt embarrassé par cette évolution. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Jürgen Chrobog, demandait alors aux journatistes allemands de ne pas faire état de ces informations, pour ne pas provoquer un afflux supplémentaire de candidats à l'émigration.

Le train est en marche

L'attitude des cercles dirigeants ouest-allemands était alors dominée par le souci de ménager un Mikhail Gorbatchev qui venait d'effectuer une visite triomphale en RFA, de stabiliser la nouvelle position acquise sur le plan européen et international par une République fédérale qui voyait diminuer peu à peu la différence entre son poids économique et son influence politique.

Le chancelier Kohl, entraîné par son ministre des affaires étrangères. Hans-Dietrich Genscher, pouvait s'estimer satisfait des conclusions du sommet de l'OTAN du mois de mai 1989: il avait réussi à imposer le report de la décision de moderniser les fusées nucléaires à courte portée. L'unité allemande, invoquée rituellement dans les discours dominicaux des hommes politiques de droite, n'était pas à l'ordre du jour de l'action politique quotidienne.

La politique de grands travaux de prestige inaugurée par le chancelier Kohl - un musée de l'histoire allemande à Berlin-Ouest, la construction de nouveaux sièges de ministères à Bonn – partait plutôt du principe que l'unité du pays se realiserait dans la foulée d'un rapprochement des deux parties de l'Europe, et non le contraire.

Et pourtant « le train de l'unité allemande », pour reprendre une metaphore ferroviaire abondamment utilisée par la suite par le chancelier, était en marche. Les dirigeants de Bonn ont mis deux mois pour comprendre qu'il convenait de s'installer dans la locomotive pour en devenir le maître des horaires et de la destination. Le 18 octobre, Erich Honecker était destitué par le bureau politique du SED. Le 20 décembre, acclamé par les foules de Dresde clamant : « Nous sommes un peuple!» et agitant des drapeaux ouest-allemands. Helmut Kohl a compris qu'il pouvait être, sans l'avoir vraiment cherché, le chancelier de l'Allemagne unifiée.

Les épisodes Egon Krenz et Hans Modrow, dirigeants communistes tentant l'un après l'autre de sauver une identité et une souveraineté est-allemandes en pleine décomposition, passaient rapidement aux pertes et profits de l'histoire : le temps n'était plus à la réforme, mais à l'élimination d'un régime et d'un Etat dont seuls quelques intellectuels, à l'Est comme à l'Ouest, percevaient encore la nécessité. Les élections du 18 mars en RDA furent un triomphe pour le chancelier Kohl et la CDU, qui avaient séduit l'électorat en leur promettant le pain et les roses, en l'occurrence le deutschemark et la rapide intégration de la RDA à la République

L'idée d'offrir ce fameux deut-



schemark aux frères de l'Est comme cadeau d'entrée dans la communauté des nations libérées de la dictature post-stalinienne ne vient pourtant pas du chancelier ou d'un membre de son gouvernement : ils s'en saisirent après qu'un député social-démocrate, Ingrid Matthaus-Mayer, l'ent lancée dans un article de l'hebdomadaire Die Zeit, au mois de janvier. C'était, il faut bien le dire, une de ces idées simples et géniales auxquelles les gens supposés être compétents n'osent pas penser : le jour même où le chancelier annonçait son intention de réaliser l'union monétaire avec la RDA, le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pohl, était en train de négocier avec le directeur de la Banque d'Etat de la RDA une aide pour assurer la convertibilité du mark-Est...

« Deux âmes habitent mon

coeur », disait Faust

Ce rôle central assigné à la mon-

naie - « cet équivalent allemand de

la force de frappe française», notait

ironiquement le secrétaire général

de l'Elysée M. Jean-Louis Bianco -

est caractéristique de la conscience

allemande d'après-guerre, En 1988,

succès et la puissance de la RFA
n'a aucun équivalent dans l'histoire moderne, « Les difficultés qui
nous semblent aujourd'hui presque
insurmontables se révéderont peutêtre plus simples à maitriser que
nous le pensons », nous confiair
récemment le ministre des postes
et des télécommunications, Christian Schwarz-Schilling, « D'autres
en revanche, auxquelles nous ne
pensons pas encore, vont exiger des
réactions rapides ».
Les gouvernants de l'Allemagae

Les gouvernants de l'Allemaga unie vont devoir faire preuve d'un sens de l'improvisation économique et politique bors du commun. L'affaire sera d'autant plus compliquée que le passage difficile de cet automne coîncidera avec le point culminant d'une campagne électorale qui s'annonce impiroyable. Le chancelier Kohl et ses amis chretiens-démocrates parient sur un « second miracle économique » qui fera rapidement de la RDA un pays florissant, alors que son adversaire social-démocrate Oskar Lafontaine, qui a qualifié l'union monétaire de « décision éminemment fausse», compte faire ses choux gras électoraux des ratés, à son avis inévitables, d'une unification menée à train d'enfer.

« Deux ames, kélas, habitent mon-coners, fait dire Geethe a son Faust. On ne saurait mieux caractériser les sentiments qui se sont manifestés chez de très nombreux Allemands au cours de cette période décisive pour l'avenir de leur nation. La première les incite à se laisser aller à l'émotion de l'unité nationale retrouvée. L'autre âme, en revanche, celle de cette nouvelle Allemagne occidentale qui s'était fort bien accommodée de son intégration dans l'ensemble l'idée de vivre désormais dans ce pays « plus oriental, plus nordique et plus protestant » défini par Volker Rühe, secrétaire général du

LUC ROSENZWEIG

Crédit National

Le Crédit National et le rayonnement des entreprises françaises à l'étranger

Pour faire face à la mondulisation des marchés et des échanges et résister à une concurrence de plus en plus vive et diversifiée, les sociétés françaises out réalisé d'intenses efforts à l'exportation, développé une stratégie dynamique d'implantation industrielle et commerciale à l'étranger.

Partenaire de l'entreprise à tous ses stades de développement, le Crédit National met à leur disposition une gamme diversifiée de services et de prêts : prêts à long et moyen terme en devises (dollars, Ecu...) apports en fonds propres, ingénierie financière de pointe, crédit-bail immobilier et mobilier. Sa filiale, la Banque CSIA, est active dans les crédits à l'exportation.

En outre, par ses filiales implantées aux États-Unis et en Europe, ou grâce aux accords de coopération passés avec des partenaires financiers étrangers, il offre aux entreprises la possibilité de bénéficier dans de nombreux pays, des moyens de financement les plus adaptés.

Le Crédit National confirme ainsi sa vocation de parlenaire privilégié des entreprises francaises à l'étranger.



Groupe BDDP

BUREAU VERITAS A Bureau Veritas

CLUB MÉDITERRANÉE



éRAM ◆ěram

HACHETTE THE

CENTRES E. LECLERC E.LECLERC

MAJORETTE MOJORETE

ATRA MATRA

PECHINEY PECHINEY

3 SUISSES 3 SUISSES INTERNATIONAL...

3 SUISSES 3 SUISSES INTERNATION INTERNATIONAL S.A.

Crédit National - 45, rue Saint-Dominique, 5700 Paris - Tél. (1) 45:50.92.05

on avait seté avec un grand déploiement de faste le quarantième anniversaire de la résorme monétaire de 1948, qui avait été à l'origine du « miracle économique » ouest-allemand des années 50 et 60. Cette idolâtrie de l'unité monétaire s'était étendue depuis bien longtemps déjà à la population de la RDA. On attendait le deutschemark comme la manne dans le désert.

La République sédérale va se trouver, le 2 inillet, sace à l'un des

La République fédérale va se trouver, le 2 juillet, face à l'un des défis les plus hasardeux de toute l'histoire allemande. Assurer le passage d'une économie planifiée prusso-marxiste à cette « économie sociale de marché » qui a fait le

Un preneur d'otages soviétique tué par la police

Une unité d'élite de la police estallemande a tué par balle lundi soir 25 juin un soldat soviétique qui avait pris en otage une famille. C'est le plus grave incident connu impliquant un membre des forces soviétiques en RDA.

Le militaire – un caporal de dixneuf ans basé à Magdebourg – avait déserté son cantonnement dans la matinée. Il a surgi un peu plus tard dans un camping de la région, fusil-mitrailleur à la main, et forcé un couple et ses deux enfants à monter dans une voiture sous la menace de son arme.

Selon le compte-rendu publié mardi par le ministère est-allemand de l'intérieur, la voiture a ensuite été prise en chosse par une unité spéciale anti-terroriste et bloquée à un barrage de police.

luée à un barrage de police. Le soldat soviétique, dont le ministère n'a pas communiqué l'identité, a alors ouvert le feu sur les forces de l'ordre, blessant un policier. Les spécialistes anti-terroristes ont riposté et l'ont abattu. Outre son arme, il avait 800 cartouches sur lui.

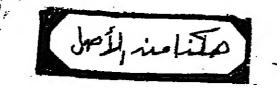
Le couple et les deux enfants n'ont pas été blessés et ont été conduits en état de choc dans un hôpital. L'incident est intervenu alors que les tensions s'accroissent entre les Allemands de l'Est et les quelque 380 000 soldats soviétiques stationnés dans le pays. Plusieurs manifestations ont été signalées ces dernières semaines devant des bases de l'armée rouge. Samedi 23 juin, des milliers d'Allemands de l'Est ont défilé devant un aéroport militaire soviétique près de Leipzig (Sud) pour protester contre les vols à basse altitude. – (AFP.)

Avec Le Monde sur Minitel

ENSAE: SEA Maths ADMISSIBILITÉ 36.15 LE MONDE

Tapez RES

عكمامند الأصل





Pour une musique à couper le souffle, nous lui avons coupé le sifflet.

e souffle d'une cassette audio est aussi ■ déplaisant que le sifflement d'un serpent. En travaillant avec les meilleurs ingénieurs du son, Du Pont de Nemours a apporté une sensible amélioration en créant une nouvelle couche magnétique. Le résultat: le cristal magnétique de dioxyde de chrome (CrO₂). Cette découverte a révolutionné la qualité des cassettes audio, des bandes vidéo et

des bandes informatiques. De tout temps, Du Pont de Nemours a cherché la note parfaite pour aboutir à de tels succès technologiques.

Chaque année ce sont plus de 600 millions de cassettes au chrome qui sont fabriquées! Alors, s'il vous arrivait d'entendre un sifflement désagréable en écourant une cassette au chrome, vérifiez qu'il n'y ait pas un serpent dans la pièce...

Du Pont et la vie.

au chrome est une réussite connue. domaines: médecine, électronique, de la vie.

Certes, la couche magnétique énergie... C'est ainsi qu'à travers la mise au point de matériaux révo-Mais le succès de Du Pont lutionnaires, Du Pont de Nemours Du Pont de Nemours (France) S.A., de Nemours s'étend à bien d'autres contribue à l'amélioration de la qualité 137 rue de l'Université, 75334 Paris,

Pour toute information concernant Du Pont de Nemours, contacter. Cedex 07 - Tél.: (1) 45.50.63.81.

De meilleurs produits pour une vie meilleure.



Le Parlement hongrois a adopté mardi 26 juin, à l'unanimité, une résolution chargeant le gouvernement d'entamer des négociations avec les pays membres du pacte de Varsovie en vue du retrait hongrois de cette organisation. Quatre députés se sont abstenus. Si les négociations n'aboutissent pas, la Hongrie entend quitter le pacte avant la fin de 1991. comme l'avait déjà annoncé le gouvernement au debut du mois.

BUDAPEST

correspondance

Le Parlement hongrois a souligné que la Hongrie n'entendait apparte-nir à aucun bloc militaire après son retrait. Le ministre de la défense, M. Lajos Für, avait récemment précisé devant les députés l'avenir envisagé pour l'armée hongroise : elle ne sera pas professionnalisée - cela sera pas professionames — car coûterait six fois plus cher que l'ar-mée conventionnelle — mais réduite et redéployée en défense, non plus seulement face à l'Ouest, mais sur

La réduction déjà prévue par le gouvernement des ex-communistes réformateurs sera menée à bien jus-qu'en 1992 : 37 000 personnes quitteront l'armée, qui comptera 98 000 soldats dont 25 000 officiers et sous-officiers de carrière, 50 000 appelés et 15 000 civils. La moitié du corps des généraux (qua-rante-cinq personnes) a déjà été limogée depuis un an.

La Hongrie payait ses contribu-tions au pacte de Varsovie selon le nombre de ses officiers (dix-sept)

délégués au quartier général de l'ar mée du pacte de Varsovie. Des le rappel de ces officiers, la Hongrie cessera de payer. Mais dès l'an pro-chain, elle devrait régler en devises les armes et munitions fournies par l'URSS, comme toutes ses autres transactions commerciales. C'est pour cela qu'à Budapest, on envisage d'acheter des armes en Occident, en Allemagne, en Suisse ou en France.

Mais le contentieux financier sur le retraît des troupes soviétiques de Hongrie (le Monde du 11 mai), qui doit être achevé à l'été 1991, ne lait que s'aggraver : après le général Bur-lakov, commandant des troupes soviétiques en Hoagrie, le vice-prési-dent de la commission de la défense nationale du Parlement soviétique a menacé ouvertement, dit-on à Buda-pest, de laisser stationner des arrière-rantes et la Hongrie ne commence gardes si la Hongrie ne commence pas à verser des dédommagements pour les bases abandonnées.

Selon le général hongrois Annus, chargé des problèmes liés au retrait, « les sommes globales réclamées au début par Moscou atteignaient 2,7 milliards de roubles. Maintenant, elles sont réduites à 1,5 milliard. Mais les Soviétiques ne sont pas capables de détailler cette facture. Et ils ne veulent pas encore décompter les nes as aeiminer teue jacture. Et is ne veulent pas encore décompter les dégâts faits par l'armée soviétique, par exemple en 1956, lorsqu'elle a détruit une grande partie de Budapests. De toute façon, soulignent les Hongrois, le monde ne connaît pas d'exemple d'un pays occupé rempoursant l'occupent sonte con retait boursant l'occupant après son retrait et le nouveau ministre de la défense, historien de formation, disait d'ail-leurs dans les couloirs du Parlement : « Quand les Turcs, après quatre cents ans d'occupation, ont du quitter la Hongrie, ils n'ont pas été non plus

· LAZSLO LISZKAI

Budapest a abrité « Carlos » au début des années 80

BUDAPEST

correspondance

Le groupe terroriste d'Ilich Ramirez Sanchez - alfas «Carlos» avait trouvé refuge à Budapest au début des années 80, a révélé, mardi 26 juin, devant le Parlement, le nouveau ministre de l'intérieur, M. Balazs Horvath. Il a précisé avoir demandé au procureur général l'ouverture d'une enquête contre plusieurs ex-dirigeants ayant autorisé l'hébergement du groupe.

rée, le ministre de l'intérieur de l'époque, M. Andras Benkei, qui a réfuté ces accusations. Mais un ancien responsable des services

secrets hongrois a confirmé que « Carlos » et ses compagnons raient en Hongrie entre 1979 et fin 1981, avec l'accord du bureau politique du Parti. «Carlos» aurait promis qu'il n'organiserait aucune action pendant ses «vacances» dans le pays. Les membres du groupe lousient plusieurs apparte-ments à Budapest et possédalent plus de trente passeports, dea faux-papiers qui leur permettaient de voyager. Selon la même source «Carlos» fut expulsé de Hongrie qui préparait son entrée à Interpol, au début de l'année 1982. Il se serait ensuite caché en Roumanie, puis en RDA, l'URSS ayant refusé

EUROPE 93

Les conclusions du sommet de Dublin

Les Douze se sont fixé d'importants rendez-vous pour le second semestre

Les Douze, réunis à Dublin les 25 et 26 juin, se sont séparés avec un programme chargé pour le deuxième semestre, sous présidence italienne. Au calendrier notamment : la décision sur des mesures concrètes d'aide économique à l'URSS et une décision définitive sur le siège du Parlement européen en octobre, ainsi que l'ouverture en décembre des deux conférences intergouvernementales sur l'union économique et

BRUXELLES (Communautés européennes)

monétaire et sur l'union politique.

de notre correspondant «La décision fixant la date de convocation des deux conférences intergouver-nementales sur l'union économique et monétaire (UEM) et sur l'union politique est passée comme une lettre à la poste. J'avais envie de me frotter les yeux.» La surprise plutôt joyeuse, ainsi manifestée par M. François Mitterrand à l'issue du conseil européen, particuliè-rement peu conflictuel, témoigne de l'évidente accélération du processus d'intégration communautaire.

Le chancelier Kohl, sensible à la nécessité de donner une caution euro-péenne à la réunification des deux Allemagnes, a mis une sourdine aux hésitations que suscitait chez lui, il y moins

d'un an – pour des raisons de bonne gestion économique, inspirées par la Bundesbank, – le projet d'union économique et monétaire.

Par ailleurs, en dépit d'une initation rémanente à l'égard d'une certaine manière d'agu française, parfois perque comme arrogante (l'affaire de la BERD en est un exemple récent), l'initiative prise en avril, par Paris et Bonn, de relancer l'union politique semble acceptée avec pius de confiance par les pays partenaires. La suspicion à l'égard d'un conseil européen pour opérer son travail de sape ou de reture demant. Sa proposition d' «écu dur», partenaires. La suspicion à l'égard d'un point dement, un certain confort intellectuel n'est sans doute pas complètement retombée. Mais l'approche réaliste et pragmatique sur laquelle a insisté M. Mitterrand est de nature à apaiser duri de la Batton parailléurent aux point qui inévitablement, remet en cause la répartition des pouvoirs entre les institutions de la CEE et, par là même, un certain confort intellectuel n'est sans doute pas complètement provise des institutions de la CEE et, par là même, un certain confort intellectuel n'est sans doute pas complètement provise des superfines.

La majorité de deux ans (jusqu'à la fin d'unquel de premières décisions opérationnelles pourraient être prises.

Les procès d'intention étant, au moins provisoirement, feartés, fronte des indications de sage ou de retur-que le mainte d'évoluer vera l'économie de marché. Me Thateur au sein du conseil européen pour opérer son travail de sape ou de retur-que le première des indication paraillèlement aux que la politique de réformes ait connu que la président convenire des des sape ou de retur-que le première des indication paraillèle n'est sans doute pas complètement retombée. Mais l'approche réaliste et pragmatique sur laquelle a insisté M. Mitterrand est de nature à apaiser ceux qui craignent pour la souverainen des Etats.

M. Jacques Delors reconduit

En outre, les craintes à l'égard d'une menace de directoire franco-allemand ou d'un retour aux procédures intergouvernementales semblent moins vives, comme si «la finalité fédéraliste» assignée à terme à l'exercice par le préassignée à terme à l'exercice par le pré-sident français – en écho à un propos de M. Wilfrid Martens, le premier ministre belge – avait suffi à ressurer. Les garanties qu'a tem à donner le pré-sident de la République à la Commis-sion et à son président, M. Jacques Delors – reconduit avec les applaudis-

La majorité des Etats membres a estimé, avec MM. Mitterrand et Kohl, que les succès de l'intégration économique méritaient un prolongement en matière de politique étrangère. Sans attendre les résultats de la conférence attentre les resultats de la connerence inter-gouvernementale, le conseil européen – cohérent avec lui-inème, a estimé M. Delors – a fait connaître son intention d'aider l'URSS de M. Mikhall Gorbatchev à désembourber sa politique de réformes. C'est à la Commission Delors – un nouveau succession de la commission de lors – un nouveau succession de la commission d cès pour elle - qu'est revenue la charge d'analyser les besoins de l'Union soviétique et de proposer des solutions pour

Delors. L'un et l'autre, cependant, ont averti qu'un tel appui ne suffina pas à faire renoncer la Communauté.

PHILIPPE LEMAITRE

 L'Afrique du Sud satisfaite . -L'intention exprimée par les Douze d'assouplir progressivement les sanctions contre l'Afrique du Sud a été bien accueillie à Johannesburg. Le ministre des affaires européenne avait restauré la respectabilité internationale de son pays en prenant acte de la politi-Son rapport sera examiné à l'occa- que de réformes de M. Frederik De sion d'un conseil européen, qui se tien- Klerk. – (AFP, Reuter.)

Les principales décisions

Voici les principaux points du document de conclusion du conseil européen des 25 et 26 juin :

Union politique, union moné-taire : Le Conseil a convoqué une conférence intergouvernementale sur l'union politique qui s'ouvrira le 14 décembre à Rome. Elle travaillera parallelement à la conférence sur l'union économique et monétaire qui s'ouvaira de 13 décembre. Les deux conférences doivent mener leurs travaux rabitement dans la perspective d'une ratification de leurs l'ésultats avant la fin de 1992.

Aide à l'URSS: Le Conseil, qui e soutient les efforts déployés par l'URSS pour s'acheminer vers un système démocratique et une économie de marché», à décidé d'intermande de marché», à la chargé venir économiquement. Il a chargé la Commission de consulter le gon-vernement soviétique « afin d'élaborer d'urgence des propositions portant sur les crédits à court terme et le soutien à apporter à plus long terme aux réformes structurelles ».

La Commission consultera des experts de la Banque européenne d'investissement, du FMI et de la BERD (c'est-à-dire son président). Elle soumettra ses conclusions au sommet européen extraordinaire du 27 octobre à Rome, La Commission examinera d'autre part la proposition du gouvernement néerlandais de créer un réseau européen de l'énergie.

CSCE: Les Douze proposent que le sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe se tienne le 19 novembre à Paris. Ils proposent « des réunions régulières des chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que des ministres des affaires étrangères de la CSCE, la création d'un secrétariat administratif restreint et la tenue de réunions de suivi plus fréquentes (...) ». Les Douze « ren-forceront leur coordination » en vue de parier d'une seule voix des questions sur lesquelles ils ont « un intérêt commun essentiel » dans le cadre de la CSCE.

Lutte contre la drogue : Les Douze demandent la création d'un service central européen de renseignements en matière de drogue « si possible avant la fin de l'année ». Ils souhaitent adopter avant juillet 1991 une proposition sur le blanchiment de l'argent et demandent au CELAD (Comité européen de lutte antidrogue) d'élaborer un plan de lutte pour le sommet des 14 et 15 décembre à Rome.

Afrique de Sed : Les Douze pro-jettent un « relâchement graduel » des sanctions imposées en 1986 à l'Afrique du Sud, quand apparaîtra la preuve que les changements intervenus ces derniers mois continuent « de manière profonde et irréversible ». Ils rendent hommage da président De Klerk.

Proche-Orient: Le Co pelle qu'il prône la tenue d'une conférence internationale de paix avec participation de l'OLP. Il condamne « la politique d'implan-tation israélienne dans les terri-

Les propos du président Fran-cois Mitterrand, qui avait affirmé lundi 25 juin à Dublin que l'union

politique devait avoir « une finalité fédérale », « révèlent désormais clai-rement les intentions des socia-

listes : faire disparaître l'identité de

ia France dans une sederation euro-péenne», a déclaré le RPR, mardi,

« Depuis plusieurs années déjà,

les intérêts de notre pays ne sont

plus défendus par le gouvernement

socialiste dans les instances com-

dans un communiqué.

toires occupés comme un obstacle croissant à la paix dans la région ». Tout en reconnaissant le droit des juifs soviétiques d'émigrer en Israël et ailleurs, il se dit convaincu que ce droit « ne saurais être applique au détriment des droits des Palestiniens dans les territoires occupés».

Soutien à la Grèce : Les Douze ont décidé d'aider la Grèce à restructurer son économie et ont demandé à la Commission européenne d'examiner des mesures en ce sens. Ils « se félicitent des premières mesures adoptées par le gou-vernement grec en vue de stabiliser, moderniser et développer l'écono-mie ». Athènes pourrait obtenir une garantie de la CEE pour 2 milliards de dollars d'emprunts l'aidant à financer la part à sa charge dans les plans de développement régionaux soumis à la Communauté, soit I 400 milliards de

drachmes (8,4 milliards de dol-

« Aujourd'hui, l'affirmation de « la finalité lédérale » de la Commu-

nauté concrétise ces abandons suc-

cessifs de souveraineté», pour-

Par ailleurs, le secrétaire général de la formation, M. Alain Juppé, a

déclaré mercredi sur RMC que le RPR était « très préoccupé » par les

résultats du sommet de Dublin.

« Nous ne voulons pas au niveau

européen que le fait national, les

nations disparaissent. Cela serait

AFRIQUE

LIBERIA: après la rupture des négociations

Les rebelles sont décidés à s'emparer de la capitale

correspondance

Après avoir refusé de reprendre les pourpariers de paix à Freetown, en Sierra-Leone (nos dernières éditions du 27 juin), les rebelles de M. Charles Taylor ont décidé de poursuivre le combat nour tenter de s'emparer de la

capitale, Monrovia. La médiation des chefs religieux de Monrovia s'est donc finalement soldée par un échec. Suspendues le 16 juin, les négociations de paix entre le gouvernement et les représentants du Front national patriotique du Liberia (NPFL) n'ont pu reprendre comme prévu, faute

La délégation des maquisards de Charles Taylor, en transit à Abid-jan lundi 25 juin, a renoncé à se rendre à Freetown. « Nous avions bien précisé que notre préalable à un cessez-le-seu était le départ de Samuel Doe », a affirmé M. Tom Woweiyu, le chef de cette déléga-

Depuis la rupture des négociations avec le gouvernement, les rebelles du NPFL jouent la carte de l'intimidation et laissent entendre qu'une attaque de Monrovia est imminente. Les éléments les plus avancés se trouvent à moins de 20 kilomètres de la capitale. Dimanche dernier, ils ont attaqué le campus universitaire de Fendell. Les combats ont duré une demi-heure et les professeurs rési-dant sur place ont dû s'enfuir.

Mais l'assaut final des rebelles sur la capitale s'annonce difficile et sanglant, tout comme l'a été le mois dernier la prise du port minéralier de Buchanan. En effet, les maquisards du NPFL, spécialistes de la guérilla en brousse, paraissent nettement plus vulnéra-bles dans le combat de rue. M. Taylor, fort du soutien des Etats-Unis, sait que la victoire est à sa portée.

Le « láchage » américain

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les éléments du NPFL ont épargné l'émetteur radio de la Voix de l'Amérique lors de l'attaque, medi, de Careysburg, à quelque 30 kilomètres de Monrovia.

La semaine dernière, M. Herman Cohen, secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires africaines, reconnaissait implicite-ment que son gouvernement avait « lâché » l'actuel président libérien. e Samuel Doe a peu de chance de s'en sortir dans le cas d'un conflit armé avec les rebelles », affirmait-il. Aujourd'hui, Washington tente de per-suader Samuel Doe, arrivé au pouvoir il y a dix ans par un putsch sanglant, de partir. Le Nigeria serait prêt à le recevoir.

ROBERT MINANGOY

ZAMBIE : une vingtaine de morts au cours des émeutes

Le couvre-feu a été décrété à Lusaka

Le couvre-feu, de 18 h à 6 h, a été décrété, mardi 26 juin, à Lusaka par le gouvernement zam-bien. Une vingtaine de personnes ont déja péri, selon des sources hospitalières, au cours des émeutes qui ont débuté lundi. A l'hôpital universitaire, on précise que quatre étudiants ont été tués par la police antiémentes sur le campus et que plus de 150 personnes ont été blessées. La police refuse de donner le chiffre des victimes

Le président Kenneth Kaunda est rentré d'urgence à Lusaka, interrompant ses vacances. Le journal progouvernemental Daily
Mail a indiqué que des incidents
s'étaient aussi produits à Ndola,
Kitwe et Chinsola, villes de la Copperbelt, la ceinture des mines de

Les émeutes et les pillages ont commencé dans la capitale à la suite d'une manifestation d'étudiants protestant contre le double-ment du prix du maîs, nourriture de base de la population. Ils réclamaient également que le gouverne-ment fasse appel à des observateurs étrangers pour surveiller le déroulement du prochain référendum sur l'instauration du multi-

partisme dans le pays. Depuis le début de l'année, l'opposition au monopartisme n'a cessé de croître. Les milieux syndicaux ont ouvertement critiqué son maintien, tandis que d'anciens ministres du Parti unifié de l'indépendance nationale (UNIP) ont accusé le chef de l'Etat d'autocra-

L'augmentation du prix du maïs, la semaine dernière, n'est que l'une des mesures décidées par le gouvernement zambien pour mettre fin aux subventions des produits de consommation courante. En décembre 1986, des hausses portant sur des produits de première nécessité avaient déja provoqué des émeutes qui avaient fait quinze morts. - (AFP.)

un prodigieux contresens», a affirmé M. Juppé. – (AFP.) munautaires», estime le RPR. La controverse sur le siège du Parlement européen

Le RPR se déclare « très préoccupé »

par les résultats

La controverse entre la France et la Belgique n'a pas éclaté. Malgré la détermination de Paris de voir la question du siège du Parle-ment européen définitivement tranchée au cours de ce sommet, les Douze ont reporté à octobre une éventuelle décision.

« J'al décidé que la présidence à venir était dotée d'une plus grande sagesse, d'une plus grande expérience et d'un plus grand tact que moi sur pareille question», a effirmé le premier ministre irlandais, à l'issue du conseil. «A l'unanimité, nous sommes convenus de charge M. Andreotti (premier ministre italien) de préparer la recherche d'une solution», a ajouté M. Chartes Haughey.

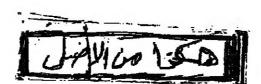
M. François Mitterrand n'a pas exclu d'aboutir à un accord sous présidence italienne. « J'ai l'expérience des sommets européens. Je vois comment les choses

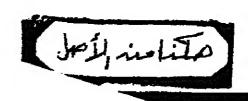
Il est urgent d'attendre... arrivons au terme», a déclaré le président en rappelant la position française : Paris «n'entend pas accepter» que soient fixés les sièges des nouveaux organismes communautaires tant que celui du Parlement européen n'aura pas été définitivement confirmé à Strasbourg, où devront se tenir « toutes les sessions, ordinaires et extraordinaires » pour éviter que ctrés rapidement tout ne devienne extraordinaire» (le Parlement européen s'est prononcé, en avril, en faveur d'un comoromis autorisant la tenue de sessions extraordinaires à Bruxelles)

> A Paris, un groupe d'étude intitulé «Strasbourg, capitale parlementaire européenne », composé de cent-quatre-vingt députés, devait prendre officiellement naissance mercredi 27 juin, à l'initiative de M. Jean-Marie Caro. député du Bas-Rhin.

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres Vous propose une équipe de Traducteurs FRANCAIS et ANGLAIS TÉL.: 47-07-77-13 - 45-78-75-80 - 45-09-02-72 B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07 Siège social : Institut Britannique de Paris





Jublin

tants rendez-vous nestre

oifement, écartés. cher était privée des Telle said souvent suscien de sape ou de neurion d' necu cher »,

qu'est revenur la charge besoins de l'Union sour-

L'Afrique du Sad mishie Douze d'assouplir progressi les sanctions contre l'Afri

-

ales décisions

Latte energe la drogne: Les leutte demandent la création d'un sevien cantral européen de renser-sistement en matière de drogue su postable sivers le fin de l'année : la sculentent adopter avant juiller 1992 and proposition sur le blan-diament de l'argent et demandent au CELAD (Commè curopeen de leure antidevant d'Albanes de imier antidrogue) d'élabores un

in person due les changements rememble . In rendent hommage . personal Che Klerk

Pearlie Crient be t ensert reporte du it pelies la tense d'une t bil 30 haddentarina averagemen er merewoperium de l'estal le

Le RPR se déclare « très préoccupé» par les résultats

time program to persident been une bererrund, gas anact affertie might he paper & Charles gare and are the second second of the second a feftentigtet der einen eine bei ber ier fichennermer gen bier in SHOW AN ADMINISTRATION AND THE PARTY.

fals les THE REPORT OF THE PERSON OF THE PERSON

祖母 数 1001 中1 年 年,1906年11年

force or reconnaissant le den la Justs soviétiques d'émite a come server que ce droit e le la

Surtien a la Grece : Les Des and a distant la Green la

na lie federa es de la Comus The state of the s

Sur RMC que la

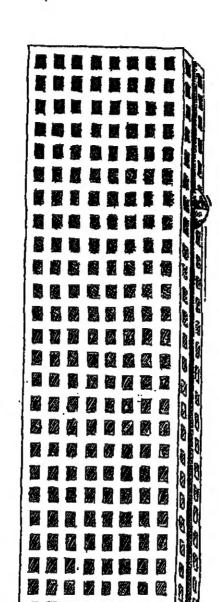
e ices a seidere b THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH 271. 24.5 F2-5 6-6-18-5 P86

> מבש של מיים מורים ביים של מיים מיים מיים Control of the second

But Ber Ber



Les hommes d'affaires vont être contents. Delta Air Lines ouvre enfin un vol Paris-Cincinnati.



- Robert, je veux retourner dans l'avion.

A partir du 2 juillet, le nouveau vol Delta Air Lines va vous faciliter l'accès au Middle-West et à la côte Ouest des Etats-Unis.

Rien n'est plus beau et plus noble que la passion. Chez Delta Air Lines, la passion est notre métier. Et c'est sans aucun doute ce qui nous pousse à ouvrir notre nouveau vol sans escale vers les Etats-Unis: Paris-Cincinnati. Delta sera ainsi la seule compagnie aérienne offrant ce vol direct. Notre nouveau vol s'ajoute à notre vol Paris-Atlanta pour vous faire profiter d'un fabuleux réseau de correspondances vers plus de 240 villes en Amérique du Nord. Et comme toujours, notre amour du vol se vérifiera à travers le service à bord exemplaire qui fait que Delta Air Lines est élue auméro un parmi les principales compagnies aériennes américaines depuis 16 années consécutives*. Et pourtant, on sait à quel point certaines personnes sont inquiètes dès qu'elles quittent le plancher des vaches. Pour vos réservations, voyez votre agent de voyage ou appelez Delta à Paris au (1) 47.68.92.92. à Lyon, au (16) 78.38.17.59. à Marseille, au (16) 91.56.61.08. à Nice au (16) 93.82.24.03. à Toulouse au (16) 61.21.13.26.

Soutstiques du U.S. Department of Transportation

PROCHE-ORIENT

IRAN: un an après la disparition de l'imam Khomeiny

Le régime reste en proie à des luttes intestines acharnées

Loin de mettre une sourdine au conflit larvé qui oppose les sérail islamique, le tremblement de terre qui vient d'endeuiller l'Iran (lire page 12), a mis une nouvelle fois en relief les contradictions du régime. Le président Rafsandjani ne cesse d'éprouver des difficultés pour asseoir son autorité face aux radicaux.

TÉHÉRAN

de notre envoyé spécial

L'heure des règlements de comptes a-t-elle sonné en Iran, après une année de flottement et d'immobilisme du pouvoir islami-que, consécutifs à la mort de l'imam Khomeiny? Or le temps presse, tant la situation est grave et risque de s'envenimer encore si aucun traitement n'est appliqué aux difficultés - politiques et économiques – du pays.

« La scène [politique] est silen-cieuse, mais, dans les coulisses, la lutte est acharnée », note un diplomate, observateur de longue date de la révolution iranienne. De l'avis de cet observateur, le prési-dent Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, qui reste l'homme fort de l'Iran, ne dispose plus guère que de quelques mois pour remetire le pays en mouvement, s'il n'est pas déjà trop tard. Cela suppose qu'il vienne rapidement à bont de ses

blèmes auxquels est confronté le régime n'a encore été réglé, c'est en raison des conflits internes qui minent et paralysent le pouvoir. Cette bataille oppose des personnalités religieuses ayant des vues très divergentes sur la meilleure façon

La paralysie actuelle est d'autant plus grave que la classe politico-re-ligieuse iranienne se bat sur les lossiers les plus brûlants, dont le règlement déterminera l'avenir de la république - qu'il s'agisse du conflit avec l'Irak, des problèmes régionaux, de l'affaire des otages du Liban, des relations avec l'Occident, et plus particulièrement avec les États-Unis et la Grande-Bretagne, ou de la situation socio-économique désastreuse. En outre, ces dossiers ont, au fil des désordres en onze ans de révolution, été littéraiement cantés par l'un ou l'autre des groupes rivaux, empêchant ainsi toute politique globale.

Oppositions internes et luttes fratricides ne sont pas nouvelles dans l'Iran islamique, dont la révolution a déià dévoré nombre de ses enfants. Mais, depuis un an, la mort du «guide de la révolution» est venue modifier du tout au tout les rapports de forces : a disparu, avec l'imam Khomeiny, l'arbitre suprême susceptible de trancher et de faire taire les querelles - au moins provisoirement. Orphelins, les héritiers de l'imam savent qu'ils sont doublement exposés qu'en l'absence de tout cimen véritable, de toute personnalité au charisme suffisant pour assurer la pérennité de la république, une bataille ouverte entre eux aurait de terribles effets sur l'édifice entier

« Brûler les cartes de ses adversaires »

Dans les affrontements actuels qui se déroulent derrière la scène et contrastent avec les empoi-gnades publiques d'antan, un homme continue à dominer, mês și, à l'instar de ses rivaux, il a dû, jusqu'à maintenant, avancer avec la plus extrême prudence : M. Hachemi Rafsandjani, dont l'habileté lui a permis non seulement d'émerger mais, surtout, de ne jamais tomber - même après avoir trébuché. Sa tactique dans ce jeu d'ombres? « Brûler les cartes de ses adversaires, sans les brûler eux-mêmes; les désarmer et les neutraliser sans les tuer», explique un habitué des arcanes du pouvoir.

Pour ce faire, il dispose de l'alliance qu'il a dû nouer très tôt avec le «guide de la République islamique», l'ayatoliah Ali Khamenei, et, plus récemment, avec le fils de l'imam défunt, M. Ahmed Khomeiny. Une alliance qui, pour être lourde d'arrières-pensées de la part de ces deux hommes qui ont, chacun. l'ambition de tenir la première place, n'en permet pas moins une parfaite distribution des rôles, et celle-ci donne l'impression d'une réconciliation entre la logique de la révolution et celle de l'Etat. A M. Khamenei, l'idéologie, à savoir la défense des « principes de la révolution »; à M. Rafsandjani, la pratique des affaires de l'Etat; quant à M. Ahmed Khomeiny, gardien de l'héritage de son père, il est la caution indispensable

Le fonctionnement de cette alliance est relativement simple : M. Khamenei, par exemple, défend le dogme en insistant sur le fait que la condamnation à mort prononcée par l'imam Khomeiny contre l'écrivain britannique (d'origine indienne) Salman Rushdie est « irrévocable ». Le lendemain, M. Rafsandjani n'a plus qu'à se retrancher derrière les paroles du «guide» pour, toutefois - réalisme oblige -, laisser la porte ouverte au rétablissement des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne en dissociant celles-ci de la fatwa (décret) de Khomeiny (le Monde

M. Rafsandjani a pu, en outre, être tenté d'utiliser une nouvelle carte pour faire contrepoids à ses rivaux «radicaux», à la tête desquels se trouve le député de Téhéran et ancien ministre de l'intérieur Ali Akbar Mohtashemi : l'opposition libérale, qu'il avait contribué à écarter du pouvoir, à la faveur de la prise en otage du personnel diplomatique américain à Téhéran en novembre 1979. Fait exceptionnel, étant donné la dureté de la répression, les amis de M. Mehdi Bazargan (qui fut le premier chef de gouvernement nommé par Khomeiny au lendemain de son retour en Iran, en février 1979) se sont, en effet, manifestés de façon spectaculaire, le 12 mai, en publiant une « lettre ouverte» à M. Rafsandjani dénonçant le « pillage » du pays par une « dynastie cléricale » dont le « despotisme» a mené l'Iran « au bord du précipice » (le Monde du

Or, contre toute attente, le chef de l'Etat a réagi avec modération à une telle audace, déclarant que « personne ne rejetait ceux qui s'engagent à servir le peuple». Mais, cette fois, c'est M. Rafsandjani qui s'est fait « brûler » cette carte : après que M. Mohtashemi eut dénoncé « le complot de ces libéraux, chiens de garde des Etats-Unis», des proches de M. Bazargan, dont plusieurs anciens ministres signataires de la lettre ouverte au président, ont été arrêtés jeudi 14 juin (le Monde du 16 juin).

Risque d'explosion sociale

Si la prudente politique menée jusque-là par M. Rafsandjani pour assurer sa survie lui a peut-être permis de grignoter les «durs» de la révolution, elle lui a lié les mains et a paralysé le pouvoir, ce qui ne saurait, finalement, que se retourner contre lui. Car, de tous les dangers qui menacent le pouvoir, le plus grand est certainement aujourd'hui celui d'une explosion sociale, tant l'absence de gestion cohérente a contribué à dégrader la

ISRAEL : selon une organisation de défense des droits de l'homme

Les conditions de détention des mineurs palestiniens sont « inadmissibles »

Dans un rapport rendu public mardi 26 juin, Betselem, organisa-tion israélienne de défense des droits de l'homme, dénonce les conditions de détention et d'interrogatoires des mineurs palestiniens à Jérusalem.

Etabli après une visite dans les deux centres d'interrogatoires de la liens de l'Association internationale pour les droits des enfants, ce document contient de nombrenx témoignages — sous serment — de jeunes détenus indiquant qu'ils ont été enfermés, un sac de jute sur la tête et les mains liées dans le dos, pendant des heures, dans une cel-lule de 1,50 mètre de côté, en fait,

Ils font état d'une autre cellule, baptisée « la tombe » par leurs interrogateurs, une sorte de caveau obscur creusé à même le sol, dans lequel les détenus ne peuvent se tenir qu'assis. La porte d'acier de cette cellule permet d'éviter, à l'extérieur, les odeurs nauséabondes des excréments s'accumulant sons les prisonniers.

Les auteurs du rapport ajoutent que tous les mineurs interrogés sont « régulièrement battus (gifles, matraques et de barres de fer) menotiés les mains dans le dos, attachés à des canalisations dans des positions inconfortables, et enfermés, le cas échéant, pendant des heures dans les cellules dites

De nombreux jeunes détenus selon le rapport, signent - à la suite de menaces contre leur famille - des «confessions» en hébreu qu'ils ne comprennent même pas. - (AFP.)

situation intérieure, malgré les énormes potentialités du pays.

Un an après s'être hissé au sommet, M. Rafsandjani voit sa cote de popularité sans cesse s'éroder devant les difficultés croissantes de la vie quotidienne, qui ont mué en déception l'espoir qu'une bonne partie de la population avait mis en lui et en ses capacités à se montrer « réaliste » ; mais il est vrai que la révolution islamique u'a jamais prétendu avoir une vocation « propressiste » ou purement sociale.

Des prix qui ne font que monter (dans un double système compliqué de coupons de rationnement et de marché libre qui empêche tout calcul du taux exact d'inflation, dont les experts estiment qu'il est très largement supérieur au chiffre de 28,5 % avancé par les autorités), une « dollarisation » perverse de la vie économique (« on est payé en rials et on dépense en dollars ») agrémentée de quatre cours de la monnaie américaine – de l'officiel à celui du « marché libre », - un chômage ou un sous-emploi touchant près de six millions de personnes sur treize millions d'actifs (alors que l'Iran est sonmis à une terrible pression démographique), l'enrichissement de privilégiés parallèlement à l'appauvrissement des classes populaires et moyennes, un développement spectaculaire de la corruption et de différents trafics : autant de menaces sur un pouvoir jusque-là incapable de les conjurer, en dépit de perpétuelles

Et ce ne sont certainement pas les références incantatoires aux enseignements de Khomeiny et aux sacro-saints « principes de la révolution islamique » qui pourront, à eux seuls, écarter le danger, même si le régime bénéficie, par l'intermédiaire des mosquées et de nombreuses organisations, associations et « fondations » — des déshérités, des martyrs, etc. — de relais relati-vement efficaces auprès d'une partie au moins du peuple.

Combien de temps le clergé au pouvoir pourra-t-il jouer sur la-« patience » des Iraniens, ou plutôt sur leur lassitude et leur crainte de nonvelles aventures aux lendemains qui déchantent? Combien de temps la répression aura-t-elleraison du mécontentement? gence, pourrait, à terme, brusquer les choses pour sortir du blocage actuel et recourir à la force pour écarter ses rivaux. Et l'on parle à Téhéran de « dossiers » en préparation sur certains tenants de la révolution « radicale »; de ces « dossiers» qui ont fait merveille, dans le passé, pour éliminer - politiquement ou physiquement - certaines personnalités du régime tombées en disgrâce.

YVES HELLER

AMÉRIQUES

CANADA: la crise entre les previnces

Un projet de Constitution du Québec est en préparation

MONTRÉAL.

de notre correspondante

«Si on ne fail rien, on est mort.»

Cette confidence d'un membre important du gouvernement québé-cois – le ministre de la justice et des affaires gouvernementales, Gil Rémil-lard – aux dirigeants du Conseil du patronat du Québec, qu'il recevait dans la matinée du mardi 26 juin à Montréal, a vite fait le tour de la pro-vince. Il fallait faire quelque chose, en effet, pour montrer aux quelque 300 000 Québécois qui avaient défilé la veille en scandant « On yeut un la vente en scandant «On veut un page» que le gouvernement libéral de M. Robert Bourassa ne se contenterait pas de bouder les négociations constitutionnelles menées avec les neuf autres provinces du Canada, en quise de réplique au refus du Manitoba et de Terre-Neuve d'accorder un statut spécial au Québes françophone. Il était impératif d'abattre à tout le moins une carte, avant de recorder à moins une carte, avant de reporter à l'automne -- au pins tôt -- l'exposé des «choix politiques» qui s'offrent aux Québécois, soucieux de ménager leur avenir en ne comptant plus que sur leur propre détermination.

leur propre détermination.

C'est ainsi que M. Rémillard a été chargé de révèler, en fin de journée, que son gouvernement préparait actuellement un « projet de Constitution». Sitôt cette petite bombe lancée, le ministre de la justice, bras droit de M. Bourassa dans le dessier constitutionnel, s'est empressé de rassurer ceux qui auraient pu croire que la « souveraineté » du Ouébec, telle que prônée par le Parti québécois de M. Jacques Parizeau, avait de nouveaux adeptes. Cette Constitution, a-t-il dit, n'est qu'une des options envisagées. Elle s'inscrit, de plus, dans le cadre d'un « nouveau lien fédératif » à rechercher.

Convaincu depuis longtemps qu' « à chaque nation ne doit pas nécessairement correspondre un État

souverain», M. Rémillard a souligné devant la presse que le fédéralisme devait être conçu comme un « compromis en mouvement». Or, de retour d'un voyage dans l'Europe des Douze, d'un voyage dans l'Europe des Douze, qu'il a souvent citée comme modèle, M. Bourassa avait rapidement efficuté, au début du printemps, l'idée d'une « association fédérative » canadienne reposant sur des structures « supranationales ». La marche vers l'unité de l'Europe inspirera-t-elle, en sens inverse, les voies à emprunter pour éviter la désintégration du Canada?

En tout état de cause, a souvent répété M. Rémillard, il ne faut «rien brusquer » dans la préparation de «changements substantiels» qui s'ins-criront « dans la continuité de l'histoire et des acquis économiques» du Québec.

A Ottawa, trois députés conserva-A Ottawa, trois deputes conserva-teurs représentant des circonscriptions québécoises ont mis un terme à leur « période de réflexion » après le rejet des demandes constitutionnelles de des demandes constitutionnelles de leur province. Ils ont décidé de quit-ter les rangs de leur parti pour sièger dorénavant en tant qu' « indépen-dants ». Ils rejoignent ainsi trois de leurs collègues, dont l'ancien ministre et ex-ambassadeur du Canada en France Lucien Bouchard. Un petit noyau de députés déterminés à rrance Lucien bouchard. On peni-noyau de députés déterminés à couvre a pour la souveraineté du Qué-bec.» s'est ainsi constitué ... à la Chambre des Communes d'Ottawa.

Ces « souverainistes », même si leurs rangs devaient encore grossir, ne mettront toutefois pas en danger la majorité dont dispose le premier ministre couservateur, Brian Mulro-ney. Ils ne veulent, à aucun prix, paver la voie du pouvoir à M. Jean Carétien, nouveau chef du Parti libé-ral d'opposition, qui entend combattre les aspirations des Québécois, quelles qu'elles soient.

MARTINE JACOT

ÉTATS-UNIS : malgré quelques fausses notes

Mandela ovationné par le Congrès

de notre correspondant

Lech Walesa, Vaciav Havel, Nelson Mandela : les hommes qui ont puissamment poussé à la roue de la liberté se succèdent depuis huit mois devant le Congrès des Etats-Unis. Sénateurs et représentants n'en finis-sent pas d'applaudir, rassurés de constater que les héros du jour restent sensibles à l'hommage du Capitole et qu'ils célèbrent les vertus universelles de la démocratie américaine. Mais M. Mandela, qui avait, mardi 26 juin, l'honneur de s'adresser à une session conjointe du Sénat et de la Chambre des représentants, est un cas un peu différent de celui des deux autres anciens prisonniers politiques. Il est noir, et jamais, depuis que le Congrès existe, un Noir n'avait reçu pareil hommage. Il professe des idées qui, pour certaines au moins, sont fort mal acceptées ici et il maintient des attachements qui révulsent d'autres

Pas plus que la veille devant le président Bush, M. Mandela n'a baissé pavillon devant le Congrès. Il a donc redit ce que nombre d'Américains reatr ce que nombre d'Américams n'aiment guère l'entendre dire; « L'égalité, la liberté et la poursuite du bonheur sont des droits de l'homme fondamentaux qui non seulement sont inaiténables, mais doivent, si néces-saire, être défendus avec les armes de la ouerre »

Les «camarades d'armes »

Certains élus avaient boudé la céré-monie, en particulier ceux qui trou-vent inadmissible qu'il puisse voir un *camarade d'armes » dans un homme comme Yasser Arafat, tou-jours considéré comme «grand Satan» par nombre de politicieus locaux. Un élu de Californie, William Dannemeyer, est encore allé beau-coup plus loin, en osant comparer le vieux militant de la lutte contre Papartheid à Willie Horton, un assasir aparticisi a winie Horton, un assis-sin récidiviste (Noir) rendu célèbre par l'utilisation que firent de son cas les promoteurs de la campagne électo-rale de M. Bush.

Mais, ces quelques fausses notes exceptées, M. Mandeia a reçu l'accueil enthousiaste qu'il était en droit d'attendre de ce Congrès qui, en 1986, était passé outre au veto du président Reagan et avait imposé des sanctions économiques au régime de Pretoria. Le vice-président de l'ANC s'est même voulu relativement rassurant quand il a évoqué la future démocratie sud-africaine, qu'il vent rant quand il a évoqué la future démocratie sud-africaine, qu'il veut fondée sur le multipartisme, qu'il veut fondée sur le multipartisme, co de le secteur privé jouerait un rôte moteur, les nationalisations n'obéissant à aucum impératif idéologique. Après deux jours d'activités ininterrompues à Washington, M. Mandels, apparenment infatigable, doit poursuivre son long périple américain vers Atlanta et la Floride. Sa sympathie proclamée pour Fidel Castro fait déjà grincer des dents à Miami, capitale de l'émigration cubaine. Mais ce n'est pas cela qui diminuera l'enthousiasme des Noirs de Liberty City, un des quar-Noirs de Liberty City, un des quar-tiers les plus déshérités de la ville.

O SURINAME: M. Brunswiick autorisé à se rendre aux Pays-Bes . -Le fondateur de la guérilla surina-mienne a été finalement autorisé à se rendre aux Pays-Bas, où il avait été déclaré indésirable une semaine plus tôt, a indiqué, mardi 26 juin, le ministère des affaires étrangères à La Haye. M. Ronnie Brunswijck, qui a abandonné le 18 juin le commande ment de la guérilla de l'ancienne colo-nie néerlandaise, a été accueilli provisoirement à Paris. Les Pays-Bas lui ont accordé un visa d'une durée de 'deux semaines. - (AFP.)

ASIE

CHINE

M. Fang Lizhi « remercie chaleureusement » le président Bush pour son aide

Le dissident chinois Fang Lizhi, n'entendent pas encore lever les sano-arrivé très discrètement dans la soirée tions économiques à l'encontre de la du lundi 25 juin en Grande Bretagne avec sa femme Li Shuxian, a fait par-venir une brève déclaration à la Royal Society, principale institution académique du pays, dont il est officiellement l'hôte, dans laquelle il «remercie chaleureusement» le président Bush de l'avoir aidé à sortir de

L'astrophysicien affirme également son intention « de faire tout son possi-ble pour contribuer au progrès et au développement de la Chine » et remercie la Royal Society et l'université de Cambridge de lui permettre de pour-

M. Fang Lizhi qui, selon le Foreign Office, est arrivé de Pékin «fatigué mais heureux», espère que son fils resté en Chine pourra poursuivre ses études à l'étranger et le rejoindre bientôt. Les autorités britanniques lui ont accordé un visa de six mois renouvelable. Une conférence de presse organisée par la Royal Society a été annulée mardi pen après que les fonctionnaires du Foreign Office

eurent rencontré M. Fang. A Washington, un responsable américain à déclaré, sous le couvert de l'anonymat, que les Etats-Unis

tions économiques à l'encontre de la Chine malgré les pressions du Japon et de certains pays européens qui sou-lèveront la question lors du sommet des Sept à Houston (Texas), du 9 au 11 juillet. Le département d'Etat a affirmé mardi que de 1 000 à 2 000 nersonnes étaient toujours détenues en Chine à la suite des événements de

L'université de Rome a décidé rdi, de son côté, de conférer le titre de docteur honoris causa en physique à M. Fang Lizhi qui est, depuis 1987, codirecteur de recherches au Centre international d'astrophysique de l'université de Rome. - (AFP).

 PHILIPPINES : regroupement à Manifie des voloutaires américains du Peace Corps. - Les deux cent soixante et un volontaires du Peace Corps, l'organisation gouvernementale américaine d'aide aux pays en développement, sont regroupés à Manille à la suite de menaces de la guérilla communiste locale, a indiqué, mardi 26 juin, le département d'Étar

Le Yunnan est devenu une filière importante du trafic d'héroïne

de notre correspondant

Quatorze trafiquants de drogue séance d'exécution collective, mardi 26 juin, à Kunming, chef-lieu de la province du Yunnan, l'ancien grenier à opium du sud-ouest de la Chine, en «l'honneur» de la journée internationale de la lutte contre le trafic des stupé-

Tandis que les suppliciés recevaient une baile dans la nuque, les autorités mettaient le feu, en place publique, à une demi-tonne d'hé-roine et à peu près autant d'opium brut, fruit de saisses opérées au cours des dernières années par la police chinoise, de plus en plus inquiète d'une recrudescence spectaculaire du trafic des narcotiques, en particulier dans cette région jouxtant le «Triangle d'or» de

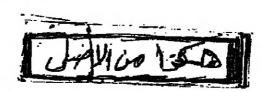
Le mode de présentation de l'exécution collective dans la presse suggère une volonté délibérée de frapper les imaginations. pour tenter d'enrayer le phénomène de la drogue et son négoce lucratif, réapparos à la faveur de

l'émiettement de l'autorité centrale. Les spécialistes étrangers de la lutte antinarcotique assurent que la voie d'acheminement de la drogue raffinée menant de la frontière birmane à Hongkong via la Chine du sud est devenue une filière importante. Plus de la moitié de l'héroine parvenant à Hongkong emprunte cette voie, au lieu de celle, traditionnelle, passant par la Thailande puis la mer de Chine

Les autorités de Kunming out sonné l'alarme voici quelques mois par le biais de la détection du sida. en annonçant avoir découvert près de cent cinquante cas de personnes séropositives parmi des drogués

L'ancienne Yunnanfu de l'épo-que coloniale française est, en fait, redevenue la « capitale de la dro-gue » en Chine, et peut-être celle du sida, du fait de l'éloignement de la capitale et de la présence, le long de la frontière birmane, d'une mossique d'insurrections ethalimosalque d'insurrections ethniques que le gouvernement de Rangoun ne parvient pas à réduire. Ces maquis s'autofinancent par l'opium et ses dérivés.

FRANCIS DERON



L'opposition s'engage à présenter un seul candidat à l'élection présidentielle

Au terme de près de trois heures de discussions,mardi soir 26 juin, le Comité de coordination de l'opposition (CCO)a été enterré et l'Union pour la France (UPF)est née. Au cours de cette ultime réunion du CCO a en effet été créée une confédération entre le RPR et l'UDF baptisée Union pour la France. Le RPR et l'UDF ont également adopté une charte pour des « primaires à la française safin de désigner un candidat « commun »à la prochaine élection présidentielle.

Si ces décisions ont été prises a avec le plein accord de M. Méhaignerie, président du CDS », comme l'a indiqué M. François Bayrou, il n'en est pas allé de même pour M. François Léotard. Le prési du Parti républicain, s'il a approuvé le système des primaires a, en revanche, refusé de souscrire à la création de l'Union pour la France. Il est le seul membre de l'UDF sur les neuf présents à avoir critiqué le principe d'une confédération de l'opposition.

« Un triple déficit »

M. Léotard a même fait distribuer à la presse le relevé de ses objections, qu'il résume en un « triple déficit » : déficit de cohésion, car la confédération ne réglera pas, selon lui, les problèmes de disci-pline : déficit de confiance, car le Front national sera l'arbitre dans toutes les primaires; déficit de crédibilité, car le Front national, encore lui, a se nourrit de la décomposition de la droite parlemen taire». Cette attitude correspond à celle prônée par la Force unie de MM. Léotard et Noir, qui propose une fusion de tous les partis ou la constitution d'une force nouvelle après disparition des actuelles for-

Les objections de M. Léotard n'ont cependant pas convaincu les membres du CCO, et M. Giscard d'Estaing s'est contenté de noter que M. Léotard « avait exprimé une réserve ». M. Chirac, en présentant le document constitutif de la confédération, a précisé que chaque parti politique la composant conserverait sa personnalité mais mun une action plus cohérente. Il a souligné que l'Union pour la France « s'interdirait de soutenir un candidat Front national ou socia-liste dans quelque élection que ce

C'est pour cette raison que le CNI, que préside M. Yvon Briant, ne figure pas parmi les membres fondateurs de la confédération. Le maire de Paris a très clairement rappelé que la prise de position de M. Briant en faveur du candidat d'extrême droite dans l'élection de Villeurbanne était la raison de cette mise à l'écart. Il a toutefois indiqué, que si les instances pro-pres du CNI prenaient des engagements précis en souscrivant à toutes les obligations de l'UDF, le parti de M. Briant pourrait alors faire acte de candidature.

La porte lui est donc, pour le moment, fermée, mais elle pourrait s'entrebâiller de nouveau, M. Briant, qui voulait que sa demande d'adhésion fût agréée sur-le-champ, s'en remettra au comité directeur de sa formation, réuni au mois de septembre, et se réserve, pour le moment, de pré-senter des candidats CNI aux élections partielles contre ceux de la

Ainsi, le communiqué publié la veille par le président du CNI n'a pas suffi à convaincre ses alliés de la fermeté et de la sincérité de ses résolutions. S'il avait bien indiqué « qu'en aucun cas le CNI n'est par-tisan d'une alliance avec le Front national et qu'il se pliera à la disci-pline de vote de l'opposition », M. Briant avait cependant ajouté : « Le CNI n'a jusqu'à présent d'au tre choix que de soutenir les candi-dats du Front national quand ils restent seuls en lice contre la

Double promesse

M. Méhaignerie, notamment, ne pouvait se satisfaire de l'ambiguité subsistant dans ces formules. M, Chirac lui-même, qui s'était plaint avec force de la cacophonie provoquée par l'élection de Villeurbanne, a préféré - pour le moment - écarter du nouvel

La nouvelle confédération sera dirigée par un bureau politique de trente membres, composé à parité par les représentants de l'UDF et du RPR, mais les décisions y seront prises à la majorité des trois

Ainsi, deux ans après la constitution de l'actuel gouvernement de

M. Rocard (28 juin 1988), l'opposition a pu tenir, au moins momen-tanément, la double promesse qu'elle s'était alors faite à ellemême de mieux coordonner son action et d'éviter les rivalités qui lui avaient été fatales dans les précédentes élections présidentielles. La pression électorale du Front national a contribué aussi à la

Toutefois, la nouvelle Union, pour la France ne constitue, pour le moment, qu'un moyen pour confédérer tous les opposants. Sa tâche politique ne fait donc que commencer, au terme d'une quinzaine d'années de luttes intestines farouches, période ouverte lors de l'élection de M. Valéry Giscard, d'Estaing à la présidence de la République, en 1974, et de la nomination de M. Jacques Chirac à Matignon. En décidant de se donner le monopole de la bataille sur deux fronts – l'extrême droite et les socialistes, – l'UPF veut contraindre ceux qui ne la rejoindront pas, ou qui restent réservés, à choisir clairement leur camp, sous peine d'apparaître marginalisés. pour la France ne constitue, pour le moment, qu'un moven pour

ANDRÉ PASSERON

La charte de l'UPF

«La confédération dénommée Union pour la France a pour objet de proposer aux Français un projet politique commun :

» Des formations associées peu-vent être admises à faire partie de la confédération après accord des deux mouvements fondateurs. Le bureau de la confédération définit la représentation des formations associées.

» Pour élaborer son projet politi-que, la confédération s'appuie sur les travaux des États généraux de

» Les membres de la confédération s'engagent à soutenir le bandi-dat commun à l'élection présiden-tielle qui sera désigné dans le cadre de la procédure des «primaires». » En vue de préparer d'un commun accord les autres scrutins, la confédération met en place une

commission d'investiture. » En toutes circonstances, l'Union pour la France n'apportera son soutien qu'à des candidats qui défendent ses valeurs politiques et A l'Assemblée nationale:

Adoption à une large majorité du projet de lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme

Le projet de loi Evin relatif à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme a été adopté, en première lecture, tard dans la nuit du mardi 26 au mercredi 27 juin, à une large majorité : 315 députés ont approuvé ce texte qui prévoit un ensemble de dispositions renforçant l'interdiction de la publicité ou de la propagande en faveur du tabac et de l'ajcool à partir du 1" janvier 1993; tandis que 149 élus ont voté contre. Mais les députés ont amendé le projet de façon à exclure du dispositif restrictif les vins d'appellation contrôlée (AOC), M. Evin ne désespère pas de revenir sur cette disposition au cours des prochaines navettes.

Au terme d'une quinzaine d'heures de débat consacré à la lutte contre le tabasisme et l'alcoolisme - débat qui a bouleversé les clivages classiques (l'UDF s'est retrouvée avec le PCF pour voter contre), - M. Claude Evin pouvait logiquement se satisfaire du résul-tat. Pourtant, s'il a sagné de haute lutte une bataille, il a subi, vers minuit, un revers infligé par les défenseurs des vins de pays et autres AOC. Ces derniers sont parvenus à faire adopter un amendement de M. René Couveinhes, député RPR de l'Hérault, permettant aux vius de pays et aux appel-lations d'origine, ainsi qu'aux manifestations viticoles traditionnelles d'échapper à la limitation de la publicité directe ou indirecte eu faveur des boissons titrant plus de 1,2 degré d'alcool.

Cet ameadement contre lequel le ministre s'est battu bec et ongles (du moins son premier volet concernant les AOC), a été adopté par 291 contre 282, grâce aux voix du RPR, de l'UDF (à l'exception de MM. Ehrmann, Alpes-Maritimes et Kochl, Bas-Rhin), de 'UDC (à l'exception-de MM. Barrot, Haute-Loire et Zeller, Bas-Rhin) et du PCF. Seul le groupe socialiste et 9 non-inscrits s'y sont

Dans son argumentation le ministre a fait valoir le fait qu'en introduisant ainsi une discrimination entre les produits afin de favo-riser les AOC, les parlementaires conduiraient le texte à se heurter

aux règles communautaires. Pour lâcher du lest, M. Evin s'est mon-tré favorable à l'autorisation, par arrêté du ministre chargé de la santé, de la publicité en faveur des fêtes ou foires traditionnelles consacrées à des boissons alcoolisées locales. « Les fêtes oui, mais pas les festivals de la beuverie! », a toutefois prévenu le rapporteur de la commission des affaires cultu-relles, M. Jean-Marie Le Guen (PS,

Un amendement du gouvernement allant dans ce sens a été adopté. Mais « cet os à ronger » n'était pas de nature à détourner M. Ladislas Poniatowski (UDF, Eure) et ses amis de l'idée d'ex-traire les AOC du dispositif. Exaspere par le front AOC, M. Evin a lance: « Le gouvernement a pris ses responsabilités; demain je prendral à témoin l'opinion publique, plus de 60 % des Français sont d'accord avec ces mesures, l'académie de médecine y est totalement favorable. On en reparlera, et alors on reviendra devant le Parlement.»

«A condition de ne pas en abuser... »

L'affaire était d'importance comme l'avait laissé prévoir, en début de séance de nuit, l'affluence dans l'hémicycle. Elle avait de quoi suprendre les habitués des débats en nocturue. Curieusement, la plupart des orateurs en abordant l'ar-ticle 7 du projet coasacré à la lutte contre l'alcoolisme, étaient victimes du même tic de langage : «Le vin est la boisson la plus saine et la plus hygiénique qui soit... à condition, bien sûr, de ne pas en abuser. » Le ministre a facilement admis le propos en expliquant qu'il ne plaçait par sur un même pied le tabac (toujours nocif) et l'alcool (sans effet néfaste quand on en use avec modération).

Plusieurs députés de l'opposition ont toutefois contesté le fait que le projet du gouvernement traite à la fois de l'alcool et du tabac. Chacun y est allé de son couplet pour expli-quer l'importance et le rôle, économique et culturel, du vin dans notre pays. M. Joseph-Henri Mau-joüan du Gasset (UDF, Loire-At-lantique) a défendu le vin de qualité et expliqué que les vignes n'étaient pas responsables de l'al-coolisme : « En URSS, il n'y a pas de vignes, mais il y a beaucoup d'alcoolisme... », a-t-il très sérieuse

ment expliqué. M. Francisque Per-rut (UDF, Rhône) s'est indigné du fait que le ministre, au nom d'une « fausse bonne conscience », fasse peser des « effets pervers sur la vie Le ministre a répondu pied à pied à ses détracteurs. Il a rappelé qu'alcoolisme et tabagisme étaient les deux premières causes de la mortalité prématurée en France et que notre pays arrive en tête des consommateurs d'alcool pur par habitant (13,8 litres). Il a estimé que ce texte ne portait pas atteinte à la réalité culturelle et économi-que du vin en France, mais qu'il s'attaquait en revanche aux publicités pour les alcools durs qui représentent 90 % de l'ensemble des publicités dans ce secteur. Il a insisté sur le fait que la publicité n'était pas totalement interdite, contrairement au tabac. Les ventes par correspondance, les voitures de livraison, les enseignes dans les zones de production et à l'intérieur des lieux de vente, la presse pour adultes, les plaquettes réalisées par les initiateurs d'une opération de mécéast (amendement de M. Jacques Barrot) pourront toujours être

porteuses de publicité. Parmi les autres modifications retenues, les députés ont voté deux amendements de la commission des affaires culturelles, l'un interdisant « de vendre des boissons alcoolisées dans les points de vente de carburant » - M. Julien Dray (PS, Essonne) a expliqué à quel point cela pouvait poser des pro-blèmes, ivresse, agression, etc, dans certaines villes, auprès d'une population de jeunes un peu «pau-més» qui se retrouvaient dans ces stations, - l'autre prévoyant que le gouvernement présentera au Parle-ment deux rapports d'évaluation : le premier sur les mesures transi-toires pour le 1ª janvier 1993, le second en janvier 1995 après deux ans d'application de la loi.

M. Claude Evin était favorable au principe de ce type de rapport. mais il a mis en garde contre une tendance actuelle qui pourrait se transformer en dérive : de plus en demande au gouvernement de lui présenter un rapport d'évaluation oubliant que, à travers son rôle de contrôle du gouvernement, il a tout loisir d'effectuer lui même des missions d'évaluation de l'application des lois sans systématiquement «sous-traiter» le problème...

PIERRE SERVENT

La procédure des primaires

La charte qui décide que l'opposition présenters et soutien-dre un candidat commun à la prochaine élection présidentie prévoit les dispositions sui-

- une commission nationale de centralisation et de contrôle reçoit les candidatures, fixe les modalités pratiques des pri-maires, vérifie la régularité et proclame les résultats ;

- les candidats à l'investiture s'engagent à apporter leur soutien au candidat commun désigné au terme de cette procé-dure;

 cette procédure est ouverte à tous les électeurs sympathisants de l'opposition républi-caine. Les élus membres et sympathisants de l'opposition (députés, sénateurs, députés européens, conseillers régionaux et membres des Assem blées territoriales d'outre-mer conseillers généraux et conseil lers de Paris, maires et conseillers municipaux des communes de plus de 3 500 habitants, maires des communes de moins de 3 500 habitants. conseillers d'arrondissement de Paris, Lyon et Marseille, membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger) participent à cette procédure en raison de leur mandat;

- les mandataires des électeurs et les élus ci-dessus mentionnés forment ensemble une Convention nationale de désignation »;

- les mandats représentant les électeurs directs sont attribués à raison d'un pour quarante suffrages exprimés dans le département. Ces mandats sont impératifs et portés à la convention par des représentants désignés par les candidats. Chaque élu présent ou représenté à la convention dispose d'un mandat.

Seize années de crise

nnées de conflits internes dans l'actuelle opposition

- 4 avril 1974 : Deux jours après la mort de Georges Pompidou, M. Jacques Chaban-Delmas (Union pour la défense de la République), icien premier ministre, annonce sa candidature à la présidence de la République. M. Valéry Giscard d'Estaing (Républicain indépendant), ministre de l'économic et des finances, annonce la sienne le 8 avril Le 13 avril, M. Jacques Chirac. ministre de l'intérieur, lance un appel, signé par trois autres ministres et trente-neuf députés UDR, favorable à M. Giscard d'Estaing.

- 27 mai 1974 : M. Giscard d'Estaing, élu président de la Républi-que face à M. François Mitterrand le 19 mai, nomme M. Chirac pre-mier ministre. Le 14 décembre, Chirac obtient du conseil national de l'UDR sa désignation comme secrétaire général du mouvement

- 25 sout 1976 : M. Chirac annonce qu'il a « décidé de mettre fin p à ses fonctions de premier ministre. M. Giscard d'Estaing nomme pour le remplacer, M. Ray-mond Barre. Le 5 décembre, M. Chirac transforme PUDR en un element pour la République (RPR), dont il est élu président.

- 19 janvier 1977 : M. Chirac monce sa candidature à la mairie de Paris contre M. Michel d'Or-nano, proche de M. Giscard d'Estaing, chargé par ce dernier de lconduire les listes de la majorité dans la capitale pour les élections municipales de mars. Le 25 mars, M. Chirac, dont les listes ont devancé celles de M. d'Ornano au premier tour et battu celles de la gauche au second, est élu maire.

- 1" février 1978 : Le Parti républicain (avatar des Républicains indépendants), le Centre des démocrates sociaux et le Parti radical présentent une liste de candidats aux élections législatives de mars, réunis sous le sigle Union pour la démocratie française. Les élections des 12 et

La création de l'Union pour la 19 mars donnent 154 sièges au RPR France vise à mettre fin à seize et 124 à l'UDF. M. Barre est recon-

qui se prépare à conduire la liste du RPR aux élections européennes du 10 juin suivant, lance, de l'hôpital Cochin où il est soigné après un accident de voiture, un «appel» dénoncant le « parti de l'étranger ». qu'il accuse de travailler à « l'abaissement de la France » dans une conception fédéraliste de l'Europe. La liste du RPR obtient 16,31 % des voix, contre 27,60 % à celle de PUDF.

- 27 avril 1981 : M. Chirac devancé par M. Giscard d'Estaing au premier tour de l'élection présidentielle, la veille, ne donne pas del consigne de vote pour le second tour et se borne à indiquer qu' « à titre personnel», il votera pour le prési-dent sortant. Le 10 mai, M. Giscard d'Estaing est battu par M. Mitter-rand. Aux élections législatives de juin, le RPR ne conserve que; 88 sièges et l'UDF, 63.

- 4 septembre 1983 : La liste conduite par Jean-Pierre Stirbois, chef de file du Front national, obtient 16,72 % au premier tour de l'élection muncipale partielle de Dreux (Eure-et-Loir). La liste du RPR s'allie avec celle de l'extrême droite et l'emporte au second tour. Aux élections européennes du 17 juin 1984, le Front national atteint 10,95 % des suffrages.

- 16 mars 1986 : Les élections législatives, à la représentation proportionnelle, donnent 40,09 % des suffrages et deux cent soixante sept députés à la coalition RPR-UDF, 9,72 % des voix et trente-cinq députés au Front national. M. Chirac est nommé premier ministre le

- 8 mai 1988: M. Mitterrand est réélu président de la République avec 54,01 % des voix face à M. Chirac, qui a devanct M. Barre, candidat officiel de l'UDF, au pre-mier tour, le 24 avril, M. Jean-Marie Le Pen (Front national) obtenant; 14,39 % des suffrages.

L'analyse du scrutin

Le projet Evin a été adopté

par 315 voix contre 149. • Ont voté pour ; les socialistes (272 élus), à l'exception de MM. André Labarrère et Edmond Vacant (non votants); 6 RPR (MM. Charles, Devedjian, Gorse, Jonemann, M= Christiane Papon, M. Rusenacht), ainsi que 29 des 40 députés centristes et 10 députés non inscrits (MM. Cartelet, Charbonnel, Daillet, Franchis, Léontieff, Luppi, Miqueu, Pota, Tapie et Vernaudon).

Ont voté contre : 33 députés RPR sur 129 (M= Alliot-Marie, M. Aubert, Mm Bachelot, MM. Borotra, Bourg-Broc, de Broissia, Cazenave, Chaban-Delmas, Charié, Couveinhes, Bernard Debré, Durr, Estrosi, Godfrain, Grussenmeyer, Guichard, Houssin, Juppé, Kiffer, Legras, Lepercq, Mancel, Mauger, Ollier, Pandraud, Pasquini, Perben, Raoult, Mas Sauvaigo, MM. Toubon, Ueberschlag, Val-leix, Robert-André Vivien); 85 députés UDF sur 91 ainsi que 4 députés UDC sur 41. (MM. Barre, Durieux, Gengenwin et Weber), et les 26 commu-

nistes. Se sont abstenus : 89 RPR sur 129; 6 députés UDF (MM. Branger, Delattre, Gonnot, Harcourt, Léotard, Mattéi); 7 députés UDC (MM. Geng, Grimault, Kert, Landrain, M= Monique Papon, MM. Stasi et Voisin); 3 non inscrits (M= Stirbois, MM. Thien Ah Koon et Warhouver).

· N'ont pas pris part an vote : en dehors de MM. Labarrére et Vacant (PS), tm RPR, M. Barate, et 5 non inscrits (MM. Audinot., Bertrand, Royer, Sergheraert et Spiller).

La réforme des professions juridiques et judiciaires

La gaffe de M. Mermaz

Le projet de réforme des professions judiciaires et juridiques, rejeté en première lecture à l'Assemblée nationale, dans la nuit du mercredi 20 au jeudi 21 juin, a bien failli réapparaître à la fin de cette session parlementaire de printemos.

M. Louis Mermaz a fait une gaffe. Au cours de son point de presse, destiné à présenter le bilan de la session parlemen-taire, mardi 26 juin à l'Assembiée nationale, il a annoncé que le groupe socialiste reprendrait, dans une proposition de loi, le projet de réforme des professions juridiques et judiciaires et que ce texte, inscrit à l'ordre du iour prioritaire de l'Assemblée serait débattu « d'ici à la fin de la session ». Le président du groupe socialiste a été contraint de démentir cette information quelques minutes plus tard.

Quittant le matin même l'hôtel Matignon, où avait su lieu le traditionnel petit-déjeuner des «éléphants» qui réunit tous les mardis les principaux dirigeants du PS autour du premier ministre, M. Mermaz avait pourtant bien cru comprendre que la question était tranchée. L'idée le déposer une proposition de loi était défendue par les conseillers et les fidèles du premier ministre, persuadés qu'une majorité se dessinerait cette fois pour faire adopter le texte suquel il n'avait manqué que trois voix la semaine demière. D'autant que les représentants des avocats, particulièrement actifs en faveur de cette réforme, avaient entre-temps fait connaître aux élus de tous

les groupes leur déception et leur colère après l'échec du texte. Dans la nult du lundi 25 au mardî 26, ils avalent en outre engagé de longues négociations avec les conseils juridiques pour adopter une position commune sur la réforme,

Forts de ces essurances. M. Mermaz et le premier secrétaire du PS, M. Mauroy, ont indiqué qu'ils ne voyaient aucun inconvénient à ce que le groupe dépose une proposition de loi. Mais c'était compter sans l'hostilité résolue du garde des sceaux qui ne voulait plus entendre parier de ce texte. M. Pierre Arpaillange, qui avait défendu le projet en vain à l'Assemblée nationale, ne goûtait pas du tout le petit jeu de Mati-gnon, n'hésitant pas à voir dans le stratagème proposé « une atteinte à la démocratie parlementaire 1.

Informé des intentions de Matignon, le garde des sceaux s'est donc efforcé de mobiliser ses propres amis au sein du groupe socialiste, pour qu'ils s'opposent fermement à la décision entérinée le matin même. M. Jean-Pierre Michel s'est ainsi chargé de protester avec virulence contre les diktats de Matignon, en indiquant au passage que le dépôt d'une proposition de loi « ne pouveit être décidé que par le groupe socialiste et non par le gouvernement » .

Prudemment, les conseillers du premier ministre ont donc décidé, en fin de matinée, de renoncer à leur idée. Mais c'était l'heure à laquelle M. Mermaz dennait une conférence de

P. R.-D.

POLITIQUE

Les projets du ministre de l'intérieur pour la Corse

l'intérieur des institutions de la République, comme ils le disent enx-

mêmes, qu'on doit rechercher la solu-

tion. On n'est pas sûr de la trouver. Je pense que les conversations que

nous pourrons avoir secont fertiles sur

» Mais, même si je me trompe sur

ce point particulier, l'ai un calendrier politique en tête que je compte mener à son terme avant la fin de l'année. Je

proposerai au gouvernement un pro-jet de loi. Les parlementaires pour-

du Parlement. Il pourra être amendé. Il arrivera un moment où il faudra

voter et chacun prendra ses responsa-

» Je suis optimiste sur la nature et

l'issue du débat en cours. La vie poti-

tique s'inscrit dans le temps. Il faut à

la fois ne rien oublier de ce qu'on a

vu au cours des années écoulées et ne

» La Corse a un bel avenir. Il

dépend beaucoup, il dépend principa-lement des Corses eux-mêmes, quels lement des Corses eux-mêmes, quels que soient ou aient pu être leurs enga-

gements politiques présents et pas-sés. »

Condamnations

pour fraude électorale

à Bastia

Le tribunal de grande instance

de Bastia (Haute-Corse) a pro-nonce, mardi 26 juin, des peines allant de 5 000 francs d'amende à

dix-huit mois de prison avec sursis

et 30 000 F d'amende, à l'encoutre

de dix-neuf des vingt et une per-

sonnes qui avaient comparu, les 29 et 30 mai, pour avoir fourni ou uti-

lisé de fausses procurations lors du double scrutin législatif et régional du 16 mars 1986. Le tribunal a prononcé deux relaxes. Les avocats

prononce deux reiszes. Les avocars ont indiqué que tous les condam-nés ont fait appel. Le procureur de la République avait requis de quinze mois à deux ans d'empri-

sonnement, avec ou sans sursis, assortis d'une amende et, pour

tous les prévenus, la privation des

Ces irrégularités - ainsi que

d'autres constatées à l'occasion des

scrutins de mars 1986 à Bastia -

avaient entraîné l'annulation des

ché aux inculpés, parmi lesquels onze médecins, soit d'avoir acheté des billets d'avoir (quarante-huit au total), soit d'avoir établi de faux certificats médicanx (trente-quatre) des controlles de con

utilisés, dans tous les cas, pour des procurations. Dix-huit mille procu-

rations, pour quatre-vingt-six mille votants, avaient été dénombrées.

Les plus lourdes sanctions ont frappe M. Vincent Duriani, ancien adjoint (div. g.) au maire de Bastia (dix-huit mois de prison avec sur-sis et 30 000 F d'amende), et deux

médecins, MM. Ulysse et Joseph

Chiarelli, conseiller municipa (div. d.) condamnés chacun

douze mois de prison avec sursis, 20 000 F d'amende et à la priva-

tion de leurs droits civiques pen-

Propos recueilis per JEAN-LOUIS ANDRÉANI

ront discuter dès la prochaine ses

Un entretien avec M. Pierre Joxe

« Dans l'Europe démocratique, toutes les régions insulaires ont un statut spécifique »

Les projets de M. Joxe pour faire évoluer le statut de la Corse ont provoqué, sur place, de multiples réactions, parfois violemment hostiles. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Joxe souligne que « dans l'Europe démocratique, toutes les régions insulaires ont un statut spécifique». Il ne désespère pas de convaincre les opposants les plus radicaux à son proiet, en particulier MM. François Giacobbi et Emile Zucarelli, respectivement sénateur et député MRG de Haute-Corse, ainsi que M. Nicolas Alfonsi, ancien député de Corsedu-Sud, conseiller régional appa-

« Vous avez proposé aux élus corses de débattre, dans la pers-pective d'un projet de loi, sur des orientations qui donneraient plus de responsabilités et plus d'auto-nomie à la région Corse, sans tou-tefois aller jusqu'à une véritable autonomie interne. Pourquoi n'êtes-vous pas allé jusque-là ?

 Les catégories juridiques correspondent à des objectifs politiques. Dans le cas de la Corse, le droit commun paraît inadapté aux réalités locales. L'objectif politique est de par-venir à établir un statut adapté aux spécificités de la Corse, dans le cadre de la Constitution. Lorsqu'on la lit bien, cette dernière ouvre en effet la possibilité, notamment avec l'article 72, de concevoir un régime spécifique en dehors du droit com-

» Ce que je cherche, c'est, en regardant ce qui se passe dans l'Europe démocratique et en regardant ce qui se passe en Corse, comment le droit constitutionnel français peut offrir une réponse à cette question. D'où les orientations de ma lettre du 23 mai, aujourd'hui soumises au débat, qui tendent à accroître les res-ponsabilités des élus insulaires.

cadre de la discussion de vos orientations, que l'avant-projet évolue jusqu'à offit plus ou moins d'autonomie par rapport à ce que vous proposez aujourd'hui?

- S'il n'y a pas d'accord sur un - S'il n'y a pas d'accord sur un projet à venir, il y a quasiment unanimité sur l'inadaptation des institutions actuelles. Ce que je propose, c'est qu'on en parle. On me répond, je lis des lettres, des communiqués, je constate que le débat est ouvert, comme je l'avais souhaité. Et c'est aussi en fonction de ce débat que les contours définitifs du projet seront arrêtés, en resardant aussi autour de arrêtés, en regardant aussi autour de nous. Dans l'Europe démocratique, toutes les régions insulaires ont un statut spécifique : Madère, Açores, Jersey, Guernesey, Sardaigne, etc.

« Des élus appartenant à tous les horizons... »

— Sur place, les réections à votre avant-projet ont été parta-gées. Certaines positives, avec des nuances, d'autres violemment négatives, Étes-vous globalement satisfait de l'accueil qu'ont reçu vos propositions?

- Je suis satisfait de deux choses. D'abord du nombre de réponses publiques ou privées que j'ai reçues. Pour m'en tenir aux réactions publiques, plusieurs dizaines d'élus, appartenant à tous les horizons politiques, et aussi des responsables socio-économiques, ont pris position. Ensuite, je constate que ce débat se déroule dans une atmosphère relativement sercine. l'ai connu il y a quelques années, en 1985, une période qui reste un de mes pires souvenirs, où le débat prenait la forme d'une confrontation et où l'atmosphère etait particulièrement. l'atmosphère etait particulièrement violente, puisqu'il y avait plusieurs centaines d'attentats dans l'année, des morts et des blessés.

Parmi les adversaires de votre projet, les plus déterminés -notamment au RPR et au MRG vous accusent pratiquement de préparer l'abandon de la Corse par la France. Etes-vous en mesure de

- Personne ne demande l'indépen-

dance de la Corse. Le gouvernement recherche un statut adapté à la Corse dans le cadre de la République fran-çaise. Cela ne mérite pas ce degré de dramatisation. Des statuts spécifiques existent dans la plupart des pays d'Europe qui ont des régions insu-laires, je le répète.

- Les nationalistes demai - Les hationalistes demandent toujours une reconnaissance « juridique » du peuple corse. A votre avis, cette notion de « reconnaissance juridique » a-t-elle un sens au-delà; par exemple, de l'évocation de la réalité du peuple corse dans l'euposé des motifs du futur projet de loi ?

- La réalité politique, sociale et culturelle du peuple corse a été énon-cée par le président de la Républicée par le président de la Républi-que; par moi, à plusieurs reprises; par tous ceux qui sont amenés à s'in-téresser à la Corse et par l'Assemblée de Corse elle-même. Quant à une reconnaissance juridique, je pense qu'elle peut trouver sa formalisation dans notre droit par l'existence même d'un statut spécifique et par son contenu.

 On a eu le sentiment que l'Hôtel Matignon accuelliait votre avant-projet avec une certaine prudence. Etes-vous assuré du soutien du premier ministre à l'ensemble des orientations que vous défendez ? Que pense le président de la République de vos projets ?

- Je suis, par tempérament et par précaution, très discipliné. Je n'entre prends rien dans les domaines politi-ques ou administratifs dont je suis chargé sans avoir l'aval du président de la République et du prémier ministre. Le premier ministre a réuni à ma demande quatre comités inter-ministériels depuis 1988, au cours desquels des mesures importantes ont été prises, notamment par les minis-tres de l'éduction nationale, de la culture, de l'agriculture et de l'équipe-ment, entre autres. C'est d'ailleurs le dernier comité interministériel qui m'a chargé d'entreprendre la démarche culturelle, qui comprend naturellement la poursuite de l'action pour le respect de l'Etat de droit.

« Optimiste »

- Vous cherchez un maximum de consensus autour de votre futur projet de loi. Mais certains élus corses – notamment les sénsteurs MRG de Hauts-Corse, dont M. François Glacobbi – sont radicalement opposés à vos orienta-tions. Pour la rédaction définitive du texte, êtes-vous prêt à passer

outre à de tels veto? - Paradoxalement, parmi ceux qui s'opposent actuellement à une arche qu'apparemment ils n'ont pas nès bien comprise, on trouve des élections régionales et législatives élus corses que je connais bien et depuis très longiemps, parfois de père en fils, avec lesquels j'ai siègé au Parlement. Dooc, je suis optimiste; si les principales zones de maientendus principales zones de maientendus existent avec des sens sues lescuels au total), soit d'avoir établi de faux au total), soit d'avoir acheré de se faux au total), soit d'avoir établi de f existent avec des gens avec lesquels, normalement, je m'entends facilement, je pense que cela ne peut que s'améliorer.

» Le sénateur Giacobbi, par exemple, se dit préoccupé par ce qu'il appelle « la dérive maffieuse ». Or, l'année demière, la lutte contre la cri-minalité en Corse a obtenu des résulmante en corse a obtenu des resultats parmi les meilleurs, puisque les vols à main armée ont diminué de 20 %. Et je ne parle pas de la diminution spectaculaire des attentats à l'explosif... Donc je pense que, devant ces faits, ces évolutions, certains dont j'ai parié – je pense aussi à mes amis 20 000 F d'ar Znocarelli et Alfonsi – pourront prendre en considération le fait que c'est à dant six ans.

Des propositions controversées

de notre correspondant

Depuis que, le 22 mai, dans une lettre adressée aux élus corses, M. Pierre Joxe, ministre de l'inté-rieur, a révélé les intentions du gouvernement sur le statut de la Corse, les prises de position sur l'île sont sans surprise,

Cinq des principaux dirigeants politiques insulaires, MM. Jean-Paul de Rocca-Serra, député RPR, président de l'Assemblée de Corse, président de l'Assemblée de Corse, Charles Ornano, sénateur bonapar-tiste, maire d'Ajaccio, Emile Zuc-carelli, député de Haute-Corse et maire de Bastia, président national du MRG, François Giacobbi, séna-teur MRG, président du conscil général de Haute-Corse, et Nicolas Alfonsi, ont dit « non » aux orien-tations de M. Joxe vers plus d'autonomie de l'île, estimant menacée l'unité nationale, accusant le ministre de l'intérieur de connivence avec les nationalistes et refusant toute aventure institutionnien préjuger de ce qui peut arriver; ni être d'un optimiste béat ni être plus d'un pessimisme systématique. nelle, « J'en appellerai, s'il le faut, à la plus haute autorité de l'Etat », a même ajouté M. de Rocca-Serra. De leur côté, MM. José Rossi, député UDF (PR), président du conseil général de la Corse-du-Sud, Pierre Pasquini, député RPR de Haute-Corse, maire de l'Île-Rousse, François Musso, député européen RPR, François Zanotti, maire (divers droite) de Calvi, ne cachent pas leur désir de voir met-

tre en place une réforme positive et réaliste. Il n'est, selon eux, nulle ambiguîté dans le propos de M. Pierre Joxe, et c'est suns doute pourquoi ils répondent indirectement à M. François Giacobbi, qui avait fait observer : « Ni le mot France ni le mot République ne figurent dans la lettre. L'article 72 de la Constitution commence par les mots : « Les collectivités territo-riales de la République. »

M. Yves Le Bomin, président du conseil économique et social de la Corse, et M. Jacques Fusina, présiient du conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie, se déclarent eux aussi partisans d'une réforme en profondeur. Les socialistes soutiennent naturellement M. Joxe. Quant aux communistes, ils sont divisés : préjugé favorable en Corse-du-Sud, défavorable en Haute-Corse, alors que les réformateurs de ce département disent « oui ». Mais c'est au sein de la droite que le débat est finalement le plus vif. Outre M. José Rossi, MM. Henri Antoua, vice-président RPR de l'Assemblée de Corse, Phi-lippe Ceccaldi, également vice-pré-sident (divers droite) et le groupe des libéraux de Haute-Corse, qui compte douze membres sur les tente et un de la majorité régionale, se déclarent disponibles pour le dialogue.

Enfin, les trois organisations « corsistes » - Cuncolta, Union du peuple corse (UPC), et Accolta nazionale corsa (ANC), notent l'avancée du gouvernement tout en faisant observer qu'il n'est pas question de reconnaissance juridique du peuple corse.

M. Max Siméoni, leader de l'UPC, député européen, résume ainsi les positions : « Les nationa-

listes encouragent tous la démarche pour des motifs divers et pas toujours très clairs aux yeux de l'opinion. L'ANC estime qu'on n'est pas dans une phase décisive de prise de pouvoir, la réforme Joxe peut être une étape pour atteindre la souve-raineté du peuple corse. Pour la Cuncolta, tout ce qui arrive est de son fait. Elle est la vraie lutte de libération nationale. Toute avancée est bonne à prendre, à condition de rester maîtresse du jeu interne à la famille nationaliste et l'organisa-tion avec laquelle l'Etat doit traiter. Pour l'UPC, la seule révolution ne peut être que démocratique, donc le dialogue et le comportement démo-cratique permettront la prise de conscience du peuple corse et structureront la force nationaliste et progressiste dans l'alternative de

L'opinion divisée

Globalement, il apparaît cepe dant que, si elle reste divisée, l'opi-nion corse est d'autant moins défavorable à des changements vorable à des changements institutionnels que la droite elle-même a, à plusieurs reprises, demandé l'étargissement des compétences de l'Assemblée de Corse. Mais il est sûr que sa très grande majorité ne transigera pas sur la francité de l'île. En 1989, un sondage SOFRES-l'Express indiquait que 8 % des Corses souhaitaient l'indépendance « d'ici dix ou vingt que a 82 % s'y proposant La proans », 82 % s'y opposant. La proportion n'avait pas varié depuis la vague de sondages de 1975, au len-demain des événements d'Aléria (1). En mars 1990, un sondage BVA-la Corse a établi que 32 % des insulaires étaient favorables à l'autonomie et 53 % défavo-

M. Pierre Joxe et le gouvernement ont quelques mois devant eux pour réussir à tirer l'île du manyais pas où elle se trouve depuis au moins deux décennies. Dans ce pays e tout rouge et tout noir », selon le mot de Flaubert, tenter de résoudre « le » problème revient souvent à s'attaquer à la quadrature du cercie.

« Il y faut a manera, la manière, explique Mgr Sauvenr Casanova, l'évêque de Corse. Si je vois que l'Autre est violent, pourquoi ferais-je comme si je ne l'avais pas entendu, pourquoi croiserais-je les bras ? Pourquoi ne tenterais-je pas cette violence, à condition qu'il reconnaisse que j'existe, moi aussi? Car, si je le reconnais, il doit me reconnaître lui aussi. »

Les 2 et 3 juillet prochains, l'Assemblée de Corse tiendra une session extraordinaire consacrée à l'examen des orientations. Il n'est pas évident qu'il en résultera un vote majoritaire. Mais, si chacun reconnaît l'Autre, il est peut-être permis d'espérer un compromis

PAUL SILVANI

(1) En 1975, l'occupation d'une cave vilicole appartenant à un rapatrié d'Algérie par des nationalistes, à Aléria, sur la côte orientale, avait tourné au drame et s'était soldée notamment par la mort de deux gendarmes mobiles.

EN BREF

D Le statut des PTT. - Le Sénat a examiné, mardi 26 juin, le projet de loi relatif à l'organisation du service public de la Poste et des télécommunications. La majorité sénatoriale est revenue à son texte initial à propos des produits financiers offerts par la Poste. Les séna-teurs ont adopté un «gel» des fermetures des bureaux de postes ruraux, jusqu'au 30 juin 1992, et à nouveau réclamé que le produit de la fiscalité locale, acquittée par la Poste et par France-Télécom, soit mis à la disposition de la dotation globale de fonctionnement attribuée par l'Etat aux collectivités

PCF: M. Rol-Tanguy soutient M. Hermier. – Dans son édition du dimanche 24 juin, le quotidien communiste la Marseillaise indique que M. Henri Rol-Tanguy, membre du Conseil national de la Résistance, a rendu hommage à M. Guy Hermier, membre du burcau politique du PCF, avec lequel il a dit avoir de «nombreuses affinités ». « Je salue ce dirigeant communiste qui contribue aujourd'hui à nourrir la réflexion

'sur un engagement révolutionnaire moderne », a précisé l'ancien res-ponsable de la Résistance. M. Rol-Tanguy, qui ne s'exprime jamais publiquement sur son parti, a quitté volontairement le comité central lors du dernier congrès, en décembre 1987. M. Hermier est actuellement, avec MM. Charles Fiterman, Anicet Le Pors et Jack Ralite notamment, en opposition avec l'équipe de M. Georges Mar-chais, secrétaire général du PCF.

☐ M. Bebear quitte le consell municipal de Rouen. - M. Claude Bebear, élu en mars 1989, sur la liste conduite par M. Jean Lecanuct (UDF-CDS), s'est démis de son mandat de conseiller municipal pour des raisons professionnelles et médicales. Le président du groupe Axa, qui avait pu apparaître comme un dauphin possible du maire centriste, avait été chargé par ce dernier de défendre la cause de Rouen auprès des industriels.

Le Monde DES LIVRES

Contre un meeting de M. Le Pen dans le Gard

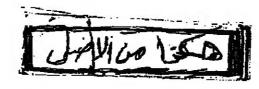
La commune de Sainte-Anastasie organise une «fête de la liberté»

pentras, se heurte à une certaine résistance multiforme. L'appel de deux cent cinquante intellectuels dénonçant le dirigeant d'extrême droite comme « un fasciste et un raciste» qui, selon ses promoteurs, reçoit des signatures en masse et une pétition d'artistes invitant les maires à refuser d'octroyer des salles au Front national - M. Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, s'est fait transmettre le dossier de l'organisation de l'université d'été du Front national dans sa ville – étaient les premières manifestations de cette résistance à l'extrême droite. La commune de Sainte-Anastasie (Gard) va en inaugurer une nouvelle, le le juil-

Mécontents de l'organisation, ce jour-là, d'une « journée des trico-lores », en présence de M. Le Pen, sur la commune de Dions, située à deux kilomètres de chez enx, des habitants de Sainte-Anastasie ont décidé de faire une « grande sête de

La contre-attaque politicomédiatique de M. Jean-Marie
Le Pen, qui intervient après la profanation du cimetière juif de Cardépartementanx de la Ligue des droits de l'homme, de SOS-Racisme, des partis de ganche et du collectif de Saint-Gilles, commune dirigée par M. Charles de Chambrun, membre du bureau politique du Front national, qui ont donné leur accord pour participer à cette

> « Notre but n'est pas de faire de la publicité à Le Pen mais de dire aux hommes politiques de ne plus jouer avec lui sur l'immigration et le racisme », indiquent le docteur Claude Vian, maire de Sainte-Anastasie. M. Gilbert Baumet, président du conseil général du Gard (ex-PS), M. Jean Bousquet, maire de Nîmes (UDF) et M. Jean-Marie Cambacérès, député (PS) qui comptent a barrer symboliquement la route au Front national », participeront à cette manifestation.



Bernard BIOULAC Marc BLONDEL Lella BOUACHARA Jean CHARBONNEL J.-P. CHEVENEMENT Jean-Marie DAILLET Michel DURAFOUR Jean-Paul ESCANDE Laurent FABIUS Françoise GASPARD Gérard ISRAEL Pierre JOXE Jean KASPAR

Roger BAMBUCK

Catherine LABRUSSE Jean-Michel BAYLET **Maurice BENASSAYAG** Brice LALONDE Jack LANG Roger LERAY Pierre MAUROY Alain MINC Pierre MIQUEL Marc PAILLET Jean POPEREN Marcel RIGOUT Michèle SELLIER Yannick SIMBRON Jean-Pierre SOISSON Alain TOURAINE

(Publicité) =

Sous le haut patronage de

Monsieur François MITTERRAND

Président de la République

qui adressera un message aux participants.

Olivier STIRN

Président de "Dialogues 2000" vous invite aux:

ÉTATS GÉNÉRAUX

DU PROGRÈS

2 et 3 juillet 1990 de 10H à 13H et de 15H à 18H30

CENTRE CHAILLOT-GALLIERA

28, Avenue George V - 75008 Paris

Avec la participation des personnalités suivantes :

Bernard KOUCHNER

Antoine WAECHTER

Émile ZUCCARELLI

Olivier STIRN, Ministre du Tourisme, fera la synthèse des travaux.

Michel ROCARD, Premier Ministre, définira ses propres orientations dans une communication adressée aux "États Généraux du Progrès".

aide indmanitaire en Iran 14 Le Valuan et les théologiens contestataires.

19 La Coupe du monde de footbell 20 Tennis : les Internationaux de Wimbledon

22 Les cinéphiles tentés par la télévision - La compétition autour de la septième chaîne hertzienne

La « bavure » de la rue de Mogador devant les assises de Paris

Gilles Burgos, policier très ordinaire

Accusé de « coups et vioiences volontaires ayant entraîné is mort sans intention de la donner . l'ex-CRS Gilles Burgos, trente-quatre ans, comparaît devant la cour d'assises de Paris depuis mardi 26 juin, pour avoir, dans la nuit du 4 au 5 juillet 1986, tué, à coups de fusil, Loic Lefèvre, peintre-carrossier de yingt-huit ans qui tentait rachapper à un contrôle, rue de Mogador à Paris, Au début de renquête, le policier avait tenté de justifier son attitude par une (légitime défense », face à un mme qui aurait sorti de son blouson un objet ressemblant à une arme. Par la suite, il a présenté les faits d'une manière plus nuancée, dans un raisonnement qu'il a maintenu à l'audience, en invoquant seulement me réaction instinctive devant m mouvement mal interprété.

A. . SECTION OF

> «C'est une tragèdie que je Epiore; je n'avais pas le choix. J'al senti ma vie en danger, j'al agi d'instinct ». Très pâle, maigré son allure sportive, Gilles Burgos parle mécaniquement. Cette nuit-là, il dait dans un Ford Transit de la CRS 54, avec deux autres policiers chargés de sillonner le quartier de l'Onéra, dans le cadre d'une mission canti-attentat ». Le chef de bord, Jean-Marc Rochetti, n'est pas un grade, c'est seulement le plus ancien. Il explique à la cour comment il a d'abord crié au chauffeur d'une 2 CV, qui roulait tous feux éteints, d'allumer ses codes: « Il n'a pas compris, il a fait mine de mettre sa ceinture. Je lui ai fait signe de s'arrêter ». Après avoir marqué un temps d'arrêt, la

La sécurité des surveillants de

mison « laisse à désirer », selon

un rapport remis au ministère de

la justica, qui proposa d'amélio-

rer les conditions de travail des

16 500 gardiens, de favoriser

our sens des responsabilités, et

de transférer en détention les

1500 agents qui occupent

nistratives. Ce document sur « le

service public de la surveillance

pénitentiaire » avait été

demandé par le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, à

une commission présidée par

M. Bernard Ronze, inspecteur

général des finances, au lende-

main du conflit des surveillants

d'octobre 1989, le troisième en

Le service public de la surveil-lance pénitentiaire ne fonctionne

pas aussi correctement qu'il serait

souhaitable », souligne le rapport

qui, faisant état de « déficiences

locales», indique que les pro-

bièmes « les plus aigus » concer-

nent les maisons d'arrêt où les

effectifs sont insuffisants compte

tenu de la surpopulation pénale.

Toutefois, le système de sécurité

des prisons est « globalement fia-

Un rapport sur le service public pénitentiaire

Les relations entre détenus et surveillants

se sont « détériorées »

2 CV est repartie, arrachant le pare-chocs du véhicule qui se lançait à sa poursuite.

La 2 CV s'engageait alors en sens interdit, rue de Mogador, puis per-cutait une Renault 5, avant de s'arrêter sur le trottoir, et le chauffeur s'enfuyait à pied, « Je me suis lance à sa poursuite », raconte Burgos, qui reprend aussitôt le ton des rapports de police pour corriger : « J'ai pris en chasse cet individu. J'ai crié : Halte! Police! plusieurs fois. Il a tourné l'angle de la rue de la Victoire » ... Le président, Jean Saurel, l'interrompt et s'étonne qu'un policier chargé d'un fusil de 3 kilos, qu'il tient à deux mains en courant avec des rangers, ne se soit pas fait distancer par un homme chaussé de baskets. « A l'époque, J'étais un coureur assez rapide », admet Burgos, sans retenir un sou-

Une version « Suggérée »

Lorsque le magistrat le laisse enfin poursuivre, Burgos, sans pou-voir se libérer du langage administratif, explique : a Tout à coup, il a eu un mouvement de pivot, une amorce de rotation du corps. Et un geste un peu rapide de la main qui plonge à l'intérieur du blouson ». Debout dans son box, il mime le geste qui lui rappelle « les inspec-teurs à l'entrainement » ct sa main va vers sa ceinture, sous le pan de sa veste, « Ça a été comme un flash. J'ai pensé qu'il sortait une arme. Ça a été instinctif. Les deux coups sont partis. Très vite, je... » Le magistrat le coupe à nouveau : « Vous auriez pu attendre de savoir ce qu'il avait dans la main? » Mais l'ancien policier répond : «A deux heures du matin, dans un quartier chaud, je ne pensais pas qu'on allait me sortir un portefeuille. J'ai fait comme on nous a appris lorsque l'on est en zone rouge ». Le pré-

tration centrale, simples surveil-lants et syndicalistes, et visité huit

«La sécurité entre les détenus

n'est pas non plus suffisamment assurée. Le phénomène du caldat

subsiste et se développe », ajoute le

rapport, et « l'on ne parvient pas à

faire cesser la pénétration de la dro-

gue à l'intérieur des établisse-

ments ». Les rapports détenus-surveillants se sont « détériores », les

agressions contre des gardiens

ayant, « durant ces dix dernières années, augmenté plus rapidement

que la population pénale (300 % contre 55 %) ».

à la mission de « réinsertion » est

« quasi nulle », affirme le rapport.

Les surveillants se sentent d'autant

plus frustrés que leur niveau de qualification s'est amélioré. La

oportion de bacheliers est passée

de 0 à 33 % de 1968 à 1989-1990,

et celle des fonctionnaires sans diplôme de 100 % à 64 % aujour-

d'hui. Cette évolution a provoqué

une crise d'identité des surveil-lants. Aussi le rapport Ronze pré-

conise-t-il de « freiner, au moins temporairement, la multiplication

des activités dans les maisons

d'arrêt ». Il propose aussi la créa-

tion d'un service de santé du tra-

vail dans chaque établissement, le

personnel pénitentiaire étant une

La participation des surveillants

rouge», sans obtenir de précisions satisfaisantes, ni de Burgos, ni de son «chef de bord».

Mais un autre sujet inquiète le magistrat : au début de l'enquête, le CRS avait clairement évoque « un objet sombre, ressemblant à une arme » ct, en revenant sur ses déclarations, il avait admis que cette version lui avait été « suggérée » par des gardiens de la paix, Aujourd'hui, Burgos répond rapi-dement au président, qui le laisse à peine parler : « Personne ne m'a rien suggéré ». Aussi est-ce Me Phi-lippe Lemaire, conseil de la famille Lefèvre, qui doit mener un interrogatoire avec suffisamment de silence pour que l'ancien CRS ait le temps de répondre, alors que le micro tremble dans sa main : « Suggèrer ? Non... Enfin... je ne me souviens plus... » Un instant, derrière le masque du policier conditionné, est apparu un homme fra-

Cet homme, l'interrogatoire de personnalité aurait pu le révéler si cette partie importante des débats de cour d'assises ne s'était trans-formée en un long monologue du président Jean Saurel, ponctué de quelques «oui» ou de «c'est exact» parcimonieusement accordés à l'accusé. Les jurés ont quand même pu apprendre que Burgos avait tout juste obtenu son certificat d'études, avant de devenir découpeur en boucherie et peutêtre un peu cuisinier. Après son service dans l'infanterie de marine, il a passé deux fois le concours d'entrée dans la police nationale. «Les CRS, c'est une vocation?» demande M. Saurel; e ça me plai-sait; j'al toujours almé les metiers des armes», admet païvement Bur-

Il est décrit par son entourage comme «solitaire, poli, calme » ou encore comme « obéissant, disci-

la police de l'air et des frontières, il s'était fait remarquer le 25 juillet 1983, lors d'un attentat contre la Turkish Airlines, à l'aéroport d'Orly, en sortant une femme des flammes, avant d'éteindre le feu de ses vetements avec ses mains. Il avait été proposé pour la médaille du courage et du dévouement, mais une plainte, déposée par une personne interpellée trop brutalement, est venue tout gacher.

« Très limité sur le plan intellectuel »

A Marseille, à la CRS 54, ses supérieurs le notent pourtant comme un fonctionnaire « ponc tuel, discipline, ayant le sens de la hiérarchie ». Ils le considérent comme « maître de lui », avec cette mention ; « ne s'est jamais départi de son calme ». Toutefois, ils ajoutent : « semble très limité sur le plan intellectuel ». C'est aussi l'avis du psychiatre, le docteur Michel Dubec, qui note que les possibilités intellectuelles de l'ancien CRS « se situent dans une zone très moyenne». Il releve que a son discours spontané est extrêmement pauvre». Sur les faits eux-mêmes, le spécialiste constate qu'il n'a trouvé aucun élément favorisant. all n'est ni violent, ni impulsif, ni motivé politiquement; il n'est pas alcoolique », observe le psychiatre, en avançant l'éventualité « d'un geste réflexe, dans une dimension d'auto-protection ».

L'avocat général, M. Jean-Claude Thin, semble très intéressé par ces explications, mais, en posant ses questions, le magistrat révèle qu'il semble privilégier une autre explication au geste de Burgos : celle d'une « situation originale à laquelle il n'était pas pré-

MAURICE PEYROT

A Lyon

Des peines de trois à six ans de prison requises contre les huissiers « déménageurs »

Une peine de six années de réclusion criminelle a été réclamée, mardi 26 juin, devant la cour d'assises du Rhône, contre Alain Carret, ex-huissier de justice, qui avait débarrassé et détruit le contenu d'une « planque » de la branche Ivonnaise d'Action directe (le Monde du 27 juin). Quatre et trois ans d'emprisonnement, dont été respectivement requis contre les frères Hervé et Jean-François Petitiean, associés et complices de

de notre bureau régional

Au-dessus de son nœud papillon un sourire ambigu n'a cessé de flotter sur le visage d'Alain Carret durant les trois heures du réquisitoire prononcé par M. François-Louis Coste. On ne saurait dire. En analysant les curieux «exploits» du trio d'huissiers «déménageurs», le magistrat n'a pourtant eu de cesse de dénoncer « le dévoiement d'une mission d'intérêt public », la transgression d'un « rituel légal » qui est « la justification et la raison d'être » de cette profession ou encore le «crime» que constituait un «faux en écriture publique » de la part d'un officier ministériel « serviteur de la

perfection de la preuve». Puis M. Coste s'est intéressé au modus operandi du vol et de la des-

des documents que renfermait la «planque» du groupe terroriste. Leurs motivations relèveraient de «l'inattendu sur lequel les huissiers se sont cognès avec la force de l'habitude» et d'une obsession «à faire du chiffre sans prendre le temps d'un regard critique sur le sens moral de leur mission». Mettant en relief les contradictions de certains témoignages des « plaignants » - le noyan dur d'Action directe à Lyon, - l'avocat général a fait part d'un sentiment qui ne s'appuie sur «aucune preuve» : «Je crois qu'il n'y avait ni armes ni argent dans l'appartement de la rue Robin. » Une exonération qui est loin, selon lui, d'atténuer les conséquences du « nettoyage » opéré

par les «stakhanovistes» de la saisie. Très au fait des usages de la branche lyonnaise d'Action directe, pour avoir requis contre elle, voilà un an, M. Coste a recensé les pièces manquantes des archives-puzzle du proupe susceptibles d'avoir été entre posées rue Robin. Ainsi, certaines rubriques d'un fichier thématique délirant - « fachos, banques, Rhône Poulenc, systèmes d'alarme, préfets, énergie, combattants antisionistes, etc. ». - les revendications d'une quarantaine d'altentats « parisiens», voire des manuscrits «inédits» de Mas Frérot, ont-ils pu se trouver dans les quinze sacs-poubelles jetés ou brîlés par les huissiers, le 30 août 1986.

encore, le commiss Сатев... ».

tions exemplaires.

ROBERT BELLFRET

Une condamnation à perpétuité dans les Deux-Sèvres

Le mineur jugé « comme un majeur »

de notre envoyé spécial

La session d'assises n'aura pas longtemps troublé la bonne ville de Niort (Deux-Sevres). Tout juste neuf heures, déjeuner et délibéré compris. Le temps nécessaire pour condamner le meurtrier de la vieille épicière de Frontenay-Rohan-Rohan à la réclusion criminelle à perpétuité après lui avoir successivement refusé les circonstances atténuantes et «l'excuse de minorité», il s'est pourvu

«Devant nous, if y avait un homme de vingt et un ans, Nous l'avons vu comme un majeur. Nous l'avons condamné comme un majeur. » Logique implacable du président de la cour, M. Bernard Loew, et pourtant... La « publicité restreinte » accordée à l'affaire était là pour le rappeler : lundi 18 juin, on jugeait un

Il avait en effet dix-sept ans, le 22 novembre 1986, l'apprenti qui quittait le restaurant La Tuilerie pour rentrer chez ses parents, à Frontenay, petit village situé à une dizaine de kilomètres de Nion. Ce soir-là. il avait décidé de sortir. Alors, il raconta à sa mère qu'il devait servir en salle pendant tout le dîner. Dehors, il prit trois verres au café avec les copains, jusqu'à ce que le barman refuse de continuer à les servir. Les autres filèrent à la fête du village d'à côté, lui décida d'aller acheter de la bière à l'épicerie du coin. Il était 21 houres, seule la pluie traînait encore dans les rues. Geneviève Junin evait déjà fermé son magasin mais la lumière filtrait à travers les voiets. Il frappa et la vieille dame de soixante-quatorze ans vint kii ouvrir, comme chaque fois qu'elle pouvait dépanner quel-qu'un.

« Da sang jusque sur les murs »

Le lendemain, l'infirmière venue kui faire sa pigūre quotidienne découvrit le corps de l'épicière, un bandeau sur les yeux. Pour tout indice, les gendames rejevèrent des traces de baskets et l'arme du crime, un Opinel.

Mais pas d'empreintes. Pendant deux ans, les enquêteurs piétinèrent. Auditions, relevés,

enalyses, c'était l'impasse. Jus-

qu'à l'arrestation, en février 1989, de trois hommes qui venzient d'attaquer une ferme. Au cours des interrogatoires, l'un d'eux finit par avouer le meurtre de Geneviève Junin. « Pour une tablette de chocolat et 200 francs », expliquera-t-il.

Une version qui n'a, semble-t-il, pas plus convaincu les jurés de la cour d'assises que le président Loew : «Il n'y avait aucun témoin lors de l'assassinat. Il pouvait raconter ce qu'il voulait, Rien ne dit qu'il ne l'a pas torturée pour lui dérober ses économies. D'ailleurs, il a menti à plusieurs reprises. Il a soutenu qu'il ne l'avait poignardé que deux fois alors qu'on a relevé quatre coups de couteau. Il a prétendu qu'il ne l'avait pas beaucoup frappée alors qu'il y avait du sang jusque sur les murs. Les photos des lieux, les jurés les ont vues, Et ils ont jugé, s

«Consternés» par le verdict. lusieurs magistrats de Niort et de Poitiers cherchent maintenant à déterminer les causes d'une telle décision. Il y a trois mois, la même cour, présidée alors par M. Joseph Ancel, avait condamné, pour l'attaque à main armée de février 1989, le même accusé à cinq ans de réclusion. Jugé alors comme majeur, son passé d'enfant épileptique malmené par un père alcoolique lui avait valu les circonstances atténuantes. Ce procès concernant des faits postérieurs au meurtre, l'audience de lundi lugeait donc en théorie un accusé qui n'avair « jemais été condemné ». Mais, si l'on en croit le président Loew, ces faits postérieurs n'en ont pas moins pesé lourd dans la décision du jury. Car, cette fois, non seulement les circonstances atténuantes n'ont pas été accordées mais, chose rarissime, la cour a mêma rejeté l'excusa de minorité qui réduit automatiquement la peine d'un mineur.

Il y a trois mois, le ministre de la iustice déclarait qu'il envisageait de limiter à dix ans la peine criminelle encourue par un jeune de moins de dix-huit ans (le Monde du 14 mars). Il venait de découvrir qu'il existait quelque part, dans une prison française, un mineur condamné à perpétuité Aujourd'hui, its sont au moins

NATHANIEL HERZBERG

population « exposée » en raison des risques de contamination bles, souligne la mission qui a Pour protester contre « l'indigence des moyens »

Les magistrats du Mans lancent une « grève du zèle »

grande instance du Mans (Sarthe) ont décidé, à l'unanimité, de mener une « grève du zèle » pour protester contre « l'indigence des ovens a dont souffre l'institution diciaire. En avril, des juges manceanx avaient déjà décidé de libéfer certains détenus pour réagir coutre l'amnistie prévue par la loi air le financement des partis politiques (le Monde du 26 avril).

Tous mobilisés aujourd'hui, procurcur de la République et président du tribunal compris, toutes lendances syndicales confondues, es trente magistrats ont désormais choisi d'appliquer scrupuleusement

Les magistrats du tribunal de la procédure judiciaire. Lors d'une assemblée générale du 21 juin, ils sont convenus de « donner la priorité aux tâches judiciaires sur les taches administratives s et de «transcrire la réalité des situations procédurales au risque de faire apparaître la nullité des décisions.»

Les décisions des juges des enfants, ainsi que les tutelles ou les affaires matrimoniales (divorces), encourront ainsi la nullité : « Nous avions l'habitude de réaliser des actes de procèdure en l'absence essective de gressier, mais en mentionnant malgré tout sa présence sur le procès verbal», a indiqué M∞ Marie-Hélène Tric, présidente

du tribunal, en soulignant que deux des trois postes de greffier en chef, et un poste de substitut, ne sont pas pourvus. M. Thierry Jean-Pierre, délégué régional du Syndicat de la magistrature, a indiqué pour sa part qu'il manque un juge des enfants, a car les deux magistrats qui assurent cette fonction suivent quatre mille mineurs à la fois », que « la femme de ménage a été remplacée par un détenu Témoin de Jéhovah », et que « les dossiers du juge des enfants s'entassent devant les toilettes à la vue de

Avant d'insister sur le rôle d'a entraîneur moral » de Carret vis-àvis de ses confrères et également beaux-frères, l'avocat général évoqua le contexte dans lequel s'était effectuée leur opération de «sabotage» iudiciaire, « Toutes les polices de France étaient alors à la recherche de Frérot qui, le 9 juillet 1986, avait déposé une bombe meurtrière à la brigade de répression du banditisme de Paris, des affiches étaient placardées dans certains lieux publics et la chambre départementale des huissiers venait de diffuser une circulaire de mise en garde auprès des études. Pis chargé de l'enquête au SRPJ de Lyon, avait eu un entretien sur ce sujet avec



EN VENTE PARTOUT 22F

DÉFENSE

CATASTROPHES

Dernier bilan du séisme en Iran : 36 000 morts

« J'ai été frappé par la peine muette, résignée, de la population »

nous déclare M. Bernard Kouchner, de retour de Téhéran

36 893 morts, 35 693 blessés, 50 000 logements détruits et I 500 villages touchés. Tel est le dernier décompte des victimes du tremblement de terre iranien, publié mardi 26 juin par l'agence de presse officielle IRNA. Le bilan est donc révisé à la baisse par rapport aux chiffres de 50 000 morts et 200 000 blessés annoncés plus tot, Mais tandis que des avions continuent à apporter du matériel de secours envoyé par de nombreux pays (171 jusqu'au 26 juin). les sauveteurs n'ont toujours pas pu atteindre des villages de montagnes coupés du monde par les éboulements. Seuls des hélicoptères peuvent lancer, près des villages isolés, des colis de matériel et de vivres. Secrétaire d'État français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner est rentré mercredi 27 de Téhéran. Il répond à nos questions. « Quel bilan tirez-vous de cetta

catastrophe iranienne? - C'est une très grande tragédie pour ce pays. J'ai été frappé par la peine muette, résignée des Iraniens. Dans les hôpitaux, j'ai vu des blessés et des survivants sans plainte. l'ai été impressionne par la très grande tenue

de la population, ainsi que par l'efficacité remarquable des secours traniens, en particulier le Croissant-Rouge et l'armée. - Les derniers chiffres mar-

quent une révision à la baisse du bilan des victimes. Comment l'expliquez-vous? - Dans ce genre de catastrophe, les chiffres sont toujours, heureusement,

révisés à la baisse. On a l'habitude de compter les populations globalement. Si une ville de 10 000 habitants est détruite à 80 %, on compte 8 000 victimes, mais une partie de cette population a pu fuir à temps. De même, pour recevoir un maximum

de secours, la tendance des autorités locales est toujours d'amplifier les chiffres. Ajoutez à cela qu'à Ténéran se livrait une lutte entre les «anciens» et les «modernes» à propos de l'ouverture du pays aux secours internationaux, et des chif-

fres différents ont ainsi pu circuler. » Pour ma part, je sais que 5 000 blessés environ ont été ramenés à Téhéran. Pour les morts, c'est plus difficile à estimer. La seule certitude est que ce tremblement de terre, qui s'est produit en pleine nuit, a fait plus de morts que de blessés. Les ont roulé sur les maisons, ce qui a provoqué une deuxième tragédie. Il faut compter au moins entre 10 000

Y a-t-il eu vraiment des tirail-lements à Téhéran s'agissant de l'ouverture à l'aide internationale?

- Un bruit a couru en France, à partir d'une dépêche de Genève, que Téhéran avait refusé des secours internationaux. C'est faux. Au contraire, le Croissant-Rouge a publié la liste des matériels dont il avait besoin et de ceux dont il n'avait pas besoin. Mais les équipes arrivées sur place en provenance de l'étranger ont été transportées au plus vite vers les régions sinistrées. A présent, la phase d'urgence étant terminée, nous retirons nos équipes.

- Les organisations humanitaires ont pu déplorer une « mol-lesse » de la générosité des Fran-çais envers les Iraniens, surtout comparée à celle destinée hier aux Arméniens et aux Roumains.

- Je veux d'abord souligner l'énorme influence aujourd'hui de l'action humanitaire dans le monde. de sa véritable entrée en politique, notamment l'efficacité de l'aide française. Demain ... ou dans trois ans, il se produira une véritable compétition de l'action humanitaire, et la France est plutôt bien placée à cet égard. Cela est heureux, car cette action signifie des vies sauvées.

» Il est vrai que l'image de l'Iran n'est pas excellente aux yeux des Français. C'est peut-être une sanc-

tion à l'irrespect des droits de

l'homme et de la femme dans ce

pays. Et c'est pour moi l'occasion de

dire combien l'action humanitaire

Propos recuellis par HENRI TINCO

peut savoriser la meilleure connais-

CORRESPONDANCE

Le Front national et l'antisémitisme

Une lettre

de M. Roland Gaucher

Directeur de National Hebdo, hebdomadaire proche du Front national, M. Roland Gaucher nous

Dans votre numero du 15 mai,

Votre collaborateur cite, à cet

fgard, un passage d'un article que l'ai écrit dans «Tribune libre : perspectives pour des combats

nationalistes », supplément à National Hebdo.

Je conteste l'interprétation qu'il

en donne. Ce passage est en effet détaché de tout un contexte qui

porte essentiellement sur un débat de caractère religieux. Je m'y

efforce d'expliquer que certains

milieux iuifs exercent un pression

en vue d'inciter l'Eglise à faire du

révisionnisme par rapport à sa pro-pre histoire et notamment à celle du Christ.

Par ailleurs, M. Pleuel affirme que National Hebdo est l'organe

central du Front national. Il n'en est rien. National Hebdo se définit

à sa « une » comme « Un journal

l'ajoute enfin que votre collabo-

rateur me présente comme une sorte de chef d'orchestre clandestin

de toute la presse du Front ou proche de lui. Je me borne à assu-mer pleinement ma responsabilité

de directeur de National Hebdo et

[Adhérent du Front national depuis 1979, M. Roland Gancher est un des trente membres du bureau politique de ce parti. Aucien député européen du FN, il est conseiller du dix-neurième arrondissement de Paris. Aux législa-tives de 1981 et 1985 et aux munici-pales de 1983 et 1989, il avait été can-didat du Front mational.]

de ses publications annexes.

M. Edwy Plenel me presente, en compagnie de diverses personnes,

comme antisémite.

Pour déterminer ses nouvelles orientations

« L'armée de terre doit éviter toute décision hâtive »

estime le numéro deux de l'état-major

L'armée de terre française dolt éviter toute précipitation dans le choix de ses prochains annements si elle veut être au rendez-vous des missions qui hi seront confiées demain. C'est l'avis, dans le demier numéro de la revue l'Armement éditée par la Délégation générale pour l'armement, exprimé par le général de corps d'armée Bertrand Dupont de Dinechin, qui est le major général de l'armée de terre et, à ce titre, le numéro deux de la hiérarchie de l'étatmajor, après le général Gilbert

« Paradoxalement, écrit notam-ment le général Dupont de Dine-chin, c'est parce que nous nous trouvons dans une période de rup-tures (...) qu'il importe que l'armée de terre se garde de toute décision hâtive (...). Face à une Europe cen-trale où les nations sont renais-santes, face à un dépérissement très probable des organisations mili-taires intégrées, face à un Bassin taires intégrées, face à un Bassin méditerranéen où le progrès profite davantage aux équipements mili-taires qu'à une population à trop forte croissance, la France, qui dispose d'une panoplie complète de moyens militaires, ne peut que voir-son rôle et ses responsabilités accrues (...), il faut vingt ans pour bâtir un système militaire cohérent, alors que, par des choix erronés, on peut en quelques mois compromet-tre irrémédiablement son effica-

Le major général évoque « le niveau de stricte suffisance » de l'armée de terre. « En termes d'effectifs, écrit-il, le corps d'armée français stationné en RFA compte cinquante mille hommes, soit à peine plus du dixième des forces stationnées de l'Alliance atlantique. En termes de manériele majoure le En termes de matériels majeurs, le parc actuel de chars français, qui est d'environ 1 300 blindés, ne représente que 6,5 % du nombre total des chars que devra aligner l'Alliance atlantique à l'issue des accords de Vienne : 1 300 chars, c'est moins de 30 % de ceux que détient la RFA, c'est beaucoup moins que n'en possède chacun des pays tels que la Syrie, l'Irak, l'Egypte ou la Libye. Il n'est donc pas abusif de parler de stricte suffi-sance pour les capacités de notre armée de terre. »

Des arbitrages budgétaires en juillet

Dans ces conditions, le général Dupont de Dinechin considére que les discussions en cours, à Vienne, sur la réduction des forces classiques en Europe ne devraient pas avoir de conséquences majeures sur l'équipement des forces fran-caises. « Il apparaît donc, ajoutel-il, que c'est davantage un désar-mement budgétaire qui menace nos capacités, face à des campagnes d'opinion bâties autour du thème de la disparition des menaces, plutôt qu'un désarmement militaire régocié à Vienne où la modicité de nos moyens apparaît clairement. »

Néanmoins, le major général de 'armée de terre se montre prêt à admettre que l'évolution technologique des armements et les modali-tés d'un éventuel « combat futur à

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

l'horizon 2 010 » imposeront des contraintes. « La part des ressources consacrées à la producton d'armement se verra très vraisemblablement limitée, observe-t-il. Cela imposera à l'armée de terre de modifier ses choix, de filtrer les technologies essentielles, pour ne retenir que celles qui fournirons le

meilleur rapport coût-efficacité. » Ces réflexions du général Dupont de Dinechin interviennent alors que le gouvernement se prépare à déterminer, en juillet prochaîn, les arbitrages budgétaires pour 1991, notamment l'enveloppe financière attribuée au ministère de la défense. Le débat, auquel

l'état-major de l'armée de terre apporte sa contribution par l'intermédiaire de son numéro deux, a commencé d'apparaître sur la place publique, il y a une dizaine de jours (le Monde du 13 juin). avec la polémique entre MM. Jean-Pierre Chevenement, ministre de la défense, et Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale. Pour l'essentiel, ce début porte sur les économies qui seraient demandées aux armées, et spécialement à l'armée de terre, dès le budget de l'an prochain ou après 1992, dans l'attente de ce qui peut se passer à Vienne, mais susu en Union soviétique et autour de la Méditerranée.

MEDECINE

Selon une étude publiée dans « The Lancet »

Mise au point d'un test d'aide au diagnostic pour la sclérose en plaques

l'équipe du docteur Jean-Pierre Zanetta et du professeur Guy Vincendon (Centre de neurochimie du CNRS, Strasbourg) dans la revue médicale britannique The Lancet (datée du 23 juin), le liquide céphalo-rachidien de la plupart des patients atteints de sclérose en plaques contiendrait des anticorps dirigés contre une molécule, la lectine soluble cérébelleuse ou CSL. Un test d'aide au diagnostic a été mis au point.

On estime à 50 000 le nombre des personnes arteintes, en France, de sciérose en plaques. Cette affection. neurologique, fréquente dans les pays tempérés de l'hémisphère Nord, se caractérise par une destruction locali-sée, en plaques, de la myéline, une substance qui gaine les fibres ner-veuses et protège la «tête» du neu-rone, l'axone. Elle touche le sytème nerveux central, le cerveau et la moelle épinière et se traduit par l'ap-parition progressive, en général vocs 'age de trente ans, de handicaps extrêmement graves et invalidants.

Actuellement, on ignore les causes et la physiopathologie de cette mala-die. Agent infectieux (virus, bactérie ou retrovirus), maladie auto-immune : toutes ces hypothèses ont étéde Strasbourg a, sinon apporté un élément de réponse, du moins mon-tré une corrélation entre la sciérose en plaques et la présence dans le liquide céphalo-rachidien d'anticorps dirigés contre une molécule particu-

Recherchés chez 239 patients atteints de troubles neurologiques divers, les anticorps anti-CSL ont été

Seion une étude publiée par identifiés chez 77 d'entre eux. Sur 51 sclérosés en plaques, 47 ont été dépistés par le test. En revanche, 30 dépistés par le test. En revanche, 30 patients présentaient un test positif

Si le test est sûr à 93,5 % chez les patients atteints de sclérose en plaques, les autres peuvent donc présen-ter dans 15 % des cas, des tests posi-tifs alors qu'ils sont indemnes. C'est pomquoi, le declar. Zanetta ne pro-pose, pour l'instant, ce test que comme une aide su diagnostic per-mettant d'orienter les personnes. mettant d'orienter les personnes ayant un test positif vers une IRM (magerie par résonance magnétique) capable de visualiser les léxions.

La présence d'anti-corps anti-CSL dans le liquide céphalo-rachidien des personnes atteintes de sciérose en pisques pent elle, au delà de cette simple corrélation, fournir de nou-velles pistes quant à l'origine de cette maladie? Solos l'hypothèse avancée par le docteur Zanetta, ces anticoros dirigés contre la CSL, provoqueraient une sorte de décomposition des structures de la myéline.

Pour autant, il serait prématuré de conclure que ces anticorps sont, directement, responsables de l'apparition de la sciérose en piaques et que celle-ci est une maiadie uniquement anto-immune. « Il faut savoir en particulier, explique le docteur Edmond lulaire, moléculaire et clinique de l'INSERM, hópital de la Salpétrière, Paris), si de tels anticorps sont égulement présents dans le sang des malades et s'il existe une production endogène de ces molécules au niveau même du sytème nerveux, ce qui serait alors extrêment significatif. »

MARTINE LARONCHE

CIRCULATION

Avant les départs en vacances

Lutte accrue contre l'insécurité routière

A l'approche des grands départs en vacances, le premier ministre, en vacances, le premier animatie, M. Michel Rocard, accompagné du ministre de l'équipement, M. Michel Delebarre, et du secré-taire d'Etat chargé des transports routiers, M. Georges Sarre, a dressé, mardi 26 juin au cours d'une conférence de presse, un bilan relativement négatif des accidents de la route.

Au cours des cinq premiers mois de l'année, le nombre d'accidents corporels s'est établi à 65 130, soit une baisse de 2,6 % par rapport à la même époque, l'année précédente. Cependant, le nombre de tués lors de ces accidents s'est ins-crit en hausse de 2,9 %, à 3 959. Malgré l'amélioration de cette tendance au cours du seul mois de mai (diminution de 3,3 % du nombre des accidents, et de 2,3 % de celui des tués), le communiqué souligne a une tendance inquiétante à l'aggravation des accidents de la

C'est dans ce contexte que les ministres ont présenté le nouveau dispositif de lutte contre l'insécu-rité routière pour l'été 1990. La surveillance des routes – contrôle des infractions et répression – sera accrue. Grâce à l'aide de la gendarimerie mobile, le nombre de gendarmes présents sur les rontes sera porté de 15 000 à 20 000. La cam-

« Faisons la route ensemble » sera reprise anx mois de juillet et

Par ailleurs, le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, a lancé, mardi 26 juin, à la base de loisirs de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), la campagne de sécurité pour l'été 1990. A l'occasion des départs en vacances, sept mille cinq cents policiers et autant de gendarmes seront mobilisés sur les routes et les autoroutes. Deux cent quatrevingt-sept postes de secours seront onverts sur les plages et les lieux de baignade (soit une augmentation de plus de 15 % par rapport à l'an dernier). Enfin, trois mille fonctionnaires des polices urbaines et des CRS participeront aux renforts saisonniers dans les villes et les stations très touristiques.

En matière de prévention de la délinquance juvénile, le ministère de l'intérieur va augmenter sa contribution aux « opérations prévention été » organisées, dans vingt-quatre départements, par la Délégation interministérielle à la ville (DIV). L'an passé, ces opérations destinées à des adolescents qui ne partent pas pendant les mois d'été, ont profité à pius de deux cent cinquante mille jeunes de condition sociale modeste.

L'aide financière des Français jugée « molle »

ou les Roumains ? C'est une opinion répandue à Médecins du monde. Médecins sans frontières et à Aide médicale internationale. Si ces organisations estiment qu'il est encore « troa tắt a pour faire un bilan de l'aide financière venue de France en faveur des victimes du tremblement de terre d'Iran, certains de leurs responsables reconnaissent que « c'est plutôt faible et mou », « Il n'y a pas de comparaison avec la Roumanie et l'Arménie », observe t-on à MSF.

Le conseil régional d'Auvergne a voté un crédit de 100 000 francs. La Ville de Paris a accordé une aide de 500 000 francs aux victimes du séisme. De leur côté, les Etats-

Les Français seraient-ils Unis ont anvoyé à Téhéran des moins généreux pour les lra- équipements et des secours niens que pour les Arméniens d'une valeur d'environ 291 000 dollars, a indiqué le porte-parole de la Maison Blanche, L'ambassade d'Iran à Paris a ouvert un compte pour l'aide aux victimes du séisme (03000 16 133 à la Bank Melli Iran, 43, avenue Montaigne, 75008 Paris).

Quant à l'écrivain britannique Salman Rushdie, il a envoyé 5 000 livres (50 000 francs) à la souscription ouverte par le quotidien The Independent en faveur des victimes du tremblement de terre. Rappelons que Rushdie avait été condamné à mort par l'imam Khomeyni en février 1989 après avoir publié les Versets sataniques.

UN VRAI JOURNAL DE PROGRAMMES Le Monde RADIO

Le Monde

Edité pur la SARL le Monde cent ans à compier du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associes de la société : Sociéte civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Mery Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission parataire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN :0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20

Le Monde André Fontaine, président

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Françoise Huguet, directeur général Philippe Dupuis, directeur commercia Micheline Oertemans, 5, rue de Moutessuy, 75007 PARIS Tél.: (1)45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde **TÉLÉMATIQUE**

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ARO

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 **ABONNEMENTS**

ADMINISTRATION:

, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY | 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDE Tél.: (1) 49-60-32-90 SUIS-BELG PAYS Telf PLINCE 572 F 400 F 790

780 F 1 123 F 1 550] 39 1 400 F 2 086 F ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande RENVOYER CE BULLETIN Accompagné de votre règlemen

SERVICE A DOMICILE : Pour lous renseignements : (1) 49-60-34 Changements d'adresse définitifs provisoires : nos abonnés sont ir tés à formuler leur demande de semaines avant leur départ,

indiquant leur numéro d'abon

à l'adresse ci-dessus

DA L	
X	
44.	
	3 mois
-	3 100/8
3	
i '	
- 81	6 mois
<u> </u>	
	1 sa
7	
F	37.
	Nom:
F	Prénom:
	Adresse:
i R	Code postal:
	Localité :
- 1	
70	
	Pays :
	rays.
vi-	
eux ;	
en l	Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tousles
مؤل	noms propres en capitales d'imprimene. PP Paris RP
en né. y	PP.PBIS NP

redoutes de REPERMENT de water to HOOK NOW

> 化技术规划的 ic.u. com

was an experience

••• Le Monde • Jeudi 28 juin 1990 13



RASSUREZ-VOUS, AUX USA, IL EXISTE

QUELQUES RESTAURANTS DIGNES DE NOTRE Nouvelle CLASSE AFFAIRES. En dégustant notre homard Fajita, certains d'entre vous pourront

> redouter de retomber dans le triste et morne "hamburger-frites" une fois arrivés aux USA. Rassurez-vous tout de suite, vous retrouverez toutes les joies culinaires de notre nouvelle Classe Affaires dans quelques-uns des restaurants les plus réputés de Boston, San Francisco ou de la Nouvelle Orléans. Même si ceux-ci n'ont pas reçu, comme nous, le prix du meilleur service

de restauration en Classe Affaires

attribué par le magazine Business

Traveller 1990, leur cuisine américaine est aussi soignée,

saine, légère et équilibrée qu'à bord d'American Airlines. Il nous est malheureusement impossible de vous communiquer les coordonnées de ces restaurants. En revanche, si vous appelez votre agent de voyage ou American Airlines au 42890522, nous vous réserverons une table sur notre nouvelle Classe Affaires et d'ores et déjà nous vous souhaitons bon appétit.



American Airlines & Business Class

AA province: Bordeaux 56.44.52.90, Lyon 78.92.93.15, Marseille 91.91.66.34, Nantes 40.89.10.92, Nice 93.87.19.79, Strasbourg 88.32.90.22.

RELIGIONS

Face à la contestation dans l'Eglise catholique

Le cardinal Ratzinger dénonce le « magistère parallèle » des théologiens

SERGUEI "

Le Vatican a rendu publique, mardi 26 juin, une Instruction du cardinal Ratzinger, préfet de la congrégation pour la Doctrine de la foi, portant sur α la vocation ecclésiale du théologien ». Ce document est une réponse aux critiques venant de théologiens américains, allemands, néerlandais, suisses, à un degré moindre français et italiens, mettant en cause certaines prises de position du pape en matière morale, ainsi que le mode d'exercice de l'autorité dans l'Eglise catholique.

Le texte du cardinal Ratzinger traite surtout des rapports entre la théologie et le «magistère», c'est-à-dire l'autorité doctrinale du pape et des évêques, Leur but, souligne-t-il, est commun : « Garder le Peuple de Dicu dans la vérité qui

Plusieurs niveaux d'adhésion sont requis du théologien selon que le magistère de l'Eglise « se prononce infailliblement » ou propose, ad'une manière définitive , ou non, « des vérités concernant la foi et les mœurs ». Mais le cardinal Ratzinger développe une conception extensive de l'infaillibilité: ula compétence du magistère s'étend à ce qui regarde la loi natu-relle (...). C'est une doctrine de foi que ces règles morales peuvent être infailliblement enseignées par le magistère ", c'est-à-dire non soumises à discussion par les théolo-

« Des mesures onerenses »

Les tensions entre le magistère et le théologien sont inévitables, mais ce dernier « évitera de recourir aux médias, plutôt que de s'adresser à l'autorité responsable, car ce n'est pas en exerçant une pression sur l'opinion publique que l'on peut contribuer à la clarification des problèmes doctrinaux et servir la

Condamnant les « attitudes d'opposition systèmatique», le cardinal Ratzinger regrette qu' « on oppose la liberté de pensée à l'autorité de la tradition, considérée comme source de servitude». Le poids de

Rabbins gays

Le judaïsme de la Réforme

courant très libéral du judaïsme

- a rompu avec 4 000 ans de

l'opinion publique et de ses « conformismes » est dénoncé : « L'opinion se répand que l'Eglise ne devrait se prononcer que sur des problèmes que l'opinion tient pour importants et dans le sens qui plait à celle-ci. Par exemple, le magistère pourrait intersenir dans les questions économiques et sociales, mais devralt laisser au jugement indivi-

duel celles qui regardent la morale

conjugale et familiale (...). Dans ce

contexte, un discernement critique

et avisé est requis du théologien.».

Les théologiens « qui visent à changer l'Eglise suivant un modèle de contestation inspiré par ce qui se fait dans la société politique» sont accusés de vouloir créer un « magistère parailèle ». Ils réclament, selon le document romain, un « pluralisme théologique poussé parfois jusqu'au relativisme, qui met en cause l'intégrité de la foi» ou tiennent l'enseignement du magistère de Rome pour « une théologie particulière».

Le préfet de la congrégation pour la Doctrine de la foi revendique le droit de prendre des « mesures onéreuses » contre des théologiens qui

se rendent coupables de telles déviations : il évoque sans les nommer l'interdiction d'enseigner prise contre le théologien suisse Hans Küng en 1980 ou l'Américain Charles Curran en 1986, ainsi que les mesures de silence imposées en 1985 au père Boff, théologien brési-

«On ne saurait appliquer à l'Eglise des critères de conduite qui ont leur raison d'être dans la société civile ou dans les règles de fonctionnement d'une démocratie, écrit encore le cardinal Ratzinger. Encore moins peut-on, dans les rapports à l'intérieur de l'Eglise, s'inspirer de la mentalité du monde ambiant. Demander à l'opinion majoritaire ce qu'il convient de penser et de saire, recourir contre le magistère à des pressions exercées par l'opinion publique, se prévaloir d'un « consensus » des théologiens, prétendre que le théologien est le porte-parole prophétique d'une r base » ou d'une communauté, tout cela dénote une grave perte du sens de la vérité et du sens de l'Eglise».



par Henri Tinca

tradition en acceptant le prinmétier de théologien que cipa de rabbins homosexuels. Proposée, lundi 25 juin, au publis le cardinal Ratzinger, espévote des 1 550 membres de la rant ainsi mettre un terme à une 101- convention de la Confécontestation qui, des écrits de rence centrale des rabbins Hans Küng à la fin des années 70 américains à Seattle, cette aux luttes des théologiens de la libération Jusqu'aux dénonciations décision a fait du judaïsme de la Réforme - environ 1.5 milde l'autoritarisme » romain en lion de membres dans le 1989 dans la «déclaration de monde - le plus important Cologne », n'a lamais désarmé groupe religieux à reconnaître sous le pontificat de Jean-Paul II. officiellement le clergé homo-Le ton de cette «instruction» se veut serein et apaisant. Le gardien romain de la doctrine insiste sur la La Torah condamne l'homocomplémentarité des deux € foncsexualité. Toutefois, « eu égard tions vitales », pour l'Eglise cathoà la dignité humaine, il est perlique, du théologien et du « magismis de violer les interdictions tère » du pape et des évêques. de la Torah », a déclaré le rab-Mais cette complémentarité se trabin Samuel Karff, de Houston

duit ici dans un rapport de subor-

dination et de soumission.

Le cardinal Ratzinger ne méconmission qui à étudié le dossier durant plusieurs années. naît pas le droit au « dissentiment » pour un théologien, mais il en Le judaïsme de la Réforme, limite singulièrement l'exercice. On qui n'a cependant pas reconnu retrouve en condensé sous sa les unions homosexuelles, plume la critique la plus traditionavait été la première branche à nelle de tous les arguments, réels accepter en 1972 l'ordination ou supposés, d'une théologie de rabbins femmes. - (AFP) ouverte et moderne : la revendication de la liberté de recherche et de parole et, plus généralement, des « droits de l'homme » à l'intérieur de l'Eglise; le recours à la sociologie et aux médias; la primauté donnée à la conscience individuelle ou au « sens commun des fidèles » sur la norme et sur le

> dagme. Le Vatican dénonce la confusion entre l'Eglise, qui n'est pas une démocratie, et le système politique, entre l'enseignement de la doctrine chrétienne et le «libéralisme philosophique ». Ces propos sont typiques d'une méfiance, à l'égard de la société moderne, qui 🛚

est un véritable précis du n'est pas nouvelle chez le pape et chez son principal collaborateur en matière doctrinale.

> L'originalité de ce texte se trouve dans l'élargissement du champ des vérités présentées comme Indiscutables et incontestables. Celles-ci touchent désormais les enseignements d'ordre éthique, parmi les plus critiqués par les fidèles et les théologiens d'avant-garde. La loi naturelle, qui fonde le discours moral de l'Eglise, relève désormais du domaine de ∢ l'infaillibilité » .

> Et pour enfoncer le clou, le cardinal Ratzinger, dont les € instructions » d'hier sur la théologie de la libération ou les procréations artificielles avaient fait l'objet de tant de critiques, considère que eles documents de la Congrégation pour la doctrine de la foi, approuvés par le pape, participent au magistère ordinaire du successeur de Pierre ». Quelle marge de discussion reste-t-il aux théologiens? N'auraient-ils le choix qu'entre la discipline et le silence?

> > Négociations

Management interculturel

Langues

EDUCATION

Aux assises nationales sur l'enseignement supérieur

MM. Rocard et Jospin défendent la diversité et la complémentarité des universités

MM. Michel Rocard, premier ministre, et Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, ont ouvert mardi 26 juin à la Sorbonne les assises nationales «Universités 2000», qui réunissent pendant quatre jours un millier de représentants du monde universitaire, politique et socio-économique pour débattre de l'avenir de l'enseignement

A mi-chemin d'un long processus de discussions et de négociations qui doit déboucher, d'ici la

Les sénateurs étudient un système de prêts aux étudiants

Les sénateurs ont examiné. mardi 26 juin, en présence de M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, deux propositions de loi tendant à instituer un droit à l'emprunt en faveur des étudiants, présentées par MM. Georges Gruillot (RPR, Doubs) et Paul Loridant (PS,

M. Jean Clouet (Rép. et Ind., Val-de-Marne), rapporteur au nom de la commission des finances, a souligné les carences du dispositif actuel des financements indivi-duels des études supérieures. e Pour les classes moyennes, soit plus de 60 % des effectifs, il n'existe rien », a-t-il expliqué avant de pro-poser de compléter ce disposif par un double système reposant sur un nouveau type de prêt, garanti par l'Etat, et sur un système de préfinancement du coût des études.

M. Jospin a remarqué que le gouvernement travaillait déjà en ce ens, et que la voie réglementaire lui paraissait pius opportune pour la mise en place, rapide et expéri-mentale, de dispositifs similaires à ceux pronés par les sénateurs. A l'issue de la discussion générale, le ministre a opposé l'article 40 (seion lequel les propositions de parlementaires accroissant le charge plublique sont irrecevables) à un examen détaillé des propositions sénatoriales.

Lire page 15 l'article de Gérard Courtois : « L'Introuvable réforme de l'aide aux étudiants. »

 Adoption définitive du projet de loi relatif au financement des collèges. - Les députés ont adopté définitivement, mardi 26 juin, le projet de loi qui prévoit la prise en charge par le département des dépenses des collèges conformément à la loi de décentralisation du 22 juillet 1983. La participation des communes au financement des collèges ne sera donc plus obligatoire. Il revient aux préfets de décider de la date à laquelle cette participation communale prendra fin, au plus tard le 31 décembre 1994 pour les dépenses de fonctionnement et le 31 décembre 1999 pour les dépenses d'investissement. Seul le PS a voté pour, le PC et les partis de l'opposition se sont abstenus.

SCIENCES

☐ Mort d'Ilya Franck, prix Nobel de physique 1958 . - Le physicien soviétique Ilya Mikhailovitch Franck est mort vendredi 22 juin à l'âge de quatre-vingts ans apprend-on mercredi 27 juin. Ilya Franck avait partagé le prix Nobel de physique en 1958 avec ses com-patriotes Pavel Cherenkov et Igor Tamm pour leur travaux sur « l'effet Cherenkov», un phénomène responsable de la luminescence bieue produite par les radiations gamma sur l'eau des « niscines » des centrales nucléaires et qui est aussi utilisé pour la détection des particules de haute énergie du rayonnement cosmique.

Amérique Latine - Espagne

Maghreb - Moyen-Orient

fin de l'année, sur la définition d'un « schéma national de développement universitaire», ces assises n'avaient pas pour objectif de tran-cher le débat prématurément, mais, au contraire, de le cadrer et d'en fixer les règles du jeu.

MM. Rocard et Jospin s'y sont employés longuement après avoir rappelé le retard accumulé depuis quinze ans et l'ampleur des efforts hudgétaires consentis depuis deux ans par le gouvernement : « Nous aurons la persévérance nécessaire » pour poursuivre la rénovation de l'enseignement supérieur », a souli-gné le premier ministre, avant de lancer cependant un avertisse-ment : « Les Français reproche-raient séverement au gouvernement et aussi aux universitaires d'englou-tir des milliards dans les universi-tés, s'ils avaient le sentiment que cet argent est mal employé. »

La volonté du premier ministre La volonte du premier ministre d'utiliser cet argent « le plus intelli-gemment possible » l'a conduit à rappeler à l'ordre très feamement l'ensemble des acteurs du monde universitaire et politique. « Il faudra certes crèer de nouvelles universités dans les régions qui ont un retard à combler ou qui éclatent sous le nombre », comme en lie-de-France ou dans le Nord. Mais e il serait totalement déraisonnable de vouloir créer dans chaque chef-lieu de département une université com-plète, de niveau européen. Une université n'est pas un lycée supé-

Refusant de « gaspiller nos ressources à des saupoudrages com-plaisants », M. Rocard a donc plaidé avec beaucoup de vigneur pour la constitution de « réseaux universitaires organisés, structurés, avec des engagements durables à permettant à chaque université de développer ses spécificités. « On ne peut pas faire tout partout. Cer-taines formes de rivalité entre uni-versités voisines ne sont pas accep-tables. Nous disons out aux complèmentarités négociées, non aux rivalités que suscite un égalita-risme déplacé.

Le premier ministre faissit ainsi éche aux propos de ministre de l'éducation. « Je veux la qualité partout, mais la qualité dans la diversité. La logique dans laquelle

je me situe ne débouche pas sur des universités concurrentielles, mais sur des universités complémentaires et diverses. Seule cette diversité républicaine assure une réelle égalité», a notamment souligat

Des préts pour les étudients

Enfin MM. Jospin et Rocard out confirmé le projet du gouverne-ment de développer l'aide sociale aux étudiants (voir notre supplément « Campus », page 15). C'est notamment une affaire de logement, a précisé le ministre de l'éducation, fixant l'objectif de 15 000 logements nouveaux construits chaque année pour les étudiants. Mais c'est aussi un problème de cement des études, « L'allocaministre combine des bourses, dont le montant et le nombre continueront à progresser, et des « piets attribués selon des critères sociaux et pédagogiques, où l'Etat jouerait un rôle de garant, mais où collectivités locales et entreprises pourraient être associées au finan-cement et où les étudiants participe-raient à la définition et à la gestion ės dispositifs.

Passant du conditionnel au futur, le premier ministre a suponce que ce système sers mis en place « à titre expérimental au cours de la prochaine aunée univer-sitaire. Seion les résultats de cette expérience, nous verrons s'il y a lieir de l'étendre ». Plutôt que de tester ce mécanisme de prêt sur trois où quatre académies comme le proposait le ministère de l'éducation, le gouvernement estime désormais préférable de le lancer au plan national, on limitant pour la première année le nombre de prêts à deux cent mille environ. Reste tratéfois à définir les condi-tions exactes d'attribution, de montant ou de remboursement. Autant de points encore en sus-

Lire page 15 le point de vue de M. Charles Millou : « Crise suiversituire : une chance à saisir, »

Le Monde abonnements VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulietin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par

VOUS ÊTES DÉJA ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Mande vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

DUREE	FRANCE	(voie normale)	Nors de p
3 semaines 1 mois 2 mois	150 F 180 F 290 F	165 F 245 F 310 F 550 F	19 26 62
TARIF PAR AVIO	N, NOUS CONTACTER	AU : (1) 49-80-32-90	

« LE MONDE » ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Attention: la mise en place de votre abbienement vacances nécessite un délei de 10 jours
VOTRE ABONNEMENT VACANCES: DURÉE du
VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM PRÉNOM
NºRUE
CODE POSTAL VILLE
PAYS
VOTRE RÈGLEMENT : CHÈQUE JOINT CARTE BLEUE Nº CB

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

FORMÉS et OPÉRATIONNELS en 1 an après le bac (ou niveau bac) Pour tous renseignements: INSTITUT ALFA - 42-66-46-56

LES VOIES DE LA RÉUSSITE

EN COMMERCE INTERNATIONAL

La liberté et ses ennemis Compagnon, Danchin, Ellul:

(Texas), président de la Confé-

rence et membre de la com-

l'art du néant L'Eglise, l'Etat et la société civile Emanuele Severino,

maître d'athéisme Synodes: révolution tranquille Abonnement 200 F Paris : en vente à la Procure 1, rue de Mézières, VI[®]

BP 19 - 75660 PARIS Cedex 14

: is in weight

£ 40 £ 60 1 16 F WEEK

1 H1446 W. THE STREET --- "L & //100539 " ' Whiteles TO THE WORK OF THE

-- Tr Compa . . . Leby radio OVER BYOM

SUSSIONS SU · · icuter à

THE PROPERTY AND ADDRESS OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO - Intelsala HE HA CHESTER Ditte, DU 1 1-76 FFFE MEN

CAMPUS

L'introuvable réforme de l'aide aux étudiants

Un conflit entre les Finances et l'Education retarde la reconnaissance d'un droit aux prêts pour les étudiants. Le débat porte sur le rôle des banques, de l'Etat et des collectivités locales

'AIDE sociale aux étudiants serait-elle devenue l'Arté-sienne de la politique universitaire du gouvernement? Ce dossier, en effet, ment? Ce dossier, en effet, dre le problème beaucoup plus aigu.

10 mai 1989). Or l'augmentation miers signataires de l'appel que vient de lancer la MNEF en faveur d'un nouveau statut social de l'étudiant de leur recrutement risquent de rendre le problème beaucoup plus aigu. ne figure pas au programme des Assises nationales Universités 2 000, qui réunissent à la Sorbonne, depuis mardi 26 juin et jusqu'au 29 juin, acteurs et partenaires de la commu-nanté universitaire. Le menu de ces nauté universitaire. Le menu de ces débats est pourtant copieux et rien ne semble avoir été oublié des enjeux à moyen terme du développement de l'enseignement supérieur français : l'accueil et l'orientation, la diversifi-cation des types de fillères ou d'éta-blissements, l'aménagement des campus, l'autonomie des universités et leurs liens avec les collectivités locales, l'évaluation et l'articulation entre la formation et l'emploi... Rien ne manque, si ce n'est, précisément, l'épineux problème du financement des études de ces centaines de mil-liers de jeunes supplémentaires que l'on attend, demain, dans les univer-

Ce silence est d'autant plus surprenant que, depuis des mois, le minis-tère de l'éducation n'a pas lésiné sur les annonces en la matière. Dès l'aucomme dernier, M. Jospin prévoyait de faire de 1990 « l'année des étudiants ». Au début de l'année (le Monde du 13 janvier), le ministre de l'éducation précisait son intention d'accroître considérablement le nombre des étudiants bénéficians d'une aide sociale». Pour répondre à cet objectif, il préconisait d'augmenter le nombre et le montant des bourses de l'enseignement supérieur, mais aussi de compléter les bourses grice à un système de prêts, «obèis-sant à des critères de ressources » et bénéficiant de « garanties de l'Etat, des universités, des collectivités locales et des entreprises ».

Dès le mois de janvier, un projet ambitieux était élaboré par les services du ministère. Le 9 février, M. Claude Allègre, conseiller spécial du ministre, annonçait à Montpellier que ce plan d'aide sociale pouvait être appliqué, dès la rentrée 1990, dans quatre universités pilotes. Et nott au long du printemps, le mêtre tentait de coupler les discussions tère tentait de coupler les discussions interministérielles sur la construction de nouveaux locaux universitaires et sur la mise en œuvre de ce plan social. En vain. Le conseil des ministres du 25 mai s'engageait à déblo-quer 16 milliards de francs supplémentaires sur cinq ans pour aménager des amphithéâtres et des salles de cours, mais ne faisait aucune mention des bourses et des

Assumer le coût des études

L'enjeu est pourtant de taille. Il s'agit de savoir si les étudiants d'au-jourd'hui, et plus encore ceux de demain, auront les moyens d'assumer le coût de leurs études. Tous les observateurs estiment en effet que l'ensemble des frais (logement, res-tauration, transports, etc.) s'élève en moyenne à environ 30 000 francs par an et par étudiant, avec des dis-parités sensibles entre Paris et la pro-

Pour faire face à cette charge non négligeable, les I III 000 étudiants actuellement inscrits à l'Université se débrouillent tant bien que mal. Un peu plus de 200 000 d'entre eux (208 000 en 1989) bénéficient d'une bourse de l'enseignement supérieur dont le montant s'échelonne, en fonction des revenus des parents, de 5 000 à 16 000 francs par an, soit ane aide très inférieure aux besoins réels. D'autre part, une centaine de milliers d'étudiants ont recours aux prêts bancaires classiques pour com-pléter le financement de leur scolafité; compte tenu des critères d'attribution retenus par les banques (aution familiale, prestige et rentabi-lité supposée de la filière universitaire), ces étudiants constituent une population bien typée, issue pour l'essemiel de milieux sociaux aisés.

Mais entre ces 200 000 boursiers et ces 100 000 jeunes qui font leurs études à crédit, la grande masse des étudiants ne bénéficient d'aucune aide, si ce n'est celle de leurs parents, éventuellement complétée par une activité salariée plus ou moins régu-lière. Ces contraintes économiques constituent des à présent une source de difficultés dans la poursuite des ctudes. Une enquête de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) évalue ainsi que deux étu-diants sur dix abandonnent leurs citudes en cours de route faute de pouvoir s'y consacrer à plein temps, pouvoir s'y consacrer à plein temps, de chercheurs. Enfin, dans le prolongement de la responsabilité qu'est la

dre le problème beaucoup plus aigu.

Comme le soulignent M. Paul Loridant et les sénateurs socialistes dans une proposition de loi qu'ils out déposée récemment : « Après avoir languemps été le champ clos d'une certaine élite sociale, l'Université ouvre chaque jour un peu plus ses portes à des énudiants venus d'horizons plus modestes, même si la composition sociologique des établissements d'enseignement supérieur est encore loin de reflèter celle de l'Hexagone». Et ils ajoutent : « Un des principaux obstacles à un plus grand accès des couches populaires à l'enseignement supérieur demeure le coût global de celui-cl. » Autrement dit, tant que la grande masse des étutant que la grande masse des étu-diants était issue de milieux aisés, l'on pouvait s'en remettre à leurs parents pour assurer le coût des études. Cela serait de moins en moins facile au fur et à mesure que l'Université démocratisera son recru-

Consensus politique

Cette prise de conscience explique la multiplication des initiatives sur ce terrain depuis quelques mois. Ainsi M. Roland Carraz a institué Ainsi M. Roland Carraz a institue depuis un an, pour les étudiants résidant dans la commune de Chenôve (Côte-d'Or), dont il est le maire, un «revenu minimum étudiant» qui est une allocation municipale destinée à aider les étudiants les plus défavorisés à poursuivre leurs études. L'ancien ministre met. d'autre part, la ses a poursuivre leurs études. L'ancien ministre met, d'autre part, la dernière main à un rapport parlementaire sur l'aide sociale aux étudiants. Ses collègues sénateurs, on l'a vu, ont, de leur côté, déposé une proposition de loi instituant un droit à l'emprunt bancaire pour les étudiants de deuxières et traitième cueles en de denxième et troisième cycle et prévoyant un système national de garantie mutuelle de ces prêts. Cette proposition, ainsi que celle, complémentaire, des sénateurs RPR, ont fait l'objet d'un rapport de la com-mission des finances du Sénat, qui devait être discuté mardi 26 juin. Ce consensus politique est d'ail-leurs manifeste à la lecture des pre-

prêt pour tous les étudiants. Se retrouveut côte à côte, sur ce thème, quatre-vingts parlementaires de la quatre-vingis parlementaires de la majorité comme de l'opposition, des maires de grandes villes comme MM. Baudis à Toulouse, Noir à Lyon, Frêche à Montpellier, Borloo à Valenciennes, Mouillot à Cannes ou Jarry an Mans, des présidents de conseils régionaux ou généraux, sinsi que nombre de personnalités comme MM. Teulade, président de la Fédération nationale de la mutualité française. Yannik Simbron, secrétaire çaise, Yannik Simbron, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, Christophe Borgel, président de l'UNEF indépendante et démocratique, le principal syndi-cal éndiant, ou encore René Sylves-tre, directeur du mensuel L'Etudiant tet infatigable promoteur d'un sys-tème généralisé de prêt aux étu-diants. Sans compter des centaines d'universitaires, professeurs on prési-dents d'université.

Cette effervescence sera-t-elle suffisante pour faire avancer le dossier? Le ministère de l'éducation n'est plus à convaincre, «L'accroissement du nombre des boursiers et du montant des bourses ne saurait suffire à répondre aux besoins des nouvelles généra-

Notre système de bourses ne réus-sira pas à s'étendre à l'ensemble des 500 000 à 600 000 étudiants qui ont absolument besoin d'une aide autre que famillale pour faire leurs études», estime-t-on rue de Grenelle. Le ministère tente donc, depuis des mois, de faire passer une nonvelle politique d'aide sociale instaurant une allocation d'études beaucoup plus largement dispensée et qui asso-cierait des bourses et des prêts garan-tis. Ce système mixte doserait le panachage de bourses et de prêts en fonction du coût réei des études. Ces prêts seraient garantis par l'Etat et financés par pinsieurs partenaires, notamment les collectivités locales, les entreprises, voire les universités. Des commissions d'attribution associant notamment des étudiants seraient placées auprès de chaque université et statueraient sur l'ensem-

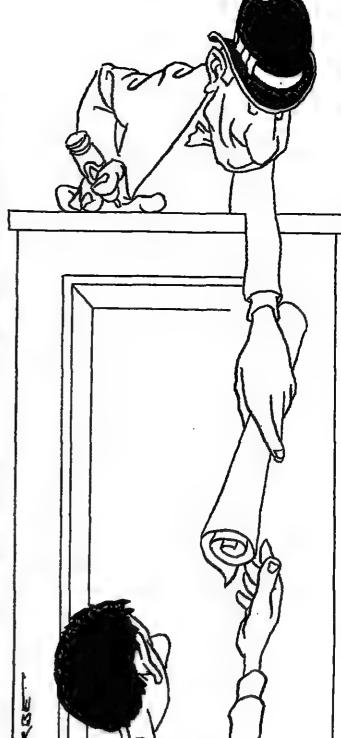
Vaste programme. Mais qui se heurte pour l'instant à l'hosplité des grands argentiers. Le ministère des finances n'est pas opposé à l'institu-tion d'un fonds de garantie doté par l'Etat et supportant 40 à 50 % du risque; il ne voit pas non plus d'un mauvais œil l'idée de responsabiliser les universités elles-mêmes en leur demandant d'accorder une garantie complémentaire (de l'ordre de 15 % du montant des prêts). En revanche, la direction du Trésor s'oppose à toute bonification des prêts et préfère faire reposer ce système sur la concurrence entre les banques. Une ceptable dans l'entourage du ministre de l'éducation. Difficile en effet de défendre l'idée d'une grande politique sociale en faveur des étudiants, si les banques restent maîtresses du jeu et, pour l'essentiel, des critères

Des questions

Ce désaccord de fond, aignisé par des rivalités politiques entre le minis-tre de l'éducation et ses collègues de l'économie et du budget, a pour l'instant laissé en suspens des aspects essentiels du dossier : quel serait le montant des prêts (on évoque un maximum de 13 000 francs par an)? Opels seraient les bénéficiaires fétudiants de première année, de deuxième année ou seulement de deuxième cycle)? Quelle serait la durée de remboursement et après quelle période de franchise? Sur quels periode de trancinse? Sur quels critères enfin les prêts seraient-its attribués (1)? Autant de questions qui ne sont toujours pas tranchées, faute d'un accord gouvernemental sur la philosophie générale du sys-tème et sur ses incidences budgé-taires. Tout laisse penser que, pendant quelques semaines encore, l'aide sociale aux étudiants restera l'Arlésienne de la politique universi-

GÉRARD COURTOIS

Sur l'opinion des étudiants sur ces questions, voir notre sondage dans le nunéro spécial de Campus (« Les étudiants jugent l'Université ») dans le Monde du 20 juin.



Crise universitaire : une chance à saisir

par Charles Millon

"UNIVERSITÉ est en crise. L'ex-plosion du mécontentement menace. Pour la conjurer, le gouvernement décrète soudain l'ur-gence et, dans la précipitation, orgarise des cassises s.

POINT DE VUE

L'urgence, le court terme, ce sont des locaux à construire ou à aména-ger, des financements à trouver. Mais nous ne pouvons accepter de nous laisser enfermer dans cette approche. La crise n'est pas que quantitative. Elle appelle une réflexion et une évolution de fond. Ne laissons pas échapper la chance de trouver et de mettre un ceuvre de véritables solutions.

Le débat periementaire a, pour l'instant, été refusé par le gouvernement malgré le dépôt de plusieurs propositions de loi émarant de l'opposition -dont bien sûr celle que j'ai déposée au nom du groupe UDF au début du printemps. Mais le débat est désonneis largement engagé dans le pays. Devant l'ampleur du problème, une proportion croissante de professeurs, d'étudiants, de lycéens, de parents, de chefs d'emtreprise, d'étus locaux at nationaux s'y engagent.

Chaque maire de grande cité, chaque président de conseil général ou de conseil régional est prêt à prendre sa part dans cet effort pour l'Université. Mais tous demandent une nouvelle règle du jeu. Celle-ci sera trouvée dans un trolle mouvagnent de décentralie à un triple mouvement de décentralisa tion des pouvoirs, d'autonomie des universités et d'implication du monde économique. Et dens ce mouvement, sachons utiliser la région.

La région Rhône-Alpes, que je pré-side, a dèjà mis en place une side, a deja mis en piaca une polítique : financement de construc-tions universitaires, en harmonie avec sa conception de l'aménagement de son territoire, aide à des expériences pédagogiques nouvelles (formations professionnelles, formations liées à la recherche ou à l'ouverture internationales agrétiques de houses en la contra de la contra del contra de la contra del contra de la contra del contra de la contra de nalel, systèmes de bourses internatiosienne au sein des lycées, la région entreprend, avec les établissements traiversitaires, l'État et les professions, une vaste action d'information et d'orientation des lycéens et des

Pour mettre en œuvre cette politique, notre région a proposé aux éta-blissements de signer avec elle des « contrats d'objectifs ». Une vingtaine d'universités et d'écoles signeront les premiers à l'autorane prochain.

Un creuset d'Innovations

Mais ce ne sont là que les prémices d'une nouvelle donne. Tout d'abord, face à la tentation que l'Etat peut avoir de mettre aux enchères le développe-ment universitaire, le région devrait être le lieu privilégié d'une coordination des interventions des collectivités territoriales. Les chantiers sont nombreux : urbanisme universitaire, conditions de la vie étudiante (logement, transport, restauration, activités sportives et cul-turelles), construction de locaux, équipement et fonctionnement des étable sements, développement des relations internationales... Chaque collectivité est solicitée de participer de façon active à la construction d'une Université perfor-mente qui doit être à la mesure des universités de l'Europe et du monde.

Mais, partenaire, cela veut dire aussi que chacune assume des choix. La région, quant à elle, peut être un creuset d'innovation pour l'Université.

- Innovations dans l'autonomie des établissements. Il faut que les universi tés soient plus concurrentielles, plus metresses de leurs programmes et de leurs initiatives, qu'elles soient en mesure d'embaucher des professeurs pour attirer des professionnels ou des pour attirer des professionnels ou des enseignants étrangers. Bref, qu'elles deviennent majeures, complètement « capables » de contracter avec leurs partenaires. Il faut également que les responsables d'établissement soient véritablement investis d'une mission

de direction et assument, en toute indépendance, cette fonction.

 Innovations dans la gestion des piutôt la reconstitution, d'un patrimoine peut être un moyen pour les présidents d'université de développer leur établissement et d'expérimenter des formules nouvelles.

Disposer d'un patrimoine foncier par exemple, que l'université valoriserait exemple, que l'université valorissitat par le développement d'activités éco-nomiques liées à elle, ce serait un moyen de renforcer ses liens avec le monde des entreprises, mais aussi de lui apporter une autonomie financière quasi inconnue en France, à l'inverse de ce qui se pesse à l'étranger et sin-guièrement aux Erats-Unis.

Innovation en matière de gestion, mais aussi simplification des différents processus de financement de l'Univer-sité : l'imbrication des différents ministères (éducation nationale, recherche...), comme des organismes nationaux ou internationaux de finance ment de la recherche, ne permet que rarement d'avoir une vue claire, donc une gestion efficace, des moyens financiers de l'Université.

 Innovations pédagogiques enfin.
 La création de cycles courts professionnalisants, mis en place en asso-tion avec les miliaux professionne est l'une des expériences les plus intéressantes que nous menons en Rindre-Alpes. Elle pourrait être généralisée dans les domaines où cela est possible, en incluent, chaque fois que cela peut se faire, des séquences d'al-ternance en entreprise, véritables pas-serelles vers la vie professionnelle.

Bien d'autres innovations pédagogi-ques sont possibles. A l'époque où la civilisation de l'image parant l'emporter sur celle de l'écrit, peut-on imagines que les technologies que l'on enseigne n'investissent pas aussi l'enseigna-ment ? Les années 50 ont vu la nais-sance des INSA, les années 60, l'essor des IUT au sein des universités. Depuis vingt ans, en dehors de l'expé-rience (unique) de Compiègne, bien

peu de formules nouvelles ont vu la velle « règle du jeu » en apportant, jour. S'il faut maintenir la cohérence de comme partenaire d'une université l'ensemble du système universitaire, il faut accepter que, par dérogation à la règle, soit tentée l'expérimentation d'établissements nouveaux susceptibles de mieux répondre aux trois critonomie. Chacun, au niveau national, comme au niveau régional et local, mesure l'enjeu que représente l'enseignement supériour. Les régions, à l'instar de leurs homologues européennes. pourraient apporter une contribution importante à la définition d'une nou-

plus autonome, at en accord avec les autres collectivités publiques, comme avec le monde économique, non seulement un appul financier croissant, mais aussi un cadre adapté à l'innovatères de qualité, d'adaptabilité et d'au-tion. L'heure n'est plus aux discours, au replâtrage, ni à la fuite en avant. Saisissons la chance de bâtir l'Université du vingt et unième siècle. Demain, il sera trop tard.

Charles Millon est président du groupe UDF à l'Assemblée nationale et président de la région Rhône-Alpes.





Ecole Supérieure de Commerce de Dijon.

Mastère (MS) en Management de l'Industrie Pharmaceutique.

Mastère (MS) Européen en Management des Entreprises Culturelles en collaboration avec la Fondation Claude-Nicolas Ledoux d'Arc et Senans.

> DEA en Sciences de Gestion en collaboration avec l'Université de Bourgogne.

Commerce International du Vin (CIV) en collaboration avec le CFPPA de Beaune.

29, RUE SAMBIN - 21000 DIJON - TELEPHONE 80 72 12 40

- ET NIVEAU MAITRISE : BAC + 4. TOURISME, LOISIRS, MANAGEMENT CULTUREL

- MANAGEMENT-INCÉNIERIE, DEVELOPPEMENT LOCAL-AMÉNAGEMENT,
- COMMUNICATION-ANIMATION.

Pour l'accès en 1^{re} année : bac + 2, ou niveau équivalent : DUT 1^{re} et 2º année, ou BTS de tourisme ; ou 3 ans au moins d'expérience professionnelle dans les secteurs du

tourisme, des loisirs ou de l'animation. Pour l'accès en 2º année : bac + 3 : licence langue, LEA, géographie, AES, droit, histoire de l'art, ou niveau équivalent Les dossiers de candidature, à envoyer par courrier, avant le 15 septembre impérativement, à la «formation permanente» Paris III. doivent comporter :

- Un CV détaillé + 2 photos,
- Les attestations de diplôme ou les justifications d'activité profes-

- Une lettre de motivation manuscrite. Les candidats sélectionnés sur dossier seront admis définitivement (une vingtaine par année) après un entretien avec un jury, qui aura lieu pendant la première semaine d'octobre,

Début des cours : fin octobre 1990. UNIVERSITÉ PARIS-III CENSIER SORBONNE NOUVELLE Service de la formation permanente 13, rue de Santeuil, 75005 Paris.



L'UNIVERSITÉ DE PARIS X SAINT-QUENTIN CRÉE UNE MAITRISE **DE SCIENCES ET TECHNIQUES** SPÉCIALITÉ « GÉNIE LOGISTIQUE »

- LA SPÉCIALISATION EN LOGISTIQUE COMPLÈTE UNE FORMATION DE DEUX ANS PLUS GÉNÉRALE EN GESTION, DROIT ET ÉCONOMIE D'ENTREPRISE.
- LA PREMIÈRE ANNÉE DE LA MST COMMENCERA EN SEPTEMBRE 1990. • LES CANDIDATS DEVRONT ÊTRE DIPLOMÉS DE
- PREMIER CYCLE BAC + 2 (MASS, SCIENCES ECO., AES, DUT DE GESTION, DEUG A...) L'INSCRIPTION POSSIBLE DANS LE CADRE DE LA
- FORMATION CONTINUE.
- LE DOSSIER DE CANDIDATURE DEVRA ÉTRE DÉPOSÉ AVANT LE 1[™] JUILLET.

Les dossiers d'inscription peuvent être demandés à : UNIVERSITÉ PARIS X SAINT-QUENTIN

3, rue de la Division-Leclere 78280 GUYANCOURT. Resp. de formation: B. ALCANTARA Tél.: (1) 30-43-45-72

IVIBA UNIVERSIT

L'Excellence Franco-Américaine

Management et développé avec des universités américaines et canadiennes réputées.

■ Un Master in Business Administration en 11 mois : octobre à janvier (Paris). Janvier à août (USA ou Canada).

■ Créé en 1986 par l'Insti- | • Admission : étudiants ditut Franco-Américain de plômés des grandes écoles ou de l'université. Cadres des affaires et organisations. Renseignements, documen-



19 rue de Cépré, 75015 Paris Tél., (1) 4273 2653

eslsca

3° CYCLE SPÉCIALISÉ

« MANAGEMENT DES ENTREPRISES »

Formation intensive de haut niveau à la gestion d'entreprise et au management général des organisations. Des techniques de gestion à l'audit et à la politique générale d'entreprise.

Admission sur titre:

Médecins, Pharmaciens, Ingénieurs, Architectes, Mcifrises, IEP, Expérience professionnelle

Renseignements et inscriptions: Philippe GINSBERG

NCOLE SUPERIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUEES

Fondée en 1949 – Reconnue par l'Etat l, rue Bougainville, 75007 Paris - Tél. : (I) 45-51-32-59

CAMPUS

INTERCOUR S

« Premières vacances »

Les futurs commerciaux ne sont pas tous de jeunes loups, préoccupés, jusque dans leur sommeil, par leur plan de car-rière ou leur rentabilité. Parmi les associations d'étudiants qui fleurissent dans les écoles de commerce, beaucoup se sont consacrées ces dernières innées à des buts humanitaires. A Sup de Co-Tours, cinq élèves de deuxième année ont ainsi fondé, en 1988, une association baptisée « Premières vacances ». Pour la deuxième fois cette année, ils ont pris per la main des enfants défavorisés afin de les emmener voir la mer. Du 21 au 24 juin, ce sont cent ieunes âgés de sept à treize ans qui ont découvert, à Saint-Jean--Monts, en Vendée, le plaisir de barboter dans les vagues. « Je pensais pas que la mer

c'était si bleu. » Cette phrase, signée par une petite Christèle de huit ans, résume l'émerveillement des gamins dont la plupart n'avaient jamais vu l'océan. Elle fait aussi partie de ces réactions qui ont bouleversé les organisateurs, « A Sup de Co les élèves sont généralement issus de milieux plutôt favoriés, explique l'un d'eux, Jean-Marie Fréchet, ne serait-ce que parce que le prix des études est assez élevé. La découverte de ces enfants oul demandent tellement de tendresse nous a serré le cœur. » La rencontre avec les familles, dont certaines ne savaient ni lire, ni écrire, a aussi remué ces étudiants pour qui l'activité intellectuelle est chose à la fois normale et indispensable

A l'origine du projet, il y a eu, expliquent-lis, « la volonté d'occuper notre temps intelligemment » au sortir des classes préparatoires. Munis de petites expériences de scoutisme et d'animation de colonies de vacances, les cinq organisa-

« Le Monde Campus » publie : haque somaine des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les

personnes interessées doivent contac-

tion responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur Minitel 3613 JOB-

STAGE. Les frais annuels d'inscrip-tion sont de 149 F.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont prièes de consulter directement cette association au (1) 47-35-43-43.

Gestion

Lleu: Rouen. Date: Novembre.
Durée: 24 mois. Ind: Solde
armée + avantages nombreux à négocier.
Profil: Bac + 3 gestion marketing. Mission: Poste objecteur assistance technique économique, étude marché, communication. 11 648.

Lieu: Paris. Date: Septembre. Durée: 1 mois. Ind.: \$ 000 F. Profil: Bac + 2 gestion et comptabilité. Mission: Dossiers administratifs divers. 11 647.

Lieu: Lyon. Date: Août. Durés I mois. Ind.: 5 400 F brut + tickets repas + frais. Profil: Bac + 4. Mission: Etude coût de transport, connaissance recherche opérationnelle et tableur appréciées. Il 646

Lieu: Puteaux. Date: Septembre. Durée: 3 à 6 mois. Ind.: A définir. Pro-fil: Bac + 3 ou plus. Mission: Recueil-

lir, étudier, et mettre en place un tableau de bord de statistique sur les indicateurs macro-économiques du transport, les flux douaniers statistiques de communi-cation externe, marché automobile... 11 644.

Lieu: Puteaux. Date: Immédiat. Durée: 3 à 6 mois. Ind.: A définir. Pro-fil: Bac +3 ou plus. Mission: Misse en place d'un système de contrôle de ges-tion en exploitation de groupage routier international et de stockage et de distri-bution de voitures. I I 643.

Jean-Marie Chauvier

en mouvement

nude JULIEN, Dir Monde Nomatique (In pretace)

François SCHLOSSER.) Le Nouvel Observareur

URSS: !Une société!

mécènes et d'un groupe d'encadrement bénévole. La mairie de Tours fournit une subvention de fonctionnement et les entreprises de la région sont sollicitées une à une, par l'envoi d'une plaquette spécialement concue à cet effet. Le partage s'opère très vite entre les sociétés qui exigent une contrepartie publicitaire pour chaque sou versé et celles qui s'enthousiasment spontanément pour le projet. Ces dernières 350 à 10 000 francs et renouvellent leur contribution d'une année sur l'autre. « Elles étaient douze la première fois et vingt la deuxième, affirme Jean-Marie Fréchet. Ce sont parfois de petites entreprises qui se moquent des retombées publicitaires. »

Quant aux animateurs bénévoles, il a fallu refuser cette année des candidats tant les demandes étalent nombreuses. Des étudiants, pour la plupart, qui souhaitent lever le nez de dessus leurs cahiers et ne se contentent pas de fréquenter les «clubs d'investissement» pour toute activité associative. « Pourtant, en termes de fatique ce ne sont vraiment pas des vacances pour nous », observe en souriant Jean-Marie Fréchet. Chaque animateur est chargé de veiller totalement sur cinq enfants, de les emmener à la plage, au zoo ou dans des parcs de loisirs. Les attentes des petits, leur dénuement sont « une grande claque » pour les étudiants qui apprennent ce que misère veut dire. Mais aussi un enrichissement et la découverte que l'efficacité proverbiale des « commerciaux » peut être mise au service de ceux qui ne fréquenteront sans doute jamais les grandes écoles.

RAPHAËLLE RÉROLLE

Les stages de la semaine

Lien: Puteaux. Date: Immédiat. Durée: 3 à 6 mois. Ind.: A définir. Pro-fil: Bac + 3 ou plus. Mission: Refonte et mise en place d'un système de gestion au niveau de l'entreprise, finance, ges-tion, companyibile à 1 642.

no. 11 642

Lieu: Nord de Paris. Date: Immé-

dial. Durés: 6 mois. Ind.: A définit. Profil: Bac+2 ou 3. Mission: Gestion trésorerie, rapprochement bancaire, suivi de comptes reporting. 11 633.

Comptabilité

Lieu: Levaliois, Date: Juillet, Durée: 4 mois, Ind.: A définir, Profil: Bec + 1 ou 2. Mission: Aide comptable, travaux administatifs, 12 605,

Lieu : Saint-Quentin-en-Yvelines. Date : Juillet, Durés : 2 mois. Ind. : 5 400 F/brut. Profil : Bac + 3. Mission : Remplacement comprable travaux variés, informatique. 12 604.

Lieu: Aix. Date: Immédiat. Durée: 2 mois. Ind.: 3 000 F/mois net. Profil: Bac + 3. Mission: Rédaction de synthèse sur la démographie, l'économie, la tourisme, sur des communes de la France entière. 14 854.

Lieu: Pantin, Date: Juillet. Durée: 1 à 3 mois. Ind.: Remboursement frais. Profii: Bac + 3. Mission: Stude de marché sur les besoins d'information des entreprises industrielles en OPAO, com-merce et finances. 14 851.

Lieu: Boulogne. Date: Immédiat. Durée: 3 mois. Ind.: A définir. Profil: 8ac + 3. Mission: Etude sur les réalisa-tions de ventes d'un constructeur auto-mobile sur un secteur géographique. 14850.

Lieu: Paris. Date: Immédiat ou sep-tembre. Durée: 3 mois. Ind.: 3 700 F/mois. Profil: Bac + 4. Missiou: Assistance d'un consultant pour des bans d'estais commercianz et études de mar-chés de produits et services industriels. 14 837.

Lieu: Asnières, Date: Septembre: Durée: 2 mois ou plus. Ind.: A définir. Profil: Bac + 2 ou 3 marleting et commerce. Mission: Prospection auprès des entreprises pour présenter des produits de formation. 14 828.

Lieu: Bourg-la-Reine. Date: Immédiat. Durée: Indéterminée. Ind.: A définir. Profil: Bac + 3 allemand obligatoire. Mission: Techniques existantes en matériels TP plus bâtiment, définition nouveaux programmes, assistance commerciale. 14 652

Commerce Lieu: Orsay, Date: Immédiat. Durée: 3 mois minimum. Ind.: 7 000 F/mois. Mission: Assistant commercial. 15658,

Lieu: Saint-Ouen. Date: Immédiat.

Durée: 3 mois. Ind.: 2 500 F plus intéressement. Profil: Bac + 2. Mission: Commerce dépôts vins et spiritueux,

tenir un stand dégustation et ventes de vins auprès professionnels. 15 650.

L'Académie des sciences et les lUFM

A la suite d'une exreur matérielle, le texte que nous avons publié dans « le Monde-Campus » du 14 juin sous le titre « Une déclaration de l'Académie des sciences » ne correspondait pas à la version exacte de la prise de posi-tion de l'Académie en les fautions universitaires de formation des maîtres (IUFM). Voici le texte de

L'Académie des sciences se réjouit de ce que les pouvoirs publics aient décidé de faire du recrutement des maîtres une priorité nationale. Elle souhaite que les IUFM, par leur prérecrutement avec rémunération comme autrefois les IPES, donnent un nouvel élan aux vocations de l'en-seignement. Elle souhaite aussi que des allocations soient accordées, des la licence et le DEUG, avec candidatures dès la classe de terminale, pour attirer des jeunes vers l'enseigne-ment, Malgré les efforts déjà faits, les salaires des enseignants devront être encore revalorisés.

L'Académie tient à présenter certaines remarques au sujet du rapport du recteur Bancel et en outre certair

1. - L'Académie a antérieure émis des réserves sur la nécessité de la licence pour tous les professeurs d'école. Si cette exigence est maintenue, on doit créer dès maintenant pour eux une licence spéciale d'enseiment polyvalente adaptée à leurs futures fonctions.

2. - L'acquisition des connaissances dans les disciplines à enseigner par les futurs professeurs doit rester prédominante. La formation pédagogique est absolument indis-pensable, mais les disciplines didactiques, généralement trop abstraites et encore sans fondement suffisant, doivent tenir une place très limitée, de même que l'étude de la structure du système éducatif. Ces sujets ne devraient pas intervenir dans le concours, ni faire l'objet de recherches de la part des étudiants des IUFM.

3. - Le CAPES et le CAPET doivent être maintenus en debors des IUFM, organisés conjointement par des enseignants du secondaire et du supérieur, et rester ouverts à tous les

prime objectif. Profil : Bac + 2. Mission : Vente de produits d'imprimerlo. 16 699.

Lieu: Paris. Date: Immédiat. Durée: 4 mois on plus. Ind.: A définir. Profil: Bec + 2. Mission: Développement commercial d'actions de formation et administration des motes. 14 602.

Lieu: Paris. Date: Immédiat. Dunée; Plusieurs mois. Ind.: 2 500 F ou 3 000 F/mois. Profil: Bas + 2 école de commerce, BTS action commerciale. Mis-sion: Actions commerciales, contact

clientèle, prospection vente dans l'immo-bilier. 16 680.

Informatique

Lieu: Le Nord. Date: Juillet. Dorée: 3 mois. Ind.: A définir selon qualification. Profil: Bac + 2. Mission: Créer avec logiciel 4D sur Macintosts système de traitement de sondages et enquêtes, développement à domicile possible. 17 787.

Lieu: Tassin-la-Demi-Luae, près da Lyon. Date: Juillet. Durée: I mois. Ind.: à définir. Profii: Bac + 3 informa-tique et vente. Mission: Technico-com-mercial pour étude sur la GPAO. 17 786.

Lieu: Coignières. Date: Juillet. Durée: 2 à 3 mois. Ind.: 3 000 F/mois net (stage de préembauche). Profil: 8ac + 2 BTS informatique, gestion. Mis-sion: Programmeur, logiciel. 17 782.

Lieu: Pantin. Date: Immédiat. Durée: 3 mois. Ind.: 7 000 F. Profil: Bac + 2. Mission: Programmeur en lan-gage C. 17 779.

mise en place de données, 17 755.

Secrétoriet

Lieu; Nanterre. Date: Juillet. Durée: 1 mois ½, ind.: à définir. Profil: Bac. + 0 ou moins. Mission: Secrétariat, standard, courrier, réception. 24 686.

nistation des ventes. 16 692.

licenciés de la discipline, qu'ils soient passés ou non par les IUFM. Il doit en être de même de l'agrégation après la maîtrise,

4. - La responsabilité des IUFM doit être confiée à des universitaires. Le corps des formateurs de professeurs de collège et lycée doit être composé en majorité d'universitaires relevant des disciplines que devront enseigner les futurs professeurs. Ces universitaires doivent être détachés pour une durée limitée et nommés suivant les procédures universitaires

5. - Les étudiants entrant dans les IUFM-doivent être recrutés par un jury composé en majorité d'easeignants; jugeant les candidats, avant tout, sur leurs compétences dans les disciplines qu'ils auront à enseigner.

L'Académie considère que ces recommandations sont tout à fait essentielles pour l'avenir de l'enseignement

LIVRES

La violence dans la classe

par Eric Debarieux Cet ouvrage s'appuie sur les travaux du « Groupe de recherche violence dans la salle de classe » de l'Institut dans la salle de classe » de l'Institut copératif de l'Ecole moderne pédagogie freinet et sur une série d'entretiens semi-directifs avec des élèves et des enseignants. Il étudie la violence, non dans le cadre général de l'école, mais dans celui plus restreint de la salle de classe, dont le caractère d'espace clos, limité, joue un rôle déterminant dans l'analyse. L'ambition de l'auteur est de proposer. « des strategies diversifiées » – notamment la création d'ouvertures entre la classe et le monde extérieur – entre la classe et le monde extérieur – permettant aux élèves et enseignants de « faire face » à la violence.

ESF, collection « Science de l'éducation », 170 p., 145 F.

Le monde en 30 cartes

par Jean-François Eck Ce recuell n'est ni un affas ni un manuel de cartographio, mais un outil pédagogique pour les étudiants prépa-rant les épreuves de cartes (en histoire ou géographie économique) qui figu-rent dans les concours d'entrée des écoles de commerce et des instituts d'études politiques. Introduit par des conseils méthodologiques, il réunit une sélection de cartes consacrées à la France, aux grandes puissances (URSS, Etats-Unis, CEE) et à un pays en voie de développement (Brésil) et portant sur l'industrie, l'agriculture, l'énergie, la démographie, l'aménage-ment urbain et les transports.

► Eyrolies, collection « Ecole superieure de gestion », 112 p.,

Guide pour trouver

un emploi Un guide conçu pour les jeunes diplômés et les demandeurs d'em-plei par des spécialistes de l'Associaploi par des spécialistes de l'Associa-tion pour l'emploi des cadres (APEC). Il présente les méthodes de travail et les démarches à mettre en œuvre lors d'une recherche d'emploi, de la définition d'un projet profes-sionnel à la négociation du contrat. En annexes : une bibliographie, un index, des adresses utiles.

▶ Dunod, 162 p., 75 F. INS STORMAN SPACENCE

EGGERALIGE EGGERAL

DIJON

- Droit de l'Economie - Droit et Science Politique

Lieu: Levallois. Date: Joillet. Durée: 4 mois. Ind.: A définir. Profil: BAC + I ou 2. Mission: Dactylo, standard, accueil, secrétariat, gestion clientèle. 24 685. Lieu: Paris. Date: Immédiat. Durée: 2 mois. Ind.: 2 500 F plus % pour 6 b/jour et 3 000 F plus % par mois. Profil: Bac + 0 commercial et marketing. Mission: Secrétariat PC souhaité. 24 684.

Lieu: Paris. Date: Immédiat. Durée: 2 mois plus embauche. Ind.: 6 000 F. Profil: Bac+0. Mission: Secrétaire commediate TTX. 24 683.

Lieu: Paris. Date: Juillet. Durée: 1 mois. Ind.: SMIC et plus. Profil: Bac + 0. Mission: Hôtesse d'accueil, téléphone plus quelques travaux de dactylographie. 24 681.

Et de nombreux autres stages sur Minitel 36 15 JOBSTAGE ou au 47-35-43-43, COTE, 110, ev. Aristide-Briand, 82120 MONTROUGE

Lieu: Ste-Geneviève-des-Bois. Date: immédiat. Durée: 2 à 6 mois. Ind.: à définir. Profil: A définir. Mission: Sachant plusieurs langages, Pascai, Assembleur, Langage C, mise en place et maintenance, amélioration des bases et mise en place de données. 17,755. FACULTE DE DROIT 4 Ed Cabriel Tél: 80.39.53.02

Contentieux Adm. et Const.

- Commerce extérieur

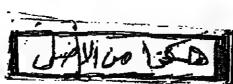
Droit Fiscal Droit des Affaires

Gestion du Personnel

Gestion du personnel de la Fonction Publique

MATERIANE . . Droit des Affaires, Fiscalité, Comptabilité





La nouvelle orthographe

Voici les recommandations du Conseil supérieur de la langue française, approuvées par le premier ministre et l'Académie

¿ Ajuster », « rectifier », « réformer » ¿orthographe... L'éternel débat, rouvert l'automine demis avec la publication de plusieurs ouvrages stigmatisant certaines apmalies de l'écriture du français, semble goir été tranché avec l'approbation par le prenier ministre, des propositions du Conseil supérieur de la langue française (le Monde du 21 juin). Les rectifications, acceptées à l'unanimité par l'Académie française, sont limitées aux cinq points surquels M. Rocard avait fait allusion dans son discours d'installation de ce Conseil,

Actuellement, dans les mots composés, le trait d'union peut

des groupes syntaxiques, notam-

lorsque le groupe syntaxique

position + nom), un ouvre-boîte

verbe + complément). Ce procédé mement productif en fran-

dis le bien-être, un tête-à-tête, un

issz-passer, le qu'en-dira-t-on.

- lorsque le sens (et parfois le

seure ou le nombre) du composé

différent de celui du groupe

Pingpong gréco-romain

en octobre demier : le trait d'union, le plu-niel des mots composés, l'accent circon-flexe, le participe passé des verbes prono-minaux et « diverses anomalies ». Selon ses promoteurs, l'orthographe nouvelle devrait permettre de résoudre un certain nombre de difficultés : on n'hésitera plus désormais sur l'accent circonflexe du l' et du U, la consonne des verbes du type de ruisseler (désormais : il ruissèle, il épous-sète), le singulier et le pluriel de composés comme pèse-lettre ou après-ski, de mots empruntés (des apparatchiks), le trêma de

aigüe, l'accent de je considéreral, ou l'ac-cord de elle s'est laissé convaincre, etc. Les nouvelles règles ne seront pas impo-sées aux adultes, la pratique actuelle res-tant considérée comme variante correcte « jusqu'à ce que les nouvelles graphies dominent dans l'usage ». Toutes les rectifi-cations feront l'objet d'une circulaire du ministère de l'éducation nationale et les enseignants auront un an nouven prendre enseignants auront un an pour en prendre connaissance; elles devront être ensei-gnées des la rentrée 1991. Nous en publions l'essentiel ci-dessous et page 18.

Pèse-lettres et hotdogs

Les bésitations concernant le pluriel de mots composés à l'aide du trait d'union sont nombreuses, problème qui ne se pose pas quand les termes sont soudés. Bien que le mot composé ne soit plus un groupe syntaxique, les grammairiens de naguére ont essayé de maintenir les règles de variation comme s'il s'agissait d'un

- en établissant des distinctions raffinées : entre des gardes-meubles (hommes) et des garde-meubles (lieux), selon une analyse fansse que Littré avait déjà dénoncée; entre un porte-montre si l'objet ne peut recevon qu'une montre, et un porte-montres s'il peut en recevoir plusieurs.

Le Conseil supérieur propose que les noms composés d'un verbe et d'un nom prennent une marque du pluriel finale seulement quand le nom com-posé est lui-même au pluriel. Exempies : un pèse-lettre, des pèse-lettres, un cure-dent, des cure-dents, un garde-meuble, des garde-meubles (sans distinguer s'il s'agit d'homme ou de lieu). Il en sera de même de ceux composés d'une préposition et d'un

Cependant, quand le nom prend

ples : des prie-Dieu, des trompe-l'eil,

Le pluriei

On accessinera l'intégration des mots marantés en les appliquant les règles

latine. Exemple: des maximums.



PROFESSIONNEL NOTARIAL

ACCÉS AUX FONCTIONS DE NOTAIRE NOUVEAU RÉGIME DE LA VOIE

- le MARDI 6 NOVEMBRE 1990 à 8 h 30 pour la note

composition juridique.

bourg, Toulouse.

POUR INSCRIPTION AVANT LE 6 SEPTEMBRE 1990 ET POUR TOUS RENSEIGNEMENTS, S'ADRESSER AUX CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE LE NOTARIALE DE :

ALX-EN-PROVENCE Tel.: 91-37-25-01 Tél.: 56-44-00-91 BORDEAUX Tél.: 20-54-54-52 ULLE Tél.: 78-93-87-57 LYON NANCY Tél.: 67-54-16-38 MONTPELLER Tel.: 43-80-45-55 **PARIS** Tél.: 49-88-14-93 POTTERS Tél: 99-63-16-66 REVINES

- en se contredisant tantôt à propos des singuliers, tantôt à propos des pluriels: un cure-dem, un cure-ongles, des après midi, mais des après-dîners,

une majuscule, ou quand il est pré-cédé d'un article singulier, il ne pren-dra pos de marque de pluriel. Exem-

des mots empruntés

du pluviel du français. Les mots étrangers formeront régu-lièrement leur pluriel avec an S aon prenoncé. Exemples : des muichs, des lieds, des solos, des apparaichiks, Il en sera de même des mots d'origine

Cependant, les mots terminés par s, x et z resteront invariables. Exemples: un boss, des boss, un kibbout... des kibboutz. Les noms d'origine étrangère auront un singulier et un pluriel réguliers : un zakouski, des zakouskis; un camp touareg, des camps touaregs; un ravioli, des ravio-lis; un lazzi, des lazzis; un confetti, des consettis, etc. Le pluriel de mots composés étrangers se trouvera sim-plifié par la sondure. Exemples : des covergiris, des bluejeans, des ossobu-



CENTRE NATIONAL DE l'ENSEIGNEMENT

11 bis, rue d'Edimbourg, 75008 Paris Tél. : (1) 43-87-44-07

DITE « PROFESSIONNELLE »

AVIS D'EXAMEN D'ENTRÉE DANS LES CENTRES DE FORMATION

PROFESSIONNELLE DE NOTAIRES

Les épreuves écrites d'admissibilité de l'examen d'en-trée aux centres de formation professionnelle de notaires auront lieu pour la session 1990 :

- le MERCREDI 7 NOVEMBRE 1990 à 9 heures pour la

Ces épreuves se dérouleront à Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Paris, Pontiers, Rennes, Stra-

Pour les candidats déclarés admissibles, les épreuves orales d'admission se dérouleront aux mêmes lieux dans le courant du mois de décambre 1990.

Tél.: 83-35-43-14

Tél: 88-32-10-55 STRASBOURG Tél.: 61-23-22-91 TOULOUSE



CARRIÈRES INTERNATIONALES

Enseignements juridiques, diplomatiques, économiques et linguistiques

••• Le Monde • Jeudi 28 juin 1990 17

Durée des études : 4 ans - Statut étudiant

INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Ètablissement privé d'enseignement supérieur 12. rue des Saints-Pères 75007 Paris - Tél. : (1) 42-96-51-48



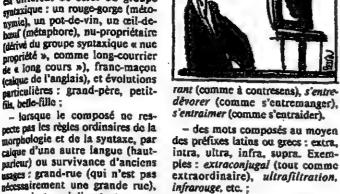
TOULOUSE SPECIALISES

- AUDIT INTERNE ET CONTROLE **DE GESTION**
- **COMMUNICATION D'ENTREPRISE**
- **INTERFACE MARKETING** TECHNOLOGIE AGRO-ALIMENTAIRE
- MANAGEMENT DE L'INNOVATION ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIE
- **SYSTEMES D'INFORMATION AUTOMATISES DE GESTION**

PRIM	valorise	y votre	, dy	שוועוו
10000				···>

Je souhaite recevoir une brochure de présentation.
NOM:PRENOM:
ADRESSE:
Code Postal: VILLE:
MASTERE Choisi:
A RETOURNER A : GROUPE ESC TOULOUSE
20 Bd LASCROSSES 31068 TOULOUSE CEDEX. TEL: 61 29 49 49
155.0127 1717





precha, tamtam, teufteuf,

lohubohu, traintrain, troutrou.

- d'autres mots composés d'élé-

ments nominaux et adjectivaux, et

souvent peu analysables autonr-

d'hui : chaussetrappe (où il n'y a ni

notre «chausser», ni notre

«trappe»), quotepart, poudesoie

(dont l'origine est obscure), terre-

plein calque de l'italien, qui ne

comporte pas notre adjectif

latine ou étrangère, bien implantés

dans l'usage. Exemples : blackout,

bluejean, chochow, covergirl, cow-

boy, cyclocross, fairplay, folklore, globetrotter, handball, hotdog, lockout, majong, ossobuco, pipe-

line, sidecar, striptease, weekend;

apriori (nom), exlibris, exvoto, sta-tuquo, vadémécum;

thèmes « savants ». On écrira donc

par exemple : autovaccin, cinéro-

man, cirrocumulus, électroména-

ger, etc. On fera cependant excep-

tion quand la composition sert

précisément à marquer une rela-

tion entre deux noms propres ou

géographiques : les relations ger-

mano-polonaises, le contentieux

anglo-danois, les mythes gréco-ro-

- les nombreux composés sur

des mots composés d'origine

isėtsė, virevire, yoyo;

IL NY A PLUS DE TRAIT D'UNION

A CINECLUB NI

AYANT.

D'APOSTROPHE

perte pas les règles ordinaires de la logie et de la syntaxe, par calque d'une autre langue (hautnarieur) ou survivance d'anciens usages : grand-rue (qui n'est pas sirement une grande rue), quatre-vingts, soi-disant, etc.; nou-- des mots composés à partir resu-né, court-vêtu, demi-heure, d'onomatopées ou similaires. Exemples : blabla, boulboul, coinau-tête (adjectif invariable). Désormais, on pourra utiliser le coin. froufrou, grigri, kifkif, méli-mélo, péleméle, pingpong, préchi-

mit d'anion lorsque le nom com-posi est employé métaphoriquemest: barbe-de-capucin, langue-deberf (en botanique), bonnetdésense (en cuisine et en architectme); mais taille de guêpe (il n'y a métaphore que sur le second teme), langue de terre (il n'y a métaphore que sur le premier teme), langue de bæuf (en cuisine, sans métaphore).

L'asage du trait d'union sera tiends sax numéraux formant un mbre complexe, en-deçà et audelà de cent. Exemples : elle 2 vingt-quatre ans, il lit la page vingt-quatre, elle a cent-deux ans, il lit la page cent-trente-deux, il possède sept-cent-mille-trois-cent-viagt-et-un francs.

maceraer les cas suivants :

- des noms fortement ancrés dans l'usage, composés d'une forme verbale suivie d'une forme nominale ou de «tout». Exemples: un croquemitaine, un piquenique, un faitout, un fourretout, un

- des noms composés d'une parlicule invariable suivie d'un nom ou d'un adjectif; la tendance existante à la soudure sera généralisée avec les particules « contre, entre » quad elles sont utilisées comme préfixes, sur le modèle de « en » et esar», déjà pratiquement toujours sondés. L'usage de l'apostrophe sen également supprimé par la

soudure. Exemples : à contrecou-

mains, la culture sinno-ougrienne,

IFAM.

ADMISSIONS SUR TITRES EN 2º OU 3º ANNÉE

L'admission sur titre permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'I.F.A.M. et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme I.F.A.M. et le diplôme M.B.A. (Master of Business Administration) de l'une des universités américaines associées. Pour la deuxième année, les candidats doivent être titulaires d'un DELIC. D'I.F. DESC. et d'information de l'une de l'une de l'incompany de l'acceptance de l'acc

laires d'un DEUG, DUT, BTS ou diplôme équivalent.

Pour la troisième année les candidats doivent être en possession d'une licence, d'une maîtrise ou avoir validé au moins deux années d'école de commerce.

Dates des épreuves 1 er session : 9 juillet 1990 2 session : 7 septembre 1990

Renseignements - Inscription LF.A.M. Institut Franco-Américain de Management 19, rue Cepré, 75015 Paris. Tél.: (1) 47-34-38-23

Établissement privé d'enseignement supérieur fondé en 1982

LA CHAMBRE FRANCO-ALLEMANDE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE a créé pour vous L'ÉCOLE FRANCO-ALLEMANDE

DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

- Une formation d'assistants export bilingues
- · Titre homologué au niveau III (JO du 2/10/85) BTS Commerce International
- Diplôme Allemand "Industrie-Kaufmann"

BTS Commerce International 1989: 96,5 % de réussite

- Une formation en alternance de gestionnaires bilingues
- contrats de qualification
- BTS Comptabilité-Gestion Diplôme Allemand "Industrie-Kaufmann"
- Admission : minimum bac + concours EFACI 12, Cour Saint-Éloi 75012 Paris **2** (1) 43 44 06 53

Enseignement Technique Supérieur Privé



Institut Supérieur de Management Culturel créé par Claude Mollard

3^{ème} cycle supérieur de spécialisation aux métiers de la culture : Ingénierie culturelle, producteur, administrateur, programmateur.

Candidatures sur concours ouvert aux : Grandes Écoles, IEP, ESC, Mattrises, DEA, Gestion, Droft, Sciences-économiques, Lettres, Sciences .. on expérience professionnelle.

Clôture des inscriptions le 7 septembre 1990

Renseignements: ISMC / Bertrand Flourez 3, rue Danville - 75014 Paris - Tél.: 43 20 73 73

ISMC - Établissement privé d'enseignement supérieur

UNIVERSITÉ PARIS-X-NANTERRE

FORMATIONS D'EXCELLENCE EN ECONOMIE ET GESTION

ÉCOLE DOCTORALE ANALYSE ET TECHNIQUES ÉCONOMIQUES AVANCÉES

- D.E.A. Dynamique de l'Econo- D.E.A. Economie mathématique et macroéconomie mie mondiale
- D.E.A. Monnaie et financement D.E.A. Economie du travail et
- D.E.A. Economie et société : Théories comparées
- politique sociale
- - D.E.A. Stratégie et management sciences de gestion

Tél.: 40-97-78-14

Candidatures : du 5 juin au 20 juillet 1990

DIPLOME ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES

D.E.S.S. Banques et finances

D.E.S.S. Economie et politique

D.E.S.S. Méthodes scientifiques D.E.S.S. Analyse et stratégies de gestion

du développement

Tél.: 40-97-73-93

Candidatures : du 5 juin au 20 juillet 1990

MAGISTÈRE **MODÉLISATION APPLIQUÉE**

35 places au concours 1990

Admission sur dossier ou sur examen

Tél.: 40-97-78-31

Candidatures jusqu'au 6 juillet 1990

200, avenue de la République - 92001 NANTERRE CEDEX

RER: NANTERRE UNIVERSITÉ

CAMPUS

La nouvelle orthographe

Le vélum ruissèle

Le trema interdit qu'on prononce deux lettres en un seul son (exemple : naif). Il ne pose pas de problème quand il surmonte une vovelle prononcée (exemple : héroique, mais déroute les usagers dans les rares cas où il surmonte une voyelle muette (exemple : aiguë). Le Conseil supérieur souhaite que ces anomalies soient supprimées, d'autant qu'elles sorient supprintees, d'attaint qu'entes entraînent des prononciations fau-tives. Ainsi, on placera le trêma sur la voyelle qui doit être prononcée dans aigüe, ambigüe, exigüe, contigüe, ambigüité, exigüité, contigüité, cigüe.

On étendra l'usage du trema aux mots où une suite gue ou geu conduit à des prononciations défectueuses : argüer, il argüe: gageüre, mangeüre,

L'accent (grave ou aigu)

Pour mettre fin aux hésitations, et aux contradictions entre dictionnaires, le Conseil supérieur propose - on munira d'un accent des mots

dont il avait été ouis, ou dont la pro-nonciation a changé. Exemples : assé-ner, bélitre, bésicles, déliuge, gélinotte, quebècois, recèler, recèpage, recèpée, recèper, réclusionnaire, réfréner, senecon, senescence, sénestre.

- on modifiera l'accent d'un certain nombre de mots qui ont échappé à la régularisation entreprise par l'Acadé-mie aux XVIII° et XIV siècles. Exemples: abrègement, allegement, allegre-ment, assèchement, cèleri, crèmerle, événement, féverole, hébètement, régle-mentation, sècheresse, vènerie.

 on alignera sur le type « semer » les futurs et conditionnels des verbes du type « céder » : je cèderai, je cèderais, j'allègerai, j'allèrerai, je considè

- la première personne du singulier en e suivie da pronom «je» portera un accent grave : aimè-je, puissé-je, etc. - on mettra un accent sur des mois

étrangers (empruntés au latin ou à d'autres langues) Intégrés au français. Exemples : artéfact, critérium, délirium, désidérata, duodénum, exéat, facsimilé, limoléum, mémento, mémoration de la latin de latin de latin de la latin de la latin de la rendum, phylloxera, placébo, référendum, satisfécit, sénior, spéculum, vadé mėcum, vėlum, vėto.

 on généralisera le procédé de l'e accent grave pour noter le son e ouvert du radical dans l'ensemble des verbes en -eler et en-eter. On conjuguera donc, les uns sur le modèle de peler et les autres sur le modèle d'acheter : je harcèle, il missèle, je harcèlerai, il mis sèlera, j'époussèle, j'étiquèle, il épous-sèlera, il étiquèlera. On lera exception pour appeler, jeter, et leurs dérivés (parmi lesqueis on rangera interpeier). ceux-là) de ces verbes suivront la même orthographe : amoncèlement, bossèlement, chancèlement, cisèlement, cliquètement, craquètement, cra-quètement, curètement, dénivètement, ensorvètement, étincètement, grommèlement, martèlement, morcelement, musèlement, nivèlement, ruissèlement, volètement.

Le verbe interpeller, malgré l'ortho-graphe et l'étymologie, est le plus souvent prononce, non avec un e ouvert (comme pelle), mais avec un E sourd, comme peler et appeler : on l'inclura dans les dérivés de appeler, dont il suivra la conjugaison. Exemples : interpeler, il interpelle, il a été inter-

L'accent chronflexe

Après avoir noté que «l'accent cir-conflexe est la principale cause des fautes d'orthographe, puisqu'il a pu être montre que son mauvais emploi constituait la moitie de celles-cl. et même l'usage des personnes instruites est loin d'être satisfaisant à son égard », le conseil souligne que « le caractère très incohérent, arbitraire, des emplois du circonflexe, empêche tout enseignement systématique ou historique, et ne peut trouver aucun appui dans le sentiment linguistique, car il n'est jamais nécessaire». Parmi

- la disparition d'un S n'empêche pas que l'on écrive votre, notre, mouche moite, chaque, coteau, mou-tarde, coulume, mépris, etc. En revanche, dans extrême par exemple, on ne peut lui trouver aucune justifi-

- le circonflexe n'est pas constant à l'intérieur d'une même famille : jeuner, déjeuner; côte, coteau; grâce, gracieux; mêler, mélange, icône, ico-noclaste, ni même dans la conjugaison de certains verbes (être, êtes, était,

- des mots dont l'histoire est tout à fait parallèle sont traités différemment : mû, mais su, tu, vu, etc.; plaît, mais tait.

- le circonflexe ne donne des indications sur la prononciation que dans une minorité des mots où il apparaît, et seulement en syllabe accentuée (tonique); les distinctions concernées sont elles-mêmes en voie de disparition rapide. L'usage du circonflexe y est loin d'être cohérent : bateau,

château, noirâtre, pédiatre, zone, clone, aumone, atome, monome. Enfin, sur la voyelle E, jamais le circonflexe n'indique une valeur différente de celle de l'accent grave (ou aigu dans quelques cas): comparer il mèle, il harcèle, même, thème, crème,

«Le véritable remède scrait donc la disparition de ce signe let son remplacement par les autres accents sur la vovelle El » commente le Conseil.

Une mure mûre

Cependant, le circonflexe paraît à certains inséparable de l'image de quelques mots; il affecte parfois la prononciation et suscite même certains investissements affectifs (auxquels personne, rappelons-le, ne sera tenu de renoncer). Enfin, certains ont le sentiment d'une différence phonétique entre a et â, o et ô, è ou é et ê. Ces oppositions n'existent pas du tout sur les voyelles i et u (comparer cime, abime, haine, chaine, route, croûte, huche, bûche, bout, moût, etc.)

Le conseil n'envisage donc pas « pour l'instant » de supprimer l'accent circonflexe mais d'en limiter l'usage.

- ou n'utilisera plus l'accent cir-conflexe dans la création de mots nouveaux, ni dans la transcription d'em-

graphes de prendre en considération l'usage graphique réel, pour ce qui concerne le non-emploi de l'accent cir-



prononciation. Exemples: abime, accroitre, benoit, bottler, chaine, ci-git cloitrer, croitre, contremaitre, dime, diner, entrainer, faite, fraiche, gite, huitre, ile, maitre, traitrise, maraicher, noroit, suroit, traine, traitre; affut, aout, assidument, brulant, buche, casse-croule, coul, croule, crument, dégout, envouter, shite, goulument, sout, incongrument, indument, leuneur, mout, mu (de mouvoir), mure, rapout, recru, soul, sureté, voute. On fera exception, à la demande de l'Académie française, pour les infinitifs de verbes en aître. Exemples :

naitre, paraître, etc. les formes verbales de passé simple (première et deuxième personnes du pluriel) et de subjonctif imparfait (troisième personne du singulier) garderout un accept circonflexe sur la terminaison, quelle qu'en soit la voyelle.

- on gardera l'accent circonflexe dans cinq cas où il permet des distinctions graphiques utiles : crû, il croît (et autres formes de croître homographes de celles de croire), dû (de devoir), jeune, mur, sur. L'exception ne concerne pas les dérivés et composés de ces mots.

Cette mesure entraîne la rectification de certaines anomalies. On écrira en effet: mu (comme su, tu, vu, lu, etc.); plait (comme tait, fait); piqure, surpiquee comme morsure, etc.) traine, traitre, et leurs dérivés (comme gaine, haine, faine); assidument, congrument, continument, crument, dument, goulument, incongrument, indument, nument (comme absolument, éperdument, ingénument, réso-

Le circonflexe sera de plus supprimé dans les cas suivants, où il apparaît à tous égards comme une

- allo (déjà en usage et dans certains dictionnaires) (comme do, halo, duo, casino, domino, etc.)

- la finale ose s'écrit sans accent, quelle que soit son origine (rose, dose, chose, prose, glucose, névrose, etc.) à quatre exceptions près, qu'on rectifiera donc en écrivant ptose, nivose,

La corole du nénufar

phies non conformes aux rècles générales de l'écriture du français (comme oign dans oignon) ou à celles d'une série précise. On peut classer celles qui ont été examinées en trois catégories :

- les séries désaccordées : certaines graphies haurtent à la fois l'histoire et le sentiment de la langue de chacun, et chargent inutilement l'orthographe de bizarreries, ce qui n'est ni esthénque, ni logique, ni commode. Conformément à la réflexion déjà menée par l'Académie sur cette question, cas points de détail seront recombs

Les propositions de l'Académie (1975) seront reprises et appli-quées. On régularisera aussi quelques autres séries brèves.

Le traitement graphique des emprunts : le processus d'intégration des mots empruntés conduit à la régularisation de leur graphia, conformément aux règles générales du français. Cela implique qu'ils perdent certains signes distinctifs «exotiques», et qu'ils entrent dans les régularités de la graphie française. On tien-dra compte cependant du fait que certaines graphies étrangères, anglaises en particulier, sont généralement comprises correc-tement par la majorité des utilisateurs du français.

Des commissions de termino-logie sont chargées de proposer des termes de remplacement permettant d'éviter le recours sux mots étrangers. On n'unisera pas en français les signes diacritiques étrangers inutiles en français, ou n'appartenant pas à l'elphabet français actuel, et on ne cherchera pas à les remplacer. Exem-ples : fuhrer au lieu de führer, nirvana, devanagari, au lieu de nirvâna, devanăgari. Dans les cas ou existent plusieurs graphies d'un mot étranger, on choisira celle qui est la plus proche du français. Exemples : des litchis, un enfant ouzbek, un bogie. La graphie anglalse du suffixe nominal -er sera remplacée par -eur quand il existe un verbe à côté du nom. Exemples : squatteur (verbe squatter), kidnappeur (verbe kidnapper), mais bestseller (qui n'a pas de verbe correspondent). Les dérivés formés sur les

noms qui se terminent par -on et an : la formation de ces dérivés s'est faite et se fait soit en doublant le N final du radical, soit en compris celui des dictionneires, connaît beaucoup de difficultés et de contradictions, qu'il serait utile de réduire. Dans l'écriture de mots nouveaux en -an le N simple sera préféré dans tous les cas. Dans l'écriture de mots nouveaux en -on le N simple sera préféré avec les terminaisons suffixales commençant par I, O et A. On écrira donc, par exemple : -onite, -onologie, -onaire, -onalisme, atc. Voici la liste des anomalies rec-

tifiées à partir des propositions de l'Académie de 1975 ; appārs (au lieu de appas), bonhommie

fier (au lieu de boursoufier), cahutte (au lieu de cahute), cher-

trappe (au lieu de cheusse-trape) cussoau (au lieu de cuesot), decilier (au lieu de dessiller), embettre (au lieu de embatre), encognure (au lieu de encoignure), fond (au heu de fonds) imbécilité (au heu de imbécilité) innommé (au lieu de innomé), levraeu (au lieu de levraus), ognor lau lieu de oignon), persifiler (au lieu de persifiler), prudhommai (avec soudure) (au lieu de prud'homaë, ralai (au lieu de relais). sottia (au lieu de sotie), préfond (au lieu de tréfonds), ventae (au lieu de vantall).

Et d'autres anoc

 Le e « sourd » pe peut être suivi d'une consonne double interpaler (au lieu de interpaller dentalière (au lieu de dentalière curetage (au lieu de curettage), lunetier (au lieu de lunettier) pommeté lau lieu de pommetté prunelier (au lieu de prunellier).

- On n'écrire plus en-ier terminaison des mots suivants : aiguiller (au lieu de aiguillier), chatalpner (au lieu de chataignier), groseiller (au lieu de mancenilier), marguiller (au lieu de médailler), médailler (au lieu de médailler), ouillère (au lieu de ouillière), quincailler (au lieu de quincailler), sapouller (au lieu de sapotition, serpitière (au lieu de serpitière), veniller (au lieu de vaniller).

Barcarole et gymcana

oter. Sur une base en-otte : botter, calotter, crotter, etc. Sur une surre base: baisoter, balloter, bouilloter, cachoser, dansoter, dégoter (not isolé), failloter, frisoter, garroter, preloter, mangeo-ter, margoter, marmoter, rouloter, etc. (comme clignoter, crachoter, siffloter, toussoter,

Les noms se terminant par olle ne prendront qu'un seul barcarole, bouterole, corole, fumerole, girole, grole, guibole, lignerole, mariole, muserole, rousserole, tavelole, trole.

- Anomalies diverses : absout (au lieu de absous), assoir de bizzahit, dissour bu lieu de dissous), doucătre tau lieu de douceâtre), exéma (au lieu de eczéma), guilde (au lieu de ghilde), gymcana (au lieu de gym-khana), homéo- (au lieu de homoeo-), nérufar (origine arabe; su lieu de nérupher), pagade (su lieu de pagale), ponch (boisson, au lieu de punch), rassoir (au lieu de rasseoir), saccarine (au lieu de saccharine), sconse (au lieu de skunks), sorgo (au lieu de sorgho), soul (au lieu de saout), sursoir (au lieu de surseoir), tocade lau lieu de toquadel.

Elle s'est laissé mourir...

La règle actuelle, qui ne date que de la fin du XVII^e siècle, est d'une application difficile et donne lieu à des fautes très nombreuses, même chez les écrivains. Elle peut se résu-

- Si se est l'équivalent de soi, l'un l'autre ou les uns les autres, le participe s'accorde avec le sujet. Exemple : elle s'est lavée. - Si se équivant à à soi, l'un à l'au-

tre ou les uns aux autres, le participe passé ne s'accorde pas avec le sujet. Exemple : *elle s'est lavé la main. M*ais il s'accorde avec l'objet si celui-ci est placé avant le verbe. Exemple: la main qu'elle s'est lavée.

Cette règle permet d'écrire correc-tement la phrase traditionnelle : Que d'hommes se sont craints, dèplu, détes-tés, nui, hais et succèdé! Elle suppose donc l'analyse du pronom réfléchi, qui est parfois artificielle ou malaisée.

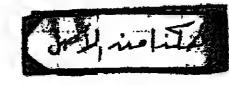
< Un point embarrassant •

Les experts consultés par le Conseil ont estime que le cas des verbes pronominaux ne pouvait être dissocié de celui de verbes non pronominaux, et qu'une modification d'une telle ampleur nécessiterait une réflexion de plus longue haleine. Leur proposition

se limite donc à « un point particuliérement embarrassants:

On alignera laisser sairi d'un infinitif, dont l'accord est pour le moins incertain dans l'esage, sur faire, qui reste invariable dans ce cas (avec l'auxiliaire aroir comme à la forme pronominale). Le participe passé de laisser suivi d'un infinitif sera donc invariable dans tous les cas, même quand l'objet est placé seunt le verbe, même quand il est employé avec l'auxiliaire avoir. Exemples : elle s'est laissé séduire (cf. elle s'est fait félici-ter; elle s'est laissé mourir (cf. elle s'est fait mourir); je les ai laissé partir (cf. je les ai l'ait partir; la maison qu'elle a laissé saccage (cf. la maison qu'elle a fait repeintire). Cependant, le participe demeurera

invariable dans les locations verbales Suivantes : se rendre compte : eller se sont rendu compte de...; se faire jour : elles se sont fait jour; se faire l'écho : elles se sont fait l'écho; se faire fon de : elles se sont fait fort de ; s'en vou-loir de : elles s'en sont woutu de ; ne pas s'en faire : elles ne a'en sont pas fait; s'en mettre (plein les poches...): elles s'en sont mis; s'en prendre a : elles s'en sont pris à : cen donner (à cieur joie...); elles s'an sont donné.



Journée des 6

COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

• Journée des dupes pour la Belgique et l'Espagne éliminées après avoir pratiqué le meilleur football • L'équipe anglaise, en pleine mutation technique, rencontrera le Cameroun • La Yougoslavie, conglomérat de talents, affrontera l'Argentine • Six équipes européennes en quarts de finale • Expulsion de plus de deux cents supporters anglais •



La réhabilitation inespérée de Bobby Robson

L'Angleterre a arraché in extremis sa qualification devant une équipe belge scintillante. Une heureuse réplique à la critique

Angleterre b. Belgique : 1-0 surès prolongation

BOLOGNE

de notre envoyé spécial

Bobby Robson est un bon bougre. Le sélectionneur anglais est de ces hommes dont le visage ne sau-rait mentir. Une grimace, un soupir suffisent à le deviner malheureux. Inversement, des joues trop roses, un regard trop embué, tra-hissent son bonheur de brave type.

Mardi soir 26 juin, à Bologne, lorsqu'il s'est présenté devant les journalistes après le superbe match Angleterre-Belgique, des gouttes de sueur perlaient sur sa trogne rougie e ses yeux brillaient d'une pure émotion. Bobby Robson était un somme comblé. La victoire de ses joueurs face aux Belges (1-0) était assi la sienne, celle d'un technicies si critiqué dans son propre pays qu'il s'est un jour auto-pro-dant cennemi public numéro un » tant il avait le sentiment de faire 'ananimité contre lui.

Depuis cette soirée bolognaise, qui a vu les Britanniques éliminer les «Diables Rouges» de Belgique grâce à un but de David Platt à deux minutes de la fin de la prolongation, il se sent un peu plus à l'aise. Ce succès, qui ouvre aux

Anglais la voie des quarts de finale contre le Cameroun, dimanche la juillet à Naples, est, sans doute, le juniet a Napies, est, sans doute, le plus important d'une carrière de sélectionneur entamée en 1982 et qui s'achèvera, quoi qu'il arrive, après le Mondiale lorsqu'il prendra en main le club néerlan-dais d'Findhoven dais d'Eindhoven.

La victoire de Bologne pourrait l'autoriser à quitter son poste en héros lui qui, à cinquante-six ans, semblait destiné à un départ de semblait destiné à un départ de «loser». Le Cameroun étant un adversaire supposé à la portée des joueurs de la Rose, c'est en effet une demi-finale, contre la Tchécos-lovaquie ou la RFA, qui se profile à l'horizon britannique. Si cet objectif est atteint - les Anglaires objectif est atteint - les Anglais ne doutent pas une seconde qu'il le sera, - Robson laissera l'image plutôt positive du sélectionneur qui aura contribué à redonner quelque vigueur à une sélection bien décevante depuis vingt-quatre

Depuis 1966 et sa victoire à Wembley contre l'Allemagne de l'Ouest (4-2), l'Angleterre n'a jamais cessé de courir après sa splendeur passée. Robson luimême présente un bilan jusque-là négatif dans les grandes compéti-tions internationales : quart de finaliste au Mexique contre l'Ar-

gentine lors du précédent tournoi mondial, en 1986 ; absente du Championnat d'Europe des nations Championnat d'Europe des nations 1984 en France et éliminée au pre-mier tour de l'édition de 1988 en RFA (trois matches, trois défaites), l'équipe d'Angleterre, pourtant dotée de joueurs de talent, n'a jamais justifié les espoirs placés en alla.

> Campagnes de presse

Bobby Robson, qui avait pourtant obtenu d'excellents résultats à la tête du club d'Ipswich, en a directement subi les conséquences. A mesure que l'équipe nationale accumulait les déceptions, il voyait sa cote d'impopularité grimper jusqu'à devenir la cible privilégiée de campagnes de presse d'une vio-

En juin 1988, après les trois défaites concédées lors d'un désastreux Championnat d'Europe, les quotidiens populaires publiaient des caricatures vulgaires surmontées de titres sans équivoque : « Virez-le ! », « Bobby, tu dois foutre le camp! ». Les journaux de « qualité », bien que plus élégants dans les termes, réclamaient également l'éviction de ce technicien trop «anglais moyen» pour plaire à

l'aristocratie du ballon rond. Il n'est pas parti. La fédération lui a maintenu sa confiance. Les joueurs aussi. Il a toujours entretenu de bonnes relations avec la plupart d'entre eux, notamment avec les plus anciens, Terry Butcher ou Bryan Robson (aucun lien de parenté). Quand, au début du Mondiale, un scandale mettant en cause trois de ses joueurs et une hôtesse d'accueil (le Monde du 20 juin) a éclaté, il est lui-même monté au front pour fusiller certains journalistes en liffé

tains journalistes qualifiés en public de a fouille-merde ». Sous ses allures de bon bougre, serait-il donc hermétique à la criti-que? Il s'est, en tout cas; toujours efforce de le paraître. « Cela ne m'empêche pas de vivre », rétorque-1-il à chaque nouvelle affaire. Ce qui n'empêche pas un proche de la sélection d'assurer : « Il feint de ne rien ressentir mais c'est faux. Bobby est un homme sensible, les

concernant sa vie privée, le tou-chent au plus haut point.» Sa passion pour le football se double d'un fichu caractère. L'entraîneur est aussi têtu que l'homme est fragile. Ainsi est-il toujours passé pour un conservateur for-

critiques sur ses choix de techni-

cien, tout autant que les scandales

peu soucienx de l'évolution du jeu sur le continent, il aura fallu attendre les derniers matches de sa carrière de sélectionneur pour voir l'équipe d'Angleterre présenter un visage nouveau, que ce soit du point de vue tactique (utilisation d'un libero) ou technique (jeu court et en mouvement),

Sans doute est-ce d'ailleurs là le sans doute est-ce d'ameurs la le paradoxe de ce huitième de finale : l'Angleterre, même si elle aurait très bien pu s'incliner dès les hui-tièmes de finale tant les Belges ont été brillants, a disputé son meilleur match en compétition depuis l'arri-vée au pouvoir de Robson, en pra-tiquant un ien sif et sachrique tiquant un jeu vif et technique, totalement opposé à celui qu'il pré-conisait jusque-là!

A l'instar d'un Chris Waddle qui a, enfin, fait preuve sous le maillot national du même talent qu'à Mar-seille, l'ensemble de la sélection a cherché à se mettre au diapason du football moderne. Certaines vedettes, lassées des conceptions tron britanniques de leur sélectionneur, ont peut-être joué les francstireurs. Leur initiative pourrait sauver l'Angleterre du désastre qui lui était promis à l'issue du premier tour. Elle pourrait également valoir à Bobby Robson la plus inattendue des réhabilitation

PHILIPPE BROUSSARD

Au moins, cette fois, les deux entraîneurs sont tom-bés d'accord. La rencontre Angleterre-Belgique aura été, au-delà du résultat bien cruel pour les Diables Rouges. d'un haut niveau.

Un grand match

Bobby Robson a su avoir les mots qui convenaient : « Ce fut un grand match contre un grand adversaire, qui a frappé deux fois le poteau ». Guy Thys a su exprimer dignement ses regrets : « Malgré la défaite, on ne peut pas être déçu après ce magnifique match. Ce n'était vraiment pas notre jour. Le Brésil et la Belgique méri-taient d'aller plus loin. Je suis très fier de notre équipe. »

Les spectateurs du stade de Bologne ne trouveront évidemment rien à rajouter à cet hommage mutuel. Angleterre-Belgique aura été, et de loin, la meilleure partie de football jouée dans un Mondiale, il est vral, singulièrement décevant sur ce plan.

A l'extrême qualité du jeu collectif belge, animé par Enzo Scifo, le virtuose, l'équipe anglaise sorrant de son registre habituel a su opposer son esprit de corps. Il fallait un vainqueur et il fallait de la chance pour l'être. La chance fut anglaise. Après tout, mieux valut cela que la roulette russe des tirs au but.

HORS-JEU

Bagarres italo-anglaises

de notre envoyé spécial

Deux cent quarante six supporters anglais ont été expuisés d'Italie à la suite des incidents qui ont éclaté dans la soirée du lundi 25 juin, à Rimini, una station bainéaire de la côte Adriatique. Peu avant minuit, de violentes bagarres ont opposé des jeunes Britanniques à des supporters italiens qui fétalent la victoire de l'Italie contre l'Uruguay. Des jeunes gens origiters du club de cette ville ont favorisé ces échauffourées au cours desquelles une vingtaine de personnes ont été légèrement blessées.

Dimanche 24 juin, dix-neuf Britanniques evalent délà été expulsés d'Italie à la suite d'incidents à Bologne. La veille, un Anglais âgé de vingt-six ans avait été renversé par une voiture. il était mort quelques heures plus tard à l'hôpital. Contrairement à ce que prétend la police locale. Il ne s'agirait pas, selon plusieurs sources concordantes, d'un accident mais d'un crèglement de comptes» entre jeunes

Le ministre britannique des sports, M. Colin Moynihan, a pour sa part condamné ti'égoïsme inconsidéré de cette minorité criminelle de soi-disants supporters arglaiss, dans un communiqué publié à Bologne, «Les gouvernements italien et britannique ne tolèreront pas des prati-ques de hooliganisme» a-t-il

A Londres, le président suédois de l'Union européenne des associations de football (UEFA), M. Lennart Johansson, renchérissait, en déclarant à la BBC que les «terribles nouvelles» de Rimini affecte-raient «très probablement» les chances d'un retour des clubs anglais dans les compétitions européennes pour la prochaine saison. La commission exécutive de l'UEFA doit examiner la réintégration des clubs anglais juste après la fin du Mondiale.

L'emprise européenne sur le Mondiale

Les Latino-Américains grandes victimes du second tour

de notre envoyé spécial

Le Mondiale aurait du profiter des huitièmes de finale pour se mettre en quatre, le football sortir enfin ses habits de fête. Hormis le choc entre la République fédérale d'Allenagne et les Pays-Bas et le superbe affrontement entre Belges et Anglais, avec leur lot d'exploits et d'émotion, le spectacle fut bien miè-

On a beau dire qu'une si longue compétition ne sourit qu'aux équipes économes de leurs efforts, l'heure des calculs est en principe assée, et les observateurs s'inquiètent deià du niveau de cette Coupe du monde. L'Italie de 1990 souffre déjà de la comparaison avec le Mexique de 1986.

La présence de l'équipe du Came-roun en quarts de finale est l'illustration du faible niveau général. Non pas parce que c'est une équipe d'Afrique, continent sous-évalué de la planète foot. Mais ces «Lions indomptables», qui ravissent les amateurs d'insolite, sont loin d'être les meilleurs représentants que le Cameroun ait connus au plus haut niveau. L'équipe était meilleure en 1982 lorsqu'elle fut éliminée sans avoir perdu un match au premier tour du Mundial espagnol. Assuré-ment, elle est plus proche de celle qui fit naufrage cette année en Coupe d'Afrique des nations.

Joseph-Antoine Bell avait raison de critiquer la préparation de la sélection, tiraillée entre quatre entraîneurs qui ne parlent pas la même langue. Mais les événements lui ont infligé un cingiant démenti. Où est l'erreur? Les Camerounais

n Le drame du Heysel : peines aggravées en appel pour ouze sup-porters britanniques. - Onze des quatorze supporters britanniques reconnus coupables d'homicide involontaire et condamnés en 1989 à trois ans de prison, dont dix-huit mois avec sursis, après le drame du stade du Heysel, à Bruxelles (39 morts, plus de 500 blessés lors de la finale de la Coupe d'Europe entre Liverpool et la Juventus de Turin en 1985) ont vu leur peine aggravée en appel, mardi 26 juin. La cour d'appel de Bruxelles a acquitté un accusé, a confirmé la condamnation à trois ans pour deux autres, mais a porté à quatre ou cinq ans la peine des onze autres. Ces derniers devront être extradés une deuxième fois vers la Belgique pour y purger leur peine.

ont cu la chance de jouer contre des adversaires plutôt lents. Ils ont d'ail-leurs explosé contre la scule équipe rapide, l'URSS. Le faux rythme leur convient parfaitement et un homme a fait la différence. Mais, que l'on sache, la classe de Roger Milla était au moins aussi grande il y a huit

Contraindre ses adversaires à jouer plus mal que soi, c'est la recette qu'appliquent aussi les sympathiques Iriandais. Un programme minimum qui permet généralement aux modestes d'accomplir un ou deux coups d'éclat. Ici, les hommes de Charlette minimum un propoust his de Charlton suivent un parcours his-torique. Face à eux, les Roumains ont oublié leur football. La République d'Irlande y gagne un standing international. Le spectacle y perd beaucoup. Autre exemple d'équipe qui a gagné contre plus fort qu'elle : l'Argentine. Il faut être triste pour le Brésil, contraint de jouer contre nature par un entraîneur qui dilapide les richesses nationales.

Ce n'est certes pas le cas de la Belgique qui a développé un superbe football avant de s'incliner, contre le cours du jeu, sur un but marqué par les Anglais à deux minutes de la fin de la prolongation. Comment peut-on dominer si outrageusement sans marquer le moindre but? La finition est un problème qu'ont rencontré ou rencontrent plusieurs équipes : feu le Brésil mais aussi

l'Espagne, voire l'Italie qui a dû transpirer une bonne heure face à des Uruguayens pourtant bien rési-

Les matches de huitièmes de finale nous ont offert de longues séquences de sur-place. Les ordina-teurs le confirment cruellement : il est bien rare que le temps de jeu effectif dépasse cinquante minutes sur la totalité d'un match. Cela permet à Télé-Monte-Carlo de placer ses flashes publicitaires : des spots de cinq secondes qui surgissent sans crier gare sur l'écran de la chaîne privée lorsque l'arbitre sisse un coup franc, une sortie de but ou une Au hit-parade des équipes les plus

décevantes, les formations sud-américaines sont parfaitement ex aequo. Il n'en reste plus qu'une en course, l'Argentine, et dans quel état! Il est impensable que ce football mort-vivant aille plus loin. L'Amérique du Sud persévère dans son obsession à copier l'Europe, mais elle a définitivement agonisé dans ses oripeaux

Ce Mondiale est presque devenu européen, de l'Ouest ou de l'Est, avec six nations encore en compé tition (la République d'Irlande, la RFA, l'Angleterre, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, l'Italie). C'est dire la domination du Vieux Continent. JEAN-JACQUES BOZONNET

La suite de la compétition

QUARTS DE FINALE	DEMI-FINALES	FINALE
Rép. d'Irlande-Italia Sasei 30 jan à Rose, 21 h; A2)		
	(Mardi 3 juilles à Naples, 20 h ; A2)	
Argentine-Yougoslavie (Sam. 30 jain à Florence, 17 b ; 1911)		
		(Dire. 8 juillet à Rome, 20 h ; TF1)
Cameroun-Angleterre (Dim. 1° pilet à Naples, 21 h ; TF1)		
	glåer. 4 joillet à Torin, 20 h.; TF1-FR3)	MATCH POUR LA 3º PLACE (Samedi 7 juillet
Tchécoslovaquie-RFA (Oin. 1- juliet à Minn. 17 h ; FRS)		à Bari, 20 h ; TF1)

Le juste calcul des mercenaires yougoslaves

L'Espagne est tombée dans le piège tendu par les exilés du nouveau football européen

Yougoslavie b. Espagne : 2-1

VÉRONE

de notre envoyé spécial

En abordant leur huitième de rinale dans ce stade de Vérone à moitié vide, Espagnols et Yougo-slaves étaient plus préoccupés par la peur de perdre que par l'envie devrait être une sête permanente, l'esprit sportif, le goût du beau jeu, l'envie de se faire plaisir et de faire aisir aux millions d'amoureux du ballon sont trop souvent absents. Pour un peu, on traiterait d'archaïques ceux qui ont encore l'audace de proner ces vertus qui sont pour-tant les assises naturelles du sport. Adieu les sportifs, place aux affairistes et aux chasseurs de primes.

Les Espagnols sont tombés dans le piège. Depuis des années, on ne sait plus que penser de ce football yougoslave. On se répète qu'il est capable d'alterner le meilleur et le pire, qu'il est un vivier d'excellents joueurs qui hélas! n'ont pas tou-jours des qualités morales au niveau de leur talent.

C'est vrai qu'à lui seul ce jeu yougoslave est un peu la caricature européenne du football de notre temps. A vingt-cinq ans, un bon joueur dans ce pays n'a de cesse que d'aller se monnayer par-delà ses frontières. Il ne pense plus qu'à cela, ne court plus que pour cela. Ivica Osim, l'entraîneur de lui qui fit la moitié de sa carrière de joueur à Sedan, Strasbourg, pour finir à Valenciennes.

La France a toujours été pour eux un terrain de prédilection. On se souvient de Durkovic, Pantelic et de tant d'autres. Mardi à Vérone, leurs successeurs s'appe-laient Faruk Hatzibegic (Sochaux), Tragoljub Brnovic (Metz), Zlatko Vujovic et Safet Susic (Paris-Saint-Germain), qui avaient à leurs côtés le gardien Tomislav lykovic (Lis-bonne) ou encore Frecko Katanec (Gênes). Cela finit par faire un bel ensemble mais pour bâtir une équipe soudée c'est plus délicat.

Ces joueurs yougoslaves savent donc faire le nécessaire, juste le nécessaire. Ce huitième de finale en fut la parfaite illustration. La générosité espagnole enfin revenue s'est brisée sur le professionna-lisme trop parfait de ces Yougoslaves. Leur technique fut simple: bonne dose de chloroforme, un

bon paquet de ficelles et un numéro 10 gagnant : Dragan Stoj-kovic, le signataire des deux buis de la victoire.

Pendant les trois-quarts du temps réglementaire, l'équipe you-goslave joua ce match au pas, le gérant comme un petit fonds de commerce. Plutôt que de la bousculer ou peut-être par peur de la provoquer, les Espagnols curent le tort de se mettre au diapason. Dans le petit – et irritant – jeu des rent leurs maîtres.

L'affrontement, parce que les Yougoslaves le voulaient et que les Espagnols s'y pliaient, fut donc très longtemps insipide. Jusqu'à la 78° minute, quand ceux de l'Est sortirent devant les Sudistes et du dessous de la table ce fameux 10 de der qui s'appelle Dragan Stojko-vic. Il ne s'était pourtant, lui non plus, guère dépensé jusqu'alors. Mais son but, sur une double feinte, vint comme une démonstration, un rappel pertinent pour tous les courtiers du marché du foot-

A vingt-cinq ans, ce Dragan-là est la nouvelle coqueluche du pays. Dans quelques semaines, le nouveau mercenaire, pour une bonne solde de millions de francs, revêtira la tunique marseillaise et deviendra un homme de Bernard Tapie. Animé par cette motivation sans doute supérieure, il en vint enfin à se concentrer un peu plus sur le sujet espagnol et ce fut beau.

L'entraîneur Luis Suarez chassé du banc de touche pour avoir eu des mots avec l'arbitre, l'Espagne était sens dessus dessous. Elle parut se reprendre à sept minutes de la fin par un but de Julio Sali-nas. Mais le réveil était trop tardif. Ce but ne devait lui procurer qu'un petit tour supplémentaire et encore plus douloureux sur ce manège yougoslave. Trois minutes de prolongations, un coup franc de Dra-gan Stojkovic les achevait. La mis-Yougoslaves reprirent sans honte leur plan de petites économies. L'essentiel était de gagner.

Les voici done anjourd'hui en partance pour Florence pour un quart de linale devant l'Argentine. Face à une équipe qui n'a pas, elle non plus, brillé, jusqu'alors, par son esprit d'entreprise et son goût de l'aventure, on n'ose imaginer le

DANIEL CARTON

TENNIS: les Internationaux de Grande-bretagne

John McEnroe et Tim Mayotte éliminés dès le premier tour

Il ne faisait pas bon être favori, mardi 26 juin, pour la deuxième journée du tournoi de Wimbledon. Cinq têtes de série, et non des moindres, sont tombés sur le célèbre gazon anglais.

Andres Gomez, vainqueur du dernier tournoi de Roland-Garros et tête de série numéro 5, n'a pas gagne un set face à l'Américain Jim Grabb; Tim Mayotte, le numéro six, une fois demi-finaliste et cinq fois quart-de-finaliste du tournoi, est tout juste parvenu à arracher le premier avant de perdre les trois suivants face au Sudafricaia Gary Muller. Quant à Pete Sampras (nº12) et Petr Korda '(nº14), ils ont été éliminés par un autre Sud-africain, Christo Van Rensburg et par l'Israelien Gilad

Mais l'événement du jour reste la défaite de l'Américain John McEnroe. Fatigué, agacé, le triple vainqueur du tournoi a subi. pendant plus de deux heures, les retour fulgurants de son jeune compatriote, Derrick Rostagno, avant de s'incliner en trois sets. Pour la deuxième fois de sa carrière, « Big Mac » quitte Wimbledon au premier tour.

Principaux résultats

(Simples Messieurs)

Grabb (EU) b. Gomez (Eq., n°5), Grabb (EU) b. Gomez (Eq., n°5), 6-4, 6-2, 6-2; Edberg (Sue., n°3) b. Dyke (Aus.), 4-6, 6-1, 6-3, 6-1; Chang (EU, n°13) b. Altur (Esp.), 5-7, 6-3, 6-4, 7-5; Muller (AfS) b. Mayotte (EU, n°6), 4-6, 7-6, 7-5, 6-3; Bloom (Isr.) b. Korda (Tch., n°14) 6-0, 6-4, 4-6, 6-2; Rostagno (EU) b. McEaroe (EU, n°4), 7-5, 6-4, 6-4; Van Rensburg (Afs) b. Sampras (EU, n°12), 7-6, 7-5, 7-6; Kroon (Sue.) b. Benhabiles (Fra.), 6-3, 6-2, 5-7, 3-6, 6-3.

(Simples dames)

(Simples dames)
J. Halard (Fra) b. K. Jordan (EU), 5-5,6-2; J. Novotna (Tch, n°14) b. L. Golarsa (Ita), 3-6,7-6,6-2; S. Graf (RFA, n°1) b. C. Porwik (RFA), 6-1,6-2; S. Gomer (GB) b. M. Maleeva (SUI, n°8), 6-2,6-3; J. Capriati (EU, n°13) b. H. Kelesi (Can), 6-3,6-1; Z. Garrison (EU, n°5) b. S. Smith (GB), 6-2,6-1; H. Sukova (Tch, n°10) b. M. Bollegraf (PB), 7-5,6-2; A. Dechaume (Fra) b. N. Sawamatsu (Jap), 7-5,2-6,6-3; M. Seles (You, n°3) b. M. Strandlund (Suè), 6-2,6-0; R. Fairbank (AfS, n°15) b. R. Baranski (Pol), 6-2,3-6,6-2; A. Frazier (EU) b. I. Demongeot Frazier (EU) b. I. Demongeot (Fra), 6-1,6-4; N. Zvereva (URSS, n°12) b. P. Harper (EU) 6-3,6-3; C. Tanvier (Fra) b. E. Sviglerova Tanvier (Fr2) b. E. Svigierova (Tch), 6-2,6-4; B. Nagelsen (EU) b. A. Sanchez (Esp, n*6), 1-6,7-6,9-7; M. Navratilova (EU, n*2) b. S. Amiach (Fr2), 6-1,6-1; G. Sabatini (Arg, n*4) b. E. Burgin (EU), 6-3,6-3; K. Quentree (Fr2) b. L. Meskhi (URSS), 3-6,6-3,6-3; N. Herreman (Fr2) b. A. Jago (FI) Herreman (Fra) b. A. Ivan (EU), 7-5,6-3; J. Wiesner (Aut, n°15) b. S. Wasserman (Bel), 6-3,6-0.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME № 5291

123456789

HORIZONTALEMENT

cours. - II. Autrefois se mettaient en

bas. - III. Est ce qu'il est pour celui

qui regarde. Qui n'a donc pas la

parole. - IV. Un aphorisme sanscrit.

N'est plus qu'un triste sire quand il

est málancolique. - V. La grande

période des glaces. Un homme très

simple. - VI. Tranche de melon. Por-

tait les armes. Annonce une restriction. - VII. Entrer dans les bois. -

VIII. Couverte d'une chaude toison. - 1

IX. Mesurer comme autrefois. Un

I. Un certain fléchissement dans les

ARMÉES

De plus en plus de sourds chez les jeunes du contingent

AUTOMOBILE

Mercedes 190 E (1,8 litre):

un regard vers le grand public

Jammes, du service de santé des armées, la surdité dite de perception chez les recrues appelées sous l'uniforme pour leur service militaire est devenue un motif important d'exemption pour raisons de santé. Elle concerne de l'ordre de 4,17 % des exemptions, « C'est une nouveauté de taille », a-t-il expliqué, mardi 19 juin, à la presse, même si, d'autre part, les troubles de la per-sonnalité et les retards mentaux au sein du contingent demeurent, avec respectivement 9 % et 6,3 %, les causes médicales les plus graves d'une exemption du

Différente de la surdité dite de transmission, la surdité de perception traduit une lésion, rarement récupérable, du nerf qui est censé conduire l'information électrique au cerveau. Pour l'instant, les médecins militaires inventorient

Mercedes vient de lancer sur

le marché français une nouvelle 190 dotée d'un moteur à injec-

tion de 1,8 litre de cylindrée.

C'est, désormais, la plus petite

Il ne faut pas voir dans cette

arrivée au catalogue de la firme allemande un simple remanie-

ment de gamme à la base. Le constructeur d'outre-Rhin, en

fait, attaque avec sa nouvelle

voiture une clientèle qui ne lui

était pas familière et, par là, un

créneau qu'il ne favorisait pas

sans pour autant totalement le

négliger. Toutes versions confondues, 14 384 véhicules de type 190 ont été vendus en

France en 1989, deuxième mar-

ché d'exportation pour cette

série après les Etats-Unis. Cette

nouvelle 190 prend la place du modèle à carburateur jusqu'ici

Le prix demandé pour cette 1 800 cm3, 148 000 francs, démontre que Mercedes-France

cherche ainsi à attirer des ache-

teurs qui, fidélisés, resteront

attachés à la marque, mais que

les tarifs pratiqués sur ce type

de voiture éloignaient. Et puis il

y a le danger japonais, qui

nécessite bien des efforts, et

Autre tentation pour l'ache-

teur potentiel, la société de

financement de la marque pro-

pose pour le modèle en ques-

Dans le domaine du produit

lui-même, cette 190 nouvelle

formule bénéficie dans l'affaire

et en série d'un équipement

complet et généralement coûteux. C'est l'occasion non

seulement de séduire, mais

aussi de répondre à ceux qui se

plaignaient que le prix d'une

admırateur enthousiaste. - X. Qul a

VEHTICALEMENT

1. Où l'on peut trouver un bon air.

- 2. Peut être assimilée à un plaisir de la table. Eut en son bec un « fro-

mage s. - 3. Un ouvrage à mettre sous clé. Perd de sa force quand il

est allongé. - 4. Préposition. Tra-verse plusieurs lacs. - 5. Des

femmes qui savent généralement bien broder. - 6. Touché. Peut se mettre

en boule. Règles. - 7. Fera l'innocent. Peut compter sur ses doigts. - 8. Ne

envoyée sur les roses. Roi. - 9. Vis

Solution du problème nº 5290

Horizontalement

Portières. - II. Avion. Usé.

III. Radius. - IV. Ote. Sugur. - V. Lis-

sier, - VI, lo. Utérus. - VII, Encre. Ase. - VIII. Od. Unau. - IX. Muid. -X. Sortilège. - XI. Entêté. Os.

Verticalement

1. Parolier. Se. - 2. Ovation, Mon.

- 3. Rides, Court. - 4. Toi. Surdité. - 5. Inusité. Dit. - 6. Suée. Le. - 7. Ru.

Errance. - 8. Esaû. USA. Go. - 9. Se.

GUY BROUTY

fait son apparition. D'un auxiliaire. XI. Un ensemble d'effets.

tion un plan d'achat adapté.

pas trop tard.

motorisation de la marque.

Selon le médecin-chef André les hypothèses, il leur paraît difficile d'attribuer cette atteinte à la seule prolifération du balladeur (autrement appelé « walkman ») chez les jeunes Français. Il se pourrait aussi que certains produits pharmaceutiques, comme les amibiotiques soient à l'origine de telles lésions. Au terme de la sélection médi-

cale qui comprend un examen des membres supérieurs et inférieurs. des yeux, du sens chromatique, de l'oule, du psychisme et un bilan de l'état général, on a compté près de 86 000 exemptés en 1989 pour un contingent de 450 000 jeunes Français avant incorporation sous les drapeaux. Ce taux d'exemptions (19,86 %) a tendance à baisser au fur et à mesure que le niveau général, souvent lié à la scolarisation et détecté par des tests psychotechaiques, du futur conscrit monte.

volture chez Mercedes devait

être augmenté de celui d'op-

Ainsi trouve-t-on en série :

l'ABS, la direction essistée, les

glaces électriques à l'avant, le

verrouillage centralisé (réservoir

de carburant compris), les vitres

teintées, l'antenne électrique et

les haut-parleurs pour la radio,

les boiseries sur le tableau de

les rétracteurs de ceintures de

sécurité... Bei effort pour un

« modèle de base ». La peinture

métallisée est en revanche à

gérée par électronique est tiré du 2 litres blen connu de la mar-

que. Il a un arbre à cames en

tête et sort 109 chevaux (8 CV

fiscaux) à 5 500 t/minute pour

un couple maximum (effort de propulsion) fixé à 15,3 mKg. Ce qui n'est pas époustoufiant,

mais la boîte de vitesses à rap-

ports courts favorise la dynami-

Les éléments les moins visi-

bles montés sur la totalité de la

série 190 sont là : suspensior

arrière à bras multiple notam-

ment, habitacle indéformable,

colonna de direction et pédalier

rétractables en cas de choc à

Les performances

185 km/h pied au plancher -

sont raisonnables, les consom-

mations (entre 7 et 11 litres en

moyenne) modestes : une autre

facon de viser les pères de

famille prudents et candidats à

l'achat d'une voiture qu'ils ne

possédaient jusque-là qu'en

rêve et qui seraient tentés de

regarder du coté du soleil

Galerie Beaubourg

Frank Stella

aarianne

Nahon

3 RUE PIERRE AU LARD 75004 PARIS 42 71 20 50

BENNETON

GRAVEES

75 bd Malcahether

Pany & Fred 212 Kt & 77 17

Le moteur 1,8 litre à injection

payer en sus.

que du groupe.

l'avant, etc.

bord, les phares antibrouillard.

tions quasiment obligatoires.

Juliette

à Paris, le 17 juin. 14, passage Foubert, 75013 Paris.

Florence NOIVILLE et Martin HIRSCH

Raphaēlle, le 18 juin 1990.

5, rue de Latran, 75005 Paris,

Mariages

Violaine et Olivier

<u>Décès</u>

- Louise Athias, Raymonde et André Sailer, Michèle Nercam-Athias, Ses enfants, petits-enfants et arrièrepetits-enfants, Parents et alliés,

Colette ATHIAS,

survenu le 24 juin 1990.

61, rue Erlanger, 75016 Paris.

ML Jean BAILLOU, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, ministre pléuipotentiaire, directeur général honoraire de l'Institut international

M. Pierre COURTIAU,

survenu le 25 juin 1990, en Avignon.

M= Yves Cuny,

son épouse, Pierre André, Caroline, Sébastien, M= André Cuny,

27 juin, à 11 heures, en l'église Saint-Denys-de-l'Estrée, à Saint-Denis

13. rue Gaston-Dourdin. 93200 Saint-Denis. 13, allée des Gardes-Royales,

font part du décès accidentel de leur

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 28 juin 1990, à 15 heures, en l'église de Varennes-Saint-Sauveur Soone-et-Loire).

CARNET DU MONDE ents : 40-85-29-94

Tarif: la ligne H.T. Toutes rubriques 87 F abounés et actionnaires . 77 F

CARNET DU Monde

Naissances Naissances Laurence GALLOT

Elisabeth et Jacques ROZE des ORDONS, Sabise et André FROUIN.

se marieront le samedi 30 juin 1990, à Savigny-sur-Orge (91600).

ont la douleur de faire part du décès de

Les obsèques auront lieu le jeudi 28 juin, au cimetière de Montmartre, à 10 h 45.

- L'Association amicale des Charen-tals à Paris a le regret de faire part du

Les obsèques seront célébrées le jendi 28 juin 1990, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés.

- Simone, Jean-Pierre et Michel ont la tristesse de faire part du décès de

Les obsèques civiles auront lieu (

Ne faire parvenir ni fleurs ni con-

Le Moure de la Ville. 84570 Mormoiron.

née Marie-France Pouradier-Duteil.

sa mère, Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-

Ses neveux et nièces, ont l'immense chagrin de faire part du

M. Yves CUNY, survenu le 25 juin 1990, à l'âge de cin-Le service religieux a été célébré le

L'inhumation aura lieu au cimetière de Paladru (Isère), le 28 juin, à

Cet avis tient lieu de faire-part.

78000 Versailles.

- M. et M™ Bernard Bourgeois

Jean-Jacques.

25. rue Jules-Massenet.

69003 Lyon.

municat diverses .. 90 F

Remerciements - Le président de l'université Pierre-

:1-Marie-Curie (Paris-6-) et l'ensemble des personnels de l'université ont la profonde tristesse de faire part du

Les obsèques auront lieu le mercredi

27 juin, à 16 heures, en l'église Saint-Jean-Marie-Vianney, 33600 Pessac,

ont la douleur de vous annoncer le

Gabriel MACÉ.

Les obsèques auront lieu su crémato-rium du Père-Lachaise, le vendredi

Son épouse souhaite que les fleurs soient remplacées par un don en faveur de la recherche.

Cet avis tient lien de faire-part.

Toulouse - Fes.
 M≈ Mardochée Maman,

boulevard Carnot,
 31000 Toulouse,

son époux, Lauréen et Séveria, ses enfants, Et toute la famille,

font pert du décès de

(Le Monde du 26 et du 27 juin.)

Ses enfants et petits-enfants, Leurs familles et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Mardochée MAMAN,

survenu le 23 juin 1990, à Toulouse, à

Les obsèques ont eu lieu au cimetiène

israélite de Portet-sur-Garonne (31), le lundi 25 juin.

Gérard Emmanuel Tailon,

Marie Elisabeth TALLON, née Schmitt,

survenu à Soustons (40), le 24 juin

La cérémonie religieuse a eu lieu le

- M™ Anne Veillet-Lavallée, Ses fils, Thierry et Pierre, Sa mère, Madeleine,

Sa sœur Annie. M. et M= Jean et Irène Chevalet

et leurs enfants. M. et M= William et Aline Macbeth

Et tous ses confrères de l'Evènemen

ont la tristesse de faire part du décès de

Bernard VEILLET-LAVALLÉE

survenu à l'âge de cinquante-six ans, k 20 juin 1990, à Paris.

(Le Monde daté 24-25 juin.)

M. Jacques Vigne,
M. Jacques Vigne,
Leurs enfants Jacques et Sarah,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Ernest VIGNE,

ancien industriel, ancien maire de Clérieux,

Ses obsèques ont en lieu en l'église

de Clérieux (Drôme), le landi 25 juin

Tous leurs parents et alliés,

stricte intimité familiale

M= Ernest Vigne,

dans la plus stricte intimité.

Ses enfants et petits-enfants, Ses amis du Canard enchaîne,

- Mª France Macé,

son épouse

M. Philippe Donche-Gay, M. Jean-Jacques Walger. très touchés des marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de M= Annie LEJAL-NICOL, maltire de conférences 2 l'université, survenu le 25 juin 1990.

M. Pierre DONCHE-GAY.

M" Pierre Donche-Guy

vous adressent leurs sinctres remercie

M. Patrice Morette-Bours et M= Viviane Pogg. M. et M= Job Mon M. c. M- Dominique Morette

remercient très vivenent toutes les per-sonnes qui leur ont exprimé leurs condoléments lors du décès de

M. François MORETTE-BOURNY.

 M[∞] Jean-François Pintat,
 M. et M[∞] Xavier Pintat,
 et leur fils Julien Parents et allies

profondément touchés par les marques de sympathic qui leur ont ésé témoi-gnées lors du décès de

M. Jean-François PINTAT, présentent à toutes les personnes qui sont associées à leur deuil leurs reme

Anniversaires

- 11 y a na an le 28 juin 1989, nons quittait notre cher et bles-ainté Asis BEN HADADAL

Frédéric (Fred) BON.

tui gardent un fidèle souvenir et sient pour lui une suicule peusée en ce tros-sième supir-cuire de se dispurator.

- Le 28 juin 1979; - -Thierry CHICHE

Il evair rings of un ans, these tou-

Le 16 juillet 1986,

Jacqueline COHEN-SELMOUN, a tente, le rejoignait.

Que tous coux qui les out connus et aimés et activicament.

Soutenances de thèses - Université Paris-I, jeudi 28 jein, à 14 h 30, amphi 102, 9, rue Malher, M. Jeza-Louis Gaulin : « Pietro de Crescenzi et l'agro (XII-XIV siècles) ».

 Université Paris-I, jeudi 28 juin, à 14 h 30, selle 308, I, rue Victor-Cou-sie, M. Mohammad Izzaz Sabbagh; « L'influence de la philosophie grecque sur les œuvres d'Iba Al-Muquifa ».

- Université Paris-I, vendredi 29 juin, à 14 h 30, saile 308, 1, rue Victor-Cousin, Mª Sandra Costa : « Des ateliers au musée : histoire du classicisme bolonais en France (1648-1816) ».

- Université Paris-II, jeudi 28 juin, à 14 h 30, saile des Conseils, M. Alain Ketta Mbaagayd: « Etude de droit comparé des conflits collectifs du tra-vail (Congo-France) ».

PARIS EN VISITES

JEUDI 28 JUIN «Le Marais sud, ses hôtels et jar-

dins », 10 heures, sortie métro S Paul (E. Bourdais). rau (c. sourdas).
« Trésors des collections Renais-sancs du Musée d'Ecouen», 13 h 30, gars du Nord, devant le quel n° 15 [Monuments historiques).

Exposition e Art précolombien du Mexique », 13 h 30, Grand Palais, grande entrée (Approche de l'art). « Art précolombien du Mexique », 14 h 15, entrée de l'exposition, Grand Palais (Art pour tous). s Le Marais, de le place des Vosges. à l'hôtel d'Angoulème-Lamoignon », 114 h 15, 1, place des Vosges.

(E. Romann).

«L'Arche de la Défense, l'esplanade, le CNIT réaménagé», 14 h 15, hall du RER Le Défense, sortie L (Tou-risme culture).

«Les salons de l'Hôtel de Ville», 14 h 15, façade devant la poste :(M. Hager).

:[M. Hager].

« Versailles : le quartier Saint-Louis », 14 h 30, cathédrale Saint-Louis (Office de tourisme).

« Montmartre, cités d'artistes et jardins ignorés », 14 h 30, métro Abbesses (P.-Y. Jaslet). « Neufs hôtels du Marais et leurs jardins secrets. Evocation de M= de Maintenon, du suitan de Bon-neval, de Voltaire et du maréchal Tal-

lard », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (I. Hautler). « De l'« Ancienne Comédie » au couvent des Cordeliers », 14 h 30, métro Mabillon (Paris pittoresque et insolite).

« Grande Arche et quartier de la Défense », 14 h 30, RER La Défense, sorde L (M.-C. Lasnier). e Demeures du Marais, de la place des Vosges à l'hôtel Salé», 14 h 30,

métro Chemin-Vert (Arts et caetera)

«L'hôtel de Lauzza et l'Re Seint-Louis», 14 h 30, 17, quai d'Anjou (D. Fleuriot). «Le Mereis sous Louis XIII», 14 h 30, église Seim-Paul, 98, rus Seint-Antoine (M. G. Lebland). « Hôtels et église de l'Be Saint-Louis», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurraction du passé).

« Hôtels et passages pittoresques du faubourg Saint-Honoré», 14 h 30, parvis de la Madeleine (M. Pohyar). « Conciergerie et Saints-Chapelle », 4 h 30, 1, quai de l'Horloge (Ars onférences). « Toute l'ile Saint-Louis», 14 h 45, métro Pont-Marie (M. Benesset). «La crypte gothique des cimerciens et l'ancienne faculté de médecine », 15 heures, 24, rue de Polsay (D. Bou-

« Les locaux du journei l'Humenité à Saint-Denis, dernière œuvre de Mie-meyers, 15 heures, sortie inétro Saint-Denis-Basilique (Paris et son

CONFÉRENCES

Salle Psyché, 15, rue Jean-Jecques-Rousseau, 15 heures : « Meux se connaître pour mieux vivre. Les différentes techniques et approches», per A. d'Athie (Milipés). Auditorium du Musée du Louvre, 18 h 30 : «Le Guerchio en France»,

1, rue des Fossés-Seint-Bern 18 h 30 : «Le grand Magfire l'heura européenne », suec P. Batti A. Djeghloul, Y. Laccesa, % Eamrich E. Pisani, etc. (Institut de mond





JAPO DE VULLE 18 / 44 / 34

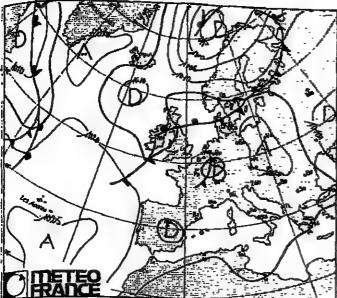
SEPTEMBER SERUTABISES The state of the state of

AGENDA

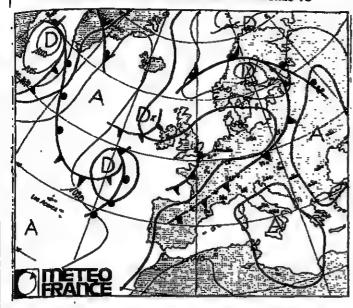
MÉTÉOROLOGIE

- <u>48</u>. 2 - 12 - 120 - 1

SITUATION LE 27 JUIN 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 29 JUIN 1990 A 12 HEURES TU



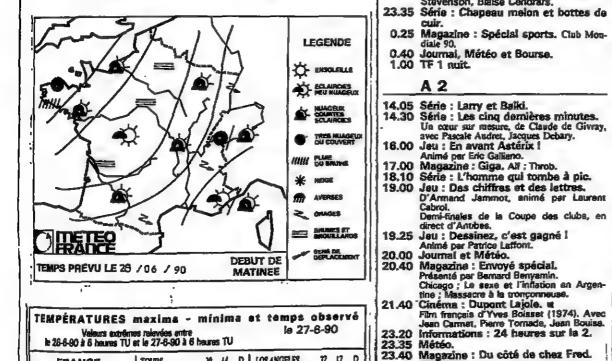
Bolistian probable du temps en France mos le mercrodi 27 juin et le jeudi 28 juin 5 viouit.

Las endise prageuses, parfols violentes, rignament vers une moidé sud-set de le Fisca. Piera à l'ouest, le zemps sera plus pine, la soiell fera par moments de belles appellons, il fera moires cheud. José : Orageux sur le moité sud-est, édéries à l'ouest.

Cas Pyrándes à l'Auvergne au sud de l'Al-sea ainsi que sur la Franche-Comté, Rhône-Alpes, le Languedoc-Roussillon et la Pro-vence, le temps sera nuageut. Des ondées osgasses se produiront loi et là su lever du jor. Après une atténusation très temporaries, se onges reprendiront de le vigueur en cours de journée. Ils seront per endroits violents

De l'Aquitaine à le Bourgogne et sus régions du nord-est anni que sur la Côte d'Agur et le Corsa, les susges, seront assez nombreux, porteurs là sussi d'ondées éperases et parfois d'orages. Ceux-ci seront toutefois plus modé-

Sur le reste de la France, le soleil fore de belles percles, mais il feut compter sur quel-que heures de temps nuegeux en metinée sur la Bretagne, la Normendie et les pays de Loire, en cours d'après-midi sur les autres régions. Les températures seront comprises entre 12 et 21 degrés au lever de jour, entre 20 et 29 degrés dans l'après-midi en allant de la Manche vers la Méditorranée.



TEMPÉRATURE: Veleurs ext le 26-6-90 à 6 heures	S maxima - m rêmes relevées entre TU et le 27-6-90 à 6 ha		le	27-6-9	0
FRANCE AIACTO 23 19 BARRITZ 24 19 BORDEAUX 30 18 BOURGES 32 17	C POINTEAPITRE.	ER	LOS ANGELE LUXEMBOUT MADRID MARRAKEO MEXICO	RG_ 29	17 D 18 O 31 D 20 D
REST	D BANGKOK	0 21 D 0 28 C	MILAN MONTRÉAL MOSCOU NAIROBI NEW-YORK		20 D 15 N 12 D 1 N 19 C
GENORIESMAH 32 17 IIILE 29 17 IBBOGES 27 18 ITON 32 18 MARSERIE-MAR 33 26	B BERLIN	6 16 N 1 18 O 7 22 D 2 17 C	OSLO	AL 34	11 D 19 D 25 D 25 C
NANCY 31 17 NANTES 26 15 NACE 29 23 PARISHONTS 31 19 PAU 27 17	C DELHI O DIERBA B GENEVE C HONGKONG	0 31 C 9 20 D 1 17 P	SINGAPOUR STOCKHOLA SYDNEY TOKYO TURUS	<u>1</u>	24 C II D 7 D 21 P
PERPENAN 27 19 EDNES 26 15 ST-ETIERNE 32 18 STRASBOURG 31 18	B JERUSALEM	16 D 18 D 16 P	YARSOVIE YENSE YIENNE	23	10 N 20 D 15 D
A B C ciel conve	nt dégagé muagemx	Orage	Pohuie	zempěte	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

l étabil avec le support technique spécial de la Météorologie na

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :

> signalé dans le Monde radio-télévision ; = Film à éviter ; = On peut voir ; = Ne pas manquer ; = se Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 27 juin

TF 1 20.40 Variétés : Sacrées vacances. Fin direct do la Mamounia à Marrakech.
Auec La Fantasaa, Eton John, Fiorent
Pagny, Vanessa Paradis, Herbert Léonard,
Marc Lavoine, Ros. 22.35 Série noire : Sa majesté le flic.

0.00 Magazine : Spécial sports. Cub Mondale 30. 0.05 Journal, Météo et Bourse. 0.40 Série : Intrigues. 1.10 TF1 nuit.

A 2 20.45 Téléfilm : Mariage blues.
22.15 Magazine : Carnets de route.
Présenté par Christine Ockrent.
La ruée vers l'Est.
23.10 Informations : 24 heures sur la 2.

23.10 informations ; 23.25 Météo. 23.30 Magazine : Du côté de chez Fred. Alaxandre Adler et l'histoire du socialism

FR₃

TF 1

15.45 Tiercé à Evry.

19.55 Divertissement : Pas folias, las bêtes I

20.35 ► Théâtre : Marie Tudor (1- parte). D'Abel Gance, d'après Victor Hugo. 22,15 Journal et Météo. 22,40 Théâtre : Marie Tudor (2- partie). 0.10 Musique : Carnet de notes. Deux pièces pour deux guitares, granada et tango, d'Albeniz.

CANAL PLUS 21.00 Cînéma : Apportez-moi la tête d'Alfredo Garcia ma

14.20 Série : Une occasion en or. 15.15 Série : Tribunal.

15.45 Tierce à Evry.
15.50 Variétés: La chance aux chansons.
16.15 Série: Vivement lundi.
16.40 Club Dorothée. Doctor Slump.
17.10 Série: 21 Jump Street...
18.05 Série: Hawaii, police d'Etat.
18.50 Avis de recherche.
19.00 Feuilleton: Santa-Barbara.
19.25 Jeu: La roue de la fortune.
19.55 Divertesement:

20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.40 Variétés : Génération succès.
22.35 Magazine : Ex libris. Expliquez-moi :
Olivier de Kersauson (Viell Océan), Ken-

neth White (L'esprit nomade), Jean-François Deniau (L'empire noctume), Jacques Lecarrière (Le bel aujourd'hui),

Michel Le Bris (animateur du festival de Salmt-Malo), Loick Peyron (Le petit four du monde #lustré); Extérieur livre: Hugo Pratt, François Bourgeon; Hom-

mages à Jack London, Robert-Louis Stevenson, Blaise Cendrars.

23.35 Série : Chapeau melon et bottes de

cuir. 0.25 Magazine : Spécial sports. Club Mon-

Animé per Eric Gallieno.

17.00 Magazine : Giga. Alf : Throb.

18.10 Série : L'homme qui tombe à pic.

19.00 Jeu : Des chiffres et des lettres.

Magazine : Du côté de chez Fred. Roland Paul.

14.03 Magazine : Carré vert. L'ermité.

diale 90. C.40 Journal, Météo et Bourse.

1.00 TF 1 nuit.

23.40

Film américain de Sam Peckinpah (1974). 22.50 Flash d'Informations.

23.00 Cînéma : Barfiy ww Film améncain de Barbet Schroeder (1987) (v.o).

0.35 Cinéma : Les Belles de Nuit
Film français de René Clair (1952).

1.56 Musique : Opus plus (1- partie).

20.40 Histoires vraies : Catherine. Téléfan de Michael Whyte. 22.20 Débat : De l'anoraxie à la boulimie.

Animé par Gilles Schneider. Avec Catherine Hervas, auteur de les Toxicos de la bouffe. 23.30 Sport : Tennis. Tournoi de Wimbledon : résumé de la journée. 0.00 Journal de minuit.

М 6

20.35 Téléfilm : Double via. 22.10 Magazine : Ciné 6.
22.25 Magazine : Culture pub spécial Carmes (2º partie).
Lea mailleures publicatés de l'année 1990.
0.00 Six minutes d'informations.

0.05 Série : Portraits crachés. 0.30 Documentaire: Portraits d'artistes.

Manassier.

1.00 Musique : Boulevard des clips.

2.00 Rediffusions.

LA SEPT

21.00 Téléfilm : Mémoires d'un fleuve

14.30 Documentaire : Maria pour mémoire.
De Vincent Cubero.
15.03 Série : Lady Blue.
16.05 Magazine : Télé-Caroline.
17.30 Dessin animé : Tom Sawyer.
17.55 Dessin animé : Molierissimo.

18.03 Magazine : C'est pas juste.

18.03 Magazine: C'est pas juste.
18.30 Jeu: Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information,
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Jeux: La classe,
20.35 Cinéma: La cage aux folles 2.
Film franco-italien d'Edouard Molinaro
(1980), Avec Ugo Tognazzi, Michal Serrault, Marcel Bozzuffi.
22.20 Magazine: Le bar de l'entracte.
De Pierra Tchemia.
22.40 Journal et Météo.

22.40 Journal et Météo. 23.05 Le bar de l'entracte (suite). 23.40 ► Cinéma :

23.40 Cinéma:

 Partie de campagne, ww.
 Film français de Jaan Renoir (1936). Avac Sylviz Bataille, Georges Darnoux, Gabriello.

 0.20 Sport: Golf.

 Paugeot: Open de France à Chentilly.

 0.50 Musique: Camet de notes.

 Pièce pour deux guitares, d'Albeniz, par Irina Kircher et Alfonso Montes.

CANAL PLUS

15.30 Cinéma : Le flingueur. ■ Film américain de Michael Winner (1972). Avec Charles Bronson, Jan-Michael Vincent, Keenan Wynn. 17.25 Cabou cadin.

La couronne magique : Babar.

- En clair Jusqu'à 20.30 18.15 Dessins animés : Ça cartoon. Présentés par Philippe Dana.

14.05 Série : Larry et Baiki.
14.30 Série : Les cinq dernières minutes.
Un cour sur mesure, de Claude de Givray,
avec Pascale Audret, Jacques Debary.
16.00 Jeu : En avant Astérix ! 18.30 Top album. Présenté par Marc Toesce.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
Présenté par Philippe Gildes
et Antoine de Caunes.

20.30 Cinéma: Le crime d'Antoine.
Film français de Marc Rivière (1989). Avec Catherine Wilkening, Tom Novembre, Jacques Weber.

21.50 Flash d'informations. D'Armand Jammot, animé per Laurent Cabrol. Demi-finales de la Coupe des clubs, en

22.00 Cinéma : Après la guerre.
Film français de Jean-Loup Hubert (1988).

Avec Richard Bohringer, Antoine Hubert,
Julien Hubert.

Julien Hubert.

23.45 Cinéme: Phantasm 2.

Film américain de Don Coscarelli (1988).

Avec James La Gros, Reggia Bannister,

Angus Scrimm.

1.15 Cinéma: Mignon est partie.

Film franco-italien de Francasca Archibugi
(1988). Avec Stefania Sandralli, Célina

Beauvallet, Léonardo Ruta.

LA 5

15.00 Sport : Tennis, Tournoi de Wimble 18.50 Journal images.

19.00 Sport: Tennis (suite).

Audience TV du 26 juin 1990 | 12 Monde / SOFRES NIELSEN

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (an %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	48,4	Santa Barbara 16,8	Le clip du jour 2,7	Mondiale 23,2	Nulle part 2,8	Ternis 1,2	Cathy et Alic 2.0
19 h 45	48,6	Roue fortune 21,5	Dessins2 7,1	Actus, région. 11,0	Nuffe per? 4,9	Tennas 1,6	Dis donc pag 2,5
20 h 16	57,3	.loumai 23,6	Journal 12,9	Pub 9,0	Nulle part 2,7	Journal 4,2	M- ast sen 4,9
20 h 55	62.0	Le cadeeu 21,7	Communica 18,2	Ruelle 6,9	Dirty dancing 3.4	Malédiction 9,7	Maheurs 4,6
22 h08	68,3	Le cadesu 22,7	Mondiale 25.3	Ruelle 5,9	Flesh 2,0	Malediction 10,0	Malheurs 3,7
22 h 44	49.7	Ciel 13,7	Mondale 30,4	Pub 1,7	Urban Jungle 1,4	Derrick 4,0	### Diable

(2º parus). De Judith Elek,

22.30 Documentaire ; Les instruments de musique et leur histoire (4). De Gerhard Vogel, Rainer Aust et Michael Krey. 23.00 Documentaire : Musée d'Orsay (6). De Pierro Dumavet

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue.

21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.

22.00 Communauté des radios publiques de langue française. 22.40 Nuits magnétiques. La vallée des carre-

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné les 24 et 31 décembre 1953, à New-York): Symphonie ne 94 en sol majeur, de Haydn; Les tableaux d'une exposition, de Moussorgak (orchestration de Ravel); Manfred, ouverture op. 115, de Schumann; Guillaume Tell, de Rossini; Symphonie ne 9 en mi maneur op. 95, de Dyorak, par l'Orchestre symphonique de la Dvorak, par l'Orchestre symphonique de la NBC, dir. Arturo Toscanuni,

23.07 Jazz-club. En direct du New-Morning à Paris : Tom Harrel, trompette, George Robert, saxophone, Dado Moroni, piano, Peter Washington, contrebasse, Louis

Jeudi 28 juin

20.30 Drôles d'histoires. 20.40 Téléfilm :

Un héros sans pitié.
De Nick Barwood, avec Scott Ferraco,
Robert Sedgwick.
Injustement emprisonné, il crie vengeance.

22.05 Série : Deux flics à Miami. 23.00 Magazine : Désir.

23.30 Sport : Tennis. Tournoi de Wimbledon : résumé de la journée.

0.00 Journal de minuit,

M 6

13.50 Série : Docteur Marcus Welby.

14.40 Série : Maîtres et valets. 17.15 Informations : M 6 Info.

17.20 Série : L'homme de fer.

18.10 Série : Cher oncle Bill. 18.35 Feuilleton : Le jeune Fabre. 18.55 Série : Aline et Cathy.

19.25 Série : Dis donc papa. 19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Madame est servie. 20.35 Téléfilm :

La prisonnière des Cheyennes. 21.50 Téléfilm : L'assassin du métro. Da Herschel Daugherty, avec Lynda Day George, Teddy Savalas. L'inspecteur chargé de l'enquête persécute la témoin.

23.05 Série : Espion modèle.

0.00 Six minutes d'informations,

2.00 Rediffusions.

Culture pub remix; L'auto dans la villa : Venise; Portrait de Serge Reggiani : Destination santé (la dépression); Le joune Fabre; Culture pub remix; L'auto dans la villa : New-York.

LA SEPT

14.30 Série : Mister Pye. De Michael Darlow. 16.40 Documentaire: La disparition d'Ettore Majorana. De Donatello Dubini.

17.40 Documentaire : Chronique du temps sec. D'Yves Billon, Daniel Menget et Jean-François Schlano.

18.35 Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films (3). De Denis Demien.

19.05 Magazine: Imagine.

19.40 Documentaire : Histoire parallèle. De

Philippe Grandrieux. 21.00 Megazine : Mégamix. De Martin Meissonnier. 22.00 Documentaire: Four american composers (Meredith Monk). De Peter Greena-

23.00 Documentaire : Béjart impressions. De Thomas de Norre.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. Hommage à Kateb Yacine

21.30 Profils perdus. Pierre et Hélène Lazareff (1º partie).

22.40 Nuits magnétiques. La vallée des camisards.

0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Duke Ellington et le cinéma.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 25 juin 1990 au Grand Auditonum) : Ouverture en sol mineur, de Bruckner ; Lulu, de Berg ; Symphonie nº 4 en mi bémol majeur de Bruckner, par l'Orchestre philharmonique de Radio-Fance, dir. Marek Janowski; sol.; Valeria Esposito, soprano.

22.30 Studio 116. Le chapeau chinois.

23.07 L'invité du soir.

Jacques Mercier, chef d'orchestre.

CULTURE

Les cinéphiles tentés par la télévision

Selon un sondage CSA-« le Monde »-RMC à l'occasion de la sixième Fête du cinéma les amateurs du grand écran sont à leur tour séduits par le petit -

à acheter leur « passeport » pour la sixième Fête du cinéma? Ils étaient deux millions en 1988, 2,3 millions l'an dernier. Si l'on en croit le sondage CSA réalisé pour le Monde et Radio Monte-Carlo (1), le record devrait être battu cette année : 36 % des « cinéphiles » – les 19 millions de Français de plus de quinze ans qui affirment être allés au moins une fois au cinéma dans les douze derniers mois – ont d'ores et déjà déclare qu'ils voulaient se rendre le 28 juin dans une salle (tableau 1).

La Fête s'annonce bien. En prélude à la journée « la plus film de l'année», les amateurs du grand écran se sont rendus par milliers le week-end dernier au Palais de Tokyo, à Paris, ainsi qu'à la Cinémathèque, qui avaient choisi de devancer l'appel. Une vente aux enchères d'objets fétiches – cosencheres d'objets tettebes – cos-tumes, accessoires, bijoux, etc. – a rapporté 290 000 F le dimanche 24. L'épée de Highlander II, portée par Christophe Lambert dans le film de Russel Mulcahy qui sortira l'hiver prochain, s'est vendue 55 000 francs et la robe d'Isabelle Adjani dans Camille Claudel, de Bruno Nuytten, est partie pour 25 000 francs. La totalité de ces sommes sera versée à La roue tourne, association d'entraide des

Pourtant, un communiqué du Centre national de la cinématographie est venu la semaine dernière rappeler que le cinéma hexagonal souffre toujours d'une crise grave, celle de l'exploitation en salles. La fréquentation a baissé de 11,3 %

Comptez-vous aller au cinéma le 28 juin, le jour de la Fête du

Combien seront-ils, cette année, au premier trimestre de cette acheter leur « passeport » pour la année par rapport au premier trinième Fête du cinéma? Ils mestre de 1989, la baisse étant encore plus marquée à Paris (- 15,5 %) qu'en province.

Quels que soient les efforts des exploitants pour rénover le parc des salles et faciliter l'accès du public, les amateurs de grand écran souhaitent, à 76 %, que le prix des places baisse et, à 41 %, que les professionnels créent un titre d'accès unique à tous les réseaux, de type «carte orange» (tableau 2) en lieu et place des trois cartes d'abonnement existant aujourd'hui. Près d'un cinéphile sur deux voudrait «voir plus grand»: des salles plus grandes (22 %), des

écrans plus larges (22 %). Un grand écran qui, malgré tout, continue de séduire. Il exerce sa fascination sur 65 % des cinéphiles, qui déclarent se rendre dans les salles pour lui, 73 % affirmant en premier lieu qu'ils veulent voir « les films nouveaux quand ils sortent », à plus forte raison quand la télévision ne propose pas grand chose d'intéressant ce jour-là (tableau 3).

Le petit écran n'en finit pas pour autant de porter tort au septième art, dont il se nourrit abondamart, dont il se nourrit abondamment, surabondamment: 51 % des cinéphiles n'avouent-ils pas que «souvent» (5 %) ou « de temps en temps» (46 %) ils pourraient attendre le passage d'un film à la télévision pour le découvrir (tableau 4). Ce résultat est alarmant: ceux qui fent le sichesse du châtes ent terment. font la richesse du cinéma par leur assiduité sont en train à leur tour de «craquer». C'est un comportequentation est en partie due, désormais, à la crise de confiance des cinéphiles eux-mêmes; 60 % sortaient en même temps à la télé-vision et au cinéma, ils prendraient moins le chemin des salles. Encore un avertissement (tableau 5).

Les cinéphiles yeulent pourtant se convaincre que, quoi qu'il advienne, le cinéma sera toujours le cinéma : 73 % d'entre eux pensent qu' « il y aura toujours besoin de films et qu'il y a tout lieu d'être optimiste sur l'avenir du cinéma ». Ce sont ceux-là qui font la fête à Cyrano de Bergerac, de Jean-Paul Rappeneau, qui, lancé il y a douze semaines, est toujours à l'affiche d'une trentaine de salles à Paris et approche le joit score d'un million d'entrées. Ceux-là eucore qui, en plein mois de juin, certes pluvieux, mais tout entier voué au cuite du football, font un triomphe à Miss Daisy et son chauffeur, de Bruce Beresford, qui a séduit plus de 90 000 spectateurs en première semaine et raflé 22 % du marché parisien. Bons scores encore de deux films plus difficiles, Lenin-grad Cowboys Go To America, de Aki Kaurismaki, et Tumultes, de Bertrand Van Effenterre. Autant de candidats bien placés dans la course au succès de la cinquième Fête du cinéma.

OLIVIER SCHMITT

(1) Sondage CSA-le Monde-RMC réa-lisé le 21 juin 1990 suprès d'un échantil-lon national de 684 personnes, représen-tatif de la population française s'étant rendu au cinéma lors des douze derniers mois.

TABLEAU II : Parmi les éléments suivants, quels sont les deux ou trois, qui, personneller au cinéma plus souvent?

		. 1		\Box	RE.
	%] [Con adu do wlassa males diferio	-	70
	36 26 38]-	Des prix de places moins élévés		76 41 22 22 22 20
.,,,,,,,,,,,,	100]-}	La certifude de ne plus faire la queue		20 15 14
			Total		0

() Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples.

TABLEAU III : Parmi lea raisons suivantes, pouvez-vous me dire celles qui, personnellement, vous font aller voir les films en

TABLEAU IV : Vous arrive-t-il de ne pas aller voir un film au cinéma, en vous disant que

	Oul %	Non %	TUE
Pour voir les nouveaux films lorsqu'ils sortent	73 58 65 46	27 42 35 54	SD
ne vous satisfont pas toujours 100	49	51	T

TABLEAU V : SI les films sor-			
ne vous satisfont pas toujours	100	49	51
Pour être avec des amis	100	46	64
Parce que c'est une occasion de sortie Pour voir les films eur grand écran		58 65	42 35
Pour voir les nouveaux films lorsqu'ils sortent		73	27

taient en même temps à la vous au cinéma, inez-vous au cinéma autant qu'aujourd'hui, un peu moins sou-vent, bien moins souvent ou

	%
Autant	34 42 18 6
Total	100

TABLEA	U VI:				
Voici de	ux affirmat	tions concer	nant l'ave	nir du cinén	na. Ave
laquelle	de ces deux	affirmations	êtes-vous	le plus d'ac	cord ?

1		%.
	Il y surs toujours un besoin de films et il y a tout lieu d'être optimiste sur l'evenir du cinéma Le cinéma est en situation de crise et il y a tout lieu d'être pessimiste sur son avenir	73 27
1	Total	100

L'ACADÉMIE CARAT ESPACE **OUVRE SA SÉLECTION** AUX JEUNES TALENTS DE LA TÉLÉVISION

Pour la seconde année, l'Académie Carat Espace sélectionne vingt à trente jeunes Européens de moins de 30 ans. Durant leur séjour à l'Académie, les lauréats suivent un programme adapté à leur personnalité, à leur ambition et à leur projet. Ils perçoivent une rémunération importante, et participent à des stages et à des séminaires de haut niveau, ainsi qu'aux principales manifestations

audiovisuelles en Europe. ACADEMIE CARAT Sur simple demande écrite, les candidats à la promotion 1991 recevront **ESPACE** un dossier qu'ils devront retourner La Grande Arche · I, place du Parvis

à l'Académie avant le 1er août 1990. Cedex 41 92044 PARIS LA DÉFENSE DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT.

DES

Un nouveau directeur au centre dramatique national de Reims

Christian Schiaretti, succède

Souvent Da temps en temps :

100

Denis Guenoun, directeur - désigné en décembre 1986 - du Centre dranatique national de Reims, dont il a démissionné en janvier dernier. Cette nomination met fin aux inquiétudes du public, et de Denis Guenoun lui même qui craignait de voir le centre disparaître ou être transféré dans une autre ville. Il avait appelé les Rémois à manifester le mercredi 27 juin. Le Centre dramatique, fondé pour Robert Hossein, occupe les locaux de l'ancienne maison de la culture, remplacée par un centre national d'art et de technologie subventionné majori nent par la ville et qui dispose à présent de deux salles. Bernard Faivre d'Arcier, directeur du théâtre au ministère de la culture, a négocié avec la municipalité la possibilité de revoir la situation du Centre dramatique dans la ville, d'étudier une collaboration avec le Centre national d'art et de technologie, en tout cas pour la programmation des salles de spectacle, moyennant une augmentation de la réponse aux problèmes économila subvention, qui reste à préciser.

COMMUNICATION

La compétition autour de la septième chaîne hertzienne

Mais TF 1 et la presse quotidienne régionale, réunis TV et Canal Europe Nord.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel commencera dans un autre projet qui mêle cinéma, informations le 28 juin l'audition des cinq candidats à la septième locales et émissions pour enfants, Télépousse, affirchaîne hertzienne. Cette nouveile télévision, qui sera ment heut et fort que Canal Plus et Hachette, tous payante, couvrira 4,5 millions de foyers à Paris et en deux actionnaires de Canal Enfants, ne peuvent province. Canal Enfants, qui a longtemps málité pour recevoir un nouveau réseau sans entraîner une qu'une diffusion hertzienne complète son travail sur concentration excessive dans la télévision. Ce choc le satellite TDF 1, part favori et met en avant son . frontal entre ces deux premiers projets peut peuteffort pour les programmes destinés à la jeunesse. Étre favoriser un des trois outsiders : TV 1992, TCL

TV 1992 ou l'ambition de la connaissance

«Est-il raisonnable que toutes les chaînes hertziennes, les canaux du câble et du satellite soient uniquement consacrés au divertissement? Certes, les Français souhaitent d'abord se distraire en regardant la télévision mais tous les sondages montrent qu'ils attendent aussi que le petit ècran les aide à comprendre le monde qui les entoure. Une attente qu'aucune chaîne aujour-d'hut ne peut satisfaire parce que leurs programmes ont cessé de reflèter notre culture. » C'est de ce constat qu'est parti M. Jean-Francois Minne pour créer sa société Cactus Communications et bâtir le projet TV 1992.

L'ancien PDG de l'agence de publicité TBWA affirme avoir réuni les partenaires capables de financer 20 heures de programmes par jour consacrés pour moitié à la formation professionnelle et à la culture générale. Une chaîne où voisineraient émissions pédagogiques, coossils pratiques, magazines économiques, alphabétisation, reportages sur l'Europe, orienta-tion professionnelle, documentaires, cours de langue et informa-tion spécialisée. Une télévision qui satisferait à la fois les besoins cru-ciaux de formation des entreprises, l'intégration des immigrés, la curiosité des enfants et la socialisation des plus grands.

Résolument à contre-courant des logiques commerciales de l'audiovisuel, TV 1992 n'est pourtant pas une simple utopie. Aux Etats-Unis, la chaîne publique PBS

L'Open University le fait de manière plus didactique en Grande Bretagne tandis que la NHK, au Japon, y consacre entièrement une de ses chaînes. En France, M. François Mitterrand et certains responsables socialistes ont son-haité, à maintes reprises, la création d'une chaîne éducative et calturelle, définition à laquelle ne répond que très particilement La

Mais comment concilier cette ambition avec le principe d'une chaîne à péage? « Nos premiers clients servient les entreprises pour lesquelles la formation est un investissement, explique M. André Safir, dont le cabinet de conseil, spécia-lisé dans les études sur les chaînes payantes, est associé au projet. Réunies dans une association loi de 1901, elles assumeraient la moitié de l'abonnement [90 francs par mois). Si on songe à l'inflation qui sévit sur le coût des programmes généralistes ou thématiques, TV 1992 est le projet qui a le plus de chances d'être rentable à terme. Nous prévoyons d'équilibrer en trois ans avec 170 000 abonnés. El nous avons déjà réunis un tour de table où se côtoient entreprises, sédérations socioprofessionnelles, opérateurs européens et investisseurs financiers qui croient à l'avenir d'une telle chaîne.»

JEAN-FRANCOIS LACAN

Canal Europe Nord tient bon à Lille « Nous ne sommes pas candidats. nous restons candidats ! » M. André Campana, président de la télévi-sion locale 8 Mont-Blanc, n'apprécie pes l'appel d'offres lancé par le CSA. Le groupe Canai Europe Nord, dans lequel 8 Mont-Blanc est engagé à 25 % par l'intermédiaire de sa société de production Lucie SA, avait déposé un dossier depuis un an pour lancer une nonvelle télévision locale sur la région de Lille-Roubaix-Tourcoing. Et aujourd'hui, André Campana se voit annoncer que la fréquence convoitée est réservée à un réseau multi-villes sans rapport avec la « télévision de proximité» pour

laquelle il se bat. 8 Mont-Blanc a pourtant bien besoin d'élargir son potentiel de télespectateurs pour obtenir de la publicité. Seul le sponsoring et le partenariat ont permis jusqu'à présent à la petite télévision savoyarde d'équilibrer ses comptes (le Monde du 25 et du 26 juin 1989). Cette fréquence lilloise représente donc pour 8 Mont-Blanc un marché essentiel.

«On aurait du attribuer fréquence par fréquence et pour une chaîne en clair », accuse M. Campana, soutenu par M. Jean-Pierre Machard, président de Canal Europe Nord qui souligne « l'ambiguité politique et technique» de l'appel d'offres du CSA. 8 Mont-Bianc campe donc sur ses positions et maintient sa par le CSA. Autre contradiction : la Compagnie générale des eaux qui soutient le projet Canal Europe Nord est aussi actionnaire de son principal concurrent Canal Enfants. Cette contradiction pourrait deve-

nir, selon M. Mechard, un atout : si Canal Enfants l'emporte, la télévision locale deviendrait un partenaire de la chaîne thématique et proposerait trois ou quatre heures de décrochages quotidiens sur la région Nord. Le problème est le même à Toulonse où la Générale des eaux est actionnaire de la station locale Télé Toulouse. Dans les deux cas, la Générale des eaux semble bien déterminée à trouver une solution qui permette la survie des expé-

TCL on le ras-le-bol des provinciaux

Pierre Girault, animateur du projet Télévision pour la commu-nication locale (TCL), en a ras le bol. Depuis des années, il s'active à préparer une télévision locale pour Nantes et son agglomération, baptisée Télévision Quest (TVO).

Patron de la société Ouest Audiovisuel, bien implantée dans toute la région, Pierre Girault réu-nit des compétences, s'assure du soutien d'industriels locaux comme Yves Rocher, d'associations. A raison de six heures par jour, dont deux heures de productions propres, TVO doit toucher 600 000 personnes, Aussi, quand la CNCL lance en mars 1988 un appel à candidate de la ca didatures pour une fréquence à Nantes, TVO est-elle en compéti-tion face au projet de la Générale des eaux, concess dans la ville.

« Assez que tout soit décidé à Paris »

lamais clos. La CNCL disparaît, et le dossier des télévisions locales est mis en veilleuse, à quelques excep-tions près (Télé-Toulouse et Télé-Lyon Métropole – gérées par la Géaérale des eaux – et Canal Huit Mont Blanc). Pierre Girault s'entête. Le CSA reprend les dos-siers de la CNCL, examine ceiui de TVO, le juge intéressant, mais ne prend toujours pas de décision.

e Nous en avons assez que tout soit décide à Paris, au profit de groupes parisiens, que l'on stérilise les énergies en province de ceux qui veulent faire de la télévision tocale. » Las d'attendre, Pierre Girault a transformé son dossier TVO en TCL, dont il détient 25 %, Ouest Andiovisuel 24 %, et des industriels ou des professionnels amis le reste. Pour répondre aux conditions de l'appel à candidatures, TCL propose de ne crypter que le son de ses émissions, que des décodeurs bon marché restitue-raient. Avec TCL, Pierre Giranit a L'ambition de fédères les autres projets de télévision récliement locales, de mettre à leur disposi-tion le travail, les études accumu-

Sans trop d'illusions sur ses chances pour cette fois-ci, Pierre Girault voudrait en revanche qu' « on n'handicape pas l'avenir en puisant dans le gisement limité des fréquences locales pour construire des réseaux strictement nationaux». En rendant publique son indignation à travers sa candidadéjouer d'éventuelles manœuvres de retardement : « Sans même parler du temps et de l'argent consacrès à ces projets, il est surtout inac-ceptable qu'on ait ouvert des portes pour les refermer aussitôt ». MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Selon M. Michel Rocard

La distribution de la presse est une des missions de service public de la poste

Compte tenu de l'importance que tent ses abonnements adressés par voie postale, la presse écrite quotidienne ou périodique, nationale ou régionale, d'informations politiques et générales ou spécialisée - s'inquiète du projet de loi relatif à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications. La lecture définitive de ce projet devait avoir lieu le 27 juin à l'Assemblée

Invité le 26 juin par la Fédération nationale de la presse d'informations spécialisées (FNPS), présidée par M= Sophie Robert et qui regroupe 1614 titres, le premier ministre, M. Michel Rocard, a donc tenu à dissiper ces inquiétudes. Il a déclaré que « le transport et la distribution de la presse (...) font à l'évi-dence partie des missions de service public du nouvel établissement postal». « Il faut lever toute ambigüité à

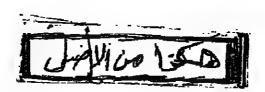
Appel à la grève dans l'audiovisuel

. Quatre syndicats ont appelé, mardi 26 juin, l'ensemble des sala-riés de l'audioviuel public et privé à faire grève les 3 et 4 juillet prochain, pour obtenir la «négociation immédiate d'un plan général sur l'emploi». Dans un communiqué, la CFDT, FO, la CGC et la CFTC estiment « inadmissible » qu'à la SFP aujourd'hui et ailieurs demain, « les licenciements soient ques des entreprises de l'audiovi-C. G. | suel». Elles dénoncent « l'immobi-

lisme et le silence » de l'Etat et des employeurs publics et réclament des mesures d'urgence : départs en pré-retraite dans l'ensemble de l'andiovisuel, plus grande mobilité entre entreprises de l'audiovisuel public et négociation d'une convention collective nationale de branche couvrant tous les salariés de l'audiovisuel. Les quatre organisations syndicales s'élèvent également « contre l'institutionnalisation de l'emploi précaire au détriment de l'emploi stable ».

Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, « avait déposé au Sénat, dans la soirée du 25 juin, un amendement concernant ce principe» et que lui-même vensit d'adresser une lettre en ce sens à M. Claude Puhl, président de la Fédération nationale de la presse française (FNPF).

Le premier ministre a aussi anoncé que l'article 39 bis du code général des impôts, qui exonère les bénéfices réinvestis par certaines entreprises de presse et qui avait été reconduit en 1987 pour cinq ans, sera prorogé. Enfin, après avoir rap-pelé que « la modernisation de la presse française n'était pas achevée» et souhaité « qu'elle trouve les moyens de se développer dans un espace élargi » à l'Europe, M. Michel Rocard a indiqué qu'il était « ouvert à une réflexion sur un mécanisme d'incitation à l'investissement qui permettrait de faire bénéficier d'une alde tous les journaux qui ont besoin, à un moment donné, de franchir un cap technologique».



25 : Le groupe Peugeot victime d'une escroquerie.

Un nouveau pôle français du tourisme 26 Les villes nouvelles ant vingt-cinq ans

32 Marchés financiers 33 Bourse de Paris

BILLET

De Michelin à Audi

M. Jacques Chérèque est sorti rasséréné de l'entretien qu'il a eu le 26 juin avec M. Michel Rocard. Sans figurer parmi les « superpriorités » uvernementales comme reducation, la recherche ou le logement social, le développement régional sera, au même titre que l'audiovisuel, la iustice ou l'environnement, classé dans les « secondes » préoccupations budgétaires

Celui qu'à Matignon on sumomme amicalement le grognard » a donc déjà assez bien tiré profit du débat organisé le 29 mai à l'Assemblée nationale au cours duquel tous las députés, quelles que soient leur appartenance politique ou leur circonscription géographique, avaient réclamé avec insistance une

augmentation substantielle des crédits de l'aménagement du territoire. Justice géographique sa conjugue avec justice sociale A l'occasion d'un prochain comité interministériel cet été. M. Chérèque demandera que tous les grands schémas (autoroutes, TGV, universités) qui ont un impact géographique à long terme fassent l'obiet d'une approbation collective du gouvernement et pas seulement d'un feu vert de M. Delebarre ou de M. Jospin. La bataille n'est pas gagnée d'avance...

Sur deux dossiers d'actualité, en tout cas, on va vite pouvoir apprécier le savoir-faire et l'efficacité du ministre en charge de l'aménagement et... des reconversions industrielles. Les suppressions d'emplois chez Michelin exigent que la direction de l'entreprise, comme l'ont fait avant elle les Houillères, les sociétés sidérurgiques, Elf ou Saint-Gobain, participe financièrement à la reconversion et, en partenariat avec l'Etat et le conseil régional que préside M. Giscard d'Estaing, favorise la création d'emplois dans d'autres secteurs que le pneumatique.

Dans un domaine voisin, l'automobile, il importe aussi que le gouvernement et les collectivités locales concernées fassent un effort financier Important (600 millions de franca environ) pour convaincri le groupe allemand Audi d'installer sa future usine de moteurs (3,5 milliards de francs) dans le bassin houiller lorrain et non en Autriche ou en Bavière. Et ne pas renouveler le faux pas récent qui a conduit l'américain Dupont de Nemours à préférer l'Espagne à la Basse-Loire.

F. Gr.

Le grand tournant de la politique fiscale américaine

L'Etat du New-Jersey décide à son tour d'augmenter les taxes locales

Bien avant les déclarations du président Bush, l'Etat du New-Jersey et de nombreuses collectivités locales américaines ont été contraints d'alourdir leur fiscalité afin de faire face au déficit croissant, de leurs administra-

NEW-YORK

de notre correspondant

A Washington, on l'a baptisé
Robin des Bois, mais il n'en a cure.
A cinquante-deux ans, M. James
Florio, le gouverneur (démocrate)
du New-Jersey sait que, après avoir
bataillé fermate dans la forêt fiscale de son Etat, il n'avait d'autre solution que de relever les impôts pour remé-dier à la piètre aituation dans laquelle se trouvent ses services publics, y compris dans le secteur, vital, de l'éducation. Finalement, par 41 oui contre 33 votes contre, l'assemblée de Trenton, la capitale du New-Jersey, a voté le 21 juin der-nier un programme fiscal à double

D'une part, une enveloppe de l milliard de dollars pour les écoles situées dans des secteurs où la classe moyenne américaine est la plus

Suite de la première page

C'est sur la santé de l'économie que

sont jugés les présidents, tout particulièrement les présidents républicains,

et les mauvaises nouvelles de ces der-niers mois rue permettaient plus guère d'attendre. Selon les dernières estima-tions de la Maison Blanche, le déficit devrait atte indre l'an prochain – en

l'absence de mesures correctives – en l'absence de mesures correctives – 160 milliarets de dollars, soit près de cent milliarets de plus que ne l'autorise la loi. Et encore ces chiffres devraient être largement majorés pour y inclume le coût de plus en plus contractivate de la plus en plus en

exorbitant du sauvetage des caisses

En réalité, M. Bush avait, dès le

début du mois de mai, fait assez clai-

rement comprendre qu'il envisageait désormais une augmentation des impôts (le l'Monde du 8 mai). Mais ses

déclarations d'intention, qui entrete

naient soigneusement l'ambiguité,

avaient provoqué une mobilisation

générale dains les rangs des républi-cains comrrie des démocrates, tandis

que certains: des plus proches collabo-

rateurs du président lui-même, comme M. John Sununu, le secrétaire

général de la Maison Blanche, affir-maient leur détermination à faire por-

Engage à la mi-mai dans une atmo-

sphère de soupçon et de méliance, le « sommet budgétaire » qui réunissait

dirigeants de l'exécutif et leaders du

Congrès s'était donc aussitôt trans-formé en guerre de tranchées, chacun

ter le chapeau aux démocrates.

d'épargne qui ont fait banqueroute.

M. George Bush annonce

une augmentation des impôts

représentée, d'autre part, côté recettes, un relèvement de la fiscalité directe frappant les célibataires et les couples mariés (au-delà d'un revenu imposable de 70 000 dollars, solt 380 000 francs, par an pour ces derniers), un alourdissement de la taxe immobilière et de l'impôt sur les produits de consommation (relevé de 6 % à 7 %).

De quoi se mettre à dos nombre de cenx qui ont voté pour lui en jan-vier dernier. Mais M. Florio sait qu'il doit en passer par là s'il veut faire face à un déficit escompté de 3 milliards de dollars pour l'année

Accroissement des recettes de poche

Son collègue de l'Etat voisin de New-York, M. Mario Cuomo, se trouve dans la même situation, et le maire de la ville de New-York, M. David Dinkins, est lui aussi confronté à un déficit budgétaire de milliards de dollars environ, qu'il lui faudra compenser en partie par une pression fiscale acerue sur les particuliers et sur les entreprises... lesquels cherchaient à s'installer dans le New-Jersey ou dans le Connecticut pour échapper aux

attendant que le camp adverse se découvre pour le mitrailler. C'est fina-lement le président Bush lui-même qui a décidé de sortir de son abri, à

l'issue d'un long « petit déjeuner » pris mardi matin avec les chefs de file du Sénat et de la Chambre. Et, surprise,

les dirigeants démocrates, se sont ostensiblement abstenus de tirer à vue

sur le président, et même de célébrer

Mais cette victoire est bien réelle,

et elle bourdonne déjà aux oreilles de nombre d'élus républicains qui

avaient organisé leur campagne élec-

torale de l'automne prochain sur le

thème: «Nous, nous n'augmenterons pas les impôts.» Dès mardi, quatro-

vingt-dix représentants républicains avaient signé un message adressé à M. Bush pour lui signifier leur émoi

et leur mécontentement. Et si les diri-

geants démocrates, ceux qui ont parti-cipé aux difficiles négociations avec M. Bush et ses aides, ont évité de

trop pousser leur avantage, par peur

de provoquer une rétractation de la

partie adverse, les élus du rang ont, eux, donné de la voix, et mis bruyam-

ment M. Bush en face de ses contra-

Si bien que la journée, qui avait

commencé por une édifiante démons-tration d'unité nationale au service du

bien public, s'est terminée dans l'ha-

bituelle encophonie. Pour ne rien arranger, M. Sununu, qui représente la sensibilité «de droite» des républi-

cains, a de nouveau, comme au mois

leur victoire.

lourdes taxes qui caractérisent la « Grosse Pomi

Obligées de faire face à des dépenses croissantes pour tenter de remédier aux maux que connaît la société américaine (drogue, écoles mal équipées, sida, criminalité, infrastructures défaillantes...), toutes les grandes métropoles font pression auprès de leur gouvernement local pour obtenir les moyens financiers que celui-ci a de pins en plus de mal à leur fournir. C'est ainsi que l'on a pu voir l'Etat de Californie, confronté à un déficit de près de 4 milliards de dollars, décider, la mort dans l'âme, de doubler la taxe sur l'essence sur une période de cinq ans. Un comble pour une région qui a donné le signal de la révolte anti-impôts à la fin des années 70, laquelle a permis à son gouverneur de l'époque, l'ex-président Reagan d'entrer à la Maison Blanche!

Ces derniers mois, près de la moi-tié des Etats ont relevé les taxes locales sur l'essence ou accru leurs recettes « de poche » en frappant davantage les cigarettes et l'aicool.
Mais, de l'avis général, ce n'est pas
suffisant. L'année prochaine, la
pression fiscale sera encore renfor-

de mai, paru vouloir rectifier le sens des propos présidentiels en expliquant que M. Bush n'avait en réalité rien dit de neuf. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwa-ter, s'est lui aussi employé à minorer, l'impact des déclarations de M. Bush, en souliment que appès lout dens en soulignant que, après tout, dans son dernier budget, le président avait déjà introduit 13 milliards d'impôts

supplémentaires (mais font discrète-ment à l'époque, et sans utiliser les

Mais ces petits contre-feux ne sau-raient dissimuler l'essentiel : un pas politique majeur a été franchi par M. Bush. Ses conséquences en termes budgétaires restent pourtant largement inconnues. Responsables de l'exécutif et dirigeants du Congrès en sont restés pour l'instant aux générali-

et la répartition des sacrifices promet d'être ardue. Les économies suppiémentaires devront sans doute concerner, outre la défense, le système des retraites et les programmes sociaux. Les ressources fiscales nou-velles pourraient être des taxes (sur l'alcool et les cigarettes, éventuelle ment sur les carburants), mais les démocrates tiendront sans doute à y associer une hausse de l'impôt sur le revenu des plus riches, tandis que M. Bush voudra profiter de l'occasion pour placer son projet de réduction de l'impot sur les plus-values (qui dans un premier temps, est supposé provoquer une augmentation des transactions, et donc des rentrées fis-

Tout cela prendra du temps, des mois peut-être, mais au moins la négociation peut-elle désormais s'engager sur des bases plus saines.

JAN KRAUZE

Avec 2 480 200 demandeurs d'emploi

Stabilisation du chômage en mai

D'un mois sur l'autre, le niveau du chômage n'a pratiquement pas évolué en mai, selon les statistiques publiées, le 27 juin, par le ministère du tra-

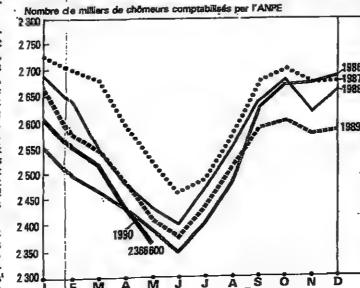
En données corrigées des variations saisonnières, on comptaît 2 480 200 demandeurs d'emploi, soit 1 000 de moins. En un an, la baisse est de 49 400 seulement, qu'il faut comparer à la création de près de 300 000 emplois pendant la même période. En données brutes, l'évolution est plus contrastée, comme toujours à cette époque, mais reste dans des niveaux babituels, par rapport aux autres années. L'ANPE comptabilisait 2 366 600 chômeurs inscrits, soit 64 300 de moins qu'en avril (-2,6 % en un mois, - 1,9 % en un

Une fois de plus, la stabilité est due à la baisse du nombre des ées nouvelles au chômage, évaluée à 11,4 % en un au, et beaucoup moins aux sorties des listes de demandeurs d'emploi qui ne

diminuent que de 8,5 % en un an. Autrement: dit, la bonne tenue du marché du travail provoque moins de pertes d'emploi, tandis que les chômeurs ne parviennent toujours

pas à retrouver le chemin de l'acti-vité professionnelle.

Cette tendance n'est pas vraiment corrigée par les diverses dis-positions du plan de lutte contre le



chômage qui ont, soit atteint leur régime de croisière, pour les plus anciennes, soit sont encore en période de rodage, pour les plus récentes. D'ailleurs, le nombre des entrées en stage à reculé de 7,6 % en un an et seuls les contrats de qualification, pour les jeunes, ou les contrats de retour à l'emploi, pour les chômeurs de longue durée, connaissent un développement

En conséquence, la durée moyenne de chômage continue de s'allonger dangereusement puisqu'elle atteint maintenant les trois cent quatre-vingt-treize jours, soit huit jours de plus que l'an passé à la même date.

Plusieurs signes ne sont pas encourageants. Le chômage des salariés d'origine étrangère, hors ressortissants de la Communauté européenne, a augmenté de 7,2 % en un an, prouvant ainsi que l'ex-clusion frappe les plus vulnérables. Parallèlement, on constate une aggravation pour les employés qua-lifiés, les agents de maîtrise et les

ALAIN LEBAUBE

Réaction modérée de Wall Street

NEW-YORK de notre correspondant

La décision annoncée le 26 juin par le présidem Bush de revenir sur son engagement préélectoral à propos de la fis-calité a favorablement impressionné Wall Street dans un premier temps (lire page 32), mais les incertitudes pesant sur les

mesures concrètes que prendra la Maison Blanche l'ont finale-

Alors qu'il gagnait environ 30 points à la mi-séance, l'in-dice Dow Jones des valeurs industrielles a progressivement reculé jusqu'à perdre 2,72 points en clôture, à 2 842,33, dans un volume d'affaires réduit à 140 millions d'actions, niveau encore bien faible, compte tenu de la baisse de plus de 10 points enregistrée la veille après un important repli la semaine précédente (- 2,7 %).

Pour les familiers du Big Board, le fait que le chef de l'exécutif confirme enfin officielement l'obligation dans laquelle il se trouve de relever les impôts fédéraux, après des mois d'atermoisments inutiles. aissa entrevoir una action sur la déficit budgétaire, qu'il lui faut comprimer à tout prix. Avec, en

germe, une réduction des taux d'intérêt, lesquels continuent à peser sur une économie tiraillée entre une croissance molle et une douce récession. Mais aucune information sup-

plémentaire n'a filtré dans la journée, et les boursiers, très préoccupés en ce moment par des résultats de sociétés souvent en baisse, ont préféré attendre avant de prendre position, laissant la place aux vendeurs. Parmi ces demiers, certains affirmaient craindre que, dans sa précipitation à réduire le « trou » budgétaire pour faire face, notamment, à la catastrophe grandissante que constitue le scandale des caisses d'épargne, le gouvernement n'en vienne à prendre des mesures drastiques susceptibles de produire un choc trop important sur un appareil de production encore bien fragile. En revanche, les obligations se sont beaucoup mieux tenues que les actions américaines, tandis que le dollar baissait ; deux réactions à mettre au compte de l'anticipation de la pression des taux d'intérêt. même si le mouvement n'est pas pour tout de suite.

Accord de principe entre l'Etat et les partenaires sociaux sur les bas salaires

La hausse du SMIC limitée à 2,5 %

Le conseil des ministres du mercredi 27 juin a entériné une hausse de 2,5 % du SMIC au 1- juillet (5 286,32 francs bruts mensuels, 4 335,31 francs en net soit un gain de 105 francs) (le Monde du 27 juin). Cette progression assez modérée - elle équivaut à la progression du taux de salaire horaire ouvrier est la conséquence du quasiconsensus qui s'est dégagé mardi entre l'Etat, la plupart des syndicats et le patronat en faveur d'une relance des négociations sur le déroulement de carrière des salariés les plus modestes.

Incontestablement, quelque chose vient de changer dans l'approche de la question des bas et movens salaires. Présenté mardi par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, devant la commis-sion nationale de la négociation collective (CNNC), un relevé de conclusions affirme on il convient « d'assurer à tous les salaries une garantie de rémunération dont le niveau soit supérieur au SMIC » et que « le développement de vérita-bles carrières ouvrières apparaît comme une exigence essentielle pour la cohésion des entreprises ».

Réduire le nombre des smicards

Comme l'avait suggéré le 8 juin M. Michel Rocard, les professions dont la politique contractuelle est en sommeil – le seul SMIC faisant le plus souvent office de politique des bas salaires dans 134 branches professionnelles sur 164 – vont donc entamer avant octobre pro-chain des discussions qui devront aboutir avant le 31 décembre 1992. Si ces négociations donnent-les résultats escomptés, les pouvoirs publics s'engagent pendant la même période à faire évoluer le SMIC en ne prenant en compte que la seule augmentation du salaire ouvrier moyen. La nou-veauté est de taille : le salaire minimum interprofessionnel ne dépendra plus de «coups de pouce» arbitrairement déterminés par les pouvoirs publics mais de la réalité des salaires. Ce schéma devrait logiquement permettre de réduire le nombre de smicards (1,7 million de salariés) dans les prochaines années.

Pourtant, ce consensus n'est pas exempt d'ambiguités. Le relevé de conclusions présenté par M. Soisson, s'il n'a rencontré l'opposition que de la seule CGT, n'a été signé ni par les syndicats ai par le patronat, qui récusent tout tripartisme (le gouvernement ne leur avait du

reste pas demandé de le parapher). Le CNPF a refusé la proposition des syndicats de cosigner une déclaration reprenant l'essentiel de ce document et s'est attaché à préciser que, s'il entendait « tenir compte» du relevé de conclusions, il se contentait d'e en prendre acte». M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, a accepté d'a inciter les branches professionnelles à négo-cler » mais il a insisté sur le fait que celles-ci devront e se position-ner en fonction de leurs contin-

Le gouvernement peut se félici-ter d'avoir mené à bien une démarche équilibrée qui, aujourd'hui, ne fait apparaître ni gagnant ni perdant. Le patronat, s'il s'expose à une relance des le tions salariales, peut compter sur tions salariales, peut compter sur tions « roisonnables » du SMIC.

Elargir le champ des négociations

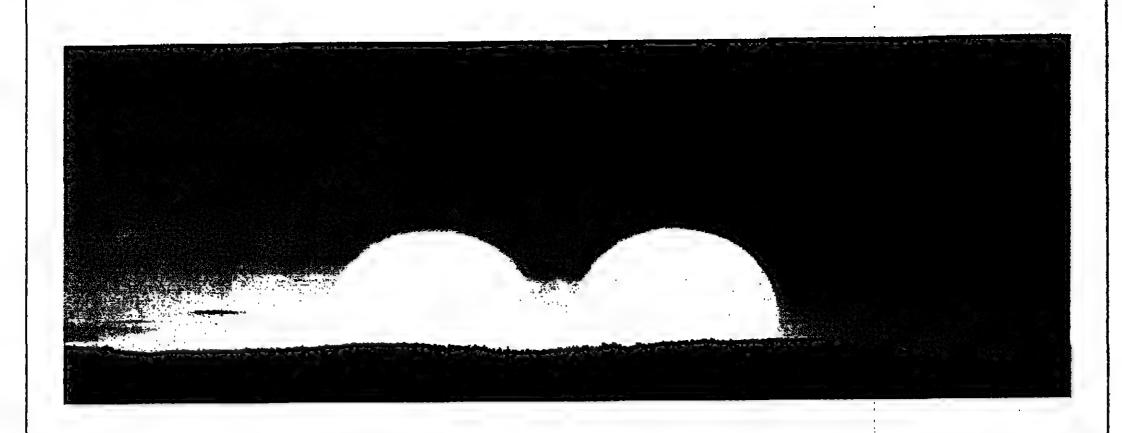
Pour les syndicats, l'intervention du gouvernement permet d'élargir le champ des négociations au-delà même des bas salaires : selon le relevé de conclusions, l'adaptation des rémunérations minimales des grilles de qualifications devra être hiérarchisée. Mais ils sont déçus du niveau de revalorisation du SMIC et ont réclamé un coup de pouce supplémentaire (500 francs pour la CFDT, + 3,5 % pour FO, une « majoration significative » pour la CFTC).

Pour le gouvernement, le plus dur reste à faire car les négociations seront difficiles. Facteur irremplacable de modernisation, la révision des classifications coûte cher et suppose que tout le monde n'en bénéficie pas de manière identique. En effet, la hausse du salaire ouvrier moyen atteint 4,8 % entre avril 1989 et avril 1989 mais, dans le même temps, la progression n'est que de 4 % pour les plus basses qualifications.

JEAN-MICHEL-NORMAND

MEC - ESCP 2" ANNÉE ENTRETIENS INDIVIDUELS D'ADMISSION ENSEIGNEMENTS COMPLETS PRÉPARATION INTENSIVE EN AOÛT

fourier cont SUCCÈS IMPORTANTS CONFIRMÉS MAJORS DE PROMOTION Tel. 1 45.85.59.35 - 42.24.10.72



Le Groupe GAN augmente son capital. La Bancassurance en action. J'achète plutôt deux fois qu'une.

Le GAN et le CIC forment aujourd'hui le Groupe GAN, premier groupe européen de Bancassurance. L'association de deux métiers complémentaires permet au Groupe GAN d'exploiter au mieux les synergies financières et commerciales et de faire bénéficier tous ses clients, partenaires et actionnaires de cette nouvelle force.

Aujourd'hui, 539 milliards de francs de total de bilan, 220 milliards de francs d'actifs gérés et 1,2 million de m² de patrimoine immobilier assurent la solidité financière. En 1989, 13,7 milliards de capitaux propres en augmentation de 38 %, 2,5 milliards de francs de résultat net en progression de 27%, démontrent le dynamisme des résultats.

Le Groupe GAN augmente son capital afin de se doter des moyens financiers nécessaires à l'accélération de son développement. C'est une opportunité unique d'investir dans la Bancassurance. Avec le Groupe GAN l'énergie d'un grand projet se lève. Informations Minitel: 36.15 Code CD * GAN.

Modalités de l'opération. Augmentation de capital de F335.656.156 à F377.613.194, par l'émission de <u>1.133.974 actions nouvelles de F.37 nominal, assorties chacune d'un bon de</u> souscription d'actions. Prix d'émission: F 2.150. Jouissance: 1er janvier 1990. Exercice des bons: deux bons de souscription donnent droit à tout moment jusqu'au 15.12.1993 à la souscription d'une action GAN au prix de F 2.150. Priorité de souscription réservée aux actionnaires: du 25.06.1990 au 05.07.1990 inclus, à raison d'une action nouvelle pour 8 actions anciennes. Lieux de Souscription: chez votre intermédiaire financier habituel. Souscription du public du 25.06.1990 au 11.07.1990 inclus avec possibilité de clôture anticipée sans préavis. Place de cotation: Marché à Règlement Mensuel de la Bourse de Paris.

RESILIAI NET

L'énergie de tous gan les projets

FAIRES

URISME

Melles Lamber

ECONOMIE

AFFAIRES

The state of the s

Un directeur indélicat

Le groupe Peugeot victime d'une escroquerie de plusieurs dizaines de millions de francs

Le groupe Peugeot a été victime d'une escroquerie de la part de l'un d'une escavataire de la part de l'un de ses directeurs. L'information, révêtée par Europe I, mercredi 27 juin, jour de l'assemblée généale des actionnaires, a été confirmet par le groupe.

Peugeot SA (qui coiffe les mar-nes Peugeot et Citrõen), a indiqué avoir licencié le le mars dernier M. Joël Seydoux, directeur de la SOFIB. pour « différentes irrégula-nités. La SOFIB est la filiale de PSA chargée d'aider au finance-

CONJONCTURE

ment des réseaux de concessionnaires (450 Peugeot et 400 Citroen) et des entreprises en rapport avec le groupe (fournisseurs par exemple). Elle avait un encours de prêts à la fin de 1989 de 2,9 milliards de francs. Tous les constructeurs automobiles ont de

Selon PSA, M. Seydoux se serait servi de sa position pour accorder des prêts avantageux à des sociétés dont il aurait été, avec des amis, bénéficiaire. Il serait question en

particulier d'une opération immobilière au cours de laquelle M. Seydoux aurait pu profiter de commissions importantes.

PSA a porté plainte. Les malversations porteraient sur « quelque dizaines de millions de francs » selon PSA, même si la valeur des prets on des immeubles en question - qui restent propriété du groupe - pourrait atteindre des centaines de millions.

Selon un rapport du CERC

Le coût du crédit obéit de plus en plus aux lois du marché

La reptabilité des entreprises a eu beau s'améliorer, leur endettement reste fort. Au point que le Centre d'études des reve-nus et des coûts (CERC) a jugé bon de s'interroger dans son dernier rapport sur « les entreprises et le coût du crédit baccaire » (1).

Bien que rien ne soit plus difficile à appréhender que l'endettement des entreprises, les chercheurs du centre d'études sur les revenus et les cofits (CERC) postulent un « accroissement de l'endettement sous ses diverses formes ». Upe dette qui serait passée de 836 milliards à la fin des années 70 à 5 466 milliards de francs à la fin de 1988. Soit un rythme d'évolu-tion moyen de 11 % par an en francs courants et de « 2 % par an en francs constants ». Quant aux intérêts verses par les sociétés et quasi-sociétés non financières, ils soni passés de 26 à 304 milliards

Ce diagnostic a été confirmé par le rapport Jolivet (« Désinflation, épargne et endettement » rapport du Conseil national du crédit), qui indique qu'en pourcentage du bilan, l'endettement des entre-prises est passé de 38 % en 1981 à 50 % en 1984. Sont un niveau sen-siblement supérieur a celui observé en RFA à la même période (42 %),

Le rapport du CERC montre que dans la détermination des taux, de nombreux critères sont pris en compte. L'appartenance à un groupe, le caractère familial du capital, la qualité de la gestion ou la capacité de négociation du chef d'entreprise ou de son trésorier peuvent entraîner des réductions de coût sur le crédit. Mais ce qui fait vraiment la dissérence, esti-ment les chercheurs du CERC, c'est la rentabilité de l'entreprise et la qualité de sa gestion. L'existence d'une comptabilité analytique, la capacité a faire des prévisions

de francs » entre 1970 et 1988. Ce qui en francs constants montre une progression de 5,7 % par an.

financières à court terme entraînent des conditions de crédit très favorables. De plus, un minitrès favorables. De plus, un minimum de technique financière de la part du chef d'entreprise sera toujours apprécié par le banquier. Sa connaissance du mécanisme des jours de valeur, le sait qu'il soit en relations avec plusieurs banques, mais surtout la possibilité qu'il se donne de « déléguer la négociation financière à un trésorier » jouent de manière significative sur les condi-

> Le rapport du CERC conclut que le secteur du crédit suit désormais les règles du marché. « La petite entreprise lorsqu'elle est bien gérée peut parfois compenser tout ou par-tie des effets de faible dimension ». YVES MAMOU

(1) Les entreprises et le coût du crédit bancaire. Documents du Centre d'études des reveaus et des collts. Nº 96. 1º trimestre 1990. La documentation fran-çaise. 38 francs.

SOCIAL

Opération « vérité » de la centrale syndicale

La CFDT revendique 539 000 adhérents « réels »

En déplacement à Metz, le mereredi 27 juin, M. Jean Kaspar a tenu la promesse faite en février demier de jouer la carte de la transparence. Le secrétaire général de la CFDT a révélé le « nombre rèd : d'adhérents de sa confédéra-tion en 1989 : 539 000 cotisants réguliers, soit 458 000 actifs, sur la base de 8 timbres mensuels et 81 000 retraités, sur la base de 4 limbres trimestriels.

revendiquer, pour la première fois depuis douze ans, souligne-t-elle, use progression de l'ordre de 0,3 % par rapport à 1988, après une décideration de la baisse en 1987 et 1988 et quatre années noires de 1983 à 1986.

Le regain est très modeste mais M. Kaspar y voit « le signe d'une rupture sur la pente de la désyndi-calisation ». 50 % des adhérents sont désormais passés au prélève-ment automatique. En 1989, c'est principalement la progression dans le secteur privé qui aurait permis d'obtenir un solde légèrement posi-

Les derniers chiffres officieux sur les effectifs de la CFDT, issus d'une étude pour le Centre de recherche sur la politique, l'administration et le territoire (CERAT), faisaient état en 1987 de 469 200 adhérents actifs, soit autour de 500 000 avec les retraités (Le Monde du 13 février). Cette opération « vérité » n'es

pas sans risques pour la CFDT. Même s'il indique une légère remontée, le résultat confirme l'importante érosion de la centrale dont les derniers résultats officiels faisaient état en 1983 de 681 300 cotisants réguliers (sur 8 timbres). Et c'est toujours sur la base de 900 000 adhérents que la CFDT cotise aux organisations internationales dont elle est membre. M. Kaspar compte sur le choc psychologique de cette annonce aupre de ses militants pour les inciter à poursuivre l'effort de redresse-

La population syndiquée étant estimée en France à moins de 2 millions de salariés actifs (soit environ 10 %), la CFDT affirme

diqués, avec 100 000 militants et 2 300 syndicats. C'est davantage que bien des partis politiques. Mais si M. Kaspar veut ainsi «en finir avec l'hypocrisie dans laquelle s'était installé l'ensemble du syndicalisme français », il risque, dans l'immédiat, d'être le seul à jouer

Comparant son chiffre de cotisants réguliers aux voix obtenues dans les élections professionnelles (CE du secteur privé et fonctions publiques), la CFDT en conclut que 4,4 électeurs sur 10 sont adhérents. En extrapolant ce rapport pour les autres centrales, elle estime que la CGT a 682 000 adhérents, FO 415 714, la FEN 183 000. la CFE-CGC 115 590 et la CFTC 106 980. La FEN apparait sous-évaluée, la CGC surévaluée. De telles extrapolations inciteront-elles les autres centrales à la transparence? L'image du syndicalisme y gagnerait...

MICHEL NOBLECOURT

TOURISME

Constitution d'un nouveau pôle français

Bruxelles Lambert cède le contrôle de Wagons-Lits à la Générale de Belgique et à Accor

Le fauilteton des Wagons-Lits vient de connaître un rebondissement inat-tendu : le groupe Bruxelles Lambert, mit des lamberts des lamb qui détenait depuis peu la minorité de blocage dans la société va céder ses parts à la Société générale de Belgi-que, ce qui pourrait bien modifier le son de la compagnie.

Au début du mois le groupe Brusiles Lambert avait porté sa par-ticipation de 20,5 % à 26,75 % en reprenant au groupe saondien Rolaco la moitié de ses actions; il avait acquis ainsi la minorité de blocage derrière la Caisse des dépôts, qui détient, directement ou indirectement 28 % des Wagons-Lits, et devant M. Pierre Bellon, PDG de Sodexho et dininistrateur délégué des Wagons-lis depuis 1989, qui en a 18,5 %. GBL cède aujourd'hui le tout à la Générale de Belgique: celle-ci acquiert 19,5 % des actions et une option sur les 7,25 % restants. La

La décision de vente est liée à la La décision de vente est nec a un révolution de palais qui s'est produite dans le camp des «Belges», à savoir la perte de contrôle de M. Gérard Eskenazi au profit de MM. Albert Frère et Paul Desmarais. Elle va entraîuer une redistribution des cartes dans le groupe Wagous-Lits.

En effet, la mésentente entre les En effet, la mésentente entre les actionnaires français et belges avait amené le groupe à décider en février dernier de mettre aux enchères la moitié du capital de Puilmann, sa filiale hôtelière (le Monde du 28 février). L'équilibre entre les deux camps est en théorie maintenu par la cession à la Générale de Belgique. Mais la Générale de Belgique ne vient rass seule.

Elle va constituer une holding financière qu'elle contrôlera avec le

vente a été faite au-dessus du cours groupe hôtelier français Accor, dont de Bourse, qui atteint 1 500 francs elle est le premier actionnaire (avec 12 % du capital). Les deux présidents d'Accor, MM. Paul Dubrule et Gérard Pélisson devraient faire leur entrée au conseil d'administration Ainsi pourrait se constituer un pôle français du tourisme par le rapprochement entre les Wagons-Lits et le groupe hôtelier français. Les «synergies » penvent jouer sur deux domaines : celui de l'hôtellerie, d'une part, entre le premier groupe européen (Accor) et le cinquième (Pulimana), d'autre part dans celui celui du tourisme, où MM. Dubrule et Pélisson viennent de se lancer, et où les Wagons-Lits occupent une position forte, puisque ils réalisent 12 milliards de francs de chiffre d'affaires.

Les déboires du promoteur américain

M. Donal Trump est mis sous tutelle bancaire

minuit. À onze heures du matin. la 26 juin, M. Donald Trump recevait enfin le télex lui annonçant que le groupe bancaire dont dépendait sa survie avait décidé de lui accorder ce crédit-relais de 20 millions de dollars qui, seul, lui permettait d'éviter l'infâmie de tomber sous le coup du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites. **NEW-YORK**

de notre correspondant

Après des jours - et des nuits d'apres discussions, les quelque cinquante grandes banques américaines et étrangères engagées dans l'aventure ont finalement levé les dernières réserves qui auraient pu empêcher ce réglement.

Jusqu'à la dernière heure, en dépit du ton volontairement rassu-rant qu'affectait le célèbre homme d'affaires new-yorkais, spécialisé dans la promotion immobilière et dans les jeux, rien n'était joué. Les

banques japonaises qui avaient dans leurs comptes une partie des 2 milliards de dollars (11,5 milliards de francs) « d'ardoise » que leur devait M. Trump n'étaient guère disposées à aller plus loin. Et il a fallu toute la force de conviction de leurs collègues banquiers pour inciter le dermer récalcitrant, l'allemand Dresdner Bank, à se plier aux concessions communes.

Celles-ci ne vont pas sans de sérieuses contreparties. En échange de ces 20 millions de dollars qui lui permettront d'honorer son échéance, le propriétaire de la Trump Tower et des principaux casinos d'Atlantic City dispose d'un délai de trente jours pour régler le reste des 65 millions de dollars qu'il n'a pas pu payer à temps. Et pour dresser la liste défi-nitive des actifs dont il devra se séparer pour que ses «amis» ban-quiers continuent à garantir cette dette colossale, à laquelle il faut ajouter i milliard de dollars placés en «junk bonds» sur le marché

Il a déjà mis en vente la flotte d'avions qui assurait sous ses cou-

Washington. 500 millions de dollars pour une affaire en déficit, achetée 365 millions de dollars il y a moins de deux ans. Pour l'instant, aucun candidat ne s'est manifesté, En vendant 210 millions de dollars, il y a quelques jours, un chantier naval aux Pays-Bas, il a cu la main plus heureuse. Mais son yacht tape-à-l'ocil, le Trump Princess, également proposé à la vente, n'a loujours pas trouvé pre-

Après avoir remercié le milieu bancaire pour lequel il éprouve à présent « un profond respect ». M. Trump a admis au cours d'un bref échange de vues avec la presse qu'il lui faudrait désormais réduire son train de vie. Mis, de fait, sous tutelle bancaire, il ne devra pas dépenser plus de 450 000 dollars par mois d'ici à la fin de l'année, 375 000 dollars en 1991 et 300 000 l'année suivante. Et accepter de dépendre de ses anciens obligés pour son argent de

Hésitations gouvernementales

Le groupe horloger Yema s'implante aux Etats-Unis Le CEA prendrait la majorité

Après les principaux pays d'Europe en 1988, l'Extrême-Orient et le golfe Persique en 1989, Yema (groupe CGH-Compagnie générale d'horlogerie), première marque haut de gamme de l'industrie hortesie logère française, s'implante aux Etats-Unis.

M. Jacques Myer, président de la CGH, a signé ce mercredi 27 juin à New-York un contrat d'exclusivité New-York un contrat d'exclusivité avec la firme américaine Longines Wittnauer Watch Cy (groupe Westinghouse), distributrice, entre autres, des produits horlogers du groupe suisse SMH (Longines, Omega, Rado, Swatch...) outre-Allantique, pour diffuser aux Etats-Unis et au Canada les montres francées du « i greca sivilisé. M. J. frappées du « i grec» stylisé. M. J. Meyer s'est fixé comme premier objectif de commercialiser 100 000 montres Yema d'ici à 1993, ce qui équivaut à réaliser un chiffre d'affaires annuel de 20 milions de dollars et à capter 0,5 % du marché américain haut de gamme (environ 11 millions de montres de luxe).

Longines Wittnauer appartient au club des grands de la distribution aux Etats-Unis. Yema, avec 500 000 montres fabriquées et 200 millions de francs de chiffre d'affaires, est leader en France sur

ASSURANCES

M. Denis Kessler est élu président de la FFSA

L'élection, mardi 26 juin, de M. Denis Kessler, trente-buit ans, à la présidence de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), où il succède à M Jacques Lallemend, est en soi une petite révolution. Pour la première fois, ce poste revient à un homme jeune qui a fait sa carrière hors du sérail des grands corps.

Agrégé en sciences économiques et en sciences sociales, directeur d'études à l'Ecole des hantes études en sciences sociales (EHESS), membre de la commission des comptes de la nation, M. Denis Kessler est l'auteur de huit ouvrages et de soixante-treiz articles consacrés aux marchés financiers, aux secteurs de la banque et de l'assurance. Ses qualités de médiateur et de négociateur à la tête du comité des usagers du Comité national du crédit entre 1985 et 1990, lui ont valu l'estime des banquiers autant que celle des associations de consommateurs Ce talent ainsi que son goût de l'innovation lui seront fort utiles lorsqu'à partir du la janvier prochain il représentera le monde sciaré et inquiet de l'assurance.

> Le Monde **DES LIVRES**

de Framatome

Conscients de l'effet désastreux des hésitations gouvernementales, et alors que le groupe socialiste s'apprête à déposer une proposition de loi visant à nationaliser Framatome, les pouvoirs publics souhaiteraient désormais que l'on règle rapidement le tour de table public du constructeur de chaudières nucléaires.

Le demier schéma envisagé prévoirait que CEA Industrie, action-naire aujourd'hui à 35 % de Framatome, porte sa participation à 51 %, soit directement, soit indirectement (via Cogema qui en prendrait 16 %, notamment en rachetant probablement les 10 % détenus par EDF). Une fois ce montage mis sur pied - il aurait notamment l'intérêt de revivisier CEA industrie, en mal d'identité, -les pouvoirs publies disposeraient d'un peu de temps pour arrêter la configuration de l'actionnariat

Plusieurs solutions seraient alors possibles, en fonction de l'attitude

qu'adoptera la CGE : acceptera-telle ou non de rester minoritaire. dans quelles proportions et avec quelles perspectives?

Réaffirmant qu'il était » ouvert à toute solution », son patron. M. Pierre Suard, a réalfirmé mardi 26 juin l'intérêt stratégique qu'il portait à Framatome tout en maintenant le prix de son désengagement à un piveau élevé.

a IBM lance un ordinateur domestique. - Cinq ans après l'échec d'une première tentative, IBM fait un retour remarqué sur le marché des micro-ordinateurs domestiques. Comme prévu (le Monde du 16 mai), la firme a présenté mardi 26 juin, aux Etats-Unis, un microordinateur baptisé IBM PS/1, dont le prix varie de 1000 à 2000 dol-

CARRY A REAL PROPERTY OF A COMPANY OF A CARRY AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

was a few or first transfer of the state of

DÈS A PRÉSENT

Toutes les informations concernant les dates des Assemblées Générales

> des actionnaires et la mise à disposition des rapports annuels seront disponibles sur:

3615 LM puis AVIS

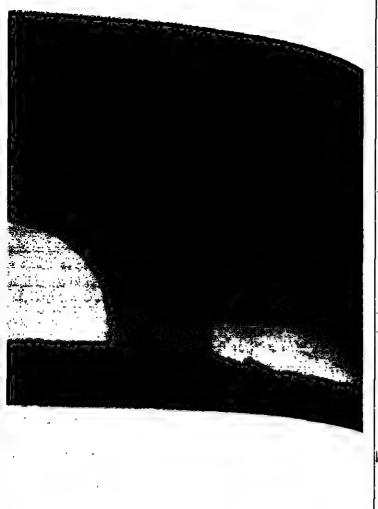
Un récapitulatif des entreprises ayant communiqué sur ces sujets paraîtra tous les samedis (daté dimanche-lundi), dans nos colonnes.

calberson

L'assemblée générale ordinaire de la Compagnie générale Calberson réunie le 22 juin 1990, sous la présidence de M. Jacques Bonte, président du groupe, a approuvé les comptes de l'exercice 1989.

Le dividende revenant à chaque action est de 18 F, représentant, compte tenu d'un avoir fiscal de 9 F, un revenu réel de 27 F. Il sera payé à compter du

Un conseil d'administration s'est réuni à l'issue de l'assemblée générale. Il a nommé M. Charles Henry Broussaud aux fonctions de président de la Compagnie générale Calberson, à effet du 1ª juillet, en remplacement de M. Jacques Bonte, atteint par la limite d'âge, qui apportera son concours au nouveau



计上流 海沙洲南部城市山南部城市

ite son capital. en action. fois qu'une.



PARIS - ILE-DE-FRANCE

Vingt-cinq ans après, un bilan des villes nouvelles

Un quart de siècle après leur création, les cinq villes nouvelles de la région parisienne cherchent encore leur voie. Créées de toutes pièces, Cargy-Pontoise, Evry, Marne-la-Vallée, Melun-Sénart et Saint-Quentin-en-Yvelines devalent décongestionner le centre de l'agglomération parisienne et constituer, selon le schéma directeur de 1965, autant de « métropoles d'équilibre ».

On sait et on voit ce qu'il en est advenu. Certes, les villes nouvelles ne portent pas seules la responsabilité de tous les péchés de la région capitale : déséquilibres entre l'Est et l'Ouest, entre la périphérie et le centre, insuffisance des transports, du logement, disparités des ressources fiscales dont disposent les différentes communes... Mais, à tout le moins, les villes tante de faire le bilan des réusaites et des échecs. comptes souligne le danger qui menace une ville obli- communes membres de la ville nouvelle bénéficient Conclusion : il y a encore beaucoup à faire.

De 1968 à 1988, l'Île-de-France a gagné plus d'un million d'habitants. Les villes nouvelles en ont accueilli presque la moitié, la proportion s'étant accrue surtout après 1975. Contrat respecté donc, mais encore faut-il y regarder de près. A Saint-Quentin-en-Yvalines, par exemple, 40 000 logements construits pour 120 000 habitants représentent 80 % des objectifs fixés à l'horizon 1992. Mais Marne-la-Vallée ne compte actuallement que 194 000 habitants sur les 350 000 attendus et 61 000 emplois fortiori à les guérir. La Cour des comptes, dans son quart! La première n'a suscité que 68 emplois pour rectement maîtrisées. Le Syndicat d'agglomération

rapport annuel qui doit être publié le jeudi 28 juin, 100 actifs résidents, et la seconde 63. La Cour des nouvelle (SAN) n'est pas forcément responsable ; les gée dans sa prime jeunesse de financer les équipements indispensables à l'accueil de la population nouvelle, alors que les taxes professionnelles sont attendait. Il arrive aussi que les services fiscaux comencore peu importantes.

> Simultanément, des emplois sont occupés par des personnes n'habitant pas sur place. Les cadres, en particulier, ont souvent élu domicile ailleurs. Les villes nouveiles ont, au début, négligé la construction d'ensembles résidentiels au bénéfice des immeubles

La gestion des villes nouvelles n'est pas exempte sur 120 000. A Mekin-Sénert, le fossé est encore de toute critique. Quand il y a déficit, l'Etat bouche plus large, Prévue pour héberger 290 000 habitants, les trous. C'est le cas à Marne-la-Vallée notamment, nouvelles n'ont pas réussi à empêcher ces maux, ni a la ville nouvelle n'en abrite que 72 000, soit moins du où les ressources fiscales ne sont toujours pas cor-

parfois d'une politique d'allégement fiscal qui fait chuter le montant des ressources que la ville nouvelle pliquent ancore les choses par incompétence.

Le constat de la Cour des comptes, en définitive est mi-fique mi-raisin. Au crédit des villes nouvelles, leur rôle « structurant » dans l'aménagement de la «grande couronne» devenu, grâce à elles, moins

Mais il leur a manqué, pour accéder à l'autonomie, des créations d'emplois plus nombreuses et la construction de logements plus diversifiés et plus élevés dans la gamme,

CHARLES VIAL

Cergy, la quête de l'équilibre

« Ceray Pontoise : une ville bien dans son temps: le slogan est à ses sœurs de la région parisienne, Cergy se veut en effet à la pointe de la modernité high tech ; elle affiche fièrement ses grandes marques comme Renault, Alcatel, Spie Batignolles ou 3 M. Au total, près de 12 000 entreprises. Mais, pour être hien dans son temps, il faut aussi savoir prendre ses aises : Cergy a l'ambition de l'équilibre.

Le site, il est vrai, y porte presque naturellement. L'agglomération s'étend sur les coteaux d'une boucle d'Oise. Un véritable amphithéatre. Au centre, les étangs de Neuville où sont aménagées des bases de loisirs. qui sont ce qui reste des carrières. Tout autour, deux centres villes principaux, reliés par la ligne de RER: Cergy préfecture et Cergy Saint-Christopho.

Il y avait de l'espace, on en a profité : le modèle ici est anglo-saxon : 8 000 hectares (Paris en fait ·10 000...) pour 165 000 habitants: le tissu est volontairement extensif avec parcs et larges avenues.

. Il risquait de se former ainsi une agglomération, pas une ville. Très vite, le besoin de densifier en cer-

tains points s'est donc fait sentir. Le quartier de la préfecture, où sont regroupés bureaux et bâtiments administratifs (dont la préfecture du Val-d'Oise) est très daté : verticalité des tours, dalle de béton, et circulation séparée des piétons et des voitures : l'urbanisme des années 70. Saint-Christophe, plus récent, traduit un désir de redessiner le rue traditionnelle : de la grande horloge au-dessus de la gare jusqu'aux bâtiments de Bofill, à l'autre extrémité, on suit un axe piéton régulier, tramé et bordé de boutiques. Un troisième centre est prévu, à Cergy-le-Haut, afin de rééquilibrer la ville vers l'ouest. De nouveaux territoires vont être ouverts à l'urbanisation et la ligne de RER va être prolongée.

Ce centre devra respecter, également. l'équilibre entre logements, bureaux et parcs d'activités que s'est fixé Cergy. Pour l'instant l'objectif est plutôt atteint : pour 70 000 actifs residents, Cergy offre 70 000 emplois. Les grandes migrations quotidiennes ne sont pas pour autant inconnues : un peu moins de la moitié des résidents travaillent sur place. Cergy veille pourtant au mélange des fonctions. Elle a été une des premières à acueillir une grande école, l'ESSEC, suivi de l'ENSEA et d'un département d'IUT du Génie civil L'institut catholique est en chantier, et la décentralisation de l'université de Paris-X devrait permettre de réunir, dans les années 90, 20 000 étudiants en plein centre ville.

Autre effort de brassage : la diver-sification des programmes d'habita-tion. En bordure de l'Oise, Port-Cergy. Un bourg d'Ile-de-France les pieds dans l'eau, avec possibilité d'amarrer son bateau au pied de son immeuble. Du pastiche haut de gamme, puisque les appartements atteindront couramment 14 000 francs le mètre carré.

Privilège des cités adultes, Cergy s'offre un symbole : l'Axe majeur. Une tour légèrement inclinée, sous tension, une faille dans les falaises blanches de Bofill, puis une esplanade sur le fleuve et la nature, recouverte des pavés de l'ancienne cour Nanoiéon du Louvre. Tout au bout, se découpant contre le ciel, douze colonnes comme un temple

Dani Karayan prévoit d'aménage au milieu de l'étang en contrebas marquer l'ouverture de l'humain sur

Marne-la-Vallée, lieu des extrêmes

Vue d'hélicoptère, Marno-la-Valké se lit enfin. Comme un plan dont il faudrait plusieurs fois réduire l'échelle pour l'appréhender dans sa totalité. Ampleur du projet : l'agglo-mération s'étend sur 15 000 hectares (une fois et demi Paris) et regroupe vingt-six communes. Proximité de la capitale : la tour Esfel semble toute proche. Il y a vingt ans, à quinze minutes de Paris, on était au milieu des champs : la conquête de l'Est n'avait tenté oi

Clarté, surtout, de l'urbanisme ce sont les voies de circulation qui ont déterminé le dessin de la ville. Il y avait la Marne, encaissée dans une vallée où s'étaient logés les vieux villages : les aménageurs ont ajouté une autoroute et une voie de chemin de fer. La ville s'est développée je long de ces axes. Deux taches de terre, où patrouillent pelleteuses acamious, en sont pour l'instant au point ultime : c'est le futur domaine de Mickey.

entreprises, ni habitants.

En cherchant bien, on découvre plus de finesses : une voie rapide pour desservir les quartiers, un échangeur qui accède à la Franci-lienne, des forêts préservées et quel-ques axes verts perpendiculaires qui travant les perpendiculaires qui trouent la nouvelle trame : les perspectives tracées par les anciens châteaux de Guermantes, de Ferrières ou de Champs. Retour au sol. On découvre alors que Marne est au contraire le lieu de toutes les folies et de tous les extrêmes. Un gigantes-que chantier, dont l'unité se dégage au coup par coup. Noisy-le-Grand Mont-d'Est, par exemple

En quittant Paris per l'autoroute, ce premier centre est signalé par le Palacio de Ricardo Bofill, Autour d'une esplanade en terrasse, un centre commercial, des immeubles de bureaux et des logements. Des « camemberts » de Manolo Nunez aux cubes miroirs, on parcourt une étonnante collection de gadgets. La cohèrence est difficile à saisir, les « cheminements » fonctionnent mal. Résultat : la ville a ses quartiers chinois, ou africains : échec du bras-

encore et toujours. Palissades et grues an pied du quartier : c'est un hôtel de luxe qui va s'installer. Le mouvement est trop bien parti pour s'arrêter à quelques doutes d'urba-nistes. « Marne-la-Vallée : les grands s'y retrouvent », proclament les attiches. Chiffres à l'appui, puisque 7 milliards de francs s'investissent chaque année sur le site.

En 1989, la ville a accueilli 2 700 habitants nouveaux et créé 4 700 emplois. Elle multiplie les for-mules. La Cité Descartes est un

mélange original d'entreprises de pointe et de centres de recherche et de formation. A côté de l'Ecole supérieure d'ingénieurs en électroni-que et électrotechnique, réalisée par Dominique Perraut, tout près du chantier où se concentreront l'Ecole français d'urbanisme, un parc technologique pousse à toute vitesse afin de susciter e une synergie d'échanges de services ».

A l'autre extrémité de l'agglomération, le parc d'affaires de Rentilly, près de Bussy-Saint-Georges, s'étendra sur plus de 50 hectares : bureaux disséminés dans la verdure d'un golf. Car l'extension vers l'est se fait sormals sans difficultés. La proximité d'Eurodisneyland compense l'éloignement de Paris. Dès 1992, le « royaume enchanté » accueillera dix millions de visiteurs par an.

Le RER, qui s'arrête pour l'instant à Torcy, va être prolongé de quatre stations pour desservir le complexe. Le TGV trouvers là une gare d'interconnexion qui devrait voir transiter six millions de passagers. En outre, une deuxième tranche de fravaux est prévue, qui permettra de doubler encore le potentiel de l'industrie des loisirs. Marne va de l'avant quitte à remet-tre à plus tard son équilibre.

Evry, l'ambition publique

Solidement plantée sur des pilo-tis qui enjambent, majestueux, bas-sins et jardins, la préfecture de l'Essonne donne le ton de la ville. L'Etat est intervenu ici de toute sa puissance pour créer le pôle fort du Sud parisien.

Au centre l'Agora, où tout est prévu pour la rencontre : terrasse théâtre et salles de sport dans les arènes. On gare sa voiture en soussol, on fait ses courses dans la « rue couverte ». La seule véritable avenue est le cours Blaise-Pascal. Cette application des théories des années 70 n'a pas mieux marché qu'ailleurs : il a fallu réhabiliter l'Agora, effacer les traces de béton

A quelques passerelles du centre, les Pyramides : une utopie orches-trée par Andrault et Para. Des cubes empilés qui ouvrent sur des jardins. Une maison individuelle dans du collectif... Le quartier s'est refermé sur lui-même et certaines pyramides ont tourné en ghetto.

Il restait des terrains : les aménageurs en ont tiré des conséquences. Evry prolonge aujour-d'hui son centre de l'autre côté du boulevard des Champs-Elysées. Celui-ci a pour l'instant des allures d'autoroute : il va être peu à peu transformé en boulevard urbain.

Mais l'ensemble du nouveau quartier va lui-même être conçu différemment : il y aura des logements, la fameuse cathédrale concue par Mario Botta, mais aussi la mairie d'Evry, qui quitte ainsi le vieux village, des bureaux, l'école de musique et surtout la nouvelle université, qui devrait accueillir quinze mille étudiants en centre-

ville d'ici l'an 2000. Toujours le mélange des fonctions, mais à l'horizontale cette fois, avec une unité de ton : briques rouges et roses. Au fond, Evry applique là des recettes mises au point par les villes traditionnelles. malades elles aussi de leur cœur.

Développer l'acquis

Normal, puisqu'elle est aussi la plus achevée des cinq agglomérations nouvelles de la région parisienne. Le poids que pèse ici la politique, notamment grâce à la personnalité de Jacques Guyard (PS), maire d'Evry et député de l'Essonne, indique bien ce glissement vers un fonctionnement plus traditionnel. La tâche presque accomplie, l'établissement public étudie actuellement sa transformation et l'économie elle-même s'intègre dans de nouvelles structures.

Développer, en somme, le potentiel acquis. Il va en effet de l'informatique (IBM, Hewlett Packard) à l'aéronautique (CNES) en passant par le siège social du groupe Accor ou de Carrefour. Les affaires ne tournent pas mal : quarante milie emplois, c'est plus qu'il n'en faut pour environ trente-cinq mille

On comprend, du coup, qu'E-vry ait envie de jouer à plein son rôle de capitale régionale. La coopération intercommunale est à l'ordre du jour et une association, (l'ADRECE) a été lancée qui regroupe quarante-cinq communes de l'Essonne, toutes tendances politiques confondues. Le but est d'harmoniser le développement social et économique en lançant une politique d'ensemble concertée avec l'Etat. Une sorte de super-ville nouvelle.

Melun-Sénart, entre ville et campagne

Ua étang avec des enfants qui jouent, un pont de pierre, une terrasse de café et des maisons individuelles tout autour, noyées dans la verdure: Plessis-la-Forêt est l'un des centres de quartier qui composent l'agglomération de Melun-Sénart. La ville nouvelle, bâtie à l'horizontale et en pointillé, jous ici à cache-cache. 62 % de pavillons, du collectif qui culmine à trois étages et un paysage entièrement dessiné sur un piateau briard qui ne brillait pas par ses reliefs: on hésite entre Un étang avec des enfants qui pas par ses reliefs : on hésite entre

ville et campagne. Pour créer les nouveaux quar-tiers sur ces 12 000 bectares à cheval sur deux départements (l'Es-sonne et la Seine-et-Marne), on a'est servi des dix villages qui ponctuaient jusqu'ici la campagne. Tout en respectant les deux forêts de Sénart, au nord, et de Rougean, au sud. On a procédé par agrandis-sement quitte à déplacer parfois le contre de gravité des anciens

bourgs. La greffe prend plus ou moins bien, mais elle est en tout cas une des préoccupations constantes des aménageurs. Il fallait bien, de toute façon, trouver un principe d'organisation. Lorsque Melun et quelques autres communes sont sortics de la ville nouvelle en 1984, celle-ci s'est trouvée en quelque sorte privée de son moteur. La Seine la nargue de ses boucles, mais elle est désormais hors de son

Ce changement d'orientation a freiné le développement de Melun-Sénart, tout comme sa situation. La Francilienne s'est fait attendre Le train pour Paris ne passe que toutes les demi-heures. Melun s'est réveillé avec l'annonce de nouvelles infrastructures : l'A 5, le RER pour 1994, et, surtout, le avec une gare assurée et, peut-être, une seconde gare d'inter-connexion. Résultat : l'EPA avait vendu 6 hectares de terrains pour ctivités en 1986. Il en a placé 41

Ses faiblesses sont à présent ses atouts. 2 000 hectares de réserves loncières ? C'est la possibilité d'offrir pratiquement du sur-mesure aux entreprises. Un déséquilibre net entre les actifs et les résidents. puisque deux tiers de la population vont chaque jour travailler vers Paris ou Melun. Cest l'assurance

LE CENTRE YILLE S.V.P. ? YOU PRENEZ LE RE.R.ET YOU! DESCENDEZ A PARIS.



d'une main-d'œuvre disponible sur place. De quoi relever le défi que lancent aujourd'hui aménageurs : attirer ici les activités tertiaires, qui restent le point faible de l'agglomération.

Pour cela, les projets ne man-quent pas. La ville nouvelle va d'abord se doter d'un « espace central », on n'ose parler de centre ville, vu l'échelle de l'opération qui se jouera sur 600 hectares.

D'autres zones d'activité sont prêtes à être livrées. Mais on a surtout passé la vitesse supérieure : indarc, encore en travaux, est un golf de 350 hectares, sur lequel sont implantés 600 résidences individuelles et 200 000 mètres carrés d'immobilier d'entreprise. On en attend 8 000 emplois, ainsi qu'une diversification des programmes de

Dans le même sens, Melun-Sénart accélère l'aménagement de Parisud. Cette zone d'activité a une double vocation : 40 hectares doivent constituer un pôle logistique pour les entreprises de transport et de fret (Garonor y a déjà construit des entrepôts); 60 autres hectares sont destinés aux activités tertiaires high tech et à l'immobilier d'entreprise.

La maquette trône dans les bureaux d'information de l'établissement public, face à la gare : bientôt une médiathèque et un théâtre pour Saint-Quentin-en-Yvelines, rassemblés dans un bâtiment élégant conçu par l'archi-tecte Fischer. « Une telle réalisa-tion, s'il ny a pas tout un travail en profondeur pour la préparer, c'est de l'argent foutu en l'air, lance Jean-Paul Alduy, directeur général de l'EPA. Telle est l'originalité de cette ville nouvelle : elle se termine

Cette forme particulière d'urba-nisation tient aux spécificités du sa préfecture et ses administrations, et Trappes, comprise, elle, dans le périmètre de Saint-Quentin a sa propre histoire. Des susceptibilités à ménager, tout comme le cadre naturel, chargé d'histoire et de curiosités : sources de la Bièvre, étang ou encore rigoles des grandes caux de la ville royale.

par son centre.

L'Etat, du coup, s'est fair tout petit. Le viaduc de Ricardo Bofili, auquel répond, en face, son amphitheatre au vocabulaire classique, est une exception.

La grande affaire reste ce centre. qui prend vie peu à peu, autour d'une rue piétonne bordée de mai-sons de rue en briquettes rouges. On va de boutique en boutique pour tomber au hasard sur

Saint-Quentin, le centre à vivre

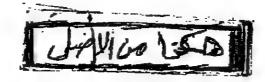
canal, autour duquel restaurants et bars ont installé leurs terrasses. Il y a même une halle, avec à l'inté-rieur une vrais librairie, vaste et design. « Ce centre, c'est la divine surprise. lance Jean-Paul Alduy. Mais nous faisons des efforts : regardez la bricalilerie | Nous l'avons obligée à s'enterrer. Nous allons éviter icl toute ségrégation : à côté de programmes de HLM, un promoteur a lancé une opération privée. Il sors ses logements à 16 000 francs le mêtre carré.

La place ovale, qui va clore la perspective centrale, n'est encore construite qu'à moitié, les axes et les symétries se dessinent à peine, et le pare que l'on aperçoit parfois en bout de rue n'a pas encore été aménagé par Dani Karavan. Pourtant, le centre pense déjà à sauter la nationale 10 qui sépare cruellement, pour l'instant, le nord du sud de la ville. Pour cela, il est prévu de retravailler sur la gare, et au-dessus des voies rapides. Une porte d'entrée pour la cité, qui conduira en outre vers la plateforme du Pas du Lac. Sur ces dix hectares disponibles viendront s'implanter 150 000 mètres carrés de bureaux supplémentaires.

Ce projet s'ajoute à celui de « la clé Saint-Pierre », à l'ouest de l'ag-glomération. Là encore, ce sera une zone d'activité pour les entreprises, complétée sans doute par un parc de loisirs. De quoi faire pendant à l'est, qui, lui aussi s'anime : un parc technologique va occuper une cinquantaine d'hectares en pleine verdure, sur le plateau de Villaroy. C'est là que va venir également

s'installer la régie Renault. « C'est la puissance privée qui fait Saint-Quentin », dit Jean-Paul Alduy, en énumérant Nissan, Valeo, Crédit agricole, Thomson, et autres grandes entreprises qui l'ont rejointe. L'immense complexe de Challenger, siège de Bouygues fait exploser, au détour d'un virage, ses façades miroirs et ses coupoies postmodernes; il en serait en quelque sorte la marque la plus apparente.





les villes nouvelles

to women \$2 to Cour des

Draffe Spilotif Quinte police of the control of the CALLED SE LABORATION CONT. DESCRIPTION DE LA CONTRACTION DEL CONTRACTION DE LA CONTRACTION DEL CONTRACTION DE LA CONTRACTION DE LA CONTRACTION DE LA CONTRAC Section of State of Section of Se Chickwis Garante Go Calebook by House to payor est in figure - asin. Au creat des comptes de la comptes d The state of the s

Ges C.63(:5-2 d'emplois plus nome CALLETTE SE SETUDING DES UNITED

ne-la-Vallée, lieu des extrêmes

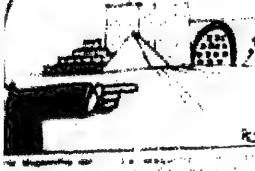
The state of the s ma Maryan . . T FRAG SCHOOL IS

A STATE PROPERTY in service administration of the MATERIAL SECTION AND ADMINISTRATION OF THE PARTY OF THE P at when the Burnery en der Allegeren in the secondary for James L'Affectation and

相风 "相" (图817)20 (17) fiet titte Aflige de gamentere i pe ginet. Dett. best. best. bet.

state of the Postage of Before water if black personalitativation is great Madelle and September த்தார்கள் நேரிய

MAN PREMEZ LE RERET VOC. MESCHIDEZ À PHRIS



mountaine SAN mest has forceing Similaring men page 19 fa Aille Mills Mill

4 Marce committee quantitation supplies Mas è ieur a marqué, pour atrale à la

et de base les est regions AND PROMIET STORY where of the participation of Ber gegetten Patre pin in. en grander crater est Twee regularitation for his prethe frequence of The

burgung el Jes legene current to be a generebeiten fie bie in bei ber and a success record by the party विकेषीयम्बद्धाः स्टब्स्य होतीते हो । स **क न मेराजी श्री (जीत शहर क**ार न Mile Mittelliet, fa e ffe , 5 citizations and after agent of their Cost strongs by the dede fan be

growth of the reads to the money freiger and they be all the PER IM STREET s accessor a queriques deserviwitten in Marmoral Annals and Product and the state of the st Smillericht de france outroit ... E. 125. 18 C Propose answer that we have The second second Par 1589. if this is not the con-Jordiler : de Ander energierent if bie ballen bie eine

> Saint-Quentin, le centre à vivre

> > dist girer : -:-

THE PERSON 200

10120 t ::: >:: □ □ | **並** : 3573 140

·-· The Contract of the Contract o

CRODUCTION INTERDITE

ARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENT NRC M HANDELSBLAD LE SOIR IL MERSE Süddeutsche Zeitung correre bella sera EL PAIS De Standaard & THE INDEPENDENT

nf dem Sektor Energie. Bahn-Transport haben wir einen guten Namen. Wir sind eine emopaische Gruppe ; in über 100 Ländern sind wir vertreten. Wir sind Leader auf

dem Weltmarkt und werden es auch blei-Für eine deutsche Tochtergesellschaft suchen wir den.

nergie, transports ferro-viaires font notre renomnièc. Nous sommes un groupe européen. Nous possédons tous les atouts pour rester leader sur le marché mondial. Notre réseau commercial est actif dans plus de cent pars. Nous recherchons pour une de nos filiales

e êtes titulaire d'un diplôme d'une école de commerce ou de gestion o avez exerce pen-dans quelques années des responsabilités au sein d'un service de contrôle de gestion important • avez des connaissances et une

. sind Dipl.-Kaufmann oder Dipl.-Betriebswirt . waren mehrere Jahre verantwortlich tätig in einer großen Controlling-Abteilung . haben EDV-Kenntuisse-Erfahrung mit internationalen Verfahren, insbesondere auf dem Gebiet Betriebswirtschaft, Reporting, Buchhaltung, Kosteurechnung, Planung, Exportanttrage . sprecben Deutsch, Englisch und Französisch. SIE WERDEN:

· direkt dem Geschäftsführer unterstellt Mitglied der Geschäftsleitung • verantwortlich sein für die Abteilungen Kinauzbuchhaltung, Betriebswirtschaft, Controlling, EDV/Organisation und aligemeine Verwaltung . die Möglichkeit haben, sich innerhalb unseres Unternehmens beruflich weiterzuentwic-

GEMEIMSAM BAUEN WIR UNSERE ZUKUNFT

megana guida da na la com

tique, contrôle de gestion, informatique et administration générale • au sein de notre société, la possibilité d'une évolution conforme à vos aptitudes et à vos aspira-Adressez voire candidature au Service Développement des Ressources Humaines Développement des Ressources Humaines GEC ALSTHOM - Tour Neptune -cedex 20 - 92086 PARIS-LA DEFENSE.

expérience en informatique, en procedures

internationales, notamment en matière de reporting, comptabilité, planification et gestion • maîtrise: l'allemand, l'anglais et le tion • maîtrise:

· d'être l'adjoint direct du Directeur

Général · membre du comité de direction

d'assumer la responsabilité des services financiers, comptabilité générale et analy-

NOUS VOUS PROPOSONS:

GECALSTHOM

is a leading worldwide specialty chemicals company operating in 44 countries with selected interests in energy, manufacturing and service businesses. We are looking for an

European Project Manager Process Engineering and Development

located at our European Headquarters and reporting to the Vice President Manufacturing and Engineering. Your mission will be to assist in improving the manufacturing base of our European operating companies through your expertise in the area of process engineering and development.

A chemical engineer experienced in industrial production processes, you speak fluent English and have a good working knowledge of French and German. You have strong interpersonal skills, are a patient negotiator and diligent professional. An understanding of engineering economics and computer aided manufacturing will be a plus. This autonomous, high exposure position requires extensive European travel.

Grace rewards energy and initiative. This position offers the scope to the right candidate to assume broader management responsabilities with the operating companies

Please send your resume in English and salary requirements with the reference 1038 M to our consultant Alam DUMESNIL. ALGOE, 24 rue Bonaparte, 75006 Paris, FRANCE.

ALGOE W



\$ 2.8 Millions de CA, 26 000 personnes à travers le monde...

Groupe américain, leader dans le secteur de la connexion électrique et électronique, en plein expansion sur le marché Européen, recherche son

Auditeur Interne Europe H/F

Directement rattaché au Manager Internal Audit Europe, lui-même basé à Londres. Votre formation et votre expérience, vous permettront de prendre en charge les vérifications cycliques de l'état de contrôle inteme (comptables et financières) des sociétés filiales européennes et de l'efficacité des procédures mise en place.

L'anglais et l'espagnol sont indispensables pour mener à bien ces missions. Ce poste basé à Cergy-Pontoise nécessite 50% de déplacements.

Diplôméd'une ESC, titulaire du DECS, vous

avez une première expérience de 2 à 3 ans en

cabinet d'audit ou en entreprise.

TEG notre Conseil, vous remercie d'adresser votre dossier de candidature

TEG Ressources Humaines



sous la référence M 938 06, qui sera étudié en toute discrétion.

113 rue de l'Université 75007 Paris

Le Monde

nternational

JEUMONT JSCHNEIDER INDUSTRIE

RECHERCHE POUR SA FILIALE DE MADAGASCAR

ILINGENIEUR ELECTROTECHNICIEN

INGENIEUR TELECOM

DE NATIONALITE MALGACHE Mission:

- répondre aux appels d'offres. - négocier avec les clients sur le plan technique et commercial - suivre la réalisation des contrats - animer une équipe.

Merci d'adresser CV à JEUMONT SCHNEIDER INDUSTRIE Direction des Ressources Humaines. (réf. FG) 70. avenue du Président Wilson - Cedex 59 - 92058 PARIS-LA DEFENSE

GROWN SCHNLIDER -

Working in Britain's Silicon Valley Phoenix is a leading UK technical communica-tions consultancy serving the European compu-ting and hi-tech industries.

As part of our expansion plan for our 10-language translation unit, we are currently recruiting 2 qualified translators per language for French, German and Dutch. Applications are invited from recent graduates, and practising translators with at least two years experience. We offer a modern,

computer-based environment using advanced desk-top publishing and computer-as slation tools.

Phoenix is based in Wokingham in Berkshire, just 50 minutes away from London. For further details please apply to:

Cacilia Garrido

INGENIEUR AGRO ARABIE SEOUDI

Ingénieur Agro, vous êtes débutant ou vous possédez une 1ère expérience ; âgé de 25/32 ans, vous partez couramment l'Andrais (éventuellement l'Arabe, mais ce n'est pas Indispensable). Vous êtes intéressé par un travail vous conduisant d'abord à étudier les possibilités d'impiantation sur une région d'Arabie d'une Filière Avicole complète (Accouvage, Elevage, Abattage et conditionnement. etc).

Homme d'analyse et de calcul, capable de rendre sur un projet un avis motivé de "faisabilité" générale (fechnique, économique, commerciale, etc), vous êtes très désireux de passer à la réclisation sur le terrain des projets que vous avez préconisés en pilotant leur mise en aeuvre.

C'est l'opportunité que vous offre une Entreprise leader dans son domaine, fortement implantée en Arable. La solidité des positions qu'elle occupe sur un des principaux marchés mondiaux pour la commercialisation des volailles conjuguée avec les relations qu'elle possède en Europe permettent d'offrit au jeune ingénieur que vous êtes des possibilités substantielles d'évolution professionnelle

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 9577 par Fax N°(1) 49.10.95.72 ou à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier. Réponse et confidentialité vous sont assurées.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE EUPOWESSAGES

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Alexander Proudfoot International

omptant parmi les cabinets de conseil les plus réputés et les plus performants, nos activités d'accompagnement et de soutien en gestion nous valent la clientèle prestigieuse de très grandes entreprises industrielles et de sociétés de service dans 25 pays sur les 5 continents.

Nous sommes actueilement à la recherche d'un professionnel motivé, expert des ventes en interne, en vue d'appuver nos activités en France et en Belgique. Si vous avez le don de communiquer et les capacités d'un vendeur affirme, si entreprendre est pour vous une seconde nature, que vous êtes motivé, que la réussite vous semble la conséquence logique de vos qualités, et que vous maitrisez aussi bien l'anglais que le français, nul doute que notre offre est de nature à vous séduire.

Vous constituerez un des pivots d'une équipe de vente de haut niveau. Basé à Bruxelles, en Belgique, vous travaillerez au contact de responsables de l'industrie et des affaires. Vous serez chargé en particulier de

l'identification de nos nouveaux clients et de la phase si critique du premier contact. Vous possèdez une expérience de la vente en interne, vous souhaitez réorienter votre carrière vers le domaine commercial, ou encore, vous êtes un vendeur talentueux qui envisagerait avec plaisir un travail stimulant dans une fonction interne sans vouloir pour autant renoncer aux contacts commerciaux: alors, n'hésitez pas à nous répondre.

Nous récompenserons votre talent, votre assiduité et vos performances par un excellent salaire, des avantages extra-légaux très complets et des primes aurayantes.

Envoyez votre curriculum vitae rédigé en anglais, en spécifiant votre niveau de salaire et en mentionnant un numéro de téléphone où nous puissions vous joindre pendant les heures de bureau, à Alexander Proudfoot Human Resources, Manhattan Tower, Avenue du Boulevard 21 (boîte 26), 1210 Bruxelles, Belgique, sous la référence F SC LM 28 6-90.



wenn Sie mit Daten arbeiten. Hi Tec diskettes, EDV-Papiere und Computerzubehör.

Wir sind ein in unserer Branche seit Jahrzehnten international etabliertes Unternehmen mit hohem Bekantheitsgrad und zukunfts-orientierten Produkten. Schon heute setzen wir die Weichen für 1992. Um den Ausbau unserer Marktposition in Europa zu sichern, suchen wir den berufserfahrenen französischen

AREA SALES MANAGER

der uns beim Aufbau eines erfolgreichen Vertriebs-systems tatkräftig im SB- und Warenhausbereich unterstützt.

Zu seinen Aufgaben gehören sowohl Betreuung und Beratung als auch der weitere Ausbau unseres Kundenkreises im SB – und Warenhausbereich sowie die optimale Produktpräsentation. Einem Markenartikler von überzeugendem Format, mit hohem Massan Einsatzbereitschaft und Verantwortungsbewusstsein bieten wir eine interessante, ausbaufähige Position.

Einen umfassenden Überblick über unsere Produktpalette und die erforderlichen Produktenntnisse vermitteln wir Ihnen in einer Spezialschulung. Wir sprechen Sie mit dieser Anzeige in deutscher Sprache an, da wir von unserem Mitarbeiter neben seiner Muttersprache gut Deutschkenntnisse erwarten. Wenn Sie diese attraktive und ausbaufähige Position reizt und Sie Ihre berufliche Entwicklung in unserem Unternehmen fortsetzen wollen, senden Sie uns Ihre Bewerbung mit tabellarischem Lebenslauf, Zeugniskopien. Lichtbild und Angabe Ihres Gehaltswunsches

boeder gmbh & co. kg Personalwesen Wickerer Str. 50 D-6093 Flörsheim/Main - Tel.: 06145/502-0



a été creée par le Traité de Rome pour faciliter le financement d'investissements à long terme et promouvoir le développement équilibre de la Communauté européenne. Elle finance également des projets dans 12 pays du Bassin méditerranéen et dans les Etats signataires de la Convention de Lomé.

La Banque recherche pour sa Direction des études, installée au

Economiste spécialiste de l'énergie (m/f)

(ayant de 5 à 10 ans d'expérience pratique)

Il aura pour tàche de participer à l'évaluation économique des projets d'investissement énergétiques présentés à la Banque pour financement dans les pays membres et de s'acquitter de travaux relatifs au secteur de l'énergie.

Les candidats doivent possèder un diplôme universitaire d'économie complété par une solide formation en analyse quantitative et avoir l'expérience tant de l'évaluation économique des projets énergétiques que de l'établissement d'études concernant le secteur

L'expérience du secteur privé dans le domaine des hydrocarbures (activités en amont et en avai) serait appréciée.

Les candidats, possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté, auront une très bonne connaissance de l'anglais ou du français et une bonne maîtrise de l'autre langue. La connaissance pratique d'une troisième langue communautaire serait

La Banque offre de bonnes conditions d'emploi, un salaire intéressant et un régime de protection sociale complet et pratique une politique d'égalité de chances.

Les personnes intéressées, qui ne doivent pas être âgées de plus de 35 ans, sont priées d'envoyer leur curriculum vitae ainsi qu'une photographie, à la:

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT, Division Recrutement-Formation (Réf.: ET 9021),

100, boulevard Konrad Adenauer, L-2950 LUXEMBOURG FAX 437704.

TECHNICAL ADVISOR (ENVIRONMENT)

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.

MANDARINA & DUCK

Mandarina Duck est une griffe italienne, caractérisée par l'innovation, le design, la qualité totale du produit, des procédés, du service, de ses hommes.

Dans le cadre de ses programmes de développement, elle nous a chargés de sélectionner le:

RESPONSABLE DES AUTRES MARCHES

Il présentera et déterminera avec la Direction Commerciale les objectifs de développement sur les marchés compétents. S'occupera des points de vente existants. Appuyera, évaluera, déve-loppera les réseaux de vente déjà actifs. Explorera de nouveaux marchés, en repérant les segments de clientèle les plus intéressants. Gérera les prix et les remises, en contactant des branches de distribution de haut niveau et en négociant l'insertion du produit. Sera le tuteur et l'ambassadeur de la marque auprès des marchés de culture diverse mais significative.

ON DEMANDE: langue maternelle anglaise et très bon français. Etre âgé d'environ 30 ans. diplôme ou licence. Disponibilité pour voyager de façon autonome, pragmatisme, curiosité, sensibilité aux valeurs de la marque. Des expériences analogues dans d'importantes maisons de parfums, de haute cosmétique, de griffes de haute mode seront un atout pour le recrutement.

ON OFFRE: une intégration au sein d'une entreprise de prestige, avec une charge stratégique. Une rémunération en relation avec la position et l'expérience. Remboursement intégral de tous les frais. De grandes possibilités d'évolution professionnelle et de carrière. Le transfert auprès de la maison mère en Italie n'est pas exigé.

LIEU DE TRAVAIL: Principalement en Europe du Nord, Occasionnellement dans la région du

Envoyez un C.V. concis et exact sous référence RAM 690 à: Mandarina Duck France - 7, Boulevard de la Madeleine - 75001 Paris

LA SELECTION SE FERA A PARIS A LA FILIALE FRANCAISE DE LA SOCIETE.



RESEARCHER - Argentina, Bolivia and Brazil

Annesty international needs a Researcher to work on several countries in the Americas Region including Argentina, Bolivia and Brazil. You will document cases, prepare reports and advise on initiatives to be taken by Al particularly in relation to prisoners of conscience, trial of political prisoners treatment of prisoners, evirajudical executions and disappearances,

You must have specialist knowledge of the region, proven research skills, sound political judgement, the skill of impartiality and the ability to work in a team, often under pressure. You must have fluent Spanish and English # working knowledge of Portuguese would be an advantage

Closing date: 20 August 1990, Refino, RO-15 For further information and an application form please contact: Personnel Office, Armesty international informational Secretariat, 1 Easton Street, London WCLX 80J, United Kingdom, Tel: 1071) 837 3805 Cal fir answerphonel. Please quote reference no.



RESPONSIBILITIES: Provide expertise on agriculture systems, natural resources management, land use planning and agro-accesystem analysis in support of environmentally sustainable rural poverty alleviation, specifically, evaluate project interventions in terms of environmental considerations and provide technienvironmentally sustainable rural poverty allowalderations and provide techniject interventions in terms of environmental considerations and provide technical support, develop environmental sustainability policies and procedures; assist in developing project pipeline and identify constraints affecting environmental sustainability and propose corrective action; develop and maintain data base
on natural resource and environmental management aspects of rural/agricultural development; assist in staff training; has e with external entities on natural
resource management and environment issues; other related duties.

resource management and environment issues; other retated duties.
QUALIFICATIONS: Undergraduate degree in agricultural discipline, preferably agricultural economics, with interdisciplinary post-graduate degree in natural resource management. 10-15 years experience in agricultural/rural development with at least 7 years project experience in the developing world demonstrated work and/or research focus on ecological/environmental aspects of small-holder agricultural systems in tropical, sub-tropical and semi-and areas. Familiarity with international development institutions and agricultural project financing. Full command of English and good working knowledge of Arabic, French or Soanish.

SALARY & BENEFITS: IFAD as part of the United Nations common system offers competitive international salaries, benefits and allowances. DURATION: 2 year fixed-term

DATE OF ENTRY ON DUTY: as soon as possible subject to funding

Please send detailed résumé to:

IFAD - Personnel Division Via del Serafico, 107 - 00142 ROME - ITALY Closing date for application: 7 August 1990 Only shortlisted candidates will receive an acknowledgement.

We are one of the world's leading manufacturers of electronic equipment, systems and components.

Our Geneva based European Consumer Business Segment which is responsible for the development of complex bipolar and CMOS integrated circuits has an opening for:

A SENIOR ANALOG INTEGRATED CIRCUIT DESIGN ENGINEER

interested candidates will have: An advanced university degree in physics or electronics;

Several years of experience designing high speed bipolar integrated circuits including phase & frequency locked loops;
 A Good knowledge of applied semiconductor physics;

- Fluent English (written & spoken) plus spoken German or As a member of a dynamic team designing state of the art inte-grated circuits for the consumer market you will be expected to

assume a project leader role including supervision of technical We offer a world class environment with advanced CAD tools &

close contact with our other design groups around the world. Candidates wishing to respond to this challenging position are invited to send a Curriculum Vitae (including a recent photo-

Irene Maurer - MOTOROLA (SUISSE) SA 16, chemin de la Voie-Creuse - 1211 Geneva 20 - 022 799 13 91

eurotranscom®

Société implantée sur le marché national - spécialisée dans la gommercialisation de matériel de télécommunication recherche un

DIRECTEUR COMMERCIAL

BASE A SINGAPORE POUR SA SOCIETE EUROTRANSCOM ASIA

SON ROLE: Il établira un plan d'action en vue de développer son antienne commerciale à SINGAPORE, d'étendre la gamme des produits, de rechercher et fidéiser la cientèle.

• Rattaché à la Direction Générale, à sera responsable de notre développement en ASIE (Chine, Tawan, Thailande). SON PROFIL: Professionnel de la vente à l'export, vous panez anglas et si

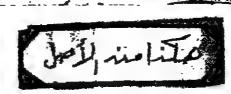
Cossible Chinois SA REMUNERATION : MOLIVARIE EL ÉVOLUTIVE

KPMG

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à noire Conseil Philippe SZYMKOWIAK que nous avons chargé d'instrure cette recherche en toute confidentiaité

KPMG FIDAL - BP 75 - 59003 LILLE CEDEX

10 PM





important ground at insplanté so april TOCHUNE. nour l'un de ses étal

CHEF DY PERFECT HATTACHE AS PRINT ON DU POSTE

.. hptr 10 000 1/4 (17) 14(mm king)。 · Primeron 1 THE A 11 The Top of the Park of the Local Division of the Local Divisi

In the Street, or make the same and The Track Ch. Marchest, 201 The Company of Supple 4.0 box ··· FL (NOT 3 COMMING

al expenses and the feet The said to the said of the sa

100mmでは大田東の中で大き

المارات المارين والمنافع والمن

He fre disherres, FIN Papiere and Computer Seit Jahren

Mean and Computer and Computer and Computer and Computer and and a series and a ser

AREA SALES MANAGER

Tricks and the state of the sta

Bettenny Water

Library Committee of Committee

in makes the country of the large state of the larg

The property of the second sec

an and general according to decimal property of the contract o

Appearance of the control of the property of the control of the co

STREET, BUT THE PARTY TO MAKE ME STREET, BUT THE STREET, BUT T

第87周4月代の17日間では17日で19日に、1970年に、1970年には 20日には、1990年代に1970年には1970年に1990年では1970年では17日によって、1970年には1970年に1970年に1970年に1970年に1970年によっては1970年に197

THE CONTROL OF THE CONTROL OF THE PROPERTY OF

TESEARCHER - Argentina, Bolivia and Ind

eurotranscom

s entire contract and and a some artificial car for a con-

agrange of audit single pleasures RAW CHI.

e get e tate pare

STABLE COTAL ST

AND AND REPORT OF

A Secretary Secretary

大手 (agricular) 1 The productor 1 Sec. or Martin マール

man de la mandio mante un deput de 1921 ; tra a la co

RESPONSABLE DES AUTRES MARCHES

PROPERTY OF SECURITY OF SECURI

heester grabh & rec h;

Promote a piet.

Wasterleb mit bie

Service Sale of Control of Contro

bureaux

DOMICILIATION BUREAUX, TÉLÉCOPE, TÉLÉX

AGECO 42-94-95-28

locaux

commerciaux

Dans commune du sud-ouest de Rennes (5 000 habitants), à vendre local commercial (700 m' enveron en magesin, 200 m' de réserves + grentet. 3 buroaus, 2 chambres trodes + cusarre, Parking prié de 300 m' enveron. Escellente autorio.

de commerce

A VENDRE

1 ber 30 m², 1 salle restaur.
50 m², 1 salle de 40 m², 1 salle de 25 m², 7 chbres.
2 salles de bains, w -c Cus.
30 m² Mur 400 000 F. Pri:
540 000 F. Loyer mensuel
3 600 F. Tel: 44-87:25-30,
1/3, rue Beauxes-Lograve
50620 BETZ.

HOTELS ÉTOILE ÉLYSÉES-MATIGNON INVALIDES 45-02-13-43

VDS RESTAURANT 3 ETOILES Michelm 3 foundrettes, 40 km mer, 50 couw, CA: 2.6 MF, Pr: 1,8 MF, Loyer: 5 000 F Tel.: (16) 66:38-28-57.

Ventes

Ventes

BUROMASTER PTE DE PANTIN

METRO

EXCEPTIONNEL 0, 80, 100, 150 m

48-44-45-45.

(95) ÉCOUEN (MAIRIE)
De 12 à 40 m²
Moublé ou non A parur de 1 500 F par mos H.T.
Votre bureau, au sem du me pépnuler d'entrepres esprit crosteur et fonceur Tél.: 34-29-11-10 Fax: 34-19-08-28.

BUREAUX EQUIPÉS

salies de réunions. STÉGES SOCIÉTÉS

ACTE PARIS

bg St-Honoré-St-Augustin Bodtie, YdJ. ; 43-59-77-55

13- PTE D'IVRY, 7 Burs s/220 mi enu., 4 park. en sous-sol, pas de réprise 1 100F.'HT/m²/en

3615 BURCOM 43-87-89-29

PRÈS CHAMPERRET

1 133 FRANCS

LE m2 + CHARGES

Tres beaux bureaux sur 2 neveaux Libres de Lute 650 m² + 8 p.m. Longs, Exclusives H BERNARD IMEROBILIER 47-64-01-52

13° CORVISART 400 m² anv. burs fecade en marbre sa raprico, 1 800/HT/m²/an

3615 BURCOM

ENCERPANTO NENTE



LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE RECRUTE
POUR SA DIRECTION DES SERVICES
DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

- 600 km de réseau 304 agents
 Budget : 700 millions de francs

2 ADJOINTS AU CHEF DE SERVICE

ETUDES & GRANDS TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT

Lieu de travail : IVRY-SUR-SEINE ou VITRY-SUR-SEINE Ingénieurs chargés d'opérations en tant que CHEF DE PROJET, c'est-à-dire depuis l'élaboration du projet (suivi de la conception et des études) jusqu'à la réalisation complète des ouvrages (suivi technique et financier des travaux).

Travail de contrôle de documents, de contrôle des plans d'exécution et notes de calculs simples de génie civil fournis pour les entreprises, de rédaction de rapports, de conventions, de réponses aux

CONDITIONS:

Etre titulaire de la fonction publique en qualité d'ingénieur.

CONNAISSANCES ET EXPÉRIENCE SOUHAITÉES:

Connaissances générales d'un ingénieur des TP, principalement en structure et génie civil. Acquisitions de connaissances techniques en géotechnique et en hydraulique.

UN DIRECTEUR

DES ÉTUDES ET DU DÉVELOPPEMENT

Lieu de trapail : CRÉTEIL

Responsable de 3 services d'études, anime et coordonne les études préliminaires à l'exécution de responsante de 3 services d'études, anime et coordonne les études préliminaires à l'exécution de grands ouvrages d'assainissement.

Par ailleurs, les services pollution et SATESE mènent pour le compte du département des campagnes des suivis de rejets en s'appuyant sur le Laboratoire départemental des eaux qui dépend de cette même direction.

direction.

CONDITIONS:

Etre titulaire de la fonction publique en qualité d'ingénieur divisionnaire des TPE, directeur général des services techniques ou ingénieur en chef.

CONNAISSANCES ET EXPÉRIENCE SOUHAITÉES:

CONNAISSANCES ET EXPÉRIENCE SOUHAITÉES:

Ingénieur ayant une expérience de bureau d'études de structure et maîtrise d'œuvre ; expérience des marchés de travaux publics, et particulièrement en ouvrages d'art.

Adresser toute candidature à :

Monsieur le Président du Conseil général du VAL-DE-MARNE

DIRECTION DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL, le bureau frecrutement

Avenue du Général-de-Gaulle

94011 CRÉTEIL CEDEX

Pour tous renseignements, contacter le 43-99-44-56.



IMPORTANT ORGANISME REGIONAL recherche: UN (E) CHARGÉ (E)

DE MISSION

it (cite) sura pour mission:

La poste, basé à NANCY, pu-vari sur l'international, est très évoluti à l'internation pu à l'es-riour de la atructure.

Le (ia) candidat (e) doit dis-poaer d'un niveau d'études su-périoures (l'anglais courant, partie et écrit ent abodument indispensable: l'allemand partie pouramment et écrit à peu près correctement est obligatoire).

Merci d'adresser C.V. détaillé + lettre manuscrite + phoso sous rèf. CA 01, à notre Conseil en recruteme CABINET



76, avenue Aratole-France 54889 MARCY



nternational

important groupe agro-alimentaire implanté en Afrique de l'Ouest recherche pour l'un de ses établissements un

CHEF D'USINE

DIRECTEMENT RATTACHÉ A LA DIRECTION GÉNÉRALE

1. DÉFINITION DU POSTE :

- domaine d'activité : confiserie, biscuiterie, pâtes alimentaires ; niveau de production : 10 000 t/an ;

Section 1997 of the property o - effectifs : 350 personnes.

2. PROFIL SOUHAITÉ :

- formation agro-alimentaire niveau ENSIA; Compétence technique générale mécanique et électricité ;

expérience spécifique du secteur de la confiserie ; connaissance du contexte africain ;

- åge minimum : 40 ans.

Réf. EL 003 3. Conditions d'embauche : contrat expatrié avec les avantages liés à ce statut. Ecrire sous ref. 1057 à HAVAS MONACO.

DIRECTEUR COMMERCIA MATERIAL TO BE SOUTH TO THE STANSON OF The state of the state of

to strain he in

\$.m # 12

ARVERGITÉ DE LAUSANNE dur Foculté des Sciences sociée et politiques met sociée et politiques met es concours un posté, pièm tempe, de printenant de professeur ordinaire d'anthropologie ou titre et authropologie, phèse d'Est es authropologie, phèse d'Est es authropologie, phèse d'Est es authropologie, puème d'Est es authropologie, phèse d'Est es authropologie, phèse d'Est es authropologie, phèse de candidaire, jusqu'eu 20 juillet vire, jusqu'eu 20 juillet vire, jusqu'eu 20 juillet publications en deux sampleration en deux sampleration de présentation d'Arthropologie », Faculté des SSP RESEL SSP RESEL GES SER PER LE CONTRE SE CONTRE

Director of network communications required for major US multinational marketing communications company with European Headquerters in London. Must be expert on Apple Computers both herdware and software systems and have extensive experience in the setting up and operation of networks in the marketing communications business. Salary package worth £ 50,000. Apply in writing to: Isn Yonge. Rubinstein Cellingham Polden & Gale. 2 Reymond Buildings. Gray's Inn. London WC IR 58Z.

Lycée français Abou Dhabi recrute profis anglais, mathe-phys., franç., hat.-géo., sc. Exp. druiseres et inettes ever conjoint ensaignent. Logé. avion. contret. Tél. urgent : (19) 9712-448075. Service de traduction

TRADUCTEURS de très haut niveau ayant el possible plusieura années d'expérience. Toutes combineisons de langues, tous domaines. Faire offre sous réf. 18-115304. PUBLICITAS. CH-1211 GENEVE 3.

42-54-33-73

Recherchons homme ou femme (âge min. 30 ams). Logement de fonction, Pour tenir en éfevage canin. Permis de conduire indisp, Armant a vie à le compagne, Etvoyer c.v.:
Club Vacances des Animeur. NALLY per Sens 89 100.
Poste libre de suec.

Lycie privé centre France : charche son surveillant général pour le mentré 90-91. Expérence souhainte. Env. candidature et c.v. au : Ecrire sous le nº 7125 LE MONDE PUBLICITÉ 5, ne de Montassen. Para P.

DEMANDES D'EMPLOIS

Vous envisagez de passez en PAO

REDACTEUR EN CHEF TECHNIQUE

Ayant une grande expérience de Presse à la rédaction et à la réalisation des compétences étendues dans les nouvelles techniques applicables à la Presse, propose de s'investir dans une fonction similaire ou dans un projet de création.

Ecrire à M. André ROME 26, rue du Commandant-Mouchotte 75014 PARIS. Tél.: 43 21 25 19

automobiles

Prof. on université et a très a grande école, agrégé en éco, et gastion, expandementelle, ensequent et formateur la naveaux, esp, audit big 6, pessionné par l'éduci, net., étudis toute proposition. Ecrire sous n° 8982 au Monde Publicité 5, rue de Montessury 75007 Pares. L'AGENDA

Bijoux BUOUX ANCIENS EXP. COMPTABLE C.-COMPTE ESCP. 38 ans. sep. cab. français et anglo-saxon : expertise, audit, screek prossont innerna.

BAGUES ROMANTIQUES SE CHOISISSENT CHEZ GILLET. ACHAT OR. Actuallament 20 % de réduction. Gélet. 19, rue d'Arcole. 75006 Paris. 43-54-00-83. il groupes internet. « recherche atégration et prient., conseil. région PARIS. Tél.: 45-30-02-43 Cours

Matrice LEA angleis/empag 25 ans, rech. 1= SAPLOI e mine TOUTE PROPOSITIO 76L: 45-68-74-17 Pour garçons et filles de 14 18 ans. 20 h d'enseigne ment à tis niveaux en classa et discusaions. Activités hockey, voile, équitation DEA DROIT ECONOMIQUE France et CEE
poste responsabili

nockey, voin, equitation, escalade, camping, orientation, golf et tennis. Excursions dans les highlends et à Edimbourg. Les élèves sont accusilis à le gare ou abront d'inverners. Dats des cours : 28 publis au 18 solt. Ecure : The Director, Benedictins Summer Schools, The Abbert Textingers. Shim Paris, rég, parisien 43-79-25-19

15 ans expérience bances recherche poste motivi dens une Salle des March The Abbry, Inverness-Shire PH32 408, ECOSSE. Tel. 19-44-320-6233. Quelque

42.54-33-73
Vs sté de communeation votre devise :
conseil, service, qualihumaine avent tout, vs pri
légier l'échange,
compétente et expérime
tée,
on vous fair confiance.
Evoluée, vous croyéz
en la joursese.

(de 8 à 11 C.V.)

Mane-NoSi sera sensible å votre appal su {16} 25-21-10-18. replesion: communed diplome: DUT-DTA. replesiones: vente, ma-ting sensotan. H. 46 s./22 a. exp. administ. at finances. Sens discret. st relat. hum. charche poste cadro.
Errie sous le nº 8950.
AU MONDE PUBLICITE
5, me de Monacessey, 75007 Para.

Vacances Tourisme

Loisirs VAR. S kin de Frijus.
Particulier foue masson eu calme dene panêde pour 5/8 personnes.
Piscane, terrius, sports, arrimstone.
3 000 F par vernaina.
Lôre jusq'au 21 juillet er à partir du 18 aoûr.
Tél. h.b.: 40-85-25-67.
Dom.: 84-21-05-05.

MISCOLI, HOUSE-HOTEL 200 chambres simples 110 £ par semaine, Ross.: 172 New Kern Road LONDON SE 1 4YT-BG. 19-44-71-703-4175.

ILE GRECQUE Love maison bord trer, 4/6 lits. Tél. : mat./sor (1) 45-44-21-97. Part. loue région GRACE, 15 juillet à fin août, TRES BELLE VILLA,

pers., vue penoramiqu per. Tél. : 93-60-50-60. oue Cabourg, accès direct me 5 pces, duplex, juillet, acôt. La soir (18) 35-77-26-39.

STE-MAXIME, en juillet, part, tous 15 jours ou 1 mois, ville très grd, stand., 4 ch., 8 pers., 3 a de bris, vue sur St-Tropez, piec., terrasse ouverte avec berbecue, jardin clos.
Tél.: (16) 76-89-71-09. Venda LAND 109 Diesel,

9 CV. fiv. 1380. 100 000 km.

2* main, parais TT.

asthreyage compl. 17 000 km.
cathran transmission, pompe
gazole 15 000 km. échapo,
neuf. 9 preus neufs, moyeun
débrayages, amort, direction,
galorie, banquertes letér. AR.
prot.-phares, porte-jernosis,
sol. bost, remorque 400 kg.

Très bon état. 65 000 F.
38-70-07-23 (sov. 20 h-21 h). CAP D'ANTIBES COTE D'AZUR CHARIMANTE VELLA 50 M de la plage, 3 chbres, gd luxe (16) 93-67-31-13 Dröme, campagna, masson 8 à 8 pers., pacarie, tennis, tranquil, 1 au 20 juillet, WILKENS 28 400 ROCKE/GRANE Tél.: 75-82-80-25

bureaux

A PARIS 5" DU VITRY 94

CIDES

YOTRE SIEGE SOCIAL

A L'ÉTOILE

DANS NOS CENTRES D'AFFAIRES

AV. VICTOR-HUGO

R. BE PONTKIEU, 8

ÉTOILE-IÉNA, 16º

PASSY-TROCADÉRO

Burs, équip. 1/2 J., secrét. tél., serv., téles, fax, surougrafi. DOMECILIAT 190 à 390 F/M.

CIDES 47-23-82-10.

A party de 50 F HT / mos Vorre ADRESSE COMMERCIALE Paris 1", B°, 12°, 15°, 17°, LOCATION DE BUREAUX, CREADOM, 42-67-05-99.

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM Constitution de accrétés Démarches et tous service

43-55-17-50

PARIS XVIe

Locations YOTRE SIÈGE SOCIAL

RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT

GROUPEMENT

PROFESSIONNEL

مكنامن لأصل

JEUNE DIPL ÉCOLE COMM THE PUBL ET MARKET, CONN. GROE DISTR SOUMAIT Ecrite aous in 8964 au MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 PARIS.

capitaux: propositions AV. CHAMPS-ÉLYSÉES commerciales

Nous recherchone REPRESENTANT POUR LA FRANCE POUR LA FRANCE
pour le réorgenustron d'un réseau de vente et le promotion d'un produit susse (sertions échange) déjà introduit en France, nous cherchons Agence de vente reconnue, disposant, si possible, de collaborateura sur l'ansemble du pays, Vaullez contacter sous red 44.66.194.

Veuillez contacter sous ref. 44-66-124; PUBLICITAS, case possal CH-8021 ZURICH.

CH-BOZT ZURICH.

L'ouverture du marché européen oftre des perspectives de développement unque, même les très petites entrepréses pouvent en bénéficier i
Mais comment strouver le
temps d'alter s'informer sur
place? A qui s'adrasser
pour aborder toutras l'en
questiones? Sans compter le
problème de la langue...

Si vous vous interroges sur vos
possibilités d'expension au
Royaume-lini, comiscre-nous.
Nous étudierons ensemble les
sectairs qui méritant une
amestigation spécifique et nous
vous fourniques un étude e sur
mesure si et en français?

Hugo International Service 181A Randolph Avenue, London W9 IDJ, Tdl.: (19-44-71) 328-78-76. Fax: [19-44-71] 372-05-67. Deposant d'importants four nisseurs en Extrême-Orien

France | Databurs en Extrêmo-Orient |
Dour articles de grosse consommation avec une grande marge benéficiaire. Sté |
Doursert tonchonner ammédiazement cherche capitaliste deposant 400 à 500 000 F. affaire très certable et d'augre |
T. de 11 it. 4 13 h. ou 19 h 30 |
8 21 ht. au 45-79-55-91

A SAISIR 570 m², BELLE FAÇADE SUR AVENUE VICTOR HUGO

BAIL COMMERCIAL

PRES PLACE DE L'ETOILE

228 m2 en rez-de-chaussée et rez-de-jardin. 238 m² au 1er étage et mezzanine. 104 m² en sous-sol très bon état général, prestations de qualité

75|16 Pans Tél.: 45, 00, 18, 02



LOCAUX: 2 MAGASINS

Nouveaux baux dans le centre commercial le plus connu de Londres. Nombreux visiteurs Internationaux chaque année. Renseignements:

ANGLETERRE Tel: 19 44 71 224 3733

SAUNDERS

81 Wimpole Street,

AGENDA IMMOBILIER

MARINAS - FRONT DE MER - ARRIERE PAYS APPARTEMENTS ET VILLAS DE QUALITE INFORMATIONS ELIPCE FRANCE



Le Monde **CHAQUE MERCREDI** VOS

RENDEZ-VOUS

IMMOBILI LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS LES BELLES PROPRIÉTÉS L'AGENDA IMMOBILIER L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien veridu à Pans. Il est lu par 1 609 060 Français dont 868 900 Parisiens. 642 000 d'entre étux appartement à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'île-de-France. (Source · CESP 1989)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

11DAL

Sint Angeres

ar or a

TED

P) 40 (p)

A PROPERTY.

johniggs yns, ap.

A SHEET IN B

3

西风

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

MAIRIE

19ª arrdt

BUTTES-CHAUMONT

20° arrdt

apparte
1" arrdt PALAIS-ROYAL RUE SAINT HONORE
2 P. 35 m² 980 000 F 3- etag. Bon immedate Acor clair. Petits travalis
48-04-35-35. 3° arrdt
SUR RUE PIETONNE STUDIO 720 000 F
Entr. sé, kitch. sal eau Bel immeuble, Vue dégagée. 45-56-01-00.
RUE SAINTONGE Gd 3 p., 122 m², poutres cheminée, 2 chbres, 2 a, d. bains, 42-76-01-59
3* EXCEPTIONNEL Appt, de très ht raveau,
tres spaceuse reception + obbres et mezzamine convendrat habitation de luxe pour personnalité, Prot elevé justifie, 46-22-03-80 43-59-68-04 p. 22.
4° arrdt ILE ST-LOUIS, Rue St-Louis
on-l'ile, Except, peau studio, Charme et caractère. Be- hout s. plaf. Tout conft. S68 000 F. 48-04-54-48.
5° arrdt
STUDIO, Cusine amendane équipee, s. de bs, we sépare. Ref. nf. Très ensoi. Colme 679 000 F. 43-27.95-83.
5°, not the Chanters appt 37 m·, 2 p., ti etc, r. de-ch (1) 41-45-73-97, h repas
CONTRESCARPE PRES Bol Imm. pierro do 1. asc., chi cont., besu studio st oft 43-45-37-00
EXCEPTIONNEL Rénobilitation de luse. Hôtel du XVIIII sucde, Neuf, jamais habité, Restori appis 95 m² a 115 m² Haut de gamme. 48-22-03-80 43-59-68-04 p. 22.
CARDINAL-LEMOINE 2 p., 33 m ² env. roton noul, s. de bams, 1 210 000 F.
3615 IMMOB
OBSERVATOIRE Rue N - Ddos-Champs, 8- ét.
Vue, 3 peros eft. A rénever. 1 360 000 F. François FAURE, 46-48-22-70
SUPERBE 3 PCES Nº DUROC Prov. nua Sevinas. Double exposition Gastero state
pée, Cimateurion, Dans bel imm, preno de usille. Très bon etat Aspons. 2 780 000 F 45-86-01-00.
ST-GERMAIN-DES-PRÉS RUE DES CANETTES STUDIO 30 m²
895 000 F, 45-56-01-00. VAUGIRARD. M° St-Placide P de t. bourg. B. CHBRE
P de t. bourg. B. CHBRE s 'rue, se cit. Gardien. Digicade, Interph. 215 000, cradit poss. 48-04-85-85.
RUE MAZARINE prox. Odéon. 3 p., cuisino. s. d'eau, wc. 1 756 000 F.
NU I AIKE 46-33-15-87
Prus dos quais, loft, carec- tère, xmm. XVIF s., beau volume clan, calmo, 78 m², particulier. 2 400 000 F. 46-33-25-46 apres 18 h.

ments ventes 7° arrdt y arenne, des dellamil, i pièce a renover prin 350 000 p FRANCOIS FALSE 45 49 22-70 SÈVRES BASYLONE SEAU STUDIO 30 mi mour witch s. de bris, wit séparé Parlan utar 950 CCO F. 45-66-43-43. MÉTRO DUROC 2 P. 1 300 000 F 4° étage. Bel immeubli pierre de tarle, Ensote lé su cour fleune. Digisode. 45-66-01-00. RUE VANEAU 2" ét asa, interphone, gardien, 5 p principales, pen volume 7 730 000 F NOTAIRE 8° arrdt TRIPLE RÉCEPTION 4 CHBRES, 3 BAINS STUDIO POUR COUPLE Marie: SERNARD 45-02-13-43

CHAMPS-ELYSEES (proche).
Ideal prof lib 210 m² env.
Scp de chame, cnt., dale
lamg + burs + 3 chares
2 bains Travaus à prevor.
48-22-03-80
43-59-68-04 p. 22. 9° arrdt

76 m·. 4 pces, 1° stage, calme, clair, 1 750 000 F. Tél. • 48-04-79-41. RUE RODIER 2 P. TT CFT 795 000 F Gd liv. (3 fenètros), cum salle de bains, we sépai 48-04-35-35.

CHAUSSES-ANTIN, Priys Mi Séi, + cus, 11 cft 4º ét Digicado, Poutres, Garden, Fuibles charges 589 000 F CRÉDIT, 43-70-04-64, METRO ST-GEORGES BEAU 3 PIÈCES, cuss., sui de bra, we. Soigi. Dispende 939 000 F. CREDIT POSSIBLE 48-04-84-48. METRO CADET, BEAU STUDIO. Tt contt. Imm pierre de taille. Descode Garden 350 000 F. CREDIT. 42:91:97-24.

R. DE DUNKERQUE, except. 2 p. rt eft dans bei imm. pierre de t. Gardien Interph Ascens. Vue s. Sacre-Cœur 720 000 F 42-71-87-24. PARIS-9-, ST-GEORGES rare 5 p. dans un hôtol part. classó historique par ser anciens locatarios · Alexan-ere DUMAS, J. RENOIR. Frix: 4 500 000 F. TRI-MALLES 49-27-98-95.

Mª GARE EST. 2 PCES

conft., s. do bns. w rue et cour. Idéal investi sement. Prix 395 000 P. 42-7 1-87-24.

RUE LA FAYETTE 5 mn gares Nord, Est, lécorateur vd 45 m² imm

laussmann, sobre, jeune. I 050 000 F. 40-34-22-44.

11° arrdt

MÉTRO CHARONNE SAISIR 2 P. Curs., 3. d ns. wg. A rénover. 4º 6 sans ascens. 569 000 P CREDIT. 48-04-08-60.

A VENDRE 30 km d'Avignon (France)

Belle maison de type traditionnel,

construction de haute qualité.

Rez: 230 m², 6 pièces, bain + w.-c.

Etage: 125 m2, 3 chambres, bain + w.-c., terrasses

ombragées, 3 garages, terrain de 5 800 m² arborisé. Prix de vente : 2 500 000 F.

Ecrire à :

Mme Judith GENET SANCHEZ

CS/Case postale 445

1211 GENEVE 11 (tél.: 41.22/22.26.08)

10° arrdt JACQUES-BONSERGENT 2 P. 32 m² 468 000 F ntr., sé; dblo chbre, cuis wc séparé, drossing, saile d'aux à créor, Crédit, 48-04-35-35,

1.

Près RÉPUBLIQUE Boau studio cuis., π ch. 3º dtg Clair Fables charges. Gardion. 398 000 F. CREDIT. 43-70-04-64. 15° arrdt Près NATION. 2 PCES, uis , wc. douchu. 3° étg s. rue. Faibles charges. 579 000. CRÉDIT. 43-70-04-64 MOTTE-PICQUET

Mª ST-AMBROISE, Imm ravale. BEAU STUDIO, cuis . sal. de bns. ws. 469 000 CRÉDIT POSSIBLE, 48-04-84-48.

PERE-LACHAISE imm. récent, beau 2 p., π ch. parl. état + box. 43-45-37-00,

12° arrdt DAUMESNIL. Pres metro Beau studio. Coin rus., wc, bris Viue degagée. Fabres charges. Digicode. 378 000 F. Crédin. 43-70-04-64.

NATION PRÈS Gd 2 p., entrée, cuis. équipée, bains, URGENT, 790 000 F 43-45-37-00.

13° arrdt Prov. Pte Italie, Maison:
Stj., 3 chbres, jardinet.
1 300 000 F.
Sejour, 3 chambres, cous
anglaise. 1 500 000 F.
80 m², habitat. + ptelier.
+ jard. 1 000 000 F.
Tel.: 45-47-04-24,

GLACIÈRE Récent 3, 4 p., 73 m², rue e prdin. chauffage individue Ps : 1 900 000 P. 43-35-18-36. BUTTE-AUX-CAILLES 3 P., 75 m² gñv., sói dbío s.d bns, baig. 1 680 000 f

3615 IMMOB Tél. : 43-67-86-75

14° arrdt **EXPERTISE** GRATUITE

Etudo Duvernet 45-41-11-00

RUE DE L'ABBE-CARTON IMMEUBLE ANCIEN 2 PIÈCES, CONFORT. 730 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-49-22-70 PRÉS DENFERT Imm. récent. 5° ét. Raws-sant 2 pces, 50 m² + box. 1 800 000 F. 43-28-73-14.

PLAISANCE 2 P. 40 m², sój., chbre cus., wc, s.d.bs à créer Ravalements facade et esceper votes, payés. 365 000 F. 45-68-43-43.

ALÉSIA. 5º étg., 880. S/AVENUE JEAN-MOULIN BEAU 3 P. TT CFT, belc. Bel imm. récent. Park. poss. Garden. Digeode. 1 850 000 F. 48-58-43-43. ALESIA, BEAU STUDIO Euerher agrésble. 590 000 F. 42-71-87-24.

Mª MOUTON-DUVERNET Imm. ravalé, STUDIO, coin cuis., s. de bris. Bon état. Calma. Soleit. A saspir. 385 000 F. 43-27-81-10. Vds appt Pans, 2 pons, curs., w.-c., s. de b., porte bindée, ds mm, p. de r., cde accès, asc. Px. 1 017 600 F. Tél.: 60-84-51-06.

iproche) Superbe apparament d'angle, 300 m². Ent. 3 p. de récept. en anflade + 4 chb., 2 s.d.b., Cuss. office. Trav. à prévoir. 15 M. 45-22-03-80. 43-59-58-04 p. 22. Alesia, bel anc.; 5/6 p. en duplex, cuis. squipée, 2 bns, 2 w.-c., 130 m² env., balc., 2 W.-C., 130 m. env., balc., plein solell, calma, état nf. 4 450 000 F. Aléssa, bel ano. A salsir liv., 3 chbres, 80 m., hubles ch. 2 190 000 F. 43-35-18-36.

TRÈS RARE BD MONTMORENCY PERNETY. 2 p. tt sit, Refait neuf. IDÉAL. Pied-à-terre ou étudiant. 785 000 f. 43-22-61-36 BU MONTMORENCY
Pierre de 1., gd stand., ét.
èlové, vuo imprenable, tr.
clair, soleii, verdure, 355 m²
dont récept. 135 m². 4 chb.,
4 basss. 2 balcons, 2 gds
boxes, 2 services.

appartements ventes

STUDIO 395 000 F DUPLEIX, limite 7*, square DESAIX, bet mm. recent 1976, 5* ér : beau 2 p. 3/jard, park. 1 950 000 F. EXCLUSIVITE. FRANCOIS FAURE 45*49-22-70

Rue Letellier, Imm. récent 3 piòces, balcon, park. Vue sur PARIS, 3 150 000 F. Francos, FAURE, 45-43-22 7C. immeuble pierre de taille TRES BIEN SITUÉ BEAU 2 PCES 43 m² PARFAIT ÉTAT. 639 000 F. 48-04-35-35 BOUCICAULT BEAU STUDIO 27 m² Entrée, wc. dressing, cu équipée, salle de bairs. Cave, Bon simpeuble, asc M. CHATEAU-ROUGE Network 38 m⁻¹. Curs., bris wo. chf. cent. gaz. Dale expo. Clair, calme. A sarsir, 499 000 F. 43-27-81-10. Cave. Bon immeuble. asc 780 000 F. 45-56-01-00

SÉVRES LECOURBE SEVINES LECCIONS
Dans superbe imm. penre
de teille. BELLE CHAMBRE
12 m². 3 m sous platend.
310 000. créd. rotal poss.
45-86-01-00

2-3 P. 50 m² SEVRES-LECOURBE 50 mètres du parç. Entr. Dble liv., chbre, salle de bris, 3ºét, Bel imm, pierre BEAU 2-3 P. TT GFT 3° étg., ascens. DOUBLE EXPO. TRÉS CLAIR 2 400 000 F. 45-56-01-00 de tailts. Digicode. 945 000 F. 45-66-01-00, **BUTTES CHAUMONT** EXCEPTIONNEL CHARLES-MICHELS MAIRIE 50 MÉTRES DU PARC PCES sur cour arborée énover, 35 m², 565 000 F 48-04-35-35,

STUDIO 730 000 F 30 m², entrée, sérour, cuis équip, s. de bns. Part. état. 45-66-01-00. 15° MÉTRO CONVENTION RUE DE VAUGIRARD 6° étg., 85c. STUDETTE. Tout confort, 519 000 F. CRÉDIT. 48-04-08-60.

16° arrdt

A SAISIR

I.P.I 40-65-05-64.

3/4 pees. 106 m², 2º ét. asc DOUBLE EXPOSITION SUD Tét. : 60-20-30-08.

RUE JOUVENET

BEAU 2 P. 44 m²

Curs. équip. Sal. de bains. 1 200 000. 48-04-35-35

BD MURAT BEAU STUDIO 40 m²

on, 8° et demier étag immeuble, 290 000 F 48-04-35-35.

AV. GDE-ARMÉE

PORTE VINCENNES BEAU 3 P 48 m² 820 000 F Tt cit, Bien conçu. Nombi, rangements. Imm, p. de t... Sej., 2 chbres, cus., berra. v.c., bon état, 45-66-43-43 Mr PL.-FETES, EXCEPT. 5, verdura, 2 P., antr., cua salle de bans, wc. Cave. Pna 659 000 F. Greda, 48-04-08-50. et, asc. Diocode, gardien. 720 000 F. 42-71-87-24. Sevres-Lecourbe, réc., p. de t., 3 p., snirée, cus., bns, w.c., 71 m², balc., plen solei, 3 200 000 F. Volontaires, bel ancien, 5 p., 130 m², bon état, prof. bb, poss. 3 800 000 F. 42-25-18-36. PL. EDITH-PIAF, Beau 2 p. tl cft , s.d.bns, we indip, 4*. Asc interphone, Pte blindés, Chff. indiv. gaz 780 000 F. 42-71-87-24.

78-Yvelines PASSY très beau 2/3 p., im pierre de t 2 180 000 F. VERSAILLES QUART. ST-LOUIS, RARE BEAU 2 P 45 m²

JASMIN R. RISERA
Bel Imm. 1930. gd 2:3 pces
Sójour dble + chambre,
cuia., barns, 3.20 m hteur
i plalond, bonne destribut.
Calme, solei, verdure.
2 800 000 F
EXCLUSIVITÉ
François FAURÉ, 45-43-22-70. Dana hôtel partic rénové, bel apt caractère, 3,20 m #/plafond, poutres. 900 000 F. 45-66-43-43. Versasies, prox. mmédiate SNCF Montparnasse, RER C. commerces, écolas, lycées, 70 m² + terrasse 35 m², spietl, calma, 2 obtres, boxe, 1 680 000 F. 39-53-94-44. FOCH/MALAKOFF

> 92 Hauts-de-Seine LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS VILLA VICTOR-HUGO

BOULOGNE UN INVESTISSEMENT EXCEPTIONNEL quai de Serre, atending. t., 5 pièces, 150 m², celmo, possi prof STIMMS FT 9 PIÈCES iberale, volume sa purono 3,80 m, deco. d'exception, dele living, 3 chbres, cuis, entièrement squede, imge-ne, cave, dipicode, parking en location, 8 590 000 F. Tál. bur. : 43-79-79-78.

Près du môtro Jean-Jeurè
Grand standing sur pari
Los Méhagnerie possible
Bureau de verite de
11 h à 12 h 30
et de 14 h à 19 h
Le tandi de 16 h à 19 h
Livraison mai-jun 92
92, rue de Paris
92100 BOULOGNS
TAL 40 92 64 85 Tél.: 48-25-64-05

BOULOGNE
EXCELLENT INVESTISSEMENT.
PROCHE PONT SEVRES. Ber
studes, dans bon imm., 2 P. TT
CFT LIBRE + 1 STUDIO TT CFT
loue. Ensemble: 780 000 F. Ensemble : 780 000 F. 45-66-43-43. BOULOGNE NORD, 87 m² + terrasse 18 m², 9² ét., piec., park., cave. 2 900 000 F. Bur, 40-95-89-02, dom. 46-03-84-53.

NEVEU 47-43-96-96 Vaucresson, golf St. Cloud, 128 m², dble séjour, 2 chbres + bur., s. de b., s. d'eau, 2 parkings, cave. 3 100 000 F. Tél. : (1) 47-95-12-74. 17º arrdt

MONCEAU-COURCELLES Beau 6 p. 125 m² + studio 12 m², 44, asc. s/r. et cour. mms. 1930, stand. 4 250 000 F. H.B. : 48-22-22-56. Val-de-Marne, Superbe appart, de grand standing 112 m², bords de Marne, terrasse 31 m² sud-quest, entrée, séjour, 3 chambres, 2 salles de traina, grd dressing, parking double, cave, cadre de verture, face à île et vieux moutres, face à île et vieux moutres de la contra de la c EXCEPTIONNEL
PORTE CHAMPERRET
Idéal profession libérale.
BEAU 3 P., 68 m², r.-d.-ch.

Très bel imm. pierre d. t. 1 795 000 F. 45-66-01-00 Mr Malesherbes, 180 m². 6°. asc., 7 p., 2 berns, parking. 6 350 000 F. 42-27-23-14 de 9 h à 10 h ou 18 h à 20 h. oure, tace a lie et vieux mou-lin, aite clessé, proximité école, tennis, 2 feux rouges depus Concorde. 2 950 000 F. Tél.: 43-97-10-70. PONT-CARDINET NOGENT REF.
DANS UN ÉCRIN DE VERDURÉ, SUPERBE 3 P.
80 m². Belle résidence
récente, pierre de taille.
1 580 000 F. 48-04-35-35.

Imm. anc., asc., 5 p., 130 m² envir, 4 700 000 F. UFFI 45-42-02-44. Pre MAILLOT (proche)

Et. élevé, entr., gd dble
living, 2 chb. + 3-d, bs,
dressing + ribreux placarda
env. 130 m². 4 900 000 F. 43-59-68-04 p. 22.

18° arrdt

Mr M.-DORMOY VILLA BEAU 2 P. curs. equp., 8. esu. Ret. nf. Vue deç. Soled. Imm. 1935 ravalé. 519 000 F. 43-27-81-10.

appartements! achats Rech. 1 à 3 PCES PARIS Préfère 5*, 6*, 7*, 14*, 15*, 16* 4*, 9*, 12* avec ou serre travs. Pare cot chez notare. 48-73-48-07 même son.

AGENCES FRANÇOIS FAURE PARIS 7- et PARIS 6-5, RUE LITTRE Spécialistes riva gauche estimation, achat, vente 18t.: Olivier GRUMEL 45-49-22-70.

EMBASSY SERVICE rech pour CLIENTS ETRANGERS APPARTS PARIS de 200 à 450 m². 40 000 F à 90 000 F le m²

EMBASSY BROKER

TÉL. : (1) 45-62-16-40 DU FAX - 42-89-21-54. AVEC PAIEMENT COMP TANT, je recb. pour ped-à-jerre STUDIO ou 2 PCES PARIS RIVE DROITE, M ou M-GRANIS 42-71-93-00.

PAIE COMPTANT CHEZ NOTAIRE APPARTEMENT & PARIS EVEC OU SENS CONFORT. M. ROGER 48-04-08-60. URGENT. J'ACHÈTE SUR PARIS STUDIO ou 2 PIÈCES ÈTAT INDIFFÈRENT M VALLAT 45-66-91-91

Très urgent, pour banque, recherche appt standary, 3 réceptions + 3 à 5 chbres, 16 N. 8 · 7 · 5 · 46 · 22 · 03 · 60, 43 · 59 · 58 · 04 p. 22.

BEAUX APPTS DE STANDING

EVALUATION GRATUITE sur demende 46-22-03-80 43-59-68-04 posts 22

locations non meublées offres:

Paris AV. DE WAGRAM Gd 6 pces, tt cft, cusine équip, Idéal prof, libérale. é ét., asc, 21 500 f + ch EUROPA, 47-05-24-10. 2, QUAI DES CÉLESTINS

APPT DE PRESTIGE 6 P. 160 m², 3º ét. + chbre de service, Cave. Poss, Park. 364 s/pl. Jeudi 28, 18-19 k MARAIS 1 P. de 30 m² env. Pente ous. éq. 3 400 F C.C. **36 15 LOCAT**

Tél. 45-87-86-76. Région parisienne Part. loue pavilion à Chenne vères (94), 5 p., cust. équi pès, 130 m². 250 m² jardin bord de Marne. loyer : 6 000 F/mois. Tél. : 40-44-59-12.

VINCENNES en duplex 2 P. de 34 m² env., cussi équipée, salle de bains. 3 200 F, charges comprise 36 15 LOCAT T실. 43-87-86-76.

locations non meublees demandes

UNION FONCIÈRE EUROPEENNE 227, BD RASPAIL. 75006 PARIS.

rech, pour INVESTISSEURS ETRANGERS et INSTITU-TIONNELS IMMEUBLES et totalité Pans-province commerciaix et habitations.

J'ACHÈTE PARIS RIVE DROITE STUDIO OU 2 PIÈCES. URGENT. J -P. CARRIÈRE 42-71-12-00.

78, Champs-Elysées, 8°. lecherche de toute urgeno

51, 110 km est de Pans, urgent, mason rénovée, 200 m² hab., 8 pces, 5 300 m² terran arboré clos, calme, 580 000 F à déb. 26-81-14-61.

npropriétés (

RECHERCHE POUR SA CLIENTELE APPT VIDE OU MEUBLE LOYERS GARANTIS. LF.E., 42-79-03-18.

GRISS HAUSSMANN 45-22-56-44 cherche pour stés international studios, apprs. wiles wides ou meublés à le location, Paris, Bankei

MASTER GROUP

URGENT rech, poor degears trangers of reportants groups anglo-salants LUXUEUX APPARTEMENTS QUAR THERS RESIDENTIELS a MAISONS QUEST-EST. TÉL: (1) 45-27-12-19

EMBASSY SERVICE

LINDROU 1 VALUE VAN 1 VA **Province**

URGENT COUPLE ENSEGNANTS ech. à L'AIGLE (Orne) ou le myrons proches, masson o CABINET KESSLER emirons proches, mason ou appy F4. F5. Ecrira & M. MASSONNET, 10, rus N. Poussin, 37000 TOURS Tel.: (16) 47-37-14-90.

locations ! meublées offres ⊾

> **Province** A LOUER CARROZ-D'ARACHES (74 udio 4 pers., tout cft. 1 ers légal. feats, psc., 1 Tél. : 43-04-42-41,

locations, meublées demandes

Paris BARBARA FRELING 40-20-96-00 lech, pour sa clientible mu nebonele et internationa APPTS DE PRESTIGE

les ou meublés, URGENT PARIS RÉSIDENTIEL INTERNAT. SERVICE

rech pr BANQUES, STÉS MULTINAT, et DIPLOMATES GDS APPTS de standing 6-6-7 pces. • 42-80-20-42. maisons

de campagne

FORÊT COMPIÈGNE dens juid à l'anceren BELLE BARSON DE FAMILE romanneure a came Doubh récaption & chambies 3 bans Selle terrane sud Jiane classe

:: terrains 🗑

COTE B'AZUR

ANTONY

TERRAIN 5 000 mt INSIA NEUF BURX 900 mt ACTIVITÉS 1 500 mt PERMIS POSSIBLE 1 800 mt 70 PKGS 45-02-13-43.

Vende (80f Somme terrain à bâte ou non 515 m² subliné possib reccordion neu, étecti-cité. Rensegn. sil: 43-52-15-42, gerbs 19 h ou le w. sec au (16) 22-85-05-59

YAR & ALPES-MARITIMES

terraine construct cienemis pett

avec ou sans point, por M. VELUT 20, bd Albert 14, 17200 ROYAN T&L: 46-05-25-94

fermettes

'châteaux⊁

Environe LE MANS (72) CHATEAU 30 p. Tokune to gros causes bon éras. Tecres 1,80 hs. Ps. 2 300 000 F. UFR 45-22-02-44.

"immeubles"

ACHETE

COMPTANT

IMMEDBLES

DOURDIN DORESSAY

HEURIES BUREAU

LIMOUSIN, was marken been, cather at tranquille sate exceptionnel, 5:30 no hab + rigo, 5 hs. tuesants 1 500 000 F. 85-56-56-80 45 MINUTES PARES SUD VDS CAUSE DECES ARCIENNE CHARTRENSE

Ambrogle aur son perc Dévriegé et clos de 7 000 m² Recest. cuts. sér salon, chemnele. 5 chbres. 2 bans. m.-c., superte grenter marcon d'atent, gar 900 000 F Crédit sei 100 % (16) 38-92-72-22 24 h/24 h

recherche apple urdes ou meublés de standing LOCATION OU ACHAT POUR CADRES ET DRINGEANTS DE SOCIÉTÉS 47, r. VANEAU, Paris 742-22-14-61, 42-22-24-66 LOTS VIABILISÉS D'ENVIRON 500 as' A PARTIR DE 200 000 I CALME CHAMPÉTRE. 20 km de St-Raphala. Créd pomble placement eleuré Rensegnements : SEOG/EUROBO. 15, rue Rouget-de-Lisie, 05000 Nec. Tél.: 93-62-20-93 (LEMP **RÉSIDENCE CITY**

ACHÈTE BANGLIBLE PARIS INTRA MURCS, INTERNICIANO DIMENSI 3, r. Visus-Colombier, 75006: 46-24-93-33, Fax 47-45-75-08. MEUDON VAL-FLEURY ADOSSÉ A LA FORET SUR TERRAIN 714 m², VUE TRES DÉGAGÉS SUR L'OBSERVATOIRE, R + 2 580 m² habitables divisés en 4 aprs, gde terrasse, 6 gar., sal. jeux, direct. ptaire. 46-24-93-33.

individüélles SCI wand LÖRIGHON Price SCHWINGER (See PARIS MAS CARRETERE

124

1.5

: - - ONOSSEE

NOISSEMENT

SHOWDES!

HONORS

- CHUROSSEE

RONDISSE

10.78 ME 19 < - . 2 → .

ne Maggi

- - Mainte

and The

y was a first surger

والمرابع والمالية

A -LF

未期的股份

Sorre & Porte RDSSR7 1. nat Goddan 76 j.16 Pape

maisonsi

15,50

MAISON 5 P

ARCURE RISK LAPLACE MARKOS A RESIGVER 3 PCES TY COMPT S/jord. 175 m² girc, check furts. chick. st Gara, 50 mc, 780 000 F 45-85-01-00. Vide Perros Salves, obsidence de Tressradu, melson Fé garage van splendide s, plage ut 7 tes. 76 56-36-52-87, 96-35-49-04 MONOSPELLIER CENTRE, 7-ju belle manuta 720 m² migad prós 130 m², 5 ch., 5d; Michay 70 m² Ph · 2 300 000 F Till 191 67-72-20-88 10 h £ 75 h, TRANS EN PROVENCE

CHOISY-LE-ROT 1947 Contracts Pure. 6 non REA C. beilg descents couldbe, style remnant, 210 or less Pt. 3 260 COS?, Tel. 40 51-62-16.

58-41-64-28 m 51-14-45-42 A 1 HEUVIL DE PARIS
(25 lan de Deurdan)
autoroute de l'Ouest,
agréable majorn attoinne
Charrie, Village 500 hais
auto-paire comitations

Chierre, Village 500 hobt, avec petras connected as 170 ml halo 4 gramer ambrage Chif, care 4 2 chem. Tortunes reavens. Patitie grange. Sur oper consume. Patitie grange. Sur oper consume. Joh petra 350 ml. Calme proct: 355 ml. Calme proct: 355 000 F. Tét. 46-76-19-35 (le sole) en [79] 37-36-69-29, w. end. pavillons A 15 km de RENNES, manon, nicorne, 5 ethore date pigour, cule, équiple fendre, sous-sol total, dans

village agréable. Tél (10) 96-78-41-33 (agr). COMMERLES EN PARISIS 110 km Paris est, fibre de suste, fermette rémovée 7 pars, cft; 5 300 m

COMMERLES EN-PARISIS Las Charpen Galilauria.
E son de le gare, Si Leire e 16 dans. Plant, vanda parri construct. Si compose est. 10 m², son, éque, met Pogenopol, tible gerage è 2 paris, est., 5 sibres, 1 dé h. a. de douche, 2 v -c. batton ser tre la facade gombles ambregoables, lestus 550 m² env è 2 pales hermanes.
Tél. ap. 20 h eu 35-97-19-19 ou poumble à 14. Openapet 47-86 h 1-81 PROS REM BRY-S.-IMARNE Pav. 84: 40le. 3 chbrus, pals. hea. Jord 400 m² Ge. 1 800 000 f. 8 deberte. AG. RECEMEN, 254. sweets Perm-Brossofts 94 LE PERREUX 43-24-17-63.

hôtels particuliers: OCCUPÉS OU VIOES. M. BRUNET 45-41-11-00

NOGENT/BOIS REFAIT NF, LUXE TRIPLE RÉCEPT. 3 CHERES 2 3. DE BAINS (MARBRE) DRESSING, CLIS. ÉQUIPÉS MRD. 250 m° ET GAR. 200 m° PPTAIRE 48-02-13-43.

SOYEZ UN DES 120 PRIVILÉGIÉS A VIVRE DANS UNE DASIS PRIVÉE DE 63 000 m² DE CALME ET VERDURE DANS LE 16º

NEVEU 47-43-96-96



Villa / apartments at the top !

Ce projet exceptionnel se situe "at the top" 2 du Domaine Prioe du Grand Duc. gardienne neures 24.

i appartements d'un niveau de finition de it standing vous offriront une uue d'une rare uté sur la baie de Cannes et les parcours de golf de Mandelleu qu'ils dominent
De plus, vous bénéficierez d'un environnement
privilègié cat, outre les spacieuses terrasses
verdoyantes dont ils seront dotés, ces
appartements seront au cœur de luxuriants
jardins.

Vous voulet en savoir plus. 2 solutions.

☐ Je désire recevoir une documentation, sans acuan engagement de ma part.
☐ Je désire recevoir une cassette vidéo (VHS « Secam) Pour cela, je joins un chéque de 50 F établi à l'ordre de "A Touch of Golf" qui me sette rembourse jorsque » vaus resoursers! le

sera rembourse lorsque je vous i



A Touch of Golf s.a.r l. 21, allèe des Saules 83230 Bormes-les-Mimosas / France Tel : 94.71.77.65 - Fax: 94.71.12.05

I Votra appartement au sommet du Grand Duc

FAITES ESTIMER GRATUITEMENT YOTRE APPARTEMENT TÉL.: 45-41-11-00

LA VARENNE, ds imm. stand., dble eupo., 4 p. 87 m², sans vs-à-vs, grde cust, sé; 20 m² + terrasse 7 m², 3 grdes ch. 1 475 000 F. 48-89-24-63. Province

CACHAN PONT-ROYAL SUPERBE 2 P., TT CFT, COUP DE FOUDRE.

Appertement class EXCELLENT ÉTAT, jard. privatif 80 m².

pard. privatif 80 m². 795 000 F. 45-66-01-00.

BIARRITZ Studio 30 m² étage. Kitchenette équi pée, s. d. bas séparée. Been situé, Pres 235 000 F. T. (1) 42-04-06-63.

48, rue de Bassano, 75008 Paris Visites sur rendez-vous au 40.70.00.98

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

					— <u>————————————————————————————————————</u>				
	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
	PARIS			19• ARRONDIS	SEMENT (suite)		92 - HAUTS-D	E-SEINE (suite)	
	5. ARRONDISSI	EMENT		2 PIÈCES NEUF 50 m², cave	139, rue Manin SEFIMEG - 45-65-37-02	3 950 + 453	4 PIÈCES Park, mm. neuf	MEUDON-BELLEVUE 2, rue des Capucins	8 850 + 1 253
	7 PIÈCES Parking, 193 m², 1• étage	31, rue Claude-Bernard AGIFRANCE - 47-42-17-61	24 200 + 4 218	2 PIÈCES NEUF 55 m², box, cave	139, rue Manin SEFIMEG - 45-65-37-02	4 660 + 497	94 m², 2- étage 2 PIÈCES	SAGGEL - 46-08-80-36 MEUDON-BELLEVUE	1 4 000
	2 PIÈCES Parking, 64 m²,	31, rue Claude-Bernard AGIFRANCE - 43-31-73-41	6 6 1 4 + 1 00 4	2 PIÈCES NEUF 64 m², box, cave	139, rue Manin SEFIMEG - 45-85-37-02	5 260 + 575	Park, mm, neuf 48 m², 3• étage 3 PIÈCES	2, rue des Capucins SAGGEL - 46-08-80-36	+ 631
	rez-de-chaussée	TANEAUT.	. ,	2 PIÈCES NEUF 53 m², box, cave balcon 12 m²	139, rue Manin SEFIMEG - 45-65-37-02	4 770 + 477	61 m², 6- étage	163, bd Bineau SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 540
	2 PIÈCES 78 m², 3• étage	4, rue Robert-Estienne SAGGEL = 47-42-44-44	9 200 + 698	3 PIÈCES NEUF 66 m², box, cave balcon 9 m²	139, rue Manin SEFIMEG - 45-65-37-02	5 450 + 597	STUDIO 35 m², 3• étage Possib. park.	NEUILLY 223, av. Ch -de-Gaulle CIGIMO - 48-24-50-00	3 690 + 490
	9 ARRONDISSI		7 030	4 PIÈCES Park., imm. neuf.	 46 <i>bis</i> /48, rue de Mouzaïa SAGGEL - 42-66-61-05	7 600 + 1 020	3 PIÈCES 66 m², rez-de-ch,	PUTEAUX 1, rue Volta 1 AGF - 42-44-00-44	4 200 + 550
	3 PIÈCES 109 m², 1= étage	2. square Trudaine GCI - 40-16-28-71	9 800 + 2 045	92 m³, 1• ér. 3 PIÈCES Park, imm. neuf 76 m³. 1• étage	46 bis/48, nie de Mouzela SAGGEL - 42-66-61-05	7 500 + 876	2 PIÈCES 46 m², 2º étage Parking	PUTEAUX 57, quai de Dion-Bouton SOLVEG- 40-67-07-99	3 559 + 430
	11. ARRONDISS	SEMENT		2 PIÉCES Park., imm. neuf	46 bis/48, rue de Mouzaïa SAGGEL - 42-66-61-05	4 600 + 602	3 PIÈCES Neuf, 78 m²	SÈVRES 31, 37 Grande-Rue	5 800 + 865
	50 m² sur jardin 2 PIÈCES	HOME PLAZZA - 40-09-40-00	5 500 + 825 8 500	54 m², 1ª étage			2• étage, park.	SOLVEG - 40-67-06-99	
	meublées, 50 m², sur jardin	HOME PLAZZA - 40-21-22-23	+ 1 275	20° ARRONDISS 3 PIÈCES Parking, 75 m²	SEMENT 52, 56, rue des Hales CIGIMO - 48-24-50-00	3 685 + 920	94 - VAL-DE-N	MARNE	
	12. ARRONDISS 3 PIECES	7/15, rue Sidi-Brahim	4 945	+balc., 64 étage			4 PIÈCES Park., 88 m², 3• étage	CACHAN 34, av. Camot AGF - 42-44-00-44	5 480 + 900
	Park., 56 m², 2• ér. 14• ARRONDISS	1 LOC INTER - 47-45-19-97	+ 521	78 - YVELINES MAISON 7 PIÈCES 160 m², box dbi		9 792 + 400	4 PIÈCES Park 87 m ³	CHARENTON	6 257 + 1 081
	4 PIÈCES 2 park., 94 m²,	199, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	9 996 + 717	3 PIÈCES Park., 95 m², 2• étage	SOLVEG - 40-67-06-99 VIROFLAY 2, rue JBertrand	6 800	1- etage 2 PIÈCES	LOC INTER - 47-45-19-97 CHARENTON	3 700
	1= étage 4 PIÈCES 90 m², 1= étage	102, av. du Maine AGIFRANCE - 43-22-23-81	8 100 + 1 152	Balcon 91 – ESSONNE	CIGIMO - 48-24-50-00		Park., 49 m² 4• étage 4 PIÈCES	158, rue de Paris LOC INTER - 47-45-19-97 NOGENT-SUR-MARNE	+ 606
3	Terrassa 16 m². Park.		1	4 PIÈCES	GIF-SUR-YVETTE Résidence Les Grdes Coudraies	3 450 + 876	2 park., 87 m², 2• étage	68, rue François-Rolland SOLVEG - 40-57-06-99	+ 1 065
	15. ARRONDISS 2 PIÈCES	SEMENT 45, rue d'Alleray AGF - 45-33-32-90	3 400 + 540	92 - HAUTS-D	GCI - 40-16-28-70 F-SEINE		4 PIÈCES 2 park., 86 m², 4- ét., balcon	SAINT-MANDÉ 2, rue Fays LOC INTER - 47-45-19-97	7 930 + 859
l	16• ARRONDISS	,	+ 540	4/5 PIÈCES Park., immeuble neuf	ASNIÈRES 25, av. d'Argenteuil	7 600 + 1 246	3 PIÈCES Park., 69 m², 7- étage	SAINT-MANDÉ 1, place du MarLeclero LOC INTER - 47-45-19-97	6 204 + 662
١	4 PIÈCES 70 m², 5- étage	7, rue Vital AGF - 42-44-00-44	7 500 + 600	104 m², 6- étage 6 PIÈCES 124 m²	SAGGEL - 47-78-15-85 BOIS-COLOMBES 82. rue du Général-Leclerc	5 888 + 1 552	2 PIÈCES Park., 52 m²,	SAINT-MANDÉ	4 855 + 532
	'sens escenseur 5 PIÈCES 120 m², 1= étage	4, rue Chalgrin	16 500 + 610	jardin 76 m² 2 PIÈCES	BOULOGNE	4 221 4 585	6- étage 5 PIÈCES Park duolex	LOC INTER - 47-45-19-97 SUCY-EN-BRIE 1. rue des Lys-d'Or	4 410 + 1 051
	17• ARRONDISS	SEMENT		Park., 51 m², 3• ét. 3 PIÈCES	229, bd Jean-Jaurès GCI - 40-16-28-71 CLAMART	5 100	105 m² + balc., 3- ét 4 PIÈCES	AGIFRANCE-45-90-64-54 SUCY-EN-BRIE	3 842
ı	3 PIÈCES 70 m², 7• étage	9, rue des Dardanelles GCI - 40-16-28-71	7 083 + 1 222	Park., Imm. neuf 73 m², rez-de-ch.	4/6/8, rue St-Christophe SAGGEL - 46-08-80-35	+ 712	Park., duplex, 85 ml balc., 3° ét. 5 PIÈCES		+ 855
l	5 PIÈCES 186 m², 3• étage 5 PIÈCES	118, bd Malesherbes AGF - 42-44-00-44 75, rue Laugler	23 000 + 2 540 6 800	2 PIÈCES Park., imm. neuf, 55 m² rez-de-ch.	CLAMART 4/6/8, rue St-Christophe SAGGEL - 46-08-80-36	4 100 + 546	2 park. 104 m², 1= ét., balc.	86, rue de France	+ 1 000
	71 m², 1= étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 286	5 PIÈCES Park., 110 m² Balcon, 3- étage	GARCHES 11 bis, rue des Suisses CIGIMO - 48-24-50-00	8 200 + 900	4 PIÈCES Park. 88 m², 2 étage	VINCENNES 21/35, rue du Peth-Parc AGF - 48-08-78-48	7 500 + 890
	18ª ARRONDISS 2 PIÈCES 52 m², 4º ét.	SEMENT 95, rue de Damrémont LOCARE - 40-61-66-10	3 560 + 740	3 PIÈCES Park., imm. neuf	MEUDON-BELLEVUE 2. rue des Capucins SAGGEL - 48-08-80-36	6 700 + 960	3 PIÈCES Park. 75 m², 2• étage	VINCENNES 21/35, rue du Petit-Parc AGF - 48-08-78-48	6 480 + 750
	19• ARRONDISS			72 m², 3- étage 5/6 PIÈCES Park jmm, neuf,	MEUDON-BELLEVUE	11 100 + 1 641	2 PIÈCES Park.	VINCENNES 21/35, rue du Petit-Parc	5 040 + 600
	STUDIO Park., 35 m². 3• ét.	48 bis/48, rue de Mouzala SAGGEL - 47-42-44-44	3 200 + 395	124 m². 2• étage 5 PIÈCES	SAGGEL - 46-08-80-36 MEUDON-BELLEVUE	9 500	59 m², 2• étage 5 PIÈCES	AGF - 48-08-78-48 VINCENNES	8 690
1	4 PIÈCES 81 m², 4• étage	60, rue Petit AGF - 42-44-00-44	9 500 + 670	Park., imm. neuf 100 m², 2• étage	2, rue des Capucins SAGGEL - 46-08-80-36	+ 1 339	Park. 107 m², 3• étaga	21/35, rue du Fetit-Parc AGF - 48-08-78-48	+ 1 070

Le Monde

CHAQUE MERCREDI

VOS

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS LES BELLES PROPRIÉTÉS L'AGENDA IMMOBILIER L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96









CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE

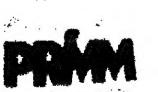
AVEC LA PARTICIPATION DE











والما وشيعوي تعربات بمعوله ويتأمون والحالي

MOBILIÈRE

locations non meubless demandes

UNION FONCIERE EUROPLENNE

WFE. 42 78 03 18

MASTER GROUP

RESIDENCE CITY

班。(1) 45 27 投资

EMBASSY SERVICE

Province

locations moublees offres

Protect

locations

meublees demandes

BARBARA FRELING

maisons.

VIVRE DANS UN VILLAGE

AUX PORTES DE PARIS

CRISS HAUSSMANN ANDERNE CHAPTERISE

MAIN STANCE

EMBAZZA SEGNER

斯 自 於 於 計 報

MEMORY MATERIA SHEET S

的名词复数电路电

CHALLS.

M WILLIAM

IN PERSONAL PROPERTY.

E GREEK LANDER

FORET COMPLEGNE

HEALE WE THE

EEMPTANT SELELEMM

Particle Particle

REPRODUCTION INTERDITE

La Générale des Eaux annonce une augmentation de capital de 4,5 milliards de francs

« Nous vivons une période nors du commun. « M. Guy Dejouany, président de la Compagnie genérale des Eaux n'a pas hésité, lors de Générale s'attend à une « wiritable Générale s'attend à une » wiritable. rale des Eaux n'a pas nesite, lors de l'assemblée générale, à se dira optimiste ». En effet, si l'année 1989 a été « une année de fort developpement et de forte croissance des résultats », 1990 ne se présente pas mai et les perspectives à moyen et long terme restent assez sourigntes : le compe se trouve placé riantes : le groupe se trouve placé sur des « marches particultérement porteurs « en raison du » polds crossant des précecupations d'envi-ronnement », de la recherche d'une meilleure efficacité des services collectifs, de l'ouverture de nouveaux marchés, notamment en Europe de l'Est, des besoins de la vie urbaine et « des attentes en mattère de santé et de communica-

Le chiffre d'affaires consolidé du Le chiffre d'affaires consolidé du groupe a dépasse 98.4 milliards de francs en 1989 (+ 5.5 %) et devrait être voisin de 107 milliards en 1990, dont 25 % réalisés à l'étranger. Le résultat net, qui a atteint 1.8 milliard de francs en 1989 et a crû de 30 % l'an en moyenne depuis quatre ans, devrait dépasser les 2.1 milliards en 1990.

L'objectif de M. Dejouany est de maintenir une croissance de 250 à 300 millions de francs par an jusqu'à 1992 ». Les investissements. qui se sont élevés en 1989 à 16,6 milliards de françs, devraient se situer au même niveau, entre 15 et 17 milliards de francs, en 1990,

Pour les financer, même si l'endettement reste relativement peu éleve (de l'ordre de 10 milliards de francs, soit 1,2 milliard de plus que l'an dernier), la Générale des Eaux va realiser prochainement une nouvelle augmentation de capital encore plus importante que celle de 1989 : une emission d'obligations convertibles avec bons de tant de 4.5 milliards de francs. quasiment un record.

Le rôle moteur de la distribution d'eau

S'il est impossible de résumer l'évolution d'un ensemble de plus de 1 200 sociétés comptant plus de 154 000 salaries, on peut noter quelques faits marquants : le rôle des métiers de base liés à l'environnement, d'abord,

La distribution d'eau conserve. même și elle n'a représenté que 15 % du chiffre d'affaires, un « rôle moteur » (avec près de 35 % du bénéfice net). Selon M. Dejouany. même en France » le marché est loin d'être saturé ». Quant au marche international qui s'élargit, il

La Générale des Eaux y occupe une place de leader, desservant 32 millions d'habitants, mais elle

Generale s'attend à une « véritable explosion de la demande». Elle vient d'acquerir, par sa filiale OTV, 45 % de Krüger, une société danoise - consultant et constructeur - au chiffre d'affaires de 550 millions de francs. Dans le secteur de la propreté, la Générale des Eaux espère obtenir prochaine-ment un contrat de collecte de déchets en Tchécoslovaquie.

Internationalisation croissante

D'autres secteurs sont marqués par une internationalisation croissante, en particulier vers l'Europe de l'Est. Le groupe a créé avec EDF une société commune pour commercialiser l'électricité sur le marché britannique et M. Dejouany a annoncé un accord de coopération avec Elf pour la gestion de l'énergie dans les pays de l'Est, où « le gaspillage énergétique est immense ». Cet accord devrait s'accompagner de la cession par ELF de sa filiale de chauffage ESYS (au chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs), actuellement soumise à l'examen des pouvoirs publics, et d'une prise de participation de 2.5 % dans le capital de la Générale. Le PDG d'Elf, M. Loïk Le Floch-Prigent, va entrer au conseil d'administration.

Dans le secteur de la santé, développé depuis deux ans, un peu plus de la moitié du chiffre d'affaires (3 millions de francs au total) devrait être réalisé à l'étranger grace au rachat de la chaine de cliniques AMI en Grande-Bretagne il y a quatre mois. La Générale compte y relancer des opérations de constructions ou de rachat de cliniques chirurgicales, développer des cliniques psychiatriques où AMI possède un quasi-monopole ainsi que les services aux

Au total, M. Dejouany estime qu' » un petit nombre seulement de méliers » conservent une rentabilité différée, notamment le câble. Si dans ce secteur » la demande du specialeur commence à exister » et si « le cable est sorti de son isolement », notamment grâce à l'engagement de Canal Plus et à l'accord demeure difficile de faire un pronostic sur l'équilibre économique». En revanche, le radiotéléphone, où l'on vient de passer les 30 000 abonnés, devrait être bénéficiaire des 1991.

NEW-YORK, 28:23 =

Irrégulier

La prise de position du président George Bush en laveur d'un relèvement des impâts pour réduire le déficit budgétaire à produit un effet mitigé sur la Bourse new-yorkaise flire page une, section Al. Après avoir monté, Wall Street a progressivement reperdu tout le terrain gagné et, à la cicture. l'indice des industrielles s'inscrivait même légèrement en dessous de son niveau précédent, soit à 2 842.32 (- 2,73 points). En séance, il avant attemt la cote 2 882,92

Le bilan de la séance a été compa-rable à ce résultat. Sur 1 971 valeurs traitées. 688 ont monté. 768 ont baissé et 515 n'ont pas

L'effet Bush aurait-d fait long feu ? La communauté boursière avait d'abord très favorablement accueille d abord tres tavorablement accueui
la perspective d'un relèvement dos
impôts, gage d'une meilleure
conduite de la politique des affaires
du pays, porteuse également de
l'espoir de voir la Réserve tédérale abaisser le taux de l'intérêt. Ne s'agissant toutefois que d'une décla-ration d'intention, sans doute pour tâter le terrain, le marché americain a préféré faire taire son optimisme pour conserver un œil sur les résul-

VALEURS	Cours to	Cours de 26 year
Alcor	6434	E3 7/8
ATT	4:23	4138
Boeng	57 1.4	57 5/8
Orașe Manivazza Bara	241.8	24 3/8
De Pont de Hemours	37 5.8	37 7/8
Easteran Kodak	402.9	39 7/3
Econ	47:12	47
Ford	433:-	132/8
General Electric .	69 7:4	M
General Moscos .	473:4	46 7/8
Goodyear	315:8	31 3/4
EM .	1165-3	16 7/6
BM	37 1/2	57 1.4
Nobi Ct	6: 1/2	60 7/8
Pfeer	63 12	62.3/8
Schlumberger		57 3/8
Tauson	58 1.2	56 1/4
Texaco	152	147 3/4
Linea Carbela		19 7/2
ISX	1 12	2 12
Westnehouse	36 1.4	3623
WEST CHOOSE	47	47 23
Keros Corp	67	47

LONDRES, 26 jun = Stable

Les cours des valeurs ont termis la séance de mardi au Stock Exchange à un niveau proche de la clôture de la veille, après avoir effacé une envolée initiale qui avait porté l'indice Footsie des cent valeurs largement au-dessus de la barre des 2 400 points.

Cet indice a terminé en hausse de 1,3 point à 2 399,8 points après avoir gagné en début de matinée 19 points. 459,3 millions de titres ont été échangés contre 377.5 millions lundi. Selon les analystes, la poussée initiale a été accentisée par le faible volume des titres disponi-bles face à la demande des investisles immobilières et les valeurs du iment étaient bien onentées, mais les titres du secteur alimentaire ont reculé à la suite de prises de bénéfices après des gains récents.

encouragées par l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt et des appréciations favorables d'une maison de courtage Les brasseries ont été demandées avec des spéculations sur le réamploi dans ce secteur de fonds reçus par des investisseurs institutionnels pour des actions de Guinness vendues au groupe fran-

PARIS, 27 juin Tassement

Après six séances de hausse consécutive entraînant une pro-gression de plus de 3,46 % des Vivienne dans un marché toujours modérément actif L'indice CAC 40 après avoir enregistré une perte de 0,26 % à l'ouverture se dépréciait de 0.67 % en début d'après-mid. Les intervenants français depuis quelques temps hésitent dans leur stratégie à venir sur un marché jugé tres ne veulent pas se désengager estimant que cetaines grandes valeurs devraient encore monter. Le mouvement observé mercredi était qualifié d'ajustements techniques par quelques gestionnaires. Dans ces conditions, les opératrans ces conditions, les opera-reurs ont peu tenu compte de la stabilisation du chômage en France au mois de mai ou de la housse de 2,5 % du SMIC. Au niveau interna-tional, ni la réaction mitigée de Wall Street la veille après les déclaaccroissement des recettes fiscales, ni les propos optimistes du président de la Commerzbank sur l'évolution des taux d'intérêt en Allemagne après l'union monétaire n'ont influé dans un sens ou dans

l'autre sur la tendance. Les principales hausses de la journée étaient emmenées par la SCOA, Luchaire. Mines de Salsigne et Financière Robur. Du côté des baisses figuraient Métaleurop, Eurocom et Finextel. Le titre Accor réagissait peu à l'annonce du rap-prochement de cette chaîne hôteibre avec les Wagons-Lits. Le titre Michelin continuant de se déprécier de manière modérée tout de maine perdant 0.9 % en début de maner moderes out de maner perdant 0,9 % en début d'après-midi, L'action Générale des Eaux enregistrait un recul limité au lendemain de son intention de lever 4,5 milliards de francs.

TOKYO, 27 pin 1 Très forte hausse

Pour la deuxième journée consécu-tive, les cours ont monté mercredi à Tokyo, et même bien monté, pus-que, à la clôture, l'indice Nikkei, s'établissait à 32 312,75 avec ur gain de 740,98 points (+ 2,35 %).

La fermeté du yen et la bonne tenue du marché obligataire ont joué un rôle important dans la hausse des cours. Mais le Kabuto-Cho a égalerecours, mais le kalutro-uno a egue-ment réagi à la déclaration d'inten-tion faite par le président américain George Bush sur un relèvement des impôts. Les investisseurs japonals y ont vu la promesse d'une basse des taux d'intérêt et d'une nouvelle remontée du ven. remontée du yen,

Dans ces conditions, les investisseurs, soucieux de ne pas rater un train de hausse, ont repris des posi-tions dans la perspective d'un retour imminent des grands Fonds de pla cament. De leur côté, les arbitra gistes ont mis à profit l'écart impor-tant (800 points environ) existant entre le Nikkei et les cours des contrats à terme pour procéder à des achats. Globalement, l'activité

VALEURS	Cours du 26 jun	Coars du 27 pm
Alca Sindyestone S	1 010 1 480 1 800 2 600 1 730 2 060 1 000 8 510 2 280	1 030 1 530 1 880 2 700 1 780 2 150 1 030 8 570 2 370

FAITS ET RÉSULTATS

Le Monde-RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

 Mitsul va prendre une participa-tion de 4,6 % dans Unisys. – Le groupe informatique américain Unisys Corp. a annoncé que le japonais Mitsul and Co allait pren-dre une participation de 4,6 % dans son conital. Cette opération. dans son capital. Cette opération se fora par un investissement de 150 millions de dollars en actions préférentielles convertibles en actions ordinaires Unisys. L'accord, qui reste soumis à l'autorisa-tion des autorités fédérales, pré-voit également l'octroi par Mitsui à Unisys d'un prèt subordonné de 50 millions de dollars, d'une durée de cinq aus. Unisys avait accusé l'an dessire une perte de l'an dernier une perte nette de 639,3 millions de dollars (contre un bénéfice net de 680,6 millions en 1988) en raison d'une charge exceptionnelle liée à un programme de restructuration pré-

de quelque 8 000 emplois. Baisse de 54 % du bénéfice de Beruard Tapie Finances. – Bernard Tapie Finances a enregistré en 1989 une chute de 54 % de son bénéfice consolidé à 27 millions de francs contre 60,5 millions de francs, a révélé mardi 26 juin le groupe français qui réunissait ses

Mercredi 27 juin

M. Victor Scherrer, POG de Pistral (division gâleaux and Metropolitan Foods Europe

voyant notamment la suppression

actionnaires. Selon le patron de l'OM, ce retrait plutôt brutal s'explique par l'absence de toute opération de cession en 1989, alors qu'en 1988 BTF avait dégagé d'importantes plus-values sur la vente de Mazda et Wonder. BTF, qui a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs contre 606 millions de francs en 1988, a décidé de changer de stratégie en optant pour une politique d'acquisitions a qui ne sera plus axès sur les canards boileux », ont affirmé les canards boiteux », ont affirmé ses dirigeants.

u Digital Equipment acquiert 5 %, de Cegid Informatique. - Le constructeur informatique Digital Equipment France 2 pris une par-ticipation de 5 % environ du capiterpation de 3 % caviron du capi-tal de Cegid informatique (groupe Cegid SA) pour un montant de 30 millions, à l'occasion d'une aug-mentation de capital de Cegid. Il s'agit de la première prise de parti-cipation de DEC dans une société de services. de services, indique-t-on chez Digital France où l'on souligne la volonté du constructeur de se développer sur le marché des petites et movennes entreprises.

Jeudi 28 juin

M. Jean-Louis Breuil-Jarrige président de l'Union des chambre

PARIS

Second marché						
VALEURS	Cours préc.	Demier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	
Amerit Associal Associal BASSE BASSE BOT AMERIC BOTOM AT BOTOM CALL	444 1212 532 178 0 381 155 3446 155 761 205 165 20 165 165 20 177 177 177 177 177 177 177 177 177 17	21: 582 180 880 381 248 3452 1155 258 709 155 258 1552 269 155 270 1552 269 185 270 18	AG IP B W LOS TOTALS INCOME. Maria Comm. Maria Comm. Maria Comm. Maria Comm. Maria Dafras. Orient Linguista Orient Linguista Orient Linguista Orient Linguista Processor Ass. February Ass. February Sento	(1) 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10	200 207 207 200 200 200 200 200	
Gracosec	250 10 1080 252 366 164 50	250 25 1094 284 383 164 90 1286	36-1			

Marché des options négociables le 26 juin 1990 Nombre de contrats: 19 167.

	20.00	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS	DE VENTE
VALEURS	PRIX exercice	Juin dernier	Sept. dernier	Juia उंटासरा	Sept. dernier
Bonygues CGE Elf-Agrituine	699 690 640	55 34 52,50 0,60	44 57	0,10	12,58
Eurotzunel SA-PLC . Euro Disneyland SC .	50 100	0.60	4,10	L.	4,19
Haves	675 425	3.50 41.90	24 53	-	7,50
Lafarge-Coppee Michelia	110	1	3.65	9,59	13
Midi	1 300 640	6	46.50 35	36	17,30
Persod-Ricard Person S.4	1 250 729	120	65 128	-	-
Rhone-Poulenc CI Seint-Gohein	440 600	33 1.50	36 22	=	29
Source Perrier Société générale	1 700 560	13	27 35	6.50	130
Sucz Financiere	440 120	2,50	20 6,45	6,50 3	19

MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 26 luis 1990

COURS		ÉCHÉ	ANCES		
COURS	Septembre 90	Decen	abre 90	Mars 91	
DernierPrécédent	162,34 192,68	16.	1,16 1,16	102,34 102,30	
	Options	sur notionn	el		
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS I	S D'ACHAT OPTIC		ONS DE VENTE	
THE DETERMINE	Sept. 90	Déc. 90	Sept. 90	Déc. 90	
102	1.05	1.53	0.73	1,24	

INDICES

CHANGES

Dollar: 5.5855 1

Le dollar s'inscrivair en netre basse le mercredi 27 juin, en raison de l'annonce par le président Bush, la veille, de prochaines hausses d'impôts aux Etats-Unis. La devise américaine s'échangeait à 5,5855 F contre 5,6315 F mardi à la cotation officielle. Après avoir touché son taux pivot mardi (3,35388 F), le mark était en pau plus ferme, à 3,3570. FRANCFORT 26 juin 27 just

Dollar (en DM) ... 168 1,6615 TOKYO 26 jain 27 jum Dollar (en yens).... 155,23 154,35

MARCHÉ MONÉTAIRE (cflets privés) Paris (27 juin)... New-York (26 juin).....

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89) 25 juin 26 jein 98.68 94,20 (SBF, base 100 : 31-12-81) Indice général CAC 542,94 544,52 (SBF, base 1000 : 31-12-87) Indice CAC 40 2 846,08 2 053,40

NEW-YORK Undice Dow Jones! 25 juin 26 juin 2 845,05 2 842,33 LONDRES (Indice e Financial Times a) 25 juin 26 juin 1 979,40 1 926,66 173,90 174,29 80,35 86,37 Mines d'or _____ Fonds d'Etat _____ TOKYO Nikkei Dow Jones . 31 571,77 32 312,75 Indice general ____ 2 323,35 2 362,40

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN	UN MOIS		DEUX MOIS		SOX MORE	
	+ bas	+ haut	Rep. +	ou dip	Rep. +	os dig	Rep. 4	ou dip.	
\$ EU \$ can Yen (100) _	5,6400 4,8020 3,6340	5,6420 4,8078 3,6369	+ 70 - 169 + 69	+ 80 - 136 + 87	+ 140 - 307 + 140	+ 160 - 263 + 167	+ 440 - 807 + 428	+ 50 - 72 + 48	
OM	3,3553 2,9825 16,3668 3,9907 4,5897 9,7544	3,3579 2,9852 16,3821 3,9949 4,5861 9,7635	+ 46 + 40 - 129 + 21 - 55 - 455	+ 62 + 53 + 66 + 37 - 17 - 393	+ 87 + 76 - 92 + 54 - 118 - 860	+ 115 + 96 + 155 + 76 - 65 - 770	+ 214 + 89 + 243	+ 31 + 26 + 54 + 30 - 22	

TAUX DES EUROMONNAIES

			III UEV	
\$ E-U. 8 3/16 Yen 7 5/16 DM 7 3/4 Floria 7 5/8 F.B. (1690) 9 3 8 F.S. 8 7/8 L (1690) 11 1/2 C 14 13/16 F fram; 9 13/16	8 7/16 8 3/16 7 9/16 7 3/8 8 7 7/8 7 78 7 15 16 9 1/8 9 3/4 12 1/2 10 5/8 15 1 16 14 7/8 10 1 16 9 13/16	8 5/16 8 3/16 7 1/2 7 3/8 8 1/16 8 1/16 8 1/16 8 1/16 9 3/4 9 1/2 8 7/8 8 3/4 11 1/8 19 3/4 15 14 7/8 9 15/16 9 1/916	8 5/16 8 5/16 7 1/2 7 7/14 8 1/16 8 1/4 8 3/16 8 5/18 9 3/4 9 1/2 8 3/8 3 5/8 11 1/4 15 14 1/4 9 1/5/16 18 1/16	7 9 3 3 3 3 3 3 4 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
LES COURS DESLIO	HILL SHE IS macabi			

Vie nes sur le marche interbançaire des devises nous sont indiqués en

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'assemblée générale ordinaire réunie le 22 juin 1990 sous la présidence de M. Michel Caldagués à approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre

L'ensemble des recettes locatives augmentées des produits financiers et accessoires s'est monté, en 1989, à 300 350 000 F.

Après dotations de 24 426 000 F aux comptes d'amortissement et de provisions, le bénéfice de l'exercice, en progression de 8,08 %, s'établit à 265 545 000 F, dont 52 691 000 F de plus-values de cession contre 245 739 000 F, dont 40 895 000 F en 1988.

AFFECTATION DU BÉNÉFICE

L'assemblée a fixé le montant du dividende à 29 F par action contre

L'assemblée à fixé le montant du dividende à 29 F par action contre 27,50 F, au titre de l'exercice précédent, soit une progression de 5,45 %. Après imputation de 47,538,000 F à différentes réserves, le report à nouveau s'établit à 31,426,000 F contre 29,727,000 F l'an dernier. Le dividence pourra, au choix des actionnaires, être versé en espèces ou sous forme d'actions nouvelles de la société, émises au prix de 580 F portant jouissance du 1º janvier 1990. Les actionnaires disposeront d'un délai s'étendant du 29 juin 1990 au 27 juillet 1990 inclus pour exercer leur option sur la leur dividende leur presente.

totalité du dividende leur revenant.
En conséquence, tout actionnaire qui n'aura pas exercé son option le
27 juillet 1990 au plus tard ne pourra recevoir ses dividendes qu'en espèces.
Le dividende sera mis en paiement le 31 juillet 1990,

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT

Au cours de son allocution, le président a souligné que l'action de rajeunis-sement et de valorisation du domaine n'est pas sans influer sensiblement sur l'appréciation du titre UIF, aisément perceptible dans son environne

Encore ne traduit-elle que très imparfaitement l'estimation des actifs, ce phénomène déjà connu se trouvant encore renforcé par la hausse des prix

On en jugera en sachant que la valeur d'ensemble des immeubles de l'Union immobilière de France en exploitation à Paris. Neuilly et Boulogne équilibre à elle seule la capitalisation boursière, cependant que la société possède au surplus 123 000 et bientôt 128 000 mêtres carrés, dont près de 80 % situés en région parisienne.

En conclusion, le président affirme que les résultats déjà enregistrés depuis le début du présent exercice et ceux prèvus pour l'ensemble de l'année sont de nature à justifier une nouvelle et significative progression du dividende.

多米年本 206 4

Actions

.

1.0

Cote des Che 4.495 COLP 27-4 1040

上のではない。 上のではない。 ではない。 のではない。 のではない。 ではない。 ではない。

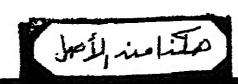
Manufacture and the second sec

The second secon

Controllegation on Gaste 1 - Controllegation (1998)

The second secon

1



• Le Monde • Jeudi 28 juin 1990 33

MARCHÉS	FINANCIERS
MITTIOTTIND	LIMAINOTEIM

Second marché	• Le Monde • Jeudi 28 juin 1990 33		
Second marché	MARCHÉS FINANCIERS BOURSE DU 27 JUIN		
ALEURS COUNTY	Cours Presider Demier &	rs relevés à 13 h 47	
	REGIETATION TALENS PRICES	+	
36-15 In megical ables le 16 in megical ables	285 1.45 1.75 1	2590 2698 +0 86 1425 -0 22 1425 -0 22 1425 -1 02 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 1425 -1 02 -	
	100 1007 1008 1009 1007 1009 1007 1009 1007 1009 1007 1009 1007 1009 1007 1009 1007 1009 1007 1009 1007 1009 1007 1009 1007 1009 1007 1009 1007 1009 1	263 90 10 263 - 157 254 252 - 254 252 252 252 252 252 252 252 252 252	
Photos Suprit 751 Photos Suprit 721 Supris Suprit 12 Substant Suprit 12 Supri 12 Suprit 12 Suprit 12 Suprit 12 Suprit 12 Suprit 12 Suprit 12 S	VALEURS du nom. coupon VALEURS préc. cours VALEURS Cours Dernier cours VALEURS Preis Incl. Frais Incl. Preis Incl.	Emission Rechet Freis Incl. net	
TAUX DES EUROMONNAIES	Cipp 284 283 Ucit 1973 1994 Vispit 2230 2330 2330 2335 4330 4350 2330 4350 2330 4350 2330 4350 2330 4350 2330 4350 2330 4350 2330 4350 2330 4350 2330 4350 2330 4350 2330 4350 2330 4350 2330 4350 2330 4350	121 21 117 87 8 123 124 110 02 107 08 14699 54 14699 54 14699 54 14699 54 1605 41 1603 42 1605 41 1603 42 1605 41 1603 42 1605 41 1603 42 1605 41 1603 42 1605 41 1603 42 1605 41 1603 42 1605 41 1603 42 1605 41 1605	

M. Mermaz souhaite que le budget 1991 comporte des « avancées sociales significatives »

groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a observé, mardi Io juin, que le groupe avait été amené, au cours de la session parlementaire, à « serrer les boulons » sur quelques textes par rapport à la volonté initiale du gouvernement. notamment sur le projet relatif au travail précaire et sur la réforme de la taxe d'habitation.

M. Mermaz a indiqué que les députés socialistes ne souhaitent pas une augmentation de la charge fiscale, mais sa meilleure repartition. A propos de la baisse de l'impôt sur les sociétés pour les benefices reinvestis dans l'entre-

M. Louis Mermaz, président du prise. M. Mermaz a déclaré que le groupe socialiste à l'Assemblée groupe souhaite limiter cette baisse au « premier million » de bénéfice reinvesti. Le groupe PS envisage de réfléchir à la « taxation des plus-values immobilières des entreprises et des particuliers ». A propos des loyers, le président du groupe socialiste s'est interrogé sur l'opportunité d'a en finir définitivement avec la loi Méhaignerie ..

> Enfin, le président du groupe socialiste a mis en garde le gouvernement de M. Michel Rocard en observant que les députés de la majorité ne voteront qu'e un budget qui comporte des avancées sociales significatives ».

Le dialogue entre la diaspora juive et l'OLP

Le président du Consistoire israélite de Paris conteste la représentativité du CRIF

responsables religieux et laïes de la communauté juive. Il y a une semaine, les grands rabbins de France et de Paris, ainsi que le président du Consistoire central et celui du Consistoire de Paris. avaient exprimé leur « totale contiance dans l'action conduite « par les dirigeants israéliens, après que M. Théo Klein, ancien président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) eut envisagé l'ouverture d'un dialogue entre la diaspora juive et l'OLP (le Monde des 19 et 21 juin).

Aujourd'hui, M. Benny Cohen, président du Consistoire israélite de Paris, aftirme que « le chef. au plus hant niveau, de la communauté juve de France, est bien le grand rabbin de France - et que le Consistoire est a beaucoup plus représentatif « que le CRIF.

Dans un entretien publié, mardi 26 juin, par le bulletin quotidien Jour J. M. Cohen, élu président de l'organisation cultuelle parisienne il y a six mois à la tête d'une liste orthodoxe, déclare que les dirigeants du Consistoire, qui a contrôle une centaine de synagogues », sont » les véritables repré-

Les relations s'enveniment entre sentants » de la communauté. « .i raison de deux cents fidèles réguliers dans une synagogue, explique M. Cohen, nous représentons vingt mille personnes. Nous sommes la première organisation juive de France, probablement d'Europe, peut-être du monde. » Selon M. Cohen, «le CRIF représente. certes, beaucoup d'associations, qui, elles-mêmes, ne représentent pas erand-chose v.

> Kahn, président du CRIF, nous a déclaré être « étonné et peiné par la prétention de M. Cohen à représenter la communauté juive dans son ensemble, alors qu'il ne représente que le Consistoire de Paris, qui est une composante importante de la vie guive, essentiellement religieuse, mais qui ne peut en aucune manière se faire le porte-voix des nombreux courants de la vie communautaire juive ».

Interrogé sur ces propos, M. Jean

M. Kahn souligne que, « au sein du CRIF, on peut être juij religieux, non pratiquant ou agnostique », et que « l'unité de la communauté est nécessaire, aujourd'hui face aux turbulences que subissent les valeurs démocratiques de notre pays avec la montée des racismes ».

L'ESSENTIEL

SECTION A

Culture : « Sauver le Centre Pompifessions juridiques : « Un vote à rat-traper », par Dominique Saint-Pierre et Danlei Soulez-Larivière .

Conseil européen Les conclusions

La querre civile au Libéria Les rebelles décidés à s'emparer de

la capitale .. La crise politique

au Canada Un projet de Constitution du Qué-

La lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme

L'Assemblée nationale adopte, en

SECTION B

La bavure de la rue Mogador L'ex-CRS Gilles Burgos devant la cour d'assises de Paris11

Les huissiers « déménageurs » Des peines de trois à six ans de réclusion requises aux assises du

Contestation dans l'Eglise Le cardinal Ratzinger dénonce le « magistère parallèle » des théolo-

CAMPUS

 L'introuvable réforme de l'aide aux étudiants e « Crise universitaire : une chance à saisir ». par Charles Millon . La nouvelle orthographe . Les stages de la

pages 15 à 18

Suprématie européenne

au Mondiale Après les victoires des Anglais et La compétition autour de la septième chaîne hertzienne 22

SECTION C

La hausse des impôts aux Etats-Unis

Bas salaires Accord de principe entre l'Etat et les partenaires sociaux. Escroquerie

chez Peugeot Un préjudice de plusieurs dizaines de millions de francs.

Rapprochement dans le tourisme

La Générale de Belgique et Accor vont entrer dans le capital de Wagons-Lits.

SECTION D

ARTS ◆ SPECTACLES

 Les XXI∞ Rencontres internationales de la photographie d'Arles Ettore Scola tourne le Capitaine Fracasse • Deux nouveaux ouvrages sur Shoah, de Claude Lanzmann . Schumann connu et Inconnu à la Sorbonne . Strasbourg rend hommage à Champolion pages 35 à 46

Services

Abonnements	12
Annonces classées 27 à 3	31
Automobile	20
Carnet	20
Marchés financiers 32 et 3	33
Viétéorologie	21
Viots croisés	20
Radio-Télévision	21
La télématique du Monde :	
3615 LEMONDE	

3615 LM Le numéro du « Monde » daté 27 juin 1990 été tiré à 515 457 exemplaires.

Relèvement du SMIC et report des élections cantonales

Au conseil des ministres

Le conseil des ministres, réuni mercredi 27 juin, a décidé l'augmentation du SMIC de 2,5 % au 1= juillet (voir page 23 et le Monde du 27 juin). M. Louis Le Pensec, porte-parole du gouvernement, a indiqué qu'afin de réduire le décalage actuel de 6,5 % entre l'île de la Réunion et les départements français d'Amérique (DFA), le SMIC sera augmenté à la Réunion de 5 % (l'augmentation est la même qu'en métropole pour les Antilles-

Selon M. Le Pensec, le premier ministre a souligné que le mois de juin avait vu « des avancées décisives » suc « quarre dossiers majeurs » (travail précaire, report des élections à la sécurité sociale, financement des retraites, relèvement du SMIC) de la politique sociale du gouvernement. Toujours selon M. Le Pensec, le premier ministre a estime, en substance, que cela contribue à créer un climat porteur de dialogue avec les partenaires sociaux. Le président de la République, a rapporté le porte-parole du gouvernement, a évoqué la «situation choquante » créée, selon lui, par l'existence de salaires minima conventionnels inférieurs au SMIC dans de nombreuses branches. Il a ajouté qu'il convient de donner priorité à la négociation entre les partenaires et que l'attitude de l'Etat sera d'encouragement à la négociation,

YOUGOSLAVIE

Le référendum

sur une nouvelle

Constitution

pour la Serbie

aura lieu

les 1° et 2 juillet

Le Parlement de Serbie a offi-

ciellement fixé aux 1° et 2 juillet la

tenue d'un référendum sur le pro-

iet de nouvelle Constitution avant

Cette proposition a pris de court

l'opposition, qui milite depuis des semaines pour la tenue d'élections

libres, comme celles qui se sont

déroulées au printemps en Croatie

et Slovenie, devant conduire à la

formation d'une assemblée consti-tuante (le Monde du 27 juin).

Le projet de Constitution pré-

senté lundi par le président de la Serbie, M. Slobodan Milosevic,

reprend à son compte plusieurs

liste, notamment la réduction de

l'autonomie de la province du

Kosovo et la demande d'un nou-

veau redécoupage des frontières de la Serbie au cas où la fédération de

Yougoslavie se transformerait en

Le Parlement serbe a par ailleurs

annoncé l'entrée en vigueur, mer-credi 27 juin, de la loi sur les « cir-

constances extraordinaires » au

Kosovo, qui suspend de fait l'auto-

nomie des autorités provinciales. Selon la télévision de Belgrade,

« l'Etat de droit ne sonctionne plus

et l'anarchie règne au Kosovo x

Cette région est peuplée à 90 % d'Albanais de souche. - (AFP.)

Trois morts après l'incendie

de la forêt de Cabasson (Var)

Polémique sur l'emploi

des pompiers volontaires

de la forêt de Cabasson (Var).

cours de ce feu, qui a aussi provo-

qué la mort de deux autres volon-

et Ludovic Martin, vingt ans, ainsi

polémique parmi les responsables

politiques varois à propos de l'en-

22 juin, le président (UDF) du

conseil général du Var, M. Maurice

Arreckx, a dénoncé l'emploi de

jeunes pompiers volontaires, esti-

mant « scandaleux d'envoyer des

gosses de dix-sept ans au feu ».

M. Jean-Charles Salphati, maire de

Cuers (Var), a décidé de porter

plainte avec constitution de partie

civile, les trois morts appartenant

au corps de pompiers volontaires

.de sa commune.

Nolleveaux, vingt-sept ans,

confédération.

d'organiser des élections libres.

d'« écoute» de la négociation. Il a enfin rappelé l'échéance de la fin de l'année pour déterminer l'attitude future du gouvernement. Le conseil a adopté, malgré l'avis contraire du Conseil d'Etat, le projet de loi reportant les élections cantonales et les regroupant avec les élections régionales (le Monde du 27 juin). Enfin, M. Le Pensec a indiqué que M. Alain Decaux, ministre délégué chargé de la francophonie, venait de rentrer d'un voyage à Madagascar en compagnie de deux prisonniers politiques de ce pays, deux militaires, MM. Andriamaholison et Rakotonirina, détenus depuis treize ans.

□ RFA: condamnation d'un industriel dans l'affaire de l'usine chimique de Rabta.- L'ancien directeur de la société ouest-allemande Imhausen-Chemie, accusé d'avoir aidé la Libye à construire une usine de production d'armes chimiques à Rabta a été condamné, mercredi 27 juin, à cinq ans de prison, M. Jürgen Hippenstiel-Imhausen a été reconnu coupable d'infraction à la loi sur les exporta-tions et de fraude fiscale par le tribunal de Mannheim. La Libye nie farouchement que son usine de Rabia produise des armes chimiques, comme l'affirment les Etats-Unis et la RFA. – (Reuer.)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Chagrin princier

'EN ai une bien bonne à ! yous racenter. Tout commence au dernier Festival de Cannes où Wajda présente Korczac, le « père » de deux cents orphelins juits du gherro de Varsovie déportés et gazés avec lui avant l'insurrection. Danièle Heymann le voit et y va d'un papier indigné par l'antisémitisme rampant, peut-ătre même inconscient, qui suinte au fil de ces images qu'elle juge inacceptables. En France les distributeurs s'inquiètent et en Pologne Mazowiecki intervient auprès de Rocard : Enfin, c'est pas possible! Vous n'allez pas laisser une vulgaire journaliste influer sur le sort de ce chef-d'œuvre.

Au lieu de l'envoyer gentiment péter : Désolé, faut que vous sachiez, en démocratie l'État n'a pas à mettre son nez dans ce qui ne le regarde pas... qu'est-ce qu'il fait, l'héritier à la couronne ? Il confie l'affaire à qui, je vous le donne en mille. Non, pas à son ministre de la culture, quelle idée ! A madame la Dauphine, son épouse, oui. Elle invite donc le Tout-Paris à une soirée mondaine, histoire de lui demander son avis. Champagne, whisky, I pour la vie, notre peut prince I

petits fours et canapés survis d'une projection du film.

Bredin, Krejman, Halter, Minkowski, Souleges, Polenski... Ils étaient tous is, plongés dans le noir, à fourber leurs arguments pour ou contre, plutôt contre. Les lumières se rallument et avant qu'ils aient eu le temps de l'ouvrir. Claude Lanzmann se dresse, ience à Toscan du Plantier : C'est tot oui as produit ca film ? Je ne te félicite pes. Se tourne vers la moitié du chef du gouvernement : Et vous madema yous n'avez pas fait une bonne action en nous montrant ça. Se détourne. Et s'en retourne. Il quitte la salle sans apouter un

Constemation dans les range laissés sans voix par la violence théâtrale de cette sortie qui leur coupe le sifflet. Et brouhaha autour de la meltresse de maison en larmes. On s'empresse, on le console, on la rassure : Alfons, allons, ne vous inquétez pas, s s'an remettra. Qui donc? Wajda ? If est bien question de kii i L'un des fils Rocard, temoin de ce crime de lèse-majesté. Non, c'est vrai, c'est épouvantable, ça risque de le traumatiser

L'OIT adopte de nouvelles normes pour le travail de nuit

des mesures sociales spécifiques doi-

vent être prises, qui seront appli-

La conférence annuelle de l'Organisation internationale du travail (OIT) s'est achevée mercredi 27 juin à Genève par l'adoption de nouvelles normes sur le travail de nuit. GENÈVE,

de notre envoyé spécial

L'accord mis au point entraînera une révision de la convention 89 de l'OlT, datant de 1948 et interdisant le travail de nuit des femmes dans l'industrie. La nouvelle convention définit le travail de nuit comme ntout travail effectué au cours d'une période d'au sept heures consécutives comprenant l'intervalle entre minuit et cina heures du matin ». Elle précise que

□ Les députés UDF défendent leur liberté de vote. - M. Charles Millon, président du groupe UDF, n' pas pu faire adoptet, and 26 juin, par les députés de son groupe, sa proposition de résolution encadrant la liberté de vote sur les textes soumis au Parlement. Cette proposition disposait notamment que les dérogations à la disci-pline de vote devraient « conserver un caractère exceptionnel, limité aux textes soulevant des problèmes de conscience ou d'éthique, transcendant les références politiques ou l'appréciaiton de l'action du gouvernement » (le Monde du 23 juin). Le projet de M. Millon a été contesté par M. François Léotard, qui a estimé, avec plusieurs de ses collègues, que la liberté complète de vote fait partie du « corps de doc-trine » de l'UDF. En dépit de cet échec, M. Millon comptait soumettre sa proposition de résolution au vote de l'intergroupe RPR-UDF-UDC, mercredi 27 juin .

IL Y A DAVANTAGE Un troisième pompier volontaire DE CHOIX. DE LUXE est décédé, mardi 26 juin, dans un hôpital de Marseille, où il avait été D'AFFAIRES. admis le 21 juin après l'incendie DE CREATION Jean-François Siri, trente et un DE MODE. DE PRIX ans, avait été brûlé à 50 % au (CHEZ RODIN) taires, Jessy Beuguin, dix-sept ans, ..QUE DANS 29 À 30 que le décès d'un civil, Patrick BOUTIOUES ET SHOWROOMS Cet incendie a déclenché une REUNIS! voi au feu de jeunes volontaires manquant d'expérience. Le

Que la Mode et la Décoration nous emportent, si nous exogérons... Vérifiez, vérifiez, vérifiez "de visu

Tout un "Empire" de la Mode depuis 30 F le mêtre.

quées progressivement mais devraient respecter le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes. La recommandation prévoit aussi un certain nombre de garanties supplémentaires. Des dérogations à l'interdiction

du travail de nuit des femmes en accord avec I's autorité compétente» (ministère ou administration de tutelle) seront possibles après consultation des organisations les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs. Elles pourront être introduites soit au niveau d'une

branche d'activité déterminée, soit dans un ou plusieurs établissements, mais seulement à la suite d'accords. Alors que les modifications pro-

nées out été très largement adoptées, la CGT française a été la scule organisation de salariés à s'y opposer, son représentant ayant fait valoir qu'il était « universeilement reconnu que le travail de muit est contre-nature et néfaste à la santé ». Queiques rares représentants des gouvernements et des employeurs out également voté contre ces innovations, estimant qu'elles étaient res à la libre concurrence et à l'égalité entre les seves».

JEAN-CLAUDE BUHRER



Pour réussir, il est essentiel de bien comprendre notre environnement économique. Les cadres français sont-ils correctement armés pour cela?

Le sondage exclusif publié par S&V ECONOMIE MAGAZINE montre que beaucoup reste à faire. Profitez-en pour tester votre propre culture dans ce domaine!

EGALEMENT AU SOMMAIRE:

 Qui possède les 200 premières entreprises françaises?

. Y a-t-il encore un socret bancaire? Piacements: le PEL, un rendement sons égal

S&V ECONOMIE MAGAZINE COMPRENDRE POUR AGIR

7. .

terrorisme ommunisme

Master franciscome. Police Dir guitter in Hin estatamen à interpo Errit ittunge entuge Call PE S: - SPECIMENTS COMME 4 to FOA PURSE Total Consultation and a C 6" (4) 20 AU WOUNDER -

Daures S reveletions fit draite suben. Legi fer de l'enécostay to Have the a least it was in the printing semest page. 17234 Que beit pribit ter fair du tu repinal product luce te of statet plusie

distances our bes of ger servicos co " tovidtin inni entare le CHEN OR PARK OF Theorem member